DIALOGUE

GÉNOCIDE PROLONGÉ

La paix dans la Région des Grands Lacs:
«Analyse»

Édition Spéciale 211

La revue DIALOGUE est une revue d'information et de réflexion.
Elle paraît tous les trois mois.

DIALOGUE aborde les problèmes sociaux, économiques, politiques, culturels, religieux et autres, qui intéressent surtout le Rwanda.
La Revue DIALOGUE préconise la rigueur et la validité scientifique, la liberté d'expression et le traitement de l'information dans le respect de la législation en vigueur.

DIALOGUE - B.P. 4857 KIGALI Tél : 0785269755 / 0788300223
Website: www.dialogue.org.rw
Email : info.dialogueasbl@gmail.com:
Dialogue ASBL

Le contenu des articles n'engage que leurs auteurs.

COMITÉ DE RÉDACTION :

Prof. Isaïe NZEYIMANA
Hon. Antoine MUGESERA
Mr. Alfred KABAGAMBA
Mr. Freddy MUTANGUHA

LES AUTEURS AYANT CONTRIBUÉ À CE NUMÉRO :

Hon. Dr. Jean Damascène BIZIMANA
Dr. Aloys TEGERA
Hon. Antoine MUGESERA
Me. Innocent NTEZIRYAYO

ÉDITEUR :
ASBL – DIALOGUE
B.P. 4857 KIGALI
Tél : 0785269755 / 0788300223

Imprimée par IMPRIMU Ltd
Email: imprimu@gmail.com

TABLE DES MATIÈRES

* **En mémoire: Prof. Paul Rutayisire: 9**
  Hon. Dr. Jean Damascène Bizimana

* **Le génocide prolongé: Racisme colonial, Politique des milices et ciblage persistant des Tutsi dans l'Est de La RDC: 17**
  Me Innocent Nteziryayo

* **Qui pourrait arrêter le génocide des Rwandophones Tutsi en RDC ?.....57**
  Hon. Antoine Mugesera

* **L'idéologie génocidaire transfrontalière : Cas de la RDC 109**
  Dr Aloys Tegera

* **Filip Reyntjens: « Chercheur-Acteur » Aux Grands Lacs, Quelle expertise scientifique ?.....122**
  Hon. Dr. Jean Damascène Bizimana

* **Conclusion.....169**

* **À travers livres et revues.....170**

* **Quelques livres à recommander publiés sur le génocide des Tutsi entre 2024 et 2025.....173**

DIALOGUE

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

SIGLE / ABRÉVIATION	SIGNIFICATION
RDC	République Démocratique du Congo
ONU	Organisation des Nations Unies
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC
UE	Union Européenne
FAR	Forces Armées Rwandaises
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FAZ	Forces armées zaïroises
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
APR	Armée Patriotique Rwandaise
RDF	Forces de défense du Rwanda
PALIR	Peuple armé pour la libération du Rwanda
ALIR	Armée pour la Libération du Rwanda
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
MLC	Mouvement de Libération du Congo
M23	Mouvement du 23 mars
AFC/M23	Alliance Fleuve Congo / Mouvement du 23 mars
ASBL	Association sans but lucratif
ONG	Organisation non gouvernementale

GTZ	GTZ (coopération allemande)
Dr	Docteur
Mgr	Monseigneur
Sr / Sœur	Sœur (religieuse)
vol.	Volume
N°	Numéro

AVANT-PROPOS

Fondée en mars 1967 par un prêtre belge Jean Massion, la Revue DIALOGUE est l'une des plus importantes et plus anciennes périodiques indépendantes du Rwanda. Elle est éditée depuis 1982 par l'ASBL Dialogue, de droit rwandais, et s'est toujours voulue comme une tribune libre où les intellectuels rwandais et expatriés amis du Rwanda s'expriment, confrontent leurs idées et encourager un débat constructif sur les enjeux societaux. La Revue DIALOGUE a été un outil de communication des intellectuels, surtout les étudiants des Universités et Instituts supérieurs, des cadres du secteur public et privé, des confessions religieuses et autres.

La Revue DIALOGUE consacre une grande partie de ses publications à la documentation des faits pertinents visant l'information objective et la lutte contre la désinformation dans le but de préserver l'unité nationale brisée par le génocide. Elle contribue à la sauvegarde de la mémoire et au renforcement de la cohésion nationale.

Plusieurs centres de recherche internationaux et universitaires font recours aux publications de la Revue DIALOGUE. Pour rappel, à titre d'illustration, la Revue DIALOGUE a consacré des publications spécifiques sur : l'enjeu foncier au Rwanda, l'énergie, l'eau, la technologie de l'information et de la communication, démocratie et développement, droits de la personne et l'état de droit, les FDLR, le rôle de la femme dans la démocratie, l'environnement, la jeunesse et le développement, la justice et la mémoire, la lutte contre le négationnisme, etc. Malheureusement, la période du Covid 19 et la perte de certains de ses cadres décédés, parmi lesquels les professeurs Paul Rutayisire et Laurent Nkusi, la Revue DIALOGUE n'avait encore pu reprendre régulièrement ses publications. C'est chose faite désormais et ce sera ainsi chaque trimestre avec un dossier spécifique.

Aujourd'hui, l'Association DIALOGUE s'est adaptée à la nouvelle loi sur les Organisations non gouvernementales (Loi n° 058/2024

du 20/06/2024) et élargit son secteur d'activités au regard du contexte interne rwandais, la sous-région des Grands Lacs et la mondialisation afin de répondre aux principales préoccupations et défis. Dans ses nouvelles orientations, l'ASBL DIALOGUE qui continuera de publier la Revue DIALOGUE s'attellera à la promotion du dialogue intergénérationnel, le renforcement de la consolidation de la paix, de l'intégration sociale, de la résilience et de l'unité au sein des communautés.

Elle poursuivra la recherche et la publication objective sur différents sujets comprenant la paix, l'unité nationale, l'intégration sociale, la résilience et encouragera surtout, les jeunes à prendre la culture de lire, d'écrire et de débat en lui permettant d'avoir accès à l'information objective pour lutter contre la désinformation comme facteur d'endoctrinement et de désorientation des jeunes répandue sur les réseaux sociaux.

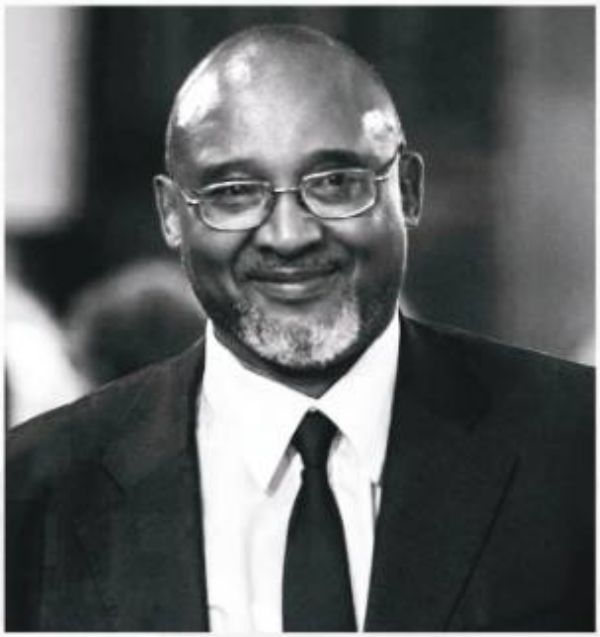
C'est pour l'ensemble de ces motifs que nous avons choisi de consacrer ce numéro de DIALOGUE sur l'analyse des enjeux de la CRISE ACTUELLE DANS LA REGION DES GRANDS LACS. Leur recherche, analyse et compréhension est nécessaire pour dépasser le cadre réducteur qu'en font les médias et certaines ONG ou «experts» qui n'entrent pas dans le fonds du problème pour en dégager les vraies causes et solutions durables. Le problème profond de l'idéologie génocidaire implantée dans la Région des Grands Lacs, en particulier à l'Est de la République Démocratique du Congo par les ex-Forces Armées Rwandaises et les milices hutu impliquées dans le génocide des Tutsis de 1994 est rarement approfondi par plusieurs acteurs internationaux, alors qu'il constitue le nœud essentiel de la crise.

L'incarnation de la même idéologie et sa diffusion par des responsables politiques, religieux, civils, médias et gouvernementaux congolais et burundais est de même un facteur d'aggravation de la crise qui n'est pas suffisamment étudiée et présentée à sa juste place. Autant de sujets que ce numéro aborde modestement dans l'espoir d'apporter sa contribution à la paix tant souhaitée.

Bonne lecture.

EN MEMOIRE: Prof.Paul Rutayisire

Auteur: Dr Jean Damascène BIZIMANA



Il y a deux ans, précisément le 10 décembre 2023, le professeur Paul Rutayisire, historien de renom, et qui fut pendant de longues années Directeur de la Revue Dialogue aux côtés de l'honorable Antoine Mugesera et de Jean Damascène Bizimana, entre autres, rendait son âme à Bruxelles. La Revue Dialogue a demandé à Dr Jean Damascène Bizimana qui a connu cet immense homme de nous livrer son témoignage en guise d'hommage. Les souvenirs qu'il nous a accordés sont à la fois émouvants, justes, profonds, percutants et éclairants. Lisez !

Paul Rutayisire, un homme au-dessus des normes

Me demander de dire à travers les mots, qui était le professeur Paul Rutayisire, équivaut à franchir une montagne difficilement atteignable. Les mots sont complètement pauvres, limités et insuffisants pour décrire dans leur intégralité la nature de sa

personne et la qualité de ses oeuvres. Je propose à la Revue Dialogue pour laquelle il a consacrée une bonne partie de son talent de lui accorder dans ses prochaines publications un numéro spécial à sa mémoire. Une telle initiative permettra à plusieurs autres connaissances du regretté Professeur Paul Rutayisire de me compléter.

1. Paul Rutayisire, humain et analyste méticuleux

Le Professeur Paul Rutayisire fut un ami et un collègue dont la disparition m'a profondément affectée. Sa mémoire restera à jamais gravée dans mon coeur. L'une des qualités que je garde de lui, c'est son caractère respectueux de tout être humain, petits et grands, pauvres et riches. Jouissant d'une intelligence hors pair, Paul Rutayisire ne s'en orgueillissait pas. Loin de là. Il brillait par une simplicité sans pareil. L'humilité et la sagesse étaient les piliers qui caractérisaient son être.

Peu loquace en apparence, Paul Rutayisire avait un sens d'accueil et d'écoute qui créait une proximité avec tout un chacun. Personne ne craignait d'aller à sa rencontre et il savait s'adapter aux personnes de tout âge, de tout caractère, y compris les plus bouillants. Sa lucidité lui permettait de n'entrer en conflit avec personne. Il savait se tirer d'affaire, sans blesser qui que ce soit. Il était tout autant pleinement prudent et méticuleux dans son travail et dans ses prises de décisions.

Je me souviens en 2011 lorsque je faisais partie, sous sa direction, d'une équipe nationale d'évaluation des procès Gacaca, j'ai constaté des cas précis de corruption à Cyangugu et Gikongoro, avec des informations crédibles y relatives. Je les ai mis sans hésiter dans mon rapport à soumettre aux responsables gouvernementaux compétents. Paul Rutayisire m'a convaincu de ne pas me fier aussitôt aux éléments de preuves immédiates même s'ils me semblaient évidents. Il m'a convaincu de prendre mon temps de collecte d'autres informations et de procéder à leur pertinente analyse car, m'a-t-il dit, nous ne serons pas excusés

de la moindre erreur. J'ai longuement refusé sa méfiance, mais devant son insistance, j'ai fini par lui accorder le droit d'ainesse et acquiescer. Alors, je me suis mis à reprendre minutieusement mon enquête et parvenu à des preuves irréfutables. Quand je les ai soumises à Paul Rutayisire, il s'est éclaté de rire, me disant : ne vois-tu pas cher Damascène que j'avais raison ? Sûrement, ai-je répondu, en lui offrant, Chez Lando, un verre de reconnaissance. Finalement, ces cas de corruption étayés de preuves tangibles, ont été retenus et sanctionnés comme il le fallait par le Service National des juridictions Gacaca. Grâce à la prudence méticuleuse de Paul Rutayisire.

2. Un remarquable chercheur

Paul Rutayisire aimait son métier de chercheur et d'enseignant. Il aimait et savait fouiller les archives, les lire avec assiduité, les décortiquer et proposer des articles d'une originalité qui n'a souffert d'aucune comparaison. C'est pourquoi, pas un seul de ses écrits n'a été ni contesté ni soumis à interrogation. Tous ses écrits sont d'une autorité scientifique notoire. Il faut y ajouter son amour et engagement pour sa profession. En effet, Paul Rutayisire a eu devant lui des centaines de milliers d'étudiants qu'il a formés plus particulièrement au Burundi et au Rwanda. Il a guidé plusieurs autres chercheurs étrangers qui s'intéressaient sur le Rwanda. Par ce fait, il a contribué pendant des décennies à la transmission du savoir. Son héritage sera perpétué après sa mort pendant de très longues années, pour ne pas dire éternellement. Le Rwanda et l'humanité dans son ensemble bénéficieront toujours des écrits immenses dans le domaine historique que le professeur Paul Rutayisire a laissés pour les générations présentes et futures.

Deux chercheurs français, Dr Rémi Korman et Dr Florent Piton qui ont bénéficié de l'appui scientifique du professeur Paul Rutayisire en témoignent comme suit : « Les chercheurs spécialistes perdent quant à eux un collègue érudit qui fut aussi pour les plus jeunes générations de chercheurs, un passeur, un

guide. » (Lire Rémi Korman et Florent Piton, « Paul Rutayisire, des lumières de l'histoire à la refondation de la société rwandaise » in Revue Matériaux pour l'histoire de notre temps 2024/1-2, N° 151-152 : Rwanda 1994. Archives, Mémoires, Héritages).

Les qualités intellectuelles qui ont rendu célèbre Paul Rutayisire commencent par sa brillante thèse qu'il a soutenue en 1984 à l'Université de Fribourg (Suisse) : « La christianisation du Rwanda (1900-1945). Méthode missionnaire et politique selon Mgr Classe. » D'aucuns, y compris des idéologues partisans de la thèse extrémiste hutu, tel le Père Guy Theunis, ont reconnu dans leurs écrits, la qualité unique de la thèse de Paul Rutayisire qui a fait de lui le meilleur connaisseur rwandais de l'histoire de l'église au Rwanda. La qualité de sa thèse a été honorée par l'Université de Fribourg en 1987 en la publiant dans son intégralité aux Editions Universitaires de Fribourg, offrant ainsi au public un ouvrage sans pareil sur l'histoire de l'évangélisation du Rwanda que tout le monde peut ainsi commander en librairie, y compris en ligne. N'y manquez pas sur Amazon.fr.

3. Une incommensurable somme de publications

Le professeur Paul Rutayisire laisse derrière lui une abondante somme de publications tant personnelles que collectives. Paul Rutayisire passait une bonne partie de sa vie intellectuelle dans la lecture et l'écriture. Plus d'une centaine d'articles, conférences, ouvrages écrits et inédits sont le produit de ses talents. Il ne pouvait y avoir aucune conférence au Rwanda et à l'étranger portant sur les domaines politiques, sociales, historiques, mémorielles, etc... sans la présence active et participative du professeur Paul Rutayisire, tant dans les préparatifs, dans le déroulement et dans la rédaction ultérieure des travaux des colloques pour les rendre disponibles au grand public.

Au Burundi, le professeur Paul Rutayisire a été pendant de longues années membre du Comité de rédaction de la Revue AU CŒUR DE L'AFRIQUE qui a produit de nombreuses publications

de qualité dans divers domaines touchant la région des Grands Lacs. En 1995, la Revue AU CŒUR DE L'AFRIQUE septembre 1995, vol. 2/3, no 61, a mené, sous la direction de Paul Rutayisire, une analyse fouillée sur la crise dans les Grands Lacs, en particulier sur les causes du génocide commis contre les Tutsi au Rwanda, ses conséquences immédiates et à long terme ainsi que des solutions et leçons à adopter. Les propositions nées de ces réflexions se sont révélées par la suite pertinentes en matière de reconstruction du Rwanda, justice, mémoire et réconciliation.

Pour ne citer qu'un exemple, son article « Rwanda : débats en cours après le génocide et les massacres », publié dans Au coeur de l'Afrique, p. 231 281 restera à jamais l'une des premières analyses claires publiées par une revue scientifique expliquant les causes et les retombées du dernier génocide du 20ème siècle, celui des Tutsi du Rwanda. Paul Rutayisire a clarifié l'évidence de ce génocide au moment où les relents négationnistes, notamment missionnaires, s'attelaient en Europe à nier la matérialité des faits et procédaient à la falsification des responsabilités aux fins de diluer la gravité du génocide commis contre les Tutsi et la déformation de son unicité. Parmi les publications que l'on peut citer, à titre d'illustration figurent :

- Paul Rutayisire, Faustin Rutembesa et Jean-Pierre Karegeye, Rwanda : *l'Eglise catholique à l'épreuve du génocide, éditions Africana*, Canada, 2000
- Paul Rutayisire, Jean Philippe Schreiber et Déo Byanafashe, *Les religions au Rwanda : défis, convergences et compétitions*, Editions de l'Université Nationale du Rwanda, 2009
- Paul Rutayisire, Laurent Nkusi, Faustin Rutembesa, Evariste Ntakirutimana, *Rwanda 18 years after the genocide perpetrated against Tutsi (1994-2012): Testimonies and Reflections, National Commission for the Fight Against Genocide (CNLG)*, 2014
- Roland Junod et Paul Rutayisire, Citoyenneté et réconciliation au Rwanda, Collection du Centre de Recherche Sociale, Haute Ecole Spécialisée de Suisse, 2015
- Etc.

Quelques temps avant qu'il nous quitte, Paul Rutayisire m'a laissé un important ouvrage qu'il souhaitait publier, démontrant le rôle du Gouvernement intérimaire rwandais de Théodore Sindikubwabo et Jean Kambanda, dans la perpétration du génocide commis contre les Tutsi. Sa publication post mortem vaut la peine.

4. Une reconnaissance unanime

Paul Rutayisire jouissait de la confiance de tout le monde, de toute la société rwandaise, y compris dans des milieux ordinairement peu ouverts aux non-initiés. Il est l'un des rares intellectuels rwandais à avoir enseigné, sans coupure, l'histoire de l'Eglise au Grand Séminaire de Nyakibanda depuis la fin du génocide jusqu'à sa mort. Cette confiance continue de la part des Evêques Rwandais ne vient pas de rien. Elle est le résultat de la reconnaissance notoire des qualités tant humaines qu'intellectuelles qu'incarnait Paul Rutayisire. C'est cette unanime reconnaissance de l'unicité de ses talents et de sa sagesse, qui explique l'inlassable conviction des prélats rwandais de lui confier l'autorité des cours d'histoire destinés aux futurs prêtres du clergé autochtone et religieux formé au Grand Séminaire de Nyakibanda. Il est d'usage dans le milieu ecclésial que le choix des professeurs des séminaires, tant prêtres que laïcs, obéit à une rigoureuse concertation approuvée par la conférence épiscopale. Paul Rutayisire en jouissait sans encombre.

5. Un bâtisseur du Rwanda après le génocide

Depuis la fin du génocide des Tutsi en juillet 1994, le professeur Paul Rutayisire a été un bâtisseur sans relâche de l'unité des Rwandais. Rentré plus tôt au Rwanda en provenance du Burundi, son pays d'exil, comme plusieurs ex-réfugiés rwandais, il a été l'un des premiers professeurs qui ont ouvert l'Université Nationale du Rwanda. Il a ainsi permis aux jeunes Rwandais de retrouver la formation académique en les évitant de sombrer dans le

désarroi créé par ce Crime des crimes. Il a combiné sa profession à de multiples autres tâches de préservation de la mémoire en organisant des colloques nationaux et internationaux de référence pour expliquer au monde l'horreur du génocide. Il a en même temps organisé des jeunes étudiants pour les initier à la recherche, publication et participation aux symposiums importants tenus à travers le monde.

Paul Rutayisire a été l'un des moteurs de la relance de la vie socio-politique du Rwanda. Il a par exemple joué un rôle clé en tant qu'historien dans les rencontres d'Urugwiro en 1998-1999 qui réfléchissaient sur les voies et moyens de recréer le Rwanda sur des bases saines après le génocide. Rappelons que c'est au cours de ces échanges d'Urugwiro que des idées novatrices ayant permis le redressement du Rwanda à partir de notre culture se sont exprimées, tel le recours à Gacaca pour la résolution du lourd contentieux du génocide et la mise en place des institutions publiques, issues des consultations populaires, en vue de bâtir le pays sur des bases neuves, solides et durables.

Paul Rutayisire a travaillé assidûment avec d'autres intellectuels pour faire des réflexions et publications en vue de proposer une compréhension scientifique basée sur des faits et preuves historiques sur le drame du génocide commis contre les Tutsi. C'est ainsi qu'a été créé en partenariat avec le père dominicain Bernardin Muzungu, d'heureuse mémoire, la Revue *Cahiers Saint Dominique*, devenu ultérieurement *Cahiers Lumière et Société* pour éviter toute confusion avec la congrégation des Pères Dominicains. Ces Cahiers ont été, avant le retour de la Revue Dialogue au Rwanda, les seules publications scientifiques au Rwanda pendant plusieurs années. La qualité et la pertinence des contributions qui ont été publiées dans ces Cahiers comme dans Dialogue, sont une marque indélébile offerte à jamais à l'histoire de notre pays. Le plus gros avantage des *Cahiers Lumière et Société* animés par le Père Muzungu, comme le nom l'indique, est qu'ils abordaient un thème spécifique précis sous ses différents angles avec plusieurs auteurs. Cela faisait et fait encore leur inégalable richesse.

6. Un infatigable promoteur de la Revue DIALOGUE

Personnellement, je garde une reconnaissance très émue au professeur Paul Rutayisire et Antoine Mugesera qui, en 2005 dès mon retour du Rwanda, à la fin de mes études universitaires en France, m'ont approché pour une sollicitation à la collaboration de la relance de la Revue Dialogue au Rwanda. Je ne regretterai jamais cette rencontre et la collaboration future qui s'en suivirent. Nous avons réussi à rapatrier la Revue Dialogue que des négationnistes avaient volée pour la publier à Bruxelles, prétextant que c'était de manière momentanée, mais dans le fonds ils refusaient son retour au Rwanda. Leur défaite a nécessité une action de justice en Belgique qui les a déboutés. C'est la ténacité conjointe de Paul Rutayisire et Antoine Mugesera qui a permis d'obtenir gain de cause pour, désormais, publier au Rwanda la revue Dialogue en tant qu'organe d'expression d'une association de droit rwandais, ASBL DIALOGUE. Ce n'est que légitime.

Je tiens à le dire haut et fort car je sais que ce fut un engagement pas aisé, mais réussi. Depuis son retour au Rwanda, la Revue Dialogue a bénéficié de contributions d'immense qualité émanant du professeur Paul Rutayisire. Le parcours de dizaines d'articles de la Revue Dialogue publiée au Rwanda depuis son rapatriement en Belgique en 2005 sont mes témoins les plus parlants. Ils prouvent nettement mon argumentaire. L'essentiel des contributions de la Revue Dialogue de 2005 à nos jours émanent en majeure partie de Paul Rutayisire et d'Antoine Mugesera. Bravo à eux !

Il faut terminer. Je conclus en reprenant à mon compte ce dicton rwandais « Ararekwa ntashira » (les paroles s'épargnent, elles ne s'épuisent jamais) pour dire encore une fois merci au très regretté frère et inoubliable ami Paul Rutayisire. Je te souhaite, encore et toujours, cher Paul, un repos éternel. J'adresse par la même occasion ma profonde sympathie à ta chère épouse Martine et à tes enfants. Adieu Paul. Requiescat in Pace.

Hon. Dr Jean Damascène Bizimana

LE GÉNOCIDE PROLONGÉ: RACISME COLONIAL, POLITIQUE DES MILICES ET CIBLAGE PERSISTANT DES TUTSI DANS L'EST DE LA RDC

L'auteur: Me Innocent Nteziryayo



RÉSUMÉ

Cet article examine la persistance des violences visant les Tutsi dans Cet article examine la persistance l'est de la République démocratique du Congo à la lumière de l'héritage du racisme colonial et des dynamiques politiques régionales. Il analyse le rôle des milices armées et des discours de haine dans le ciblage continu de ces populations. L'auteur montre comment ces facteurs contribuent à un cycle prolongé de persécutions et d'insécurité. L'article appelle à une prise de conscience et à des actions concrètes pour mettre fin à ces violences et prévenir de nouveaux crimes.

Biographie: Me Innocent Nteziryayo est un juriste rwandais spécialisé dans les questions de justice, de droits humains et de gouvernance. Il possède une solide expérience dans les domaines juridiques et institutionnels, ayant travaillé avec différentes institutions publiques et organisations engagées dans la promotion de l'État de droit.

Au cours de sa carrière, il a contribué à plusieurs initiatives liées à la justice, à la recherche et au renforcement des capacités dans le domaine juridique. Il s'intéresse particulièrement aux questions de justice transitionnelle, de prévention des conflits et de promotion de la paix.

1. Introduction

La persécution des populations tutsi en République démocratique du Congo (RDC) constitue l'une des violences politiques les plus durables et les moins théorisées dans la région des Grands Lacs après la Guerre froide[1]. Alors que la recherche sur le génocide de 1994 contre les Tutsi au Rwanda est abondante, les répercussions régionales de l'idéologie anti-tutsi, sa migration, sa mutation et son institutionnalisation en RDC ont reçu une attention analytique insuffisante[2]. Cet article soutient que le ciblage systématique des Tutsi congolais Banyamulenge, Banyarwanda et autres communautés[3] s'identifiant comme tutsies correspond aux contours définitoires de la violence génocidaire, tels qu'énoncés dans la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide[4], non seulement à travers des actes récurrents de mise à mort, mais aussi par la production d'un champ idéologique qui normalise la violence exterminatrice[5]. Le terme « génocide », dans le discours juridique et académique, dépasse la notion de massacres de masse pour inclure les actes commis avec l'intention de détruire un groupe en tant que tel[6]. Dans le contexte congolais, cette intention se manifeste par la représentation persistante des Tutsi comme étrangers, envahisseurs ou « proxys rwandais» une architecture discursive qui légitime leur exclusion, leur déplacement et leur élimination physique[7].

---

[1] Rukumbuzi Delphin Ntanyoma and Helen Hintjens, 'Expressive violence and the slow genocide of the Banyamulenge of South Kivu' (2022) 22(3) Ethnicities (SAGE) 3-4.

[2] Lars-Christopher Huening, 'Making use of the past: the Rwandophone question and the "Balkanisation of the Congo" ' (2013) 40(135) Review of African Political Economy 13, 15 and 18.

[3] Ntanyoma and Hintjens (n 1) 6.

[4] See Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (adopted 9 December 1948, entered into force 12 January 1951) 78 UNTS 277, art 2."

[5] Court A, 'The Banyamulenge of South Kivu: The "nationality question" ' (2013) 72(3) African Studies 416, 424-426.

[6] See Rome Statute of the International Criminal Court (adopted 17 July 1998, entered into force 1 July 2002) 2187 UNTS 90, art 6; Kai Ambos, 'What does "intent to destroy" in genocide mean?' (2009) 91(876) International Review of the Red Cross 833, 835.

[7] Huening (n 2) 15.

Cet article examine donc non seulement les actes de violence, mais aussi les infrastructures idéologiques qui les rendent possibles et les soutiennent. Sur le plan méthodologique, il adopte une approche historicosociologique, s'appuyant sur des archives, la littérature secondaire, les rapports des Nations Unies (y compris le Rapport de cartographie de 2010)[8], ainsi que sur la documentation contemporaine en matière de droits humains. Il intègre l'anthropologie politique, les études sur le génocide et l'analyse de la sécurité régionale afin de retracer la longue durée de l'idéologie anti-tutsi, depuis les épistémologies raciales coloniales jusqu'aux mobilisations armées contemporaines. L'objectif est double : (1) cartographier la généalogie de l'idéologie anti-Tutsi en tant que discours transnational et adaptatif; et (2) situer la violence contemporaine dans un cadre analytique cohérent qui démontre la continuité de l'intention, des acteurs et de l'utilité politique.

2. Contexte historique

2.1. Présence des communautés tutsi en RDC avant 1994

La présence des communautés tutsies sur le territoire aujourd'hui appelé République démocratique du Congo précède à la fois le colonialisme et les frontières contemporaines qui divisent la région des Grands Lacs[9]. Des groupes tels que les Banyamulenge se sont installés dans les hauts plateaux du Sud- Kivu entre le XVII[e] et le XIX[e] siècle, établissant des sociétés pastorales profondément attachées à leur territoire et à leur culture[10]. Ces implantations n'étaient pas des mouvements isolés, mais faisaient partie de

[8] Report of the Mapping Exercise – Democratic Republic of the Congo, 19932003 (Office of the UN High Commissioner for Human Rights, August 2010) < https://www.refworld.org/reference/countryrep/ohchr/2010/en/92089 > accessed 18 November 2025

[9] G Mathys, 'Questioning territories and identities in the precolonial (nineteenthcentury) Lake Kivu region' (2021) 91(3) Africa 493–515.

[10] SL Rukundwa, 'The Banyamulenge of the Democratic Republic of the Congo: a cultural community in the making' (2004) 60(12) HTS Teologiese Studies / Theological Studies 369.

schémas de mobilité transfrontalière de longue durée dans la région, où les communautés franchissaient régulièrement les frontières fluides précoloniales entre le Rwanda, le Burundi et le Congo actuels[11]. Au Nord-Kivu, les communautés tutsi et hutu banyarwanda se sont également intégrées aux économies locales et aux chefferies, souvent sous des autorités coutumières reconnues[12]. Malgré cette présence historique, les acteurs politiques post-coloniaux ont persisté à présenter ces communautés comme étrangères, un récit fondé non pas sur des preuves démographiques mais sur des manipulations politiques ultérieures. À la fin du XX^{e} siècle, l'idée que les Tutsi étaient des « nouveaux venus » était devenue un mythe central utilisé pour légitimer leur exclusion.

2.2. Hiérarchies raciales coloniales et invention de l'altérité Tutsi

L'administration coloniale belge a joué un rôle décisif dans la codification des distinctions ethniques et la création du socle idéologique sur lequel reposeront plus tard les politiques modernes anti-Tutsi[13]. S'appuyant sur l'hypothèse hamitique - une théorie raciale qui classait à tort les Tutsi comme des migrants caucasoïdes venus de la Corne de l'Afrique[14] - les autorités belges ont institutionnalisé des catégories rigides de race et d'ethnicité à travers les cartes d'identité, l'enseignement et les réseaux ecclésiastiques[15]. Sous le régime colonial indirect, les Tutsi étaient

[11] ibid, 372-375.

[12] K Vlassenroot, 'Citizenship, identity formation & conflict in South Kivu: the case of the Banyamulenge' (2002) 29(93- 94) Review of African Political Economy 499.

[13] ibid.

[14] Anita Salbitani, The Democratic Republic of Congo: The Shift from Colonialism to Post-Colonialism through the Lens of Non-State Actors (LUISS University, BA Thesis, 2024/25) https://tesi.luiss.it/42786/1/652212_SALBITANI_ANITA.pdf accessed 20 November 2025.

[15] Petra Vervust, 'The Relative Importance of Ethnicity. Class and Race in Colonial Rwanda. The Cases of Prison Policies, Corvées, Taxation, Census and Identity Booklets' (2012) 42(4) Journal of Belgian History 74, 92-93.

souvent privilégiés dans l'administration locale, non pas en raison des hiérarchies indigènes, mais parce que l'idéologie coloniale les construisait comme des « pasteurs supérieurs » dotés de prétendues qualités naturelles de leadership[16]. Cette élévation artificielle a durci les frontières sociales et engendré du ressentiment. Plus important encore, le discours colonial a profondément ancré la notion de « foreignness » tutsie dans les structures administratives et ecclésiastiques[17]. Bien que les gouvernements post-coloniaux aient officiellement abandonné les taxonomies raciales, leur résidu idéologique a persisté, permettant aux élites politiques de mobiliser l'idée que les Tutsi étaient des étrangers aux biens partagés[18], justifiant ainsi des politiques d'exclusion et des violences.

2.3. Politiques de nationalité, Mobutu et mobilisation anti-Tutsi

La fin de l'ère Mobutu a transformé ces résidus coloniaux en outils politiques explicites. La législation sur la citoyenneté est devenue une arme pour déterminer qui appartenait à la communauté politique congolaise[19]. Le décret de citoyenneté de 1972 a temporairement reconnu les populations banyarwanda comme congolaises, mais son renversement en 1981 les a privées de protection légale et a renforcé la suspicion envers les communautés kinyaRwandophones. Les élites politiques particulièrement dans les Kivu[20] ont exploité les inquiétudes liées à la rareté des terres,

[16] Petra Vervust, 'The Relative Importance of Ethnicity. Class and Race in Colonial Rwanda. The Cases of Prison Policies, Corvées, Taxation, Census and Identity Booklets' (2012) 42(4) Journal of Belgian History 74, 92-93.

[17] Petra Vervust, 'The Relative Importance of Ethnicity. Class and Race in Colonial Rwanda. The Cases of Prison Policies, Corvées, Taxation, Census and Identity Booklets' (2012) 42(4) Journal of Belgian History 74, 92-93.

[18] Delphin Rukumbuzi Ntanyoma, 'Under the Shadow of Violence: Are the Banyamulenge Experiencing a Slow Genocide?' (2025) The International Journal of Human Rights 1,17.

[19] Mamdani M, 'Beyond Settler and Native as Political Identities: Overcoming the Political Legacy of Colonialism' (2001) 43(4) Comparative Studies in Society and History 651,658.

[20] Democratic Republic of Congo, Loi n° 1981/002 du 29 juin 1981 sur la nationalité zaïroise, 29 June 1981, < https:// www.refworld.org/legal/legislation/natlegbod/1981/fr/14569 > accessed 19 November 2025.

à la compétition électorale et à l'érosion de l'autorité coutumière pour dépeindre les Tutsi comme des envahisseurs démographiques[21]. Au début des années 1990, les pratiques discriminatoires s'étaient normalisées : les familles tutsi étaient retirées des registres électoraux, vilipendées dans le discours politique et de plus en plus ciblées dans les conflits locaux[22]. Ce contexte signifiait que, même avant l'arrivée des génocidaires rwandais en 1994, l'infrastructure discursive nécessaire à une mobilisation anti-Tutsi systématique était déjà solidement en place.

3. Le génocide des Tutsi Rwandais 1994 et son impact régional

3.1. Répercussions régionales du génocide des Tutsi rwandais

Le génocide de 1994 contre les Tutsi au Rwanda a remodelé l'ensemble de la région des Grands Lacs, non seulement en provoquant une mort massive, mais aussi en déplaçant les infrastructures idéologiques, militaires et organisationnelles du génocide vers les États voisins[23]. Alors que le FPR mettait fin aux massacres, plus d'un million de réfugiés parmi eux des dizaines de milliers d'anciens soldats des FAR et de membres des milices Interahamwe ont fui vers l'Est du Congo[24]. Ces individus ne sont pas arrivés comme des civils désorganisés ; ils ont transporté des armes, des structures de commandement et des réseaux de propagande à travers la frontière[25]. La migration de ces acteurs a constitué une

[21] Minority Rights Group, 'Banyarwanda in the Democratic Republic of the Congo' <https://minorityrights.org/communities/banyarwanda/> accessed 19 November 2025.

[22] ibid

[23] M. J. Toole et al, 'Public health impact of Rwandan refugee crisis: what happened in Goma, Zaire, in July, 1994?' (1995) 346 The Lancet 876-878.

[24] Philip Roessler and Harry Verhoeven, 'Back Against the Wall: The Return of the Génocidaire Threat' in Why Comrades Go to War: Liberation Politics and the Outbreak of Africa's Deadliest Conflict (Oxford University Press 2016, online edn 18 May 2017) 305, 331.

[25] Human Rights Watch, The War Within the War: Sexual Violence Against Women and Girls in Eastern Congo (July 2002) < https://www.hrw.org/reports/2002/drc/Congo0602-03.htm#P284_29771 > accessed 19 November 2025.

extension transnationale de l'intention génocidaire, faisant du Congo à la fois un sanctuaire et une base opérationnelle pour des forces dédiées à l'extermination des Tutsi.

3.2. Militarisation des camps de réfugiés et reconstitution des forces génocidaires

Les camps de réfugiés établis autour de Goma, Bukavu et Uvira ont rapidement évolué en enclaves militarisées dominées par d'anciens génocidaires[26]. Les agences humanitaires n'avaient ni la capacité ni le mandat de démilitariser les camps, permettant aux chefs de milices de contrôler la distribution de nourriture, de se réarmer grâce à l'aide détournée et de continuer à diffuser la propagande anti-Tutsi[27]. Ces camps ont effectivement reproduit la géographie politique du Rwanda d'avant 1994, permettant aux milices de se réorganiser, de recruter et de maintenir une discipline idéologique[28]. Les récits de haine déployés pendant le génocide n'ont pas seulement été maintenus, mais adaptés à un nouveau contexte, dans lequel les communautés tutsi congolaises étaient redéfinies comme des ennemis internes[29].

Cette période a marqué le passage de l'idéologie anti-tutsi d'un phénomène national à un phénomène régional, intégré dans le tissu social et politique de l'Est du Congo.

---

[26] Bradley, Miriam, 'Genocide in Rwanda and Its Aftermath, 1994–1996', The Politics and Everyday Practice of Interna- tional Humanitarianism (Oxford, 2023; online edn, Oxford Academic, 20 July 2023) 73-90.

[27] ibid.

[28] ibid.

[29] Marc Le Pape and Jean-Hervé Bradol, 'The "Disappeared" of Congo-Zaïre, 1996-1997: The Question of the Massacres of Rwandan Hutu Refugees in the Democratic Republic of Congo' (Médecins Sans Frontières, 30 March 2021) < https:// msf-crash.org/en/blog/disappeared-congo-zaire-1996-1997-question-massacres-rwandan-hutu-refugees-democratic-republic#:~:text=That%20statement%20was%20confirmed%20by%20multiple%20sources:,witness%20accounts%20(from%20clergy%20members%2C%20in%20particular > accessed 20 November 2025.

3.3. Émergence des FDLR et continuité institutionnelle de l'idéologie génocidaire

La formation des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) à la fin des années 1990 a donné une cohérence institutionnelle au projet génocidaire[30]. Les FDLR se sont positionnées comme les successeurs politiques et militaires du mouvement extrémiste Hutu Power[31]. Leurs communiqués publics et documents internes ont constamment présenté les Tutsi rwandais et congolais comme des menaces existentielles devant être neutralisées[32]. Contrairement à d'autres groupes armés issus de griefs locaux, les FDLR possédaient un projet idéologique transnational directement enraciné dans la doctrine génocidaire de 1994[33]. Par des alliances avec des acteurs politiques congolais et une intégration dans les milices locales, les FDLR ont contribué à normaliser l'idéologie anti-tutsi dans les Kivu[34], faisant du discours exterminateur un élément omniprésent de la culture politique régionale.

[30] National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism (START), 'Democratic Front for the Liberation of Rwanda (FDLR) Narrative' (May 2015) < https://www.start.umd.edu/baad/narratives/democratic-front-liberation-rwanda-fdlr.html>- accessed 20 November 2025.

[31] ibid.

[32] Wolfgang Kresse, 'A Brief History of the 1993-2003 Conflict in the Democratic Republic of the Congo' (SAS Research Note No 56, Geneva Centre for Security Policy, May 2019)< https://www.files.ethz.ch/isn/195917/SAS-Research-Note-56. pdf > accessed 19 November 2025.

[33] Rakiya Omaar, The Leadership of Rwandan Armed Groups Abroad with a Focus on the FDLR and RUD/Urunana (Rapport commandité par la Commission rwandaise de démobilisation et de réintégration - Décembre 2008) 65-66.

[34] Amnesty International, Rwanda: Safer to Stay Silent — The Chilling Effect of Rwanda's Laws on 'Genocide Ideology' and 'Sectarianism' (Index No AFR 47/005/2010, August2010)<https://www.amnestyusa.org/wp-content/uploads/2017/04/afr470052010en.pdf > accessed 21 November 2025.

3.4. Régionalisation et normalisation des récits exterminateurs

Au début des années 2000, l'idéologie anti-Tutsi était devenue un cadre régional pour interpréter les crises politiques[35]. Les élites congolaises l'utilisaient pour mobiliser des partisans, délégitimer des opposants, justifier des revendications territoriales et expliquer les échecs de l'État[36]. Les groupes armés l'adoptaient pour rationaliser les attaques, l'extorsion et les déplacements forcés[37].Les communautés l'assimilaient comme une grille de lecture de l'insécurité et de la rareté[38]. Le résultat fut un environnement idéologique durable dans lequel les Tutsi étaient construits comme des étrangers perpétuels, des envahisseurs et des cibles légitimes de violence[39]. Cette transformation démontre que la logique centrale du génocide ne s'est pas confinée au Rwanda; elle s'est métastasée en un système plus large de signification politique dans l'Est du Congo.

Depuis 2022, plus de 450 villages ont été détruits dans les hauts plateaux du Sud Kivu, avec plus de 500 000 têtes de bétail pillées et vendues ouvertement[40]. Plus de 80% de la population banyamulenge a été contrainte à l'exil, des dizaines de milliers se retrouvant dans des camps de réfugiés à travers les pays voisins

---

[35] K Hoffmann, 'Ethnogovernmentality: The making of ethnic territories and subjects in Eastern DR Congo' (2021) 119 Geoforum 1, 13.

[36] S Autesserre, 'Dangerous tales: Dominant narratives on the Congo and their unintended consequences' (2012) 111(443) African Affairs 202, 209.

[37] ibid, 206.

[38] Felix Mukwiza Ndahinda, 'Anti-Tutsi hate speech refuels conflict in eastern DR Congo' (Clingendael Spectator, 3 Febru- ary 2022) < https://spectator.clingendael.org/en/publication/anti-tutsi-hate-speech-refuels-conflict-eastern-dr-congo#:~:-text=From%201993%2C%20broadcasts%20by%20the,Social%20media%2amplified%20hate%20 speech > accessed 20 November 2025.

[39] ibid.

[40] Nteziryayo Innocent, 'Persecution Against the Banyamulenge in DRC – The Banyamulenge: A community prey to arrests and violence in the Democratic Republic of Congo (DRC)' (Genocide Watch, 2 Dec 2024, updated 4 Dec 2024) < https://www.genocide-watch.com/single-post/violence-against-the-banyamulenge-in-drc> accessed 20 November 2025.

et au-delà. Ceux qui restent subissent une persécution continue, y compris des arrestations arbitraires fondées sur leur apparence tutsi, avec plus de 700 personnes détenues sans procès en violation du droit congolais[41].

[41] Nteziryayo Innocent, 'Updated Report: Anti-Banyamulenge Attacks, DR Congo' (Genocide Watch, 17 May 2023) < https:/ www.genocidewatch.com/single-post/report-on-anti-banyamulenge-attacks-in-dr-congo > accessed 21 November 2025.

TABLEAU 1 : QUELQUES DISCOURS DE HAINE ET EXEMPLES DE XÉNOPHOBIE EN RDC

Discours de haine et xénophobie en RDC

	Date	Lieu / Média	Individu	Déclarations / Actions	Sanctions / Conséquences
1	19 juillet 2023	Télévision	Député Justin Bitakwira	« Un Tutsi est un criminel de naissance. »	Sanctionné par l'Union européenne en 2022
2	24 octobre 2022	Canada	Martin Fayulu	A nié l'identité congolaise des Banyamulenge sur la base de la langue	–
3	Jusqu'en 2021	–	Honoré N'Gbanda	Ancien chef des services secrets de Mobutu, a décrit les Tutsi comme des « envahisseurs »	–
4	En cours	–	Journaliste Kwebe Kimpele	Nie la nationalité congolaise des Tutsi	–
5	30 novembre 2019	–	Député Omer Bulakali	A appelé à une mobilisation contre les Banyamulenge	–
6	Non daté	–	Député Freddy Musambya	A accusé les Banyamulenge d'agression et critiqué leur présence dans l'armée	–

7	8 janvier 2023	Luvungi	Député Claude Misare	A encouragé les civils à s'armer de machettes pour combattre les Banyamulenge	
8	Non daté		André Mashaka Byadunia	A incité à des protestations et revendications foncières contre les Banyamulenge	
9	Non daté	Goma	Général Aba Van Ang	A exhorté la population de Goma à s'armer contre les «ennemis rwandais »	
10	24 novem-bre 2024	Goma	Ministre de la Justice Constant Mutamba	A appelé à l'exécution des « collaborateurs Tutsi rwandais »	
11	Août 1998		Vice-Président Yerodia Ndombasi	A qualifié les Tutsi de « Vermines à éradiquer », incitant à des massacres et au cannibalisme	
12	Janvier et juillet 2023		Ministre Nzangi et Député Bitakwira	Ont tenu des propos xéno-phobes niant l'identité congolaise des Tutsi	
13	Décembre 2024		Président Tshisekedi	Discours sur l'état de la Nation : a repris des allusions à la théorie du « grand remplacement », alimentant la haine	

Ce tableau est une création de l'auteur.

4. Évolution de l'idéologie anti-Tutsi en RDC

4.1. La construction des Tutsi comme non citoyens

Après 1994, le discours politique au Congo s'est de plus en plus articulé autour de l'idée que les populations tutsi étaient fondamentalement étrangères à la nation[42]. Ce récit enraciné dans la théorie raciale coloniale et renforcé par les politiques de nationalité de l'ère Mobutu est devenu la base idéologique de l'exclusion systématique[43]. Les Tutsi ont été présentés comme des infiltrés démocratiques, des collaborateurs du Rwanda et des menaces pour la souveraineté congolaise[44]. Cette construction a permis aux élites politiques de transformer des griefs locaux liés à la terre, aux ressources et à la représentation en un récit racialisé de défense nationale. La citoyenneté n'était pas seulement un statut juridique, mais un champ de bataille où la légitimité de l'identité tutsi était contestée et fréquemment niée.

4.2. Médias, propagande et reproduction de la haine

La propagande est devenue essentielle à la diffusion de l'idéologie anti-Tutsi. Les stations de radio locales, les discours politiques, les pamphlets urbains et, plus récemment, les campagnes sur les réseaux sociaux ont véhiculé un langage déshumanisant décrivant les Tutsi comme des vermines, des serpents ou des agents de domination étrangère. Ces récits ont reproduit les stratégies rhétoriques du génocide des Tutsi rwandais, démontrant une continuité idéologique. Dans les zones où l'État était faible, cette propagande a servi de forme de socialisation politique, façonnant les perceptions collectives et légitimant la violence. Lors des

[42] GSDRC, *'Tutsi Power in Rwanda and the Citizenship Crisis in Eastern Congo'* (May 2015)<https://gsdrc.org/document-library/tutsi-power-in-rwanda-and-the-citizenship-crisis-in-eastern-congo/#:~:text=It%20is%20in%2 this%20con-text,conflict%20into%20the%20civil%20sphere> accessed 19 November 2025.

[43] Andrea Purdeková and David Mwambari, *'Post-genocide identity politics and colonial durabilities in Rwanda'* (2022) 14(1) Critical African Studies 19, 24.

[44] ibid.

périodes électorales ou d'insécurité accrue, les discours de haine se sont intensifiés, fonctionnant comme catalyseurs d'attaques organisées.

4.3. Rôle des élites politiques et des groupes armés dans l'institutionnalisation de l'idéologie

Les acteurs politiques, tant au niveau national que provincial, ont fréquemment instrumentalisé le sentiment anti tutsi pour consolider leur pouvoir[45]. En présentant les Tutsi comme des envahisseurs, les politiciens se sont positionnés comme défenseurs de l'intégrité territoriale de l'État, obtenant le soutien de communautés qui se percevaient menacées[46]. Les groupes armés ont opérationnalisé cette idéologie en ciblant les civils Tutsi, en confisquant du bétail, en détruisant des villages et en imposant un contrôle territorial. La violence n'était pas aléatoire ; elle était structurée par un cadre idéologique qui présentait l'élimination comme nécessaire à la survie communautaire[47]. L'implication à la fois des forces alignées sur l'État et des milices non étatiques montre que cette idéologie a transcendé les frontières organisationnelles, s'intégrant dans l'économie politique plus large du conflit.

4.4. L'idéologie anti-Tutsi comme projet structurel de long terme

Ce qui différencie l'idéologie anti-Tutsi au Congo d'une hostilité ethnique ordinaire, c'est sa longévité, son adaptabilité et sa fonction structurelle[48].

---

[45] Human Rights Watch, *The Rwandan Genocide: How It Was Prepared* (7 April 2006)https://www.hrw.org/legacy/backgrounder/africa/rwanda0406/4.htm#:~:text=Organizers%20of%20the%20genocide%20used,itself%20would%20 not%20have%20 sufficed. accessed 19 November 2025.

[46] ibid.

[47] Human Rights Watch (n 25).

[48] Howard Adelman, '*Dark Impulses or Rational Calculation*? – Daniel Chirot and Clark McCauley: *Why Not Kill Them All? The Logic and Prevention of Mass Political Murder* (Princeton University Press 2006)' (2007) The Review of Politics 713- 716.

Elle opère comme un instrument de contrôle politique, permettant aux élites de détourner la responsabilité des échecs de gouvernance en redirigeant la colère publique vers un ennemi interne fabriqué[49].

Elle fonctionne comme une technologie de violence, définissant qui peut être ciblé avec impunité. Elle constitue aussi un projet de long terme de réingénierie démographique, dans lequel le déplacement, la marginalisation ou l'élimination des communautés tutsi est présenté comme essentiel à la survie nationale[50]. En ce sens, cette idéologie porte toutes les caractéristiques d'une pensée génocidaire: elle construit une population cible comme une menace à neutraliser, légitime une violence exceptionnelle et cherche à éliminer la présence politique, culturelle et physique de ce groupe.

5. Incidents majeurs et schémas de violence (1996-présent)

5.1. Les guerres du Congo et l'enracinement de la violence ciblée

Les première et deuxième guerre du Congo (1996-1997; 1998-2003) ont marqué la transition de l'idéologie anti-tutsi d'un discours d'exclusion vers un programme systématique de violence[51]. Le soulèvement initial des communautés banyamulenge en 1996, qui a déclenché la marche de l'AFDL sur Kinshasa, a intensifié le ressentiment existant parmi les élites politiques qui présentaient les Tutsi comme des agents de l'hégémonie rwandaise[52].

[49] dahinda F & Mugabe A S, 'Streaming Hate: Exploring the Harm of AntiBanyamulenge and Anti-tutsi Hate Speech on Congolese Social Media' (2022) J Genocide Res 1, 22.

[50] Michael S. Waltman, "The Normalizing of Hate Speech and How Communication Educators Should Respond," Communication Education 67, no. 2 (2018), 259–65.

[51] Filip Reyntjens, 'The Congo Wars' (2020) Oxford Research Encyclopedia of African History

[52] ECOSOC, Report on the situation of human rights in Zaire, prepared by the Special Rapporteur, Mr. Roberto Garretón, in accordance with Commission resolution 1996/77, E/CN.4/1997/6 of 28 January 1997, para. 135.

Alors que les armées régionales intervenaient, les civils Tutsi ont été délibérément pris pour cible par des milices locales, des groupes de jeunes armés et des éléments des Forces armées zaïroises en déliquescence[53]. Les guerres ont provoqué des déplacements massifs, des milliers de familles tutsi fuyant vers le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie. Le schéma de violence n'était pas accidentel : les communautés tutsi étaient désignées comme des collaborateurs, des « cinquième colonne » ou des menaces démographiques[54]. Les guerres ont, en effet, normalisé l'hostilité anti-Tutsi dans l'imaginaire politique congolais en l'intégrant dans le récit de la résistance à l'agression étrangère[55]. L'héritage durable de ces guerres fut la consolidation de discours exterminateurs qui ont survécu aux grandes opérations militaires.

5.2. Massacres récurrents et assassinats ciblés dans les Kivu

Après la fin formelle des guerres du Congo, la violence contre les civils Tutsi a persisté sous des formes plus localisées mais tout aussi dévastatrices[56]. Au Nord-Kivu, des massacres dans des zones telles que Masisi, Walikale et Rutshuru impliquaient fréquemment le regroupement de villageois Tutsi, le meurtre des hommes adultes, des violences sexuelles contre les femmes et la destruction du bétail - une source vitale de subsistance pour de nombreuses communautés[57]. Les rapports du début des années 2000 documentent des exécutions sommaires, des embuscades contre des convois civils et des meurtres de représailles justifiés par

[53] DOCILE TELEVISION, *"12 MILLIONS DE CONGOLAIS DÉJÀ TUÉ PAR RUBERWA ET KAGAME LE KINOIS ON DIT TROP C'EST TROP,"* 3 January 2020, https://www.youtube.com/watch?v=0_xrNU_3Dkw>Accessed 19 November 2025.

[54] Ann Laura Stoler, *Duress: Imperial Durabilities in Our Times* (Duke University Press 2016) 9.

[55] Thomas Zeitzoff, '*How Social Media Is Changing Conflict*' (2017) 61(9) Journal of Conflict Resolution 19701991.

[56] Christopher P. Davey, *'Investigating Multidirectional Violence in Eastern Congo: Owning "Genocide" and Prejudicial Atrocity'* (2024) 6(2) Journal of Perpetrator Research 69104.

[57] ibid.

le récit selon lequel les Tutsi étaient des « occupants étrangers»[58]. Au Sud-Kivu, les hauts plateaux de Minembwe et d'Itombwe sont devenus des épicentres de violence[59]. Au cours de la dernière décennie, des dizaines de villages habités par des civils banyamulenge ont été incendiés, leurs maisons rasées, leur bétail volé ou abattu, et les survivants contraints de se réfugier dans des sites de déplacement[60]. Ces attaques étaient souvent accompagnées de déclarations affirmant que la région devait être « nettoyée » de la présence Tutsi, indiquant non seulement une hostilité politique mais une tentative systématique de supprimer une population de son territoire historique. La répétition de ces attaques dans de multiples localités et sur de nombreuses années illustre la nature enracinée et organisée de la violence.

5.3. Cycles de déplacement et destruction des moyens de subsistance Tutsi

Le déplacement a été l'une des conséquences les plus durables de la violence anti-Tutsi. L'expulsion des communautés tutsi des zones stratégiques a eu des effets cumulatifs : perte de biens, perte de documents de citoyenneté et érosion des droits sociaux et politiques[61]. De nombreux villages banyamulenge ont été reconstruits plusieurs fois après des attaques répétées, pour être à nouveau détruits. Les sites de déplacement autour de Minembwe, Bijombo, Mikenge et Uvira sont peuplés de civils qui ont été déracinés trois ou quatre fois en une seule décennie[62].

---

[58] Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), '*UN Report Exposes Mass Killings in Eastern DR Congo*' (13 November 2012) < https://www. ohchr.org/en/stories/2012/11/un-report-exposes-mass-killings-eastern-dr-congo > accessed 19 November 2025.

59 ibid.

[60] J J Mutambo, '*Les Banyamulenge : Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Quel rôle ont-ils joué (et pourquoi) dans le proces- sus de la libération du Zaïre ?*' (1997) Les Banyamulenge (Kinshasa, Imprimerie Saint Paul) 41.

[61] Judith Verweijen, Juvénal Twaibu, Moïse Ribakare, Paul Bulambo and Freddy Mwambi Kasongo, Mayhem in the Mountains: *How Violent Conflict on the Hauts Plateaux of South Kivu Escalated (Governance in Conflict Network, Ghent University, Insecure Livelihoods Series*, April 2021) 50-54.

[62] ibid.

Au NordKivu, les familles tutsi qui ont fui vers Goma ou le Rwanda restent incapables de retourner sur leurs terres en raison de la présence des FDLR et de milices alliées[63]. Même dans des périodes relativement calmes, les Tutsi qui reviennent se voient souvent refuser l'accès aux chefs coutumiers ou sont harcelés par des autorités locales qui contestent leur citoyenneté[64]. Le ciblage systématique du bétail - impliquant souvent le vol ou l'abattage de centaines d'animaux à la fois - est une stratégie économique visant à démanteler les structures de survie tutsi[65]. La violence contre les moyens de subsistance fonctionne donc comme un mécanisme génocidaire progressif en rendant les communautés économiquement intenables.

5.4. Exclusion institutionnelle et déni de citoyenneté

Parallèlement à la violence physique, les communautés tutsi font face à une discrimination institutionnalisée persistante. Les autorités administratives leur refusent fréquemment des documents d'identité, l'inscription sur les listes électorales et des titres fonciers, les rendant effectivement apatrides dans leur propre pays[66]. Même lorsque la loi reconnaît formellement leur citoyenneté, les responsables locaux réinterprètent ou ignorent souvent les dispositions légales[67]. Cette marginalisation bureaucratique n'est pas une simple gêne juridique; c'est une forme de violence structurelle qui renforce l'idée que les Tutsi n'appartiennent pas[68].

---

[63] ibid.

[64] Davey (n 54) 77.

[65] Judith Verweijen and Justine Brabant, '*Cows and guns: Cattlerelated conflict and armed violence in Fizi and Itombwe, eastern DR Congo*' (2017) 55(1) Journal of Modern African Studies 127.

[66] Vlassenroot (n 12) 29.

[67] Judith Verweijen and Koen Vlassenroot, '*Armed Mobilisation and the Nexus of Territory, Identity, and Authority: the Contested Territorial Aspirations of the Banyamulenge in Eastern DR Congo*' (2015) 33(2) Journal of Contemporary African Studies 191–212.

[68] ibid.

Le déni de citoyenneté a été utilisé à plusieurs reprises pour justifier des attaques contre les populations tutsi, les dirigeants locaux affirmant malgré les preuves historiques que les Tutsi sont des ressortissants rwandais sans droit sur le territoire congolais[69]. Cette pratique administrative, couplée à l'hostilité publique, crée un contexte dans lequel les massacres sont interprétés non comme des crimes mais comme la « défense de la nation ».

5.5. Documentation par les organisations internationales et les acteurs des droits humains

Le ciblage persistant des communautés tutsi a été largement documenté par des organisations de défense des droits humains, des agences de l'ONU et des observateurs régionaux. Le Rapport de cartographie de l'ONU de 2010 a identifié de multiples massacres entre 1996 et 2003 qui pourraient, s'ils étaient prouvés devant un tribunal compétent, constituer des actes de génocide contre les Tutsi[70]. Des rapports ultérieurs de la MONUSCO et du Groupe d'experts de l'ONU ont mis en évidence la nature cyclique des attaques contre les civils Tutsi, l'implication de groupes armés tels que les FDLR, les coalitions Mai-Mai et les milices locales de défense, ainsi que le schéma de manipulation transfrontalière par des entrepreneurs politiques[71]. Human Rights Watch, Refugees International et des journalistes d'investigation ont également chroniqué des assassinats ciblés, des disparitions forcées, des violences sexuelles motivées par l'ethnicité et des campagnes de discours de haine.

[69] Davey (n 54) 77

[70] Report of the Mapping Exercise (n 8).

[71] See Final Report by the United Nations Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo (UN Doc S/2023/990, 30 December 2023) < https://prod.cdn-medias.theafricareport.com/medias/2023/06/22/un-drc-report-final.pdf > accessed 19 November 2025.

Malgré cette documentation étendue, la volonté politique - tant au niveau national qu'international - de reconnaître le schéma comme génocidaire reste limitée.

5.6. Continuité de la violence de 2010 à nos jours

La période de 2010 à 2025 a été marquée par une intensification renouvelée de la violence, en particulier dans les hauts plateaux du SudKivu. Des coalitions armées telles que les Maï-Maï Biloze Bishambuke, des unités dissidentes de Twirwaneho, des collaborateurs de Red Tabara et des factions alignées sur les FDLR ont coordonné des attaques présentant des schémas clairs de violence ciblée : incendie de maisons, siège des enclos de bétail, exécutions aux barrages routiers et attaques directes contre des camps de déplacés[72]. La rhétorique entourant ces attaques invoque fréquemment le langage de l'extermination et de la pureté, avec des slogans appelant à l'éradication de la présence tutsi dans les hauts plateaux[73]. Parallèlement, les discours de haine en ligne se sont multipliés, reliant la violence rurale au discours politique urbain et créant un environnement idéologique national qui normalise la marginalisation des communautés tutsi[74]. Cette période démontre que la violence anti-Tutsi n'est pas épisodique ou accidentelle; c'est un projet continu renforcé par des récits historiques, une propagande militarisée et l'inaction de l'État.

6. Rôle de l'État et des Groupes Armés

6.1 Complicité de l'État, Fragmentation et Politique de Négligence

L'État congolais a joué un rôle complexe et souvent contradictoire dans la perpétuation de la violence contre les communautés

[72] Ndahinda (n 38)

[73] James Ngamije, Anti-tutsi Hate Crime and Land Conflicts in Eastern Democratic Republic of Congo: Historical Misrepre- sentations and Current Implications (25 September 2025)< https://ssrn.com/abstract=5533200 > accessed 23 November 2025.

[74] ibid.

tutsi[75]. Alors que le discours officiel affirme parfois la nécessité de l'unité nationale et de l'harmonie ethnique, les institutions étatiques ont fréquemment démontré de la partialité, de la négligence ou une complicité active[76]. La faiblesse du gouvernement central, combinée à des réseaux de patronage enracinés, a produit un environnement de gouvernance dans lequel les responsables locaux disposent d'une autonomie substantielle[77]. Dans de nombreux cas, ces responsables approuvent ou ignorent les attaques contre les civils Tutsi, rationalisant souvent la violence par le récit selon lequel les Tutsi seraient des « étrangers » à la loyauté douteuse[78]. La sécurisation de l'identité tutsi présentant ces communautés comme des insurgés potentiels a permis à certains éléments de l'appareil sécuritaire de justifier des pratiques discriminatoires, des arrestations ciblées et le refus de protection. Cette posture bureaucratique et coercitive a, au fil du temps, renforcé le cadre idéologique sur lequel s'appuient les acteurs violents.

6.2. Partenariats entre des Éléments des FARDC et des Milices Anti-Tutsi

L'un des moteurs les plus persistants de la violence anti-Tutsi a été la collaboration stratégique entre certains segments des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et des groupes armés locaux ou étrangers porteurs d'agendas explicitement anti-Tutsi[79]. De nombreux rapports indiquent que

[75] Schouten P, *Violence and Fragmentation in Congo's Political Marketplace* (Conflict Research Programme, London School of Economics and Political Science 2021) 24.

[76] ibid.

[77] Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), '*DRC: UN report raises spectre of war crimes and crimes against humanity in North and South Kivu*' (5 Sept 2025) < https://www.ohchr.org/en/press-releas- es/2025/09/drc-un-report-raises-spectre-war-crimes-and-crimes-against-humanity-north#:~:text=GENEVA%20%2D%20All%20parties%20to%20the,Office%20report%20published%20on%20Friday. > accessed 19 November 2025.

[78] ibid.

[79] IGIHE, '*New report accuses FARDC of collaboration with FDLR*' < https://en.igihe. com/news/article/new-report-accuses-fardc-of-collaboration-with-fdlr> accessed 18 November 2025.

des unités des FARDC ont, à diverses reprises, coordonné des opérations avec les FDLR ou avec des factions Maï-Maï hostiles aux communautés tutsi[80]. Ces alliances peuvent être motivées par des considérations tactiques telles que le partage de renseignements, le renforcement du contrôle territorial ou la lutte contre des groupes armés rivaux mais leurs conséquences sont dévastatrices pour les populations civiles[81]. Lorsque les forces étatiques collaborent avec des groupes tenant un discours exterminateur, elles confèrent une légitimité institutionnelle à des idéologies qui, autrement, resteraient marginales[82]. L'incapacité des FARDC à discipliner ou à poursuivre les soldats impliqués dans des attaques contre des civils Tutsi institutionnalise davantage l'impunité, signalant que de telles actions relèvent d'un comportement acceptable.

6.3. Instrumentalisation Idéologique à des Fins Politiques

La manipulation politique de l'identité ethnique est une caractéristique de longue date de la politique congolaise. La rhétorique anti-Tutsi a à plusieurs reprises servi d'outil aux élites politiques cherchant à mobiliser des partisans, affaiblir des concurrents ou créer un levier dans les négociations avec des acteurs régionaux[83]. Les campagnes électorales dans plusieurs provinces ont inclus des déclarations incendiaires présentant les Tutsi comme des agents de complots étrangers ou comme bénéficiaires d'un projet géopolitique caché[84]. Une telle rhétorique ne précède pas seulement la violence; elle façonne activement le climat moral et politique qui la rend possible.

[80] ibid.
[81] ibid.
[82] ibid.
[83] Markoutsas N, Colonial Legacies, Tribalism, and Democratization in the D.R. Congo: A Path Dependency Analysis (Master's thesis, Dalarna University, 4 June 2025) 5.
[84] Pierre Englebert, '*Aspirations and Realities in Africa: The DRC's Electoral Sideshow*' (2019) 30(3) Journal of Democracy 124, 125.

En amplifiant les récits de menace et d'infiltration, les politiciens créent une atmosphère dans laquelle les milices se sentent autorisées à agir et les civils interprètent la violence comme une défense patriotique[85]. Cette instrumentalisation de l'idéologie révèle que la persistance de la violence anti-tutsi ne peut être comprise uniquement à travers les motivations des groupes armés; elle est enracinée dans des dynamiques politiques plus larges façonnées par les incitations des élites.

6.4. Groupes Armés comme Producteurs et Exécuteurs d'Idéologie

Bien que les élites politiques jouent un rôle central dans la formation de l'idéologie, les groupes armés sont les principaux acteurs qui traduisent l'idéologie en violence systématique. Les FDLR, héritiers idéologiques des génocidaires rwandais, demeurent les plus influents. Par le biais d'alliances locales, de régimes de taxation et de campagnes de propagande, ils ont profondément influencé les perceptions communautaires, présentant les Tutsi comme des ennemis existentiels[86]. Les groupes Maï-Maï du Sud-Kivu se présentent de manière similaire comme les défenseurs des communautés « autochtones », positionnant les populations tutsi comme des envahisseurs dont l'expulsion est essentielle pour sécuriser la terre et l'identité[87].

Ces groupes imposent des frontières idéologiques non seulement par des massacres, mais aussi par des pratiques sociales telles que le vol de bétail, l'imposition de taxes discriminatoires et la ségrégation forcée des communautés. La violence devient ainsi une méthode de gouvernance dans les zones contrôlées par les milices, où le projet idéologique s'ancre dans la vie économique et sociale quotidienne.

---

[85] Khuswatun Hasanah, '*Ethnicity Issues as a Political Mobilization Instrument of Cornelis MH in 2007 West Kalimantan Direct Elections*' (2018) 3(2) International Journal of English Literature and Social Sciences 266–272.

[86] ibid.

[87] ibid

7. Silence et Complicité Internationale

7.1. L'Échec des Acteurs Internationaux reconnaître les Schémas Génocidaires

Malgré une documentation abondante produite par les agences onusiennes, les organisations de défense des droits humains et les chercheurs universitaires, la communauté internationale a constamment échoué à reconnaître le ciblage des Tutsi congolais comme étant de nature génocidaire[88]. Cette réticence s'explique en partie par les sensibilités géopolitiques entourant le rôle régional du Rwanda, en partie par la complexité du conflit congolais, et en partie par l'inertie institutionnelle au sein des organisations internationales[89]. Le refus de qualifier la violence de génocide a des implications profondes : il prive les communautés ciblées de protection internationale, obscurcit la continuité idéologique depuis 1994 et normalise l'exclusion des populations tutsi dans les débats politiques. Le silence international légitime de facto le statu quo, permettant aux acteurs locaux de poursuivre la violence sans craindre une intervention extérieure.

Malgré des appels répétés aux mécanismes des Nations Unies, à l'Union européenne, aux organisations régionales et aux autorités judiciaires, aucune protection effective n'a été accordée à la population banyamulenge assiégée[90]. Il est également notable

[88] Amnesty International, Democratic Republic of the Congo: *The Massacre of Refugees at Kibati* (Index No AFR 62/025/1998) < https://www.amnesty.org/es/wp-content/uploads/2021/06/afr620251998en.pdf > accessed 21 November 2025.

[89] Human Rights Watch, "*World Report 2025: Democratic Republic of Congo | Country Chapters*" (2025) < https:// www.hrw.org/world-report/2025/country-chapters/democratic-republic-congo#:~:text=In%20March%2C%20after%20being%20convicted%20on%20charges,and%20reporter%20for%20Jeune%20Afrique%2C%20was%20released. > accessed 20 November 2025.

[90] Council of the European Union, Democratic Republic of the Congo: Statement by the High Representative on behalf of the EU on the latest escalation in eastern DRC (Press Release, 25 January 2025) < https://www.consilium.europa.eu/en/ press/press-releases/2025/01/25/democratic-republic-of-the-congo-statement-by-the-high-representative-on-behalf-of-the-eu-on-the-latest escalation-in-eastern-drc/#:~:text=2025%200:10-,Democratic%20Republic%20of%20the%20Congo:%20Statement%20by%20the%20High%20Representative,the%20Luanda%20and%20Nairobi%20processes. > accessed 19 November 2025.

que ces attaques coïncident avec des développements dans les négociations de paix régionales à Washington et à Doha, leurs auteurs semblant indifférents aux efforts diplomatiques en cours[91]. Au moment où j'écris, l'encerclement continu de la communauté et l'obstruction des approvisionnements essentiels par les forces burundaises et congolaises, ainsi que par des groupes armés irréguliers, ont créé une crise humanitaire sans précédent. Considérés à la lumière du schéma de longue date d'éradication ethnique et de l'intention manifeste d'empêcher la communauté banyamulenge de demeurer sur ses terres ancestrales, ces actes peuvent être compris comme faisant partie d'un processus génocidaire en cours visant les populations tutsi dans l'est de la RDC.

La famine délibérément imposée à une population constitue également une méthode d'extermination (voir Annexe 1 pour plus de détails). Dans une interview accordée à BBC Gahuzamiryango, le porte-parole de l'armée burundaise, le général Baratuza Gaspard, a déclaré que les Forces de Défense Nationale du Burundi «assiègent Minembwe», au motif que les civils qui y résident collaboreraient avec « l'ennemi » (sic)[92].

Cette déclaration équivaut à une reconnaissance explicite d'une grave violation du droit international humanitaire, qui oblige toutes les parties à un conflit à distinguer strictement les civils des objectifs militaires[93]. Selon des sources de terrain crédibles et de multiples témoignages directs de victimes, des drones déployés par les forces de Kinshasa, en coordination avec l'armée burundaise,

[91] ibid.

[92] Jesca Mutamba, 'How Burundian troops in South Kivu sparked a distinct humanitarian crisis amid DR Congo's wider war' (The New Times, 15 November 2025) < https:// www.newtimes.co.rw/article/31279/news/africa/how-burundian-troops-in-south-kivu-sparked-a-distinct-humanitarian-crisis-amid-dr-congos-wider-war > accessed 19 November 2025.

[93] 'Burundian Troops in South Kivu and Humanitarian Crisis' (AfricaPress–Rwanda, 16 November 2025) < https:// www.africa-press.net/rwanda/all-news/burundian-troops-in-south-kivu-and-humanitarian-crisis > accessed 19 November 2025.

ont bombardé le village civil banyamulenge de Mikenke le 15 novembre 2025, suivi d'une frappe sur le village de Rwitsankuku le 17 novembre — seulement quelques jours après la signature du cessez-le-feu entre Kinshasa et l'AFC à Doha.

7.2. Le Maintien de la Paix Onusien et la Politique des Mandats Limités

La MONUSCO, malgré son statut de l'une des plus grandes missions de maintien de la paix de l'ONU, a été contrainte par son mandat, des considérations politiques et des limitations opérationnelles[94]. La mission a à plusieurs reprises documenté la violence anti-Tutsi mais a peiné à prévenir les attaques ou à fournir une protection adéquate aux communautés vulnérables[95].

Dans plusieurs cas, les casques bleus se sont retirés de zones volatiles malgré des avertissements de massacres imminents, invoquant une capacité insuffisante ou des règles d'engagement restrictives[96]. L'incapacité de la mission à affronter des groupes tels que les FDLR parfois en raison des alliances politiques du gouvernement congolais a encore érodé sa légitimité aux yeux des communautés tutsi. La présence internationale a donc oscillé entre observation passive et engagement symbolique, sans jamais modifier les déterminants structurels de la violence.

[94] Hugo de Vries, *Going around in circles: The challenges of peacekeeping and stabilization in the Democratic Republic of the Congo* (Netherlands Institute of International Relations 'Clingendael', August 2015) 25.

[95] Natasja Rupesinghe, How Can Peacekeepers Strengthen Their Engagement with Local Communities? Opportunities and Challenges in the Field (NUPI Policy Brief No30/2016)<https://css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/resources/docs/NUPI-How%20Can%20Peacekeepers%20Strengthen%20their%20Engage-ment%20with%20Local%2Communities.pdf> accessed 19 November 2025.

[96] ibid.

7.3. La Géopolitique Régionale et l'Arme des Récits

Un autre obstacle à une intervention significative est l'instrumentalisation des récits anti-Tutsi dans la politique régionale. Plusieurs acteurs de la région des Grands Lacs ont utilisé les accusations d'expansionnisme tutsi pour faire avancer leurs propres ambitions stratégiques[97]. Ces récits géopolitiques résonnent au sein de l'Union africaine, de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et dans les relations bilatérales entre États voisins[98].

Les bailleurs internationaux, craignant d'être entraînés dans des rivalités régionales, adoptent souvent une posture de neutralité qui renforce involontairement les récits dominants en RDC. Le défaut d'interroger ou de contester ces récits contribue à un environnement discursif dans lequel l'idéologie génocidaire apparaît légitime, contestée uniquement par ceux qui en subissent directement les conséquences.

7.4. Les Acteurs Humanitaires et la Dépolitisation de la Violence

Les organisations humanitaires, bien qu'elles fournissent des services essentiels, renforcent souvent des interprétations dépolitisées du conflit en présentant la violence en termes de « tensions intercommunautaires » ou de « disputes liées aux ressources »[99]. Ce langage obscurcit la nature ciblée des attaques contre les Tutsi et dilue la dimension idéologique de la violence.

---

[97] René Lemarchand, *Burundi: Ethnic Conflict and Genocide* (Woodrow Wilson Center Press/Cambridge University Press 1996) 87.

[98] Gérard Prunier, *"The Geopolitical Situation in the Great Lakes Area in Light of the Kivu Crisis"* (WRITENET / Refworld, 1 February 1997) < https://www.refworld.org/reference/countryrep/writenet/1997/en/95462 > accessed 18 November 2025.

[99] Yahya Chowdhury, '*Intersectional Insights into the DRC-Rwanda Conflict*' (Research Essay, Professor Goldberg, World Politics, April 7, 2025) < https://dc.cod.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1159&context=srs > accessed 20 November 2025.

En traitant toutes les communautés comme également vulnérables, le discours humanitaire efface involontairement les risques asymétriques auxquels sont confrontées les populations tutsi et ne parvient pas à saisir l'intention structurelle qui soustend les attaques[100]. L'absence de terminologie précise en particulier l'évitement de termes tels que « nettoyage ethnique » ou « intention génocidaire » limite l'impact politique des rapports humanitaires et contribue à l'apathie internationale.

8. Résilience et Résistance des Communautés Tutsi

8.1. Stratégies de Survie et Organisation Communautaire

Malgré des décennies de violences ciblées, les communautés tutsi de l'Est du Congo ont démontré une résilience remarquable. Les structures locales allant de groupes de défense informels aux réseaux familiaux élargis ont assuré la protection, distribué des ressources et préservé l'identité communautaire. La reconstruction de villages détruits, parfois à plusieurs reprises au cours d'une même décennie, témoigne de la détermination des communautés à maintenir leur présence territoriale. De nombreux groupes banyamulenge ont développé des stratégies de survie décentralisées, dispersant les familles dans plusieurs localités afin de réduire le risque d'anéantissement total lors des attaques[101]. Ces pratiques mettent en évidence une forme de résistance fondée non pas sur l'affrontement armé, mais sur la persistance de la vie quotidienne.

8.2. Documentation, Plaidoyer et Mobilisation de la Diaspora

Ces dernières années, les communautés tutsi de la diaspora ont joué un rôle de plus en plus important dans la documentation des

[100] ibid.

[101] Liam Mahony, NonMilitary Strategies for Civilian Protection in the DRC (Fieldview Solutions for the Norwegian Refugee Council March 2013) 3 < https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports non-military-strategies-for-civilian-pro-tection-in-the-drc. pdf#:~:text=A%20second%20and%20more%20immediate%20level%20of,a%20protective%20as%20well%20as%2 peacemaking%20impact. > accessed 20 November 2025.

atrocités, la sensibilisation et le plaidoyer pour la reconnaissance internationale des violences[102]. Les plateformes de médias sociaux sont devenues des espaces essentiels pour archiver des témoignages, partager des images de villages détruits et dénoncer les discours de haine. Des chercheurs indépendants, des organisations dirigées par la diaspora et des défenseurs locaux des droits humains ont rassemblé de nombreuses preuves qui contestent les récits étatiques et mettent en lumière la nature ciblée des violences. Cet activisme s'inscrit dans une lutte plus large visant à contrer l'effacement, à réhabiliter les récits historiques et à affirmer des droits collectifs dans un environnement politique hostile.

8.3. Dimensions Culturelles et Symboliques de la Résistance

La résistance n'est pas seulement matérielle mais aussi symbolique. Les communautés tutsi maintiennent leurs pratiques culturelles, leurs traditions linguistiques et leurs modes de vie pastoraux malgré les efforts soutenus pour les perturber[103]. La préservation de l'identité culturelle face à l'hostilité idéologique constitue une forme de défi symbolique, refusant le récit selon lequel elles seraient des étrangers sans droits légitimes à la nationalité congolaise[104]. Leur présence continue sur les territoires ancestraux, malgré les déplacements répétés, remet en cause le postulat idéologique d'éradication et affirme un contre-récit d'appartenance enraciné dans l'histoire, la culture et la mémoire.

[102]Chiara De Franco and Christoph O. Meyer, '*Media and Mass Atrocity Prevention: Three Pathways of Potential Influence*' (2025) 17(4) Global Responsibility to Protect 288–319.

[103]Sabrina Nelson, '*The World Must Stop Neglecting the D.R.Congo*' (Genocide Watch, 9 August 2024) < https://www. genocidewatch.com/single-post/the-world-must-stop-neglecting-the-drc#:~:text=Attacks%20by%20the%20M23%20rebels,suffering%20of%20millions%20of%20Congolese.accessed 20 November 2025.

[104] ibid.

5. Conclusion

L'idéologie visant les populations tutsi en République Démocratique du Congo n'est ni un phénomène récent ni un ensemble de préjugés isolés.

Il s'agit d'un projet historique, politique et idéologique qui a commencé bien avant le génocide de 1994 au Rwanda mais qui a été transformé par celui-ci. La migration des acteurs génocidaires vers l'Est du Congo, la formation des FDLR et l'intégration de récits exterminateurs dans le discours politique congolais ont créé un système régionalisé de violence qui persiste aujourd'hui[105].

L'idéologie anti-Tutsi fonctionne comme une technologie politique qui organise l'exclusion, justifie les revendications territoriales et normalise la violence. Elle est reproduite à travers les institutions étatiques, les groupes armés, les structures communautaires et les récits internationaux, créant un environnement global dans lequel les civils Tutsi demeurent particulièrement vulnérables.

La violence en cours ne peut être comprise uniquement comme un sous-produit des conflits liés aux ressources ou de l'effondrement de l'État. Sa nature ciblée, sa cohérence idéologique et sa continuité sur près de trois décennies révèlent une logique plus profonde, cohérente avec une intention génocidaire. L'échec de la communauté internationale à reconnaître, nommer ou affronter cette intention a encouragé les auteurs et contribué à un climat d'impunité. Pendant ce temps, les communautés tutsi continuent de faire preuve d'une résilience extraordinaire par la préservation culturelle, l'auto-défense locale et le plaidoyer mené par la diaspora, mais la résilience seule ne peut se substituer à la justice, à la reconnaissance ou à la protection.

Pour une véritable transformation, un changement est nécessaire dans la manière dont la violence est conceptualisée et abordée. Reconnaître la dimension idéologique est essentiel pour comprendre à la fois le passé et le présent. Sans confrontation des

[105] Davey (n 54) 77.

fondements idéologiques de l'hostilité anti-Tutsi - ses origines coloniales, ses usages politiques et ses manifestations contemporaines - les moteurs structurels de la violence resteront intacts. Une paix juste et durable dans l'Est du Congo exigera plus que des opérations militaires ou des interventions humanitaires; elle nécessitera une reconnaissance historique, une responsabilité politique et le démantèlement des cadres discursifs qui rendent les vies tutsi jetables.

10. Annexes

Quelques unes des centaines de cas de graves violations des droits humains contre les communautés tutsi, banyamulenge et hema en RDC.

Ce tableau recense de nombreux cas de violations graves des droits humains contre les communautés tutsi, banyamulenge et hema en République Démocratique du Congo (RDC). Il fournit des détails tels que la date, le lieu, les victimes, les parties accusées et une brève description de chaque incident, allant des bombardements, exécutions extrajudiciaires, tortures et disparitions forcées aux agressions perpétrées par des groupes armés et des forces militaires. Le tableau met en évidence des atrocités telles que des massacres, des lynchages et des ciblages ethniques, souvent sans enquêtes ni reddition de comptes, et souligne la persécution continue de ces communautés dans diverses régions de la RDC.

TABLEAU 2 : GRAVES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS CONTRE LES BANYAMULENGE ET LES TUTSI DU NORD -KIVU

Quelques uns des centaines de cas de graves violations des droits humains contre les communautés Tutsi, Banyamulenge et Hema en République Démocratique du Congo (RDC)

N°	DATE	LIEU	VICTIMES	ACCUSÉS	DESCRIPTION
1	27–28 Août 2025	Rugezi	De nombreuses personnes tuées, d'autres blessées, village détruit	FARDC + troupes burundaises + milices Wazalendo + FDLR	Dans la nuit du 27 au 28 août 2025, le village de Rugezi a été bombardé, causant des victimes civiles.
2	29 Août 2025	Mikenke, Nyamurombwe et Rugezi	De nombreuses personnes tuées, blessées, 3 villages détruits	FARDC + troupes burundaises + milices	Le soir du 29 août 2025, entre 20h et 21h, trois villages ont été bombardés : Mikenke, Nyamurombwe et Rugezi.
3	30 Août 2025	Camp FARDC à Karunga	Plusieurs morts et blessés, dont un major FARDC		Le 31 août 2025, des drones ont survolé la zone de Rurambo et ont bombardé par erreur un camp FARDC à Karunga, croyant viser des Banyamulenge. Plusieurs victimes, dont un major.

4	17 Juin 2025	Bijombo	M. Singaye Marebo	Milices + FARDC + troupes burundaises	Arrêté, torturé et exécuté. Ce meurtre fait suite à celui de son frère, Muco Marebo, tué en 2018 lors de l'attaque du village de Kagogo par le même groupe (Mai Mai et Red Tabara).
5	20 Juin 2025	Murambya	Six civils (dont Serugo, grièvement blessé)	Milices ciblant Tutsi/Banyamulenge	Torture brutale visant systématiquement les Tutsi/ Banyamulenge uniquement en raison de leur ethnie ou apparence.
6	9 Décembre 2021	Lweba, territoire de Fizi, Sud-Kivu	Major Kaminzobe Joseph (Munyamulenge)	Jeunes Wazalendo, en présence de FARDC	Lynché, brûlé et cannibalisé devant des soldats FARDC qui n'ont pas intervenu.
7	Juin 2021	Minembwe	1. Nantabara Nantonesha, 2. Namuhoza Viviane, 3. Royi Nagabiro, 4. Nagaju Veronique	FARDC	Le FARDC a attaqué des femmes Banyamulenge lors d'un sitin pacifique contre des arrestations arbitraires. Quatre femmes assassinées le 30 juin 2021.

8	11 Octobre 2022		Ndagara (75 ans)	Mai-Mai avec complicité FARDC	Attaque de villages Banyamulenge. Ndagara tué et des centaines de vaches pillées.
9	9 Octobre 2022	Minembwe	Mugaza (14 ans)	FARDC	Adolescent Munyamulenge tué après mutilation de sa main.
10	6 Novembre 2021	Baraka	M. Ruben Rushika	FARDC et leaders Babembe affiliés aux Wazalendo	Enseignant Munyamulenge assassiné.
11	14–15 Juin 2022	-	Lt-Col Antoine Bageni Nsabimana (FARDC)	Police congolaise	Arrêté violemment en raison de son apparence tutsi. Vidéos montrant des mauvais traitements.
12	18 Juin 2022	Kinshasa	Haut officier de police	-	Témoignage d'une chasse aux Rwando-phones sur l'Avenue du Commerce.
13	20 Juin 2022	Kalima	M. Semutobo (Tutsi Munyamulenge)	FARDC	Tué, rôti et cannibalisé devant des soldats FARDC.
14	18 Avril 2020	Kivumu	Deux femmes	Mai-Mai Biloze Bishambuke + FARDC	Torturées, mutilées et tuées.

15	12 Juillet 2021	Minembwe Centre	Angelina	FARDC	Assassinée pour être Munyamulenge.
16	13 Avril– 14 Mai 2024	Goma/ Kinshasa	Major Ndizeye Thomas (Banyamulenge)	–	Mort en détention à Kinshasa après arrestation.
17	13 Février 2021 – 9 Mai 2022	Minembwe/ Kinshasa	Muragwa Bonheur	–	Mort en prison suite à torture, famine et absence de soins.
18	21 Décembre 2023	Walungu	Bigege Nkurunziza	Jeunes Wazalendo	Battu devant ses collègues. Aucune enquête.
19	9 Novembre 2023	Goma	Capitaine Gisore Rukatura Patrick (Kabongo)	Wazalendo	Le capitaine Gisore Rukatura Patrick (alias Kabongo) a été lynché et brûlé par les Wazalendo. Aucune enquête n'a été ouverte.
20	11 Novembre 2023		Cousin du capitaine Gisore (FARDC)	-	Le cousin du capitaine Gisore, également soldat des FARDC, a été sorti d'un véhicule et battu à mort. Aucune enquête n'a pas été ouverte.
21	12 mars – 11 Decembre 2023	Uvira	Colonel Muruta Fizi	Wazalendo	Battu chez lui puis arrêté. Aucune enquête.

22	24 Mars 2024	Beni	Major Kigabo Eric	Son escorte	Exécuté par son escorte, menacé d'être « Rwandais ».
23	4 Octobre 2011	-	Sept humanitaires Banyamulenge (mission Ebenezer)	Maï-Maï Yakutumba + FARDC	Sept travailleurs humanitaires tués.
24	15 Juin 2023	Goma	Capitaine Mukesha Bustro Alexis	Collègues	Torturé par ses collègues. Aucune enquête.
25	31 Juillet 2023	Kinshasa	Major Ngabo Patrick	-	Mort en prison faute de soins, après plus d'un an de détention.
26	9 Août 2023	Kinshasa	Officier Ndaruhutse Gilbert	-	A échappé de peu à un lychage. Aucune enquête.
27	7 Février 2023	Goma	Major Sehogo Senga Masengo	Milice	Attaqué par des miliciens. Pas d'arrestations.
28	20 Février 2024	Bugamba/ Nyiragongo	Officier Kazungu (Kamuzungu)	-	Lynché et brûlé. Aucune enquête.

29	17 Mars 2024	Goma	Officier Sebandore Nsengiyumva Jean-Luc	Milice	Battu et brûlé vif. Aucune enquête.
30	25 Mars 2024	Prison de Makala	Capitaine Mugenzi Egide	-	Torturé et privé de soins médicaux.
31	26 Mars 2024	Bunia	Colonel Theo Gakuru	FPIC Chini ya Kilima	Presque tué, accusé d'être « infiltré rwandais ». Aucune enquête.

N°	DATE	LIEU	VICTIMES	ACCUSÉS	DESCRIPTION
1	19 Juillet 2023		-	Député Justin Bitakwira	A déclaré : « Un Tutsi est un criminel de naissance. » Sanctionné par l'UE en 2022.
2	24 Octobre 2022	Canada	-	Martin Fayulu	A nié l'identité congolaise des Banyamulenge sur la base de la langue.
3	Jusqu'en 2021	-	-	Honoré N'Gbanda	Ancien chef des services secrets de Mobutu, a décrit les Tutsi comme des « envahisseurs ».
4	En cours	-	-	Journaliste Kwebe Kimpele	Nie la nationalité congolaise des Tutsi.
5	30 Novembre 2019	Baraka (Fizi)	-	Député Omer Bulakali	A appelé à une mobilisation contre les Banyamulenge.
6	Non daté	-	-	Député Freddy Musambya	A accusé les Banyamulenge d'agression et critiqué leur présence dans l'armée.
7	8 Janvier 2023	Luvungi	-	Député Claude Misare	A encouragé les civils à s'armer de machettes pour combattre les Banyamulenge

8	Non précisée	-	-	André Mashaka Byadunia	A incité à des manifestations et revendications foncières contre les Banyamulenge
9	Non précisée	Goma	-	Général Aba Van Ang	A exhorté la population de Goma à s'armer contre les « ennemis rwandais »
10	24 Novembre 2024	Goma	-	Ministre de la Justice Constant Mutamba	A appelé à l'exécution des « collaborateurs Tutsi rwandais»
11	Août 1998	-	-	Vice-président Yerodia Ndombasi	A qualifié les Tutsi de « germes à éradiquer », incitant aux massacres et au cannibalisme
12	Janvier et Juillet 2023	-	-	Ministre Nzangi et Député Bitakwira	Ont tenu des propos xéno-phobes niant l'identité congolaise des Tutsi
13	Décembre 2024	-	-	Président Tshisekedi	Dans son discours sur l'état de la Nation, a répété des allusions à la théorie du « grand remplacement », alimentant la haine

14	**9 Novembre 2023**	**Goma**	**Capitaine Rukatura**	-	A été lynché pour être Tutsi, devant ses collègues
15	**7 Février 2024**	**Sake, Centre Kimoka**	**Irakoze Ngabo Manu**	APCLS et FDLR	A été décapité par l'APCLS et le FDLR. La vidéo a circulé en ligne. Aucune enquête ouverte
16	**16 Août 2024**	**Misisi, Sud-Kivu**	**Manirakiza Seruvumba Bonfils**	Wazalendo	A été tué, brûlé et cannibalisé par des éléments Wazalendo

QUI POURRAIT ARRÊTER LE GÉNOCIDE DES Rwandophones TUTSI EN RDC ?

L'auteur: Hon. Antoine Mugesera



RÉSUMÉ

Cet article analyse la situation des populations Rwandophones tutsi en République démocratique du Congo et les violences dont elles sont victimes. Il s'interroge sur les responsabilités des autorités congolaises, de la communauté internationale et des organisations régionales face aux risques de crimes graves contre ces populations. L'auteur met en lumière les discours de haine, les attaques et les menaces qui pèsent sur leur sécurité. Il appelle à une action urgente pour prévenir toute escalade pouvant conduire à un génocide.

Biographie: Hon. Antoine Mugesera a occupé plusieurs fonctions de responsabilité dans la vie publique rwandaise. Il a notamment été Sénateur et a siégé au sein de divers conseils d'administration et commissions. Il est membre du Rwanda Elders Advisory Forum et a servi dans différentes organisations de la société civile, dont il a été le président d'Ibuka. À travers ces fonctions, il a contribué aux initiatives liées à la gouvernance, à la mémoire et à l'engagement civique au Rwanda.

Sur le plan académique, Antoine Mugesera est également engagé dans la recherche et la réflexion intellectuelle. Il a participé à des travaux et à des échanges académiques portant sur l'histoire contemporaine du Rwanda, la mémoire du génocide et les questions de société. Ses contributions s'inscrivent dans une démarche de recherche, de transmission du savoir et de promotion du dialogue académique.

INTRODUCTION

A l'occasion du 80ième Anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, le 24/9/2025, Son Excellence le Président Felix Antoine Tshisekedi de la République Démocratique du Congo (RDC) a prononcé un discours dans lequel il a affirmé qu'«un génocide silencieux » est en train de se faire dans son pays.

Mais il n'avait pas dit expressément sur qui est dirigé ce génocide, car il n'est pas question que tout le peuple du Congo/ Kinshasa en soit menacé. IL a évoqué par contre des massacres qui se sont passé ces derniers temps dans le nord de la Province du Kivu. Pas moins de 5 jours auparavant, le 19 septembre 2025 exactement, l'Alliance Fleuve Congo (AFD/M23) avait publié un communiqué portant à la connaissance du public national et international que « le régime terroriste de Kinshasa a perpétré des massacres et commis des crimes de guerre d'une extrême gravité ». Ce Communiqué parlait de « l'épuration ethnique et de la propagation des discours de la haine depuis Uvira » du Sud Kivu. L'Alliance s'engageait solennellement « à protéger et à défendre son peuple sans relâche (et) à éliminer toute menace à la source ».

Elle condamnait « avec fermeté le silence coupable et complice de la Communauté Internationale, des Organisations humanitaires et de défense des Droits de l'homme, qui assistent en spectateurs au massacre de nos compatriotes ». Voilà : Il est question de « génocide silencieux » d'une part et d'« épuration ethnique » d'autre part. Et ce, dans un même pays. D'après ces deux déclarations, une chose est sûre : une menace de génocide pèse sur l'un ou l'autre groupe ethnique à l'Est de la RDC.

Nous allons dans les lignes suivantes essayer de mettre les choses au clair. Et nous serons un peu plus précis que le Président Tshisekedi. Le groupe menacé de génocide à l'Est de la RDC n'est pas celui de l'une ou l'autre tribu y habitant comme celle des Nande, des Kumu, des Nyanga, des Hunde, des Tembo, des Havu, des Shi, des Furero, des Bembe, des Lega etc... mais bel et bien celle des Rwandophones dits Banyarwanda tutsi et Banyamulenge.

C'est sur ces deux derniers groupes que pèse une réelle menace de génocide, et qu'à cet effet des massacres préliminaires se sont réalisés à leur encontre comme signes précurseurs. Nous en montrerons des signes révélateurs. Mais commençons d'abord par remonter l'histoire de ce peuple Banyarwanda ou Rwandophones tutsi congolais de cette région pour ensuite montrer que certains facteurs propices au génocide à leur endroit se sont mis progressivement en place jusqu'à ce que ce génocide soit actuellement imminent.

1. Avant la création du Congo, des groupes Rwandophones vivaient dans cette région.

Avant la colonisation, l'Etat Congo n'était pas encore né. Car il n'est que la création du Roi Léopold II de Belgique, confirmée par l'Acte général de la Conférence de Berlin du 26 février 1885.[106]

A l'intérieur de ses frontières actuelles, à l'Est de cet espace exactement, dans le Kivu actuel, il y avait différentes tribus ci-haut citées, échelonnées du Nord au Sud de cette province. Disons surtout qu'une bonne partie de cette zone appartenait alors au royaume du Rwanda. Ses habitants étaient donc sujets du roi du Rwanda. Et cela depuis au moins le 18ème siècle, car avant la colonisation, une partie du Nord-Kivu faisait partie du royaume du Rwanda et dépendait de lui politiquement et administrativement.

C'est tellement vrai que le roi Rwabugiri y avait un troupeau de vaches dit Imisagara, et que les restes du roi Rutalindwa du Rwanda repose à Tongo dans cette zone. Certains affirment même que le Roi Musinga y serait né.

[106] LA RDC actuelle a porté plusieurs noms successifs suivant: Etat indépendant du Congo (1885-1908), Congo belge (1908-1960), République du Congo / Kinshasa (1960-1964), République démocratique du Congo (1964-1971), République du Zaïre (1971-1997), République démocratique du Congo (1997- jusqu'à nos jours (2025)

1.1. Le Nord Kivu

La Partie du Nord Kivu appartenant au Rwanda correspond grosso modo aux territoires actuels de Masisi, de Rutshuru et de Goma. C'est à partir des années 1750 que le Rwanda les avait conquis. Le royaume du Rwanda y exerçait son influence jusqu'au Lac Rwicanzige baptisé Lac Edouard par la colonisation. Elle incluait aussi une partie de Kalehe actuel du Kivu central. Jusqu'en 1923, les chefs des chefferies situées dans ces territoires étaient nommés par le roi du Rwanda. Le cas du territoire de Rutshuru en est l'exemple. L'histoire a retenu comme mandataires du roi du Rwanda les nommés chefs Kabango et Nshizirungu et leurs adjoints Ntamuhanga et Bikamiro : ils y étaient ses représentants jusqu'à leur destitution par le pouvoir colonial en 1923. Ils y furent remplacés par un certain Daniel Ndeze d'origine rwandaise à Ruhengeri. Ancien planton, il sortait de prison de Stanleyville où il avait appris le lingala et le kiswahili d'usage dans l'administration coloniale qui l'ont aidé à monter d'échelon[107]. De simple paysan, il devint « mwami », titre qu'on a traduit improprement par « roi » en français. Au Congo, ce terme de « mwami » est donné au chef de tribu tandis qu'ailleurs ce de terme « roi » est donné aux chefs d'Etat des Nations monarchiques, comme quoi tout est possible au Congo.

1.2. Gishari: chefferie autonome des Banyarwanda

En ce qui concerne la dépendance du Rwanda de certaines provinces de l'Est de la RDC, il en était de même de la province de Gishari et de Kamuronsi supprimées en 1921 : elles faisaient partie des territoires du Nord-Kivu tributaires du royaume du Rwanda au même titre que les territoires de Rutshuru, Goma et une partie de Kalehe et de Walikale. De même le Gishari du Nord Kivu ne fut amputé du Rwanda qu'en 1911 en même temps que

[107] DR Gaston Rwasamanzi, Masisi et les Banyarwanda, Histoire, stigmates et espérance, Rwasamanzi publisher, 2025, p.28-29.

le Bwishya, Jomba, Kamuronsi, Byahi et Ile Idjui[108]. La nouvelle chefferie de Gishari et Kamuronsi fut confiée cette année par les autorités belges à un certain André Kalinda de la tribu Hunde mais elle resta considérée comme dépendante du Rwanda[109].

Même après la colonisation la chefferie comme le Gishari peuplée majoritairement de Banyarwanda était parfois appelée « chefferie des Banyarwanda ». Il avait même été officiellement prévu en 1936 la création de deux chefferies Banyarwanda indépendantes des autorités indigènes du Kivu : le Gishari en territoire de Masisi et le Bwito en territoire de Rutshuru[110]. Le Gishari sera effectivement constitué en une chefferie indépendante en septembre 1940. Il était appelé « chefferie automne des Banyarwanda ». Son premier chef désigné fut Joseph Bideri[111]. Il y avait eu avant lui les batware ou mandataires du roi du Rwanda dont entre autres Ntazimira qui fut un des grands généraux du roi Kigeli VI Rwabugiri et Nyirimigabo son cousin et commandant de bataillons. Il aura ensuite les chefs Semugeshi, Rwubusisi et le dit chef Bideri, tous rwandais y nommés avec l'accord du roi du Rwanda pendant la colonisation7[112].

Wilfrid Bucyanayandi, fils de Rwidegembya et petit fils de Ntazimira, y sera aussi nommé chef par le pouvoir colonial en 1939 mais sans que le Roi Rudahigwa ait été consulté. Ce Bucyanayandi, dit simplement Bucyana, n'était pas en bons termes avec le roi Rudahigwa à qui, encore simple prince, il aurait lancé le célèbre dicton » Niwima nzimuka » (si tu deviens roi, je quitterai le Rwanda). Le dernier mandataire du Roi du Rwanda dans cette région s'appelait Rulenga (ou Lurenga) et prévenait du clan des Abasinga. IL y eut aussi un certain Ntamuhanga du clan des Abungura déposé par la colonisation au début du 20ième

[108] Dr. Gaston Rwasamanzi, op. cit. p.48.

[109] Idem, p.29.

[110] Aloys Tegera Buseyi, Les Banyarwanda du Nord-Kivu (RDC), Histoire d'un groupe transfrontalier au XXe siècle, L'Har- mattan, 2021, p.221.

[111] Idem, p.223.

[112] Dr. Gaston Rwasamanzi, Masisi et les Banyarwanda, Histoire, Stigmates et Espérance, Rwasamanzi publisher 2025, p.26 et p. 34

siècle. Ces deux derniers étaient hutu. Par contre le chef Kabango mandataire du Roi du Rwanda au Busanza était tutsi du clan des Basinga. Ce fut le cas aussi de Rugaju, cousin du Roi Rwogera, et qui fut le premier mandataire du roi du Rwanda dans la région des volcans (Bwisha). Il était du clan des Abega[113].

1.3. Le Nord Kivu était gouverné par le Roi du Rwanda

Disons donc, à partir des exemples cités, qu'avant la colonisation belge et durant une bonne partie de cette dernière le Mwami du Rwanda, représenté par ses mandataires, avait autorité sur une partie du Nord Kivu et y exerçait le pouvoir à travers ses Abatware (délegués), aussi bien Hutu que Tutsi. L'Histoire a retenu certains noms d'entre eux. Avec la colonisation belge, il y aura progressivement suppression de chefferies banyarwanda du Nord Kivu dirigées par les mandataires du roi du Rwanda[114]. La même suppression sera faite au Sud Kivu chez les chefs Banyamulenge qui, de ce côté-là, n'étaient pas mandataires du Roi du Rwanda. La colonisation créera ses propres structures de commandement dans lesquelles le roi du Rwanda aura de moins en moins de pouvoir du simple fait que les habitants de cette région n'étaient plus considérés comme ses sujets.

2. La Colonisation a créé des structures à problèmes

Disons grosso modo que dans le Congo colonial et post colonial il s'y est trouvé trois catégories de Rwandophones. Il y eut :

- La catégorie de Rwandophones dits Banyarwanda que la frontière coloniale avait mis d'office dans cette nouvelle entité dite Congo belge. Ils y habitaient avant cette frontière, ils y sont restés avec elle. Appelons-les « les Banyarwanda originaires ».

[113] Aloys Tegera Buseyi, Les Banyarwanda du Nord-Kivu (RDC), Histoire d'un groupe transfrontalier au XX siècle, L'Harmattan, 2021, pp.55, 62, et p.69

[114] DR Gaston Rwasamanzi, op. cit. p. 30

- La deuxième catégorie de Banyarwanda amenés dans cette nouvelle entité dite Congo belge est composée de « transplantés »: Ils étaient initialement de véritables sujets du Rwanda, habitant à l'intérieur de ses frontières actuelles, amenés au Congo Belge par le pouvoir colonial comme main d'œuvre dans les plantations coloniales et les chantiers miniers. Les plus nombreux ont été principalement « plantés » au Nord Kivu. Mais il en eut qui iront jusqu'au Katanga à Kipushi et Koluwezi. C'était officiel : des sujets rwandais étaient extraits de leur pays et mis au service du Pouvoir colonial qui les utilisait comme main d'œuvre au Congo belge. Le roi du Rwanda n'y pouvait rien faire : il était devenu un simple subalterne du pouvoir colonial.

Dans le Congo post colonial, Il y eut la troisième catégorie de Banyarwanda qui sont allés chercher refuges au Congo indépendant. Ce sont les réfugiés de 1960-1966, de 1972-1973 et ceux de 1994. Une fois la paix retrouvée au Rwanda, ces réfugiés sont pour la plupart rentrés dans un grand retour mémorable dans leur pays natal après le génocide des Tutsi en juillet 1994 à l'exception de ceux parmi eux qui, pour une raison ou une autre, ne sont pas revenus. Parmi ces derniers figurent des génocidaires impénitents et opposés au régime actuel de Kigali. Ils ont préféré s'allier au régime congolais contre le pouvoir post-génocide du Rwanda et poursuivre leur idéologie.

Toutes ces gens - Banyarwanda originaires, transplantés et réfugiés non rentrés-portent le même nom de Banyarwanda, ce qui signifie littéralement « ceux du Rwanda ou habitants du Rwanda ». Et cela crée une certaine confusion entre population de culture rwandaise habitant au nord Kivu d'une part et citoyens de nationalité rwandaise d'autre part. Or des populations peuvent avoir une même culture et parler la même langue tout en étant de nationalités différentes. C'est le cas des populations Rwandophones dites Banyarwanda de la RDC de la première et deuxième catégories et ceux du Rwanda. Ils portent le même nom sans partager la même nationalité. Cette confusion pénalise des fois les citoyens congolais qui portent le nom de «Banyarwanda», nom qui leur

est officiellement reconnu[115]. Leurs détracteurs en profitent pour crier haut et fort qu'ils ne sont pas de vrais citoyens congolais. Ils les renvoient dans ce qu'ils appellent « leur mère-patrie » qu'est le Rwanda alors qu'ils sont d'authentiques citoyens congolais.

Du reste, le cas de ces Banyarwanda de la RDC n'est pas unique: la frontière coloniale a divisé certaines ethnies de la RDC avec l'Angola, le Congo Brazza et le Centrafrique. C'est dire que ce qui a été fait en termes de partage frontalier entre le Rwanda et le Congo belge n'est pas une exception. Alors quoi ?

Pourquoi les Banyarwanda du Nord Kivu, principalement Tutsi seraient-ils dits étrangers à ce pays ? Les Banyamulenge sont-ils Rwandais parce qu'ils parlent le Kinyarwanda alors qu'ils habitent cette région bien avant la création du Congo belge et qu'ils n'ont même pas été sujets du roi du Rwanda depuis qu'ils vivent là au 17-18ème siècle ? Absolument non, jamais la langue ne confère la citoyenneté. La terre ici et là comme aux USA peut le faire, mais ailleurs seule la loi confère le droit à la nationalité. Aujourd'hui les Rwandophones de la RDC ont de sérieux problèmes de nationalité, y compris les Banyamulege du Sud Kivu qui n'ont jamais été sujets du royaume rwandais.

3. Avec les Banyamulenge, le problème s'est transformé en réelle menace de génocide

Avec les Banyamulenge le problème qui devait être simple s'est compliqué : il n'y a pas eu de ce côté-là des « transplantés ». Les Banyamulenge forment une population rwandophone habitant initialement dans cette région bien avant la colonisation belge, donc bien avant 1885. Normalement, ils ne devraient pas avoir de « problème de nationalité ». Mais hélas, il y a eu amalgame, confusion et mauvaise foi de toute sorte jusqu'à ce qu'ils soient

[115]Ce dans ce sens que Jean-Claude Willame a écrit un livre intitulé « Banyarwanda et Banyamulenge, Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu », Cahiers africains, Zaïre, Années 90, Volume 6, n° 25, L'Harmattan, 1997

eux-mêmes appelés « des Tutsi Rwandais dits Banyamulenge ». En réalité, ils ne sont pas rwandais pour un sou quoiqu'ils en vivent la culture.

3.1. Les Banyamulenge, un peuple congolais à part entière

En effet, la population dite aujourd'hui « Banyamulenge » habite la région de Fizi, Uvira, Mwenga et le plateau d'Itombwe depuis au moins le 17e-18e siècle. L'abbé Alexis Kagame les y met depuis le règne de Yuhi Gahindiro (1746-1802). D'autres auteurs avancent des dates antérieures ou postérieures. En fait, ces populations y sont allées par vagues successives. Elles se sont installées aussi bien sur les hauts plateaux de Minembwe que dans les environs de Fizi, Uvira et Mwenga. Elles proviennent aussi bien du Rwanda que du Burundi et même de la Tanzanie. Ce n'est qu'en globalisant abusivement que tous sont dits Banyarwanda dont ils parlent la langue et pour certains d'entre eux en ont une lointaine ascen- dance. La colonisation leur a donné plusieurs noms comme par exemple « Tutsi d'Itombwe », « pasteurs d'Itombwe », les « Rwanda- Burundi », « les Rwanda », les « Banyarwanda » ou « immigrés rwandais», pour finalement être identifiés comme « Banyamulenge», nom qu'ils auraient adopté dans les années 1966 - 1967 pour se dissocier des réfugiés rwandais de cette époque[116]. Ils n'ont jamais voulu s'amalgamer avec les réfugiés Tutsi dont ils parlent la langue.

Mais à proprement parler, les Banyamulenge n'ont jamais formé « de tribu » de ce nom avec chefs coutumiers comme on en trouve dans les tribus du Kivu en RDC. Ils n'ont jamais eu de mwami (roi) exerçant l'autorité et le commandement sur eux. Pas de représentants mandataires du roi du Rwanda sur leur territoire, et il n'y a jamais eu de mwami Munyamulenge issu de l'un ou l'autre de leurs clans. Les habitants restèrent libres dans leurs organisations claniques et familiales en dehors du Rwanda dont pourtant ils partagent la même culture et la soi-disant

[116] Colette Braeckman et al., op. cit.p. 35.

morphologie. Ces deux éléments -culture et morphologie- les desservent aujourd'hui car ils sont pris et considérés comme de vrais Rwandais, et persécutés en tant que tels comme n'importe qui parmi les Rwandophones tutsi de la RDC. Ils luttent de toutes leurs forces pour garder leur citoyenneté congolaise qui des fois leur est reniée.

3.2. Le pouvoir traditionnel des Banyamulenge et son démantèlement

Traditionnellement les Banyamulenge vivaient principalement sous autorité des chefs de clans. Ils partagent uniquement entre eux une seule et même langue et culture orientées vers le pastoralisme bovin. Sous la colonisation, les Banyamulenge avaient eu une collectivité propre à eux de 1891 jusqu'à sa suppression en 1933. Ils avaient jusque-là des chefferies et des sous-chefferies qu'ils dirigeaient eux-mêmes mais qu'ils ont perdues cette année parce que certains de leurs chefs s'étaient opposés à ce que les colons belges s'approprient la terre de leur pâturage. C'est à partir de ce moment que le pouvoir colonial démembra leurs chefferies. C'est depuis lors que la collectivité de Banyamulenge fut divisée en petits morceaux confiés aux responsables des tribus des Fulero et Bembe plus accommodants à l'égard du pouvoir colonial.

La création des chefferies coutumières au Congo Belge fut de facto source d'exclusion des uns par les autres. Leur destruction au Sud comme au Nord Kivu alors que c'est sur elles qu'on se fondait pour attribuer implicitement la citoyenneté congolaise laissa les Rwandophones congolais sans référence de base . Ils étaient en l'air dans un pays où la tribu comme entité politique était devenu incontournable car quiconque n'avait pas une origine d'une de ces chefferies était considéré comme étranger en RDC. Ce fut le cas de ces Rwandophones dont les chefferies avaient été détruites par la colonisation[117].

[117] Note nous communiquée aimablement par Munyampenda Jean en date du 21/12/2025.

Le deuxième problème des Banyamulenge est né après l'indépendance avec la rébellion muléliste (1963 à 1966) qu'ils ont combattue alors que les tribus voisines la soutenaient. A cette époque en effet, les Banyamulenge se rangèrent du côté de l'Armée Nationale Congolaise (ANC) contre cette rébellion. Pour la première fois ils entrèrent en conflit ouvert avec leurs voisins avec lesquels ils avaient vécu plutôt en bons termes jusque-là.

Les politiciens Bembe, Fulero et Vira comme pour les fragiliser commencèrent à les traiter de tous les noms.

Les Banyamulenge furent accusés de tous les péchés du monde. On les reprocha d'avoir inventé « le nom Banyamilenge» pour mieux dissimuler leur véritable identité de « Rwandais». Certains auraient même plus tard épousé la cause de l'Armée patriotique rwandaise des Inkotanyi. De jeunes Banyamulenge auraient rejoint ses rangs et combattu au côté d'eux. Ceux qui n'ont pas combattu auraient cotisé pour leur appui. On déterre des listes des Banyamulenge qui seraient rentrés au Rwanda après la victoire du FPR. On leur prête « un retour massif dans leur soi-disant pays natal ». Un membre de la Commission dite Vunga les rejeta et proclama à son tour qu'il n'y a jamais eu aucune trace de l'ethnie Banyamulenge dans le répertoire des tribus du Zaïre[118]. « Ce sont, précisa-t-il, des Tutsi venus du Rwanda en 1964 »[119]. En basse politique, le mensonge même grossier comme celui-là peut être rentable : il est à l'oeuvre en RDC actuellement.

3.3. Début des persécutions politiques des Banyamulenge

Des personnalités politiques Banyamulenge sont refusées de se représenter à leur postes politiques alors qu'à l'Indépendance ils avaient eu des représentants au Parlement. On va jusqu'à contester leur droit aux évêques d'expression Kinyarwanda comme Messeigneurs Gapangwa et son collègue Kanyamacumbi et même Ngabu de tribu Hema. Par contre certains évêques du Kivu,

[118] Eulode Boissonnade, op. cit. p.345.
[119] Idem, p. 345.

Mgr Emmanuel Kataliko en tête, s'en prennent aux Tutsi congolais et épousent la cause des extrémistes anti tutsi[120]. Les chefs coutumiers en rajoutent. Les Mutuelles tribales entrent en danse et font de la chasse aux Tutsi. Au moins 18 groupes armées opèrent dans cette région de l'Est de la RDC. Les Associations civiles s'en mêlent à leur tour et jettent de l'huile sur le feu. Par exemple les Associations Bucong et Lubunga du Sud Kivu, voulant parler de Banyamulenge, emploie au moins une trentaine de fois l'expression « Tutsi rwandais dits "Banyamulenge" » dans un document de 9 pages[121].

Cette expression « Tutsi rwandais dits "Banyamulendge" » revient constamment. On veut souligner qu'ils sont d'abord Tutsi, ensuite Rwandais et enfin porteurs du nom de "Banyamulenge" qu'ils se seraient donné pour camoufler leur véritable identité de Tutsi rwandais. Eux se battent pour leur droit de citoyenneté congolaise mais le Gouvernement de Kinshasa ne veut pas en entendre parler, au contraire il les traite de véritables rwandais qui seraient le fer de lance de l'APR rwandaise, devenue RDF (Rwanda Defence Force) en juin 2002. Ils sont persécutés et tués comme tels. Il n'y a plus de doute : l'idéologie raciste a gagné la partie. Elle fera de terribles dégâts et c'est ainsi qu'environ 300 Rwandophones dont de nombreux Banyamulenge ont été massacrés à Kinshasa.

Ces derniers ont été réduits à une ethnie « fantôme » alors qu'ils comptent au moins parmi les 400.000 personnes implantées au Kivu depuis plus de trois siècles[122]. Ils ont aussi été aussi appelés «juifs d'Afrique »[123].

---

[120] Isidore Ndaywel è Nziem, op. cit. p.617

[121] Manassé (Müller) Ruhimbika, Les Banyamulenge (Congo-Zaïre) entre deux guerres, L'harmattan, 2001, pp.250- 258. Ce Ruhimbika a fait partie du groupe de Banyamulenge promoteurs du mouvement politique dit Forces Républicaines fédéralistes se désolidarisant aussi bien de Kabila que du Rwanda qu'il accuse de vouloir instrumentaliser les Banyamulenge. Ce groupe sous la direction du Commandant Masunzu a combattu RCD/Goma. Voir : Isidore Ndaywel è Nziem, op. cit. p.617.

[122] Euloge Boissonnade, Kabila clone de Mobutu ? Editions Moreux, 1998, p.237-238

[123] Idem, op. cit. p.311

3.4 Série de massacres répétitifs et autres Rwandophones congolais

Les Banyamulenge seront régulièrement victimes de massacres comme :

- En 1996 où les Bembe en collaboration avec les FAZ (Forces Armées Zaïroises)[124]ont tué de centaines de civils Banyamulenge. En octobre de cette année, le Vice-gouverneur du Sud-Kivu Lwasi Ngabo Lwanbaji donne une semaine de 200.000 à 500.000 Banyamulenge pour quitter le pays[125]
- En 2017 et 2019, plus de 140 villages des Tutsi congolais et Banyamulenge ont été incendiés au Sud-Kivu et ailleurs.
- En 2004, environ plus de 160 réfugiés Banyamulenge à Gatumba au Burundi ont été massacrés.
- En 2020 jusqu'en nos jours en 2025, les Wazalendo alliées aux FDLR, aux FARDC et aux Forces armées burundaise s'attaquent aux Tutsi du Sud-Kivu dits Banyamulenge. Un véritable génocide pèse sur ces derniers.

Les Associations de défense des droits de l'homme comme le H.R. W. et la société civile des Hauts Plateaux de l'Itombwe ont déjà sonné l'alarme pour que la Communauté Internationale intervienne avant que ce ne soit trop tard car il y a ce que l'AFC/ M23 appelle déjà « un génocide en cours ». La situation est grave.

3.5. Tentative de légitime défense actuelle face au dramatique rejet permanent

Ces Banyamulenge cherchent aujourd'hui comme ils l'ont toujours fait à défendre leur droit de citoyens congolais à part entière mais malheureusement ils luttent en ordre dispersé.

[124]L'armée congolaise a porté plusieurs noms : Force publique sous la colonisation, Armée Nationale congolaise entre 1960 et 1971, Forces Armées Zaïroises (FAZ) sous Mobutu (1971ET 1997) et Forces Armées de la RDC (FARDC) depuis 1997.

[125] Colette Braeckman et al., op. cit.p.103

Certains s'accrochent à tout prix au Gouvernement central congolais qui parfois les rejettent durement. A maintes reprises principalement en 1998, sous l'instigation de Monsieur Yerodia Abdoulaye Ndombasi, ancien ministre des affaires étrangères de la RDC, le gouvernement a massacré de jeunes tutsi congolais à Kinshasa comme il en fut le cas cette même année pour 120 jeunes recrues militaires tuées par balles dans les hangars de la base militaire de Kamina comme celles de Lubumbashi. Ces jeunes recherchaient à intégrer le système militaire congolais duquel ils furent rejetés jusqu' à ce qu'ils soient sauvagement liquidés. Il y avait partout lynchage de toute personne dont l'apparence physique se confondait avec celle dite d'un Tutsi. Mais certains Banyamulenge restent toujours accrochés au service de ce Gouvernement qui les refuse. Le cas tout récent du général Gasita, chassé dernièrement d'Uvira par les miliciens Wazalendo de ce régime alors qu'il était venu servir le même Gouvernement qu'eux est révélateur. Ce général Munyamulenge a voulu servir les intérêts du régime Tshisekedi mais Il a été refusé et chassé par les milices du même régime à cause de ce qu'il est et non de ce qu'il a fait. C'est du racisme pur et dur et c'est signe irréfutable de rejet. Le cas du général Masunzu- autre Munyamulenge- aujourd'hui accusé de haute trahison va dans le même sens comme il y en avait été le cas en 1998 où plus d'une centaine de recrues Banyamulenge avait été massacrée. Masunzu serait aujourd'hui rehabilité contre ses frères.

D'autres Banyamulenge se sentant exclus par leur gouvernement ont combattu aux côtés de l'AFDL[126] et sont aujourd'hui avec l'AFC/M23.

[126] L'Acte Fondateur de l'Alliance des forces démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) (Congo-Zaïre) date du 18 octobre 1996 à Lemera (Sud-Kivu). Il comprend 5 articles dont le 3ième désigne son porte-parole en la personne de monsieur Laurent Désiré Kabila. Elle comprend quatre organisations : Le parti de la révolution (populaire (PRP) de L. D. Kabila, le Conseil national de résistance pour la Démocratie (CNRD) du Général André Kisase Ngandu, le Mouvement révolutionnaire pour la Libération du Zaïre (MRLZ)de Masasu Nindaga (Parti de Banyamulenge) et l'Alliance démocratique pour le peuple (ADP) de Déogratias Bugera et Bizima Karaha) Résistance. Voir : Colette Braeckman et al., op. cit. p. 70.

Il y en a aussi d'autres qui ont recherché refuge au Burundi d'où ils sont renvoyés ou sacrifiés. Les massacres de Gatumba en 2004 au Burundi qui ont touché les réfugiés Banyamulenge l'ont montré et ont révélé l'intention génocidaire du gouvernement de Kinshasa sur les Tutsi : les poursuivre jusque dans un pays étranger pour purifier toute cette région du Sud Kivu et ses environs de tout Tutsi et, plus tard, nettoyer le Masisi et Goma de Rwandophones tutsi[127]. Le même scenario s'était passé au Rwanda à l'Université adventiste de Mudende le 18 août 1997 où environ 150 réfugiés congolais tutsi du Nord Kivu avaient été liquidés par les FDLR appuyées par le Gouvernement Zaïrois. Il y en a enfin qui ont cherché refuge ailleurs au Rwanda. Tous se réfugient ici et là parce que la RDC leur dénie la citoyenneté. Pourquoi donc ce rejet permanent ?

4. Le Cas des Rwandophones du Nord Kivu

Avec l'éruption de la rébellion muléliste, contrairement aux Banyamulenge du Sud-Kivu qui avaient été du côté des Forces Armées Zaïroises (FAZ), tous les Tutsi du Nord et du Kivu central étaient accusés au Gouvernement central de Kinshasa d'être partisans de cette rébellion. L'ordre fut même donné en 1964 de faire tout le possible pour neutraliser ces alliés des rebelles mulélistes-simba. Il s'en suivit une grande cruauté dirigée contre les Tutsi du Nord Kivu qui dura de 1964 à 1965. Il y eut meurtres, pillages, rafles et tortures dirigés contre les Banyarwanda[128].

Un mouvement de résistance naquit au Nord Kivu principalement au Masisi. C'était un mouvement de contestation du pouvoir traditionnel hunde sur les populations banyarwanda principalement tutsi du territoire de Masisi[129].

---

[127] E. Tommy Tambwe Ushindi W., Congo-Kinshasa, La République des erreurs et la stagnation d'un Etat 1990-2015, Leadership Editions, 2015, p.379

[128] Gaston Rwasamanzi, op. cit. p. 166.

[129] Dr. Gaston Rwasamanzi, Masisi et les Banyarwanda, Histoire, Stigmates et Espérance, Rwasamanzi publisher, 2025,pp. 49 et 148.

Une lutte acharnée s'engagea par les BanyarwandaTutsi contre les tribus Nande et Hunde. Malheureusement, la fraction composée de Rwandophones hutu, influencée par le pouvoir de Kayibanda à Kigali craignant les « Inyenzi », se sépara des Tutsi du Nord Kivu et se bâtit du côté des Hunde et Nande contre les Rwandophones tutsi dans ce qui est connu sous le nom de « la guerre de Kanyarwanda » qui dura de1963 à 1965[130]. Il était reproché aux Tutsi du Nord Kivu d'être du côté des rebelles lumumbistes car leurs élites étaient proches du Parti Cerea d'un lumumbiste du nom d'Anicet Kashamura[131]. Soutenir la rébellion muléliste combattant le Président Mobutu avait été considéré comme un crime de lèse-majesté. Le Premier Ministre Tshombe sortit un ordre en 1964 de neutraliser tous les alliés des rebelles mulélistes. La gendarmerie du Nord Kivu composée principalement de Nande, de Nyanga et de Hunde en profita pour procéder au massacre des Tutsi de cette région à commencer par l'élite Tutsi (enseignants, commerçants, politiciens etc.). Les autorités provinciales du Nord Kivu y trouvèrent l'opportunité d'éliminer les Rwandophones tutsi.

Du côté du Kivu central aussi, l'apparition de la rébellion muléliste combattant le pouvoir de Kinshasa avait bénéficié de l'appui des réfugiés Batutsi au Kivu. Leurs dirigeants provenant du Parti UNAR auraient conclu un accord de collaboration avec Soumialot dirigeant de cette rébellion. Ce serait à partir de cet accord qu'un certain Mudandi[132], chef d'un des groupes dits

[130] Il y aura un second « Kanyarwanda » plus tard au Masisi et Walikale entre 1991 et 1993. Les milices nande, hunde et nyanga connues sous le nom de Mai-Mai et Bangilima s'attaqueront aux Hutu et Tutsi du nord Kivu et il y aura plusieurs victimes chez les Banyarwanda avec plus de 300.000 déplacés. Cet affrontement aurait pu continuer s'il n'y avait pas eu l'immense flux des réfugiés rwandais de 1994 qui fit craindre aux « autochtones » du Kivu que leurs terres allaient constituer un grand « Hutuland » ou « unmini-Etat hutu » (comme l'appelait Marie -France Cros) à leurs dépens d'autant plus que ces réfugiés étaient soutenus par Mobutu. Voir : Colette Braerckman et al., op. cit. p.42. et p. 98.

[131] Note nous communiquée aimablement par Munyampenda Jean en date du 21/12/2025.

[132] Ce Mudandi avait été même soupçonné d'avoir tué un certain Preziosi représentant du HCR dans ce camp et qui s'opposait à l'entrée de réfugiés dans cette rébellion pour laquelle ils étaient pris comme adhérents ou sympathisants. Sa mort fut suivie par l'arrestation de nombreux Tutsi du Kivu Central.

Inyenzi rwandais, commença à y recruter de jeunes réfugiés tutsi principalement dans le camp de réfugiés de Chiminunu dans la chefferie du mwami Ferdinand Bisimwa Nyakalonge près de Bukavu. Ils étaient considérés comme combattant le Gouvernement de Kinshasa contre lequel luttait la rébellion muléliste. Il y eut donc ici aussi persécution des Tutsi réfugiés au Kivu Central et certains d'entre eux furent même massacrés dont un certain Muyango[133].

La rébellion muléliste eut des répercutions graves aussi bien sur les Rwandophones tutsi du Nord Kivu que sur les Banyamulenge du Sud Kivu. Et quand il sera question du programme «d'identification des nationaux», les autorités locales, gardant rancune, refusèrent d'y intégrer ces deux groupes de Tutsi du Sud et du Nord Kivu. Ils furent progressivement exclus de leur nationalité. Ils étaient sciemment confondus tantôt avec les immigrés rwandais et tantôt avec les Rwandais tout court sans avoir été pour les Banyamulenge les sujets du Roi du Rwanda ni avoir jamais eu la nationalité rwandaise depuis qu'ils vivent dans le Sud Kivu.

5. Le Problème est politique

Le rejet de ces Rwandophones tutsi congolais par leur propre Gouvernement n'est pas dû à leur nom de « Banyarwanda » ni à leur culture toute rwandaise mais principalement à la politique d'exclusion à leur égard. Car depuis l'indépendance du Congo RDC, il a manqué dans ce pays une véritable politique inclusive cherchant à intégrer tous ses citoyens y compris ceux de culture rwandaise. Cette politique d'exclusion portée contre une partie ethnique ciblée de ses citoyens a causé d'immenses souffrances et fait craindre d'ores et déjà le pire que serait le génocide des Tutsi congolais imminent depuis quelque temps. Une question se pose:

[133] Ce dernier est probablement de la famille de feu Claver Muyango bien connu à Kigali avant 1990 et dont la famille vit aujourd'hui à Nyamirambo (Kigali).Tous les deux Muyango semblent être de la même famille des Abega dits Abakagara et Abaruranga.

Pourquoi le Congo/RDC refuse-il donc leur droit de nationalité aux Rwandophones Tutsi congolais y installés même bien avant la colonisation ou durant cette pauvre dernière ? Pourquoi certains d'entre eux, dits tutsi, sont-ils même menacés de génocide ? Ce n'est pas un problème d'espace : Le Congo est immense. Chacun peut habiter où il veut comme beau lui semble. Ce n'est pas non plus un problème de manque de ressources : le Congo n'en a que faire. Tout citoyen congolais pourrait en bénéficier si elles étaient bien gérées comme cela se fait ailleurs avec la manne pétrolière. Il est anormal que la RDC possédant autant de ressources minières soit parmi les pays les moins riches de la planète.

Ce n'est pas non plus un problème de frontières mal tracées ou non : aussi bien au Nord qu'au Sud, à l'Ouest comme à l'Est de la RDC, il y existe des mêmes tribus ou ethnies de part et d'autre des frontières coloniales et qui n'ont pas de problèmes de nationalités comme il en est le cas avec les Rwandophones tutsi du Nord Kivu. Il existe des Ngwandi aussi bien en RDC qu'au Centrafrique, des Bateke en RDC et au Congo Brazza, des Bakongo en Angola et en RDC et j'en passe. La frontière coloniale a divisé ces peuples, le cas des Rwandophones tutsi de la RDC n'est pas unique mais ces derniers sont actuellement les seuls à être pourchassés pour différentes raisons qui n'ont rien à voir avec la frontière prise comme prétexte.

C'est un problème de racisme dirigé par un leadership politique incompétent et non intégrateur. Il est imbibé de racisme anti tutsi violent. Le Congo est pauvre sinon malade en son leadership contaminé de cette idéologie raciste. D'ores et déjà, les Rwandophones congolais tutsi pressentent le pire et cherchent à s'allier parfois à certains gouvernements des pays voisins pendant que le Gouvernement de Kinshasa se fait aider par des pays de la Communauté de développement d'Afrique Australe (SADC).

Ces Rwandophones tutsi alliés à ces gouvernements ont mené au moins cinq guerres pour la défense de leurs droits. Il s'agit de:
-1) la rébellion de l'AFDL de septembre 1996 à mai 1997, -2) la guerre de RCD d'août 1998 à octobre 2002 contre Joseph Désiré

Kabila, - 3) la guerre du CNDP (Congrès National pour la défense du Peuple) de juillet 2006 à mars 2009,- 4) La première guerre de M23 d'avril 2012 à 2014, -5) la deuxième guerre de l'AFC/M23 de 2023 à nos jours.

Nous en parlerons encore un peu plus loin mais il est d'ores et déjà clair que toutes les guerres passées n'ont rien résolu, il est toujours question de Rwandophones tutsi congolais qui réclament leurs droits bafoués. Leur survie est suspendue à un fil tenu dont l'issue est incertaine : tout dépendra des rapports de force en présence. Pour eux, le droit le plus menacé fut longtemps celui d'obtenir la nationalité congolaise mais, avec le temps, le droit à la vie devient de plus en plus prioritaire car les Rwandophones tutsi congolais sont actuellement en danger d'être exterminés.

6. De la victimisation des Rwandophones par les lois leur refusant la nationalité

Il y a eu cacophonie dans l'octroi de la nationalité congolaise aux Rwandophones congolais en général et aux ressortissants du Rwanda-Burundi en particulier. Depuis la colonisation jusqu'à nos jours il y a eu une dizaine de textes de lois régissant la nationalité congolaise dont certains d'entre eux reniaient carrément la nationalité aux Rwandophones congolais . En voici les principaux textes comme le rappelle si bien Aloys Tegera Buseyi[134]:

- Le décret du 27 décembre 1892 n'excluait personne. On était congolais par naissance sur le territoire congolais, par naturalisation, par présomption de la loi et par l'option. Même l'enfant né d'un étranger sur le sol du Congo pouvait vite requérir la qualité de congolais. Quelques jours avant l'indépendance, la loi du 23/3/1960 votée par le Parlement Belge n'accordait le droit de vote qu'aux Congolais et seulement aux ressortissants du Ruanda-Urundi résidant au Congo qu'au moins depuis 10 ans accomplis. Les transplantés des années 1950-1960 étaient donc exclus.

[134] Aloys Tegera Buseyi, Les Banyarwanda du Nord Kivu (RDC), Histoire d'un groupe transfrontalier au XXe siècle, L'Harmattan, 2021, pp.331-351.

La Loi fondamentale du 19/5/1960 maintint en vigueur toutes les dispositions légales lui léguées par le Pouvoir colonial c'est-à-dire avec ses lacunes précédemment évoquées. La Constitution mise en place le 1/8/1964 admit le principe d'une nationalité congolaise « une et exclusive » qui n'est attribuable qu'à une personne dont un des descendants est ou a été membre d'une des tribus y établies avant le 18/10/1908. Cette Constitution gardait le silence quant aux ressortissants du Rwanda-Burundi dont les enfants nés au Congo étaient d'office congolais en application du décret royal de 1892. C'était une faille. C'est ainsi que lors de l'attribution des cartes d'identité pour citoyens congolais, les ressortissants du Rwanda résidant au Masisi en furent exclus sous prétexte qu'ils n'étaient pas des citoyens congolais.

L'Ordonnance Loi n°71-020 du 26/3/ 1971 reconnut que « les personnes originaires du Ruanda-Urundi établies au Congo à la date du 30 Juin 1960 sont réputées avoir la nationalité congolaise à la date susdite. Mais il était encore une fois dit que les transplantés dans les années 1950-1960 étaient exclus de ce droit. Ils perdaient leur citoyenneté et devenaient d'office citoyens de seconde zone ou apatrides. Pire, la Loi n° 81-002 du 29/6/1981 dont l'option fondamentale était le *jus sanguinis* remit en question tous les acquis des ressortissants du Rwanda-Burundi en matière de nationalité. Elle stipulait qu'est congolais d'origine celui qui est membre d'une des tribus établies au Congo dans ses limites du 1/8/1885. Elle déstabilisa même les personnalités aussi influentes que Rwakabuba Shinga qui était membre du Comité Central du MPR. Cette loi rejeta en plus l'acquisition collective de la nationalité congolaise aux ressortissants du Rwanda et du Burundi. Les cartes d'identité leur octroyées antérieurement étaient déclarées nulles et non avenues.

Lorsqu'en 1981 le gouvernement zaïrois règlementa l'octroi de la nationalité, les Banyamulenge, pris et considérés comme « des étrangers », furent eux-aussi exclus d'office, et la nationalité congolaise leur fut refusée. On voulait les effacer de la mémoire et de leur identité collective. C'était une façon de leur renier le droit

à l'existence légale dont ils n'avaient plus aucune identité. Le Parlement provinciale du Kivu alla jusqu'à voter en avril 1991 une résolution qui demandait l'exclusion du Territoire zaïrois de personnes d'expression rwandaise, y compris celles qui y vivaient depuis des siècles comme les Banyamulenge qui ne furent pas recensés comme des autochtones. Ces derniers ne faisaient pas partie de ceux qui étaient identifiés comme des nationaux. Ils ne pouvaient et ne devaient qu'être des « immigrés rwandais ».

Les Banyamulenges et tous les Banyarwanda du Nord Kivu refusèrent d'être pris ni comme des « immigrés ni comme « des rwandais ». Ils rejetèrent l'amalgame entre d'une part être Rwandophones vivant au Congo avec, et d'autre part, les réfugiés rwandais et burundais ou autres immigrés venus depuis les années 1960 jusqu'à ce jour. La Constitution du 4/4/2003 revint à la nationalité congolaise « une et exclusive ». L'Assemblée nationale en date du 22/9/2004 releva que la nationalité rwandaise ne se perd pas et qu'une telle disposition constituait un précèdent fâcheux pour les immigrés banyarwanda car ils pourraient de ce fait acquérir une double nationalité alors que la loi Congolaise ne l'admet pas. Par contre la Constitution du 18/2/2006 ne reconnaissait le droit à la nationalité congolaise qu'aux immigrés rwandais qui résidaient au Congo avant le 30/6/1960.

Les multiples changements de lois portant sur la nationalité congolaise n'ont jamais donné aucune assurance aux Rwandophones congolais. Leur situation est restée toujours précaire aussi bien sur le plan national que provincial. Un gouverneur ici et là peut les embêter sans qu'ils ne puissent être défendus ni par la Loi ni par le Pouvoir Central de Kinshasa. Au contraire, ce dernier ne punit même pas ceux de ses citoyens qui persécutent les Banyarwanda et les Banyamulenge toujours perçus comme des immigrés étrangers. L'impunité permanente toujours en vigueur et leur transmission intergénérationnelle reste source d'insécurité pour les concernés. Les Rwandophones congolais, principalement tutsi, en sont victimes dans leur propre pays qu'est la RDC.

La loi ne les protège pas, au contraire elle les expose au bon vouloir des extrémistes anti-Tutsi.

7. L'impunité et sa transmission intergénérationnelle à l'égard des massacreurs de Tutsi

C'est après l'indépendance du Congo en 1960 qu'apparaissent les premiers affrontements entre élites des Tribus du Nord Kivu et celles des Rwandophones de cette même région. Ceux d'entre ces derniers qui étaient parvenus à émerger dans certaines fonctions politiques et même dans les affaires faisaient ombrage à leurs collègues « autochtones » qui les qualifiaient d'étrangers « allogènes ». Des jalousies de la part des tribus non Rwandophones ne manquaient pas. En plus les différentes vagues de réfugiés Tutsi venant du Rwanda entre 1960 et 1973 avaient renforcé le nombre de Tutsi dans cette région et avaient empirer la situation.

7.1. Luttes politiques tribales

L'arrivée de nouveaux flots de réfugiés fit naitre un problème d'accès à la terre dans cette partie de la RDC car les couches populaires dites « autochtones » avaient peur de perdre leurs terres. La situation s'aggrava lorsque le parti CEREA (Centre de Regroupement Africain) de tendance modérée et pro-lumumbiste, mais pris et considéré comme pro tutsi, gagna les élections provinciales de 1960[135]. Il y eut deux ministres tutsi dans le gouvernement provincial : les nommés Jean Népomuscène Rwiyereka de Masisi et Cyprien Rwakabuba de Rutshuru. Le Mwami René Ndeze hutu anti-Tutsi qui avait succédé à son père, le fameux mwami Daniel Ndeze, était contre leur émergence.

[135] CEREA fut d'abord une mutuelle d'entraide ethnique fondée en 1958, elle devint un parti politique en 1959 sous la présidence de Kashamura Anicet : Bisukiro. Il était proche du Parti MNLC/ Lumumba comme UNAR du Rwanda.

Il fit nommer à son tour deux ministres hutu : Edouard Mujinya et Marcel Bahizi[136]. Commençait ainsi à naître entre l'élite de ces deux communautés une concurrence acharnée qui se développera très rapidement. Le rejet des Tutsi congolais ne fit qu'aller de mal en pis. Et cette question resurgira régulièrement depuis lors jusqu'à nos jours.

C'est à partir de cette époque que des mutuelles tribales d'entraide voient le jour et deviennent des associations d'auto-défense aussi bien chez les Rwandophones congolais que chez les Zaïrois dits « authentiques ». Différentes tribus recourent aux associations et mutuelles tribales sans autre programme politique que la tribalité[137]. Des milices de ce genre naissent et prospèrent. Des organisations civiles se tribalisent à leur tour. Les Rwandophones font de même mais malheureusement ils se divisent encore plus en Hutu et Tutsi. Les Hutu adhèrent au Magrivi (Mutuelle d'agriculteurs du Kivu), les Tutsi à l'Acogenoki (Association coopérative des groupements d'éleveurs du Kivu).

Bref, la vie publique se tribalise. Quelques affrontements sanglants voient le jour dans le Masisi et ailleurs. LE MAGRIVI (actuellement Agasenge) s'allie aux Hunde et font cause commune. La confrontation se généralise en 1993. Le bétail Tutsi est exterminé : plus de 400.000 vaches sont enlevées aux éleveurs Tutsi du Kivu[138]. On le voit : recourir au système coutumier à base tribale en plein XXe siècle dans un pays qui se veut démocratique est un véritable retard politique qui ne permettra jamais aux meilleurs d'émerger car la tribu est ici prioritaire. Et le sentiment d'autochtonie ne fait qu'empirer la situation. Ici l'autochtonie est proclamée prioritaire.

---

[136] Dr Gaston Rwasamanzi, op. cit. p.150.

[137] Il y avait par exemple la mutuelle Kayanda chez les Nande, la mutuelle Bushenge chez les Hunde, la Magrivi chez les Hutu, Umoja chez les Tutsi et les Hutu, Acuba chez les Hun-de-Nyanga-Tembo etc. Voir : Colette Braeckman et al., op. cit. p.41-42.

[138] Euloge Boissonnade, Kabila Clone de Mobutu? Editions Moreux, 1998, p.342.

7.2. Rôle actif des génocidaires hutu venus du Rwanda

Et en 1994, des réfugiés extrémistes Hutu rwandais se joignant à d'autres refugiés emportent dans leurs bagages vers la RDC le virus de l'idéologie du génocide anti-Tutsi dont la RDC fut vite contaminée pour de bon. Ici on a parlé de tribus autochtones dites « Bantous » contre les soi-disant « Nilotiques » de tribus Tutsi. C'était une autre fausse idéologie venue dans les bagages des colonisateurs. Elle avait été enseignée et vulgarisée par les colons belges dans le bas peuple. Tout le monde l'avait crue. Elle est actuellement à l'ordre du jour en RDC. C'est à partir de cette malheureuse idéologie que le Pouvoir central de Kinshasa avait porté secours au président Habyarimana en 1990 au début de la guerre de libération du Front Patriotique rwandais et avait volé ensuite au secours des miliciens extrémistes rwandais réfugiés en RDC en juillet 1994 après avoir commis le génocide sur les Tutsi au Rwanda. Il les a même finalement intégrés dans tous les rouages de ses forces de défense. Ils seront aussi dans l'exploitation minière et, en se faisant de l'argent, ils achètent des armes en vue de combattre le Gouvernement rwandais. Ils se sont faits aussi de grandes amitiés et de bonnes relations d'affaires dans ce Pays et de par le monde. Bishop J.M Runiga Lugerero révèle que « Les rebelles hutu des FDLR qui sèment le trouble dans l'Est de la RD Congo sont parvenus à bâtir un réseau international qui leur permet d'exporter du minerai en échange de financement. Ces rebelles FDLR, continue-t-il, ont notamment reçu le soutien de membres d'organisations caritatives et parvenaient via des intermédiaires, à exporter des minerais. Le groupe d'experts cite des compagnies britanniques, malaisiennes ou thaïlandaises, qui achèteraient des pierres issues des mines contrôlées par ces rebelles »[139]. Ils sont toujours à l'oeuvre actuellement et agissent sous couvert des Forces gouvernementales Congolaises (FARDC). Ils collaborent aussi avec Wazalendo (milices pro gouvernementales créées et financées par le régime Tshisekedi) et même avec CNDD-FDD et

[139] E. Tommy Tambwe Ushindi W., op. cit. p.10-11.

FLN du Burundi. Ils sont partout tantôt comme soldats gouvernementaux ou mercenaires, tantôt comme tueurs à gage ou comme creuseurs de minerais . Ils infusent l'idéologie génocidaire dans l'armée et milices congolaises jusqu'à contaminer le public ordinaire aussi bien en RDC qu'au Burundi. Les FDLR quant à elles veulent reconquérir le pouvoir au Rwanda. Aucun gouvernement du monde n'a condamné leur intégration dans l'Armée de la RDC. Et c'est une menace réelle pour le Rwanda et les Rwandophones tutsi sur lesquels ces forces négatives font toujours planer «un complot de génocide»[140]. L'accord de Pretoria ainsi que de multiples résolutions de l'Onu avaient promis de les désarmer mais finalement il n'en a pas été question, celui de Washington le pourra-t-il.? Attendons voir. Le Rwanda quant à lui fera tout son possible pour assurer sa sécurité sur sa frontière avec la RDC, la meilleure façon étant toujours d'être offensif que défensif.

7.3. Les Banyamulenge privés du droit à la vie

Entre temps les « Banyamulenge » et « Banyarwanda » du Nord Kivu ont été rayés de toutes les cartes ethnographiques de la RDC alors qu'on y trouve facilement la localisation des autres tribus du Kivu à l'exception des Rwandophones. On refuse à ces derniers leur existence ethnographique qu'on trouve tout de même dans certains livres dont le plus récent est celui du Dr Gaston Rwasamanzi «Masisi et les Banyarwanda, Histoire, stigmates et espérance» (2025), page. 43. Leurs détracteurs se réfèrent plutôt à l'ouvrage d'un certain M. Flament, écrit en 1906, qui n'a fait aucune référence à «cette tribu» des Rwandophones considérée comme fantôme car soi- disant n'existant nulle part à l'Est du Congo. On recourt encore une fois aux cartes du Congo élaborées par Van de Houde et Van de Kerken en 1964, pour affirmer qu'elles ne mentionnent nulle part l'existence de la tribu Banyamulenge au Congo. Le mwami de l'Uvira consulté aurait déclaré n'avoir trouvé aucune trace

[140] E.Tommy Tambwe Ushindi W., Congo-Kinshasa, La République des erreurs et la stagnation d'un Etat 1990-2015, Leadership Editions, 2015, p.38

de cette peuplade[141]. Et pourtant ces Banyarwanda congolais et Banyamulenge existent en chair et en os sur le sol congolais quoique l'on fasse pour les ignorer et effacer toutes leurs traces. Ils figurent même bel et bien sur certaines cartes ethnographiques. Chercher à ignorer leur existence jusqu'à les effacer de certaines cartes ethnographiques est en tout cas mauvais signe.

8. Quand Kabila renie l'Alliance et se refuse à résoudre le problème de Rwandophones

Rappelons que l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo, AFDL, a pris les armes contre Mobutu dès octobre 1996. Cette rébellion a combattu au côté de L'APR qui voulait éloigner le plus possible les ex-FAR du Rwanda et les Interahamwe qui grouillaient dans les villes et forêts du Zaïre. Laurent Désiré Kabila était alors le porte-parole de cette rébellion qui avait le soutien total de Kigali et de Kampala. Les villes sont tombées sous son contrôle assez rapidement : Uvira le 19/10/1996 et d'autres villes tombent en cascade : Bukavu, Goma, Beni, Bunia, Kalemie, Kindu, Ting-ting, Kipushi, Kananga, Koluwezi, Kikwit, Kenge et Kinshasa prise le 17/5/1997.

Une fois la guerre de l'AFDL gagnée, son porte-parole, Laurent- Désiré Kabila, se proclame président de la République du Congo en remplacement du Président Mobutu, mais il n'est pas aimé par la population de Kinshasa. Les soldats de l'Alliance non plus. On prêtait à ces derniers l'intention de vouloir détacher la province du Kivu du reste du Congo et de le céder aux Banyamulenge et aux Tutsi congolais d'origine rwandaise implantés au Kivu. Le président Kabila est alors pris et considéré comme un traitre. Il lui est reproché de s'être entouré de soldats rwandais considérés comme des mercenaires dans ce Pays et dont il se serait fait prisonnier. On veut qu'il se libère de ses parrains et il s'y lance à corps perdu.

[141] Euloge Boissonade, op. cit. p.238

Face en effet à la contestation dirigée contre lui, Kabila joue «le jeu du quitte ou double». Il recourt au «devoir d'ingratitude» envers le Rwanda sous prétexte que la situation générale l'exige. Il proclame qu'il n'est plus un chef rebelle mais un chef d'Etat congolais et décide de se débarrasser de l'AFDL et des soldats rwandais qui l'avaient tiré de l'exil et mis à la tête de l'Alliance. Il sort un communiqué du 27/7/1998 stipulant qu'à partir de ce jour, il est mis fin à la présence des militaires rwandais au Congo. Il félicite le peuple congolais d'avoir « toléré » leur présence dans ce Pays[142]. L'opération de rapatriement des militaires rwandais commence le surlendemain le 29/7/1998. Les Congolais Rwandophones et les Banyamulenge se sentent abandonnés parce qu'aucune solution définitive à leur problème ne leur est donnée. Les militaires rwandais eux se croient trahis. Ils avaient décidé de combattre Mobutu complice du gouvernement génocidaire rwandais et qui avait transplanté au Congo de véritables milices génocidaires mais ils rentraient sans qu'aucune solution définitive les concernant ne soit trouvée. Donc pour eux la mission n'était pas accomplie.

La sécurité du Rwanda à sa frontière avec la RDC restait aléatoire et dépendante du bon vouloir de ces génocidaires établis et intégrés dans les institutions politico-militaires de ce pays. En effet, des ex-militaires des Forces armées rwandaises et même des milices Interahamwe se sont vus remettre des uniformes des Forces Armées Congolaises et ont regagné des brigades de ces dernières Forces. Certains se sont même reconstitués en PALIR (Peuple armé pour la libération du Rwanda) avec sa branche armée ALIR (Armée pour la Libération du Rwanda) devenue FDLR (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda) à partir de 1996.

Les Tutsi de la RDC restaient toujours menacés de génocide. Tout le monde le sentait. C'est pourquoi au XX Sommet France-Afrique de Janvier 1999 le Président Pasteur Bizimungu du Rwanda avait demandé à son collègue Laurent Désiré Kabila de « mettre fin aux

[142] Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo, Des origines à la République démocratique*, Edition Le Cri-Buku, 2012, pp.610- 612

appels à la haine, à la violence et au génocide des Tutsi »[143]. Il n'a pas été entendu. Au contraire Kabila avait tenté désespérément d'obtenir des participants à ce Sommet la condamnation du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi, qu'il considérait comme des agresseurs de son pays mais il n'avait pas eu gain de cause. Rien n'était donc réglé. La lutte devait absolument continuer. C'est ainsi que de nouvelles rebellions éclatent à Goma et à Bukavu. Un front anti Kabila vient de voir le jour. Il est mené par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (le RCD).

9. La Guerre du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD)

Le RCD créé le 12/8/1998 et présidé par un certain Wamba dia Wamba commence la deuxième guerre au Kivu. Dans son Comité directeur, on y trouve entre autres des leaders Banyamulenge comme Karaha Bizima qui avaient fait partie des structures de l'AFDL. Cette nouvelle rébellion est rejointe en novembre 1999 par le MLC (Mouvement de Libération du Congo) qui a pris naissance à Kisangani. Il est de Jean-Pierre Bemba dont le père fut ministre. Le Rwanda avec les militaires de l'APR s'était joint aux rebelles de RCD dans le but de sécuriser ses frontières que les milices génocidaires et des militaires récalcitrants des ex-Forces Armées rwandaises (FAR) menaçaient sérieusement. La coalition de l'APR et de la RCD-MLC parvient à conquérir 40% du territoire Congolais. Les villes comme Uvira, Goma, Kindu, Kisangani, Lubumbashi et Kananga étaient prises. Mais il restait à conquérir Kinshasa.

9.1. Tentative avortée de prendre Kinshasa

Pour essayer de prendre cette ville de Kinshasa en sandwich, il y aura le 4/8/1998 l'incroyable opération de tenter de prendre de revers cette capitale congolaise. Les militaires de l'APR et du RCD sont aéroportés de Goma à Kitona au Bas-Congo. L'opération réussit et dure jusqu'au 16/8/1998.

[143] Jeune -Afrique Economie n° 277, déc. 1989- janvier 1999

Ces militaires parviennent à libérer les villes de Boma, de Moanda et de Matadi et même le barrage d'Inga. Mais Kabila reçoit en plus de ses propres forces les renforts des troupes de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie qui parviennent à stopper les assaillants. Les militaires de la RCD et leurs alliés rwandais sont obligés de lâcher prise. Les troupes du gouvernement et leurs alliés reprennent du 24 au 28/7/1998 les villes de Moanda, Kitona, Banana et Matadi reprise le 30 de ce mois. Kabila est sauvé mais il sera assassiné par sa garde du corps le 16/1/2001. Il sera remplacé par son fils Joseph Kabila qui entamera des négociations à commencer par celles dites Dialogue inter congolais de Sun City du 25 février au 12 avril 2002 qui aboutissent au partage du pouvoir entre Kabila, RCD et MLC. Cet accord sera suivi par celui de Pretoria du 16 décembre 2002 dit «Accord global et inclusif» de transition. Toutes les parties prenantes s'engagent à former une armée nationale unique, intégrée et restructurée.

9.2. Accords de paix sans lendemain

Entre le Rwanda et Kabila, il y aura aussi Accord de paix de Pretoria signé le 30 juillet 2002. Le Gouvernement rwandais s'engageait à retirer du Congo ses militaires évalués à 20.000 personnes. Kabila acceptait à son tour de démanteler les milices extrémistes FDLR qui, après avoir commis le génocide au Rwanda, continuaient à être actifs à l'Est de la RDC. Il s'engageait à l'arrestation de ces génocidaires, à la démobilisation des milices hutu et au rapatriement de ces derniers à partir de la base de Kamina. Le Rwanda exécutera ses engagements et fera rentrer ses militaires, chose confirmée par le MONUC[144] mais Kabila ne fera rien de ses promesses jusqu'à son départ.

Au contraire, il y aura dissensions et affrontements entre d'une part son armée rejointe par MLC et les militaires de RCD Goma malgré l'Accord global et inclusif d'autre part[145]. Le «problème»

[144] E. Tommy Tambwe Ushindi W., Congo- Kinshasa. La répétition des erreurs et la stagnation d'un Etat 1990-2015, Leadership Editions, 2015, p.307

[145] RCD se désagrégera en RCD-Kisangani, RCD -Goma et RDC-KML. Il y aura plus tard d'autres petites subdivisions en RDC Original, RDC Authentique et RDC-Congo

des Rwandophones dits Banyarwanda et des Banyamurenge était resté irrésolu. D'ailleurs certains militaires du RCD avaient refusé de rejoindre la nouvelle armée dite «inclusive et intégrée» de la FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo). Ils n'étaient pas allés à Kinshasa pour leur nouveau poste de responsabilité. Parmi eux figurait un certain Laurent Nkundabatware, dit Nkunda Miheto, général de brigade de son état. Lui et quelques-uns de ses compagnons d'armes étaient restés à Goma. Ils seront remplacés d'office, et le Haut Commandement militaire décidera de les traduire en justice militaire. Ce Nkunda sera à la tête de la guerre des insurgés de Bukavu luttant contre les FARDC du gouvernement central qui feront de nombreuses victimes chez les Banyamulenge au mois de mai 2004[146].

La ville de Bukavu sera sous le contrôle des insurgés mercredi le 2 juin 2004. Il y aura négociations, et les troupes de Nkunda accepteront de se retirer et de se relocaliser à Kalehe à condition qu'il y ait enquête sur les massacres de Banyamulenge et amnistie générale pour ses troupes. Il y avait eu en tout 102 morts et 106 blessés[147]. Nkunda et ses hommes iront à Minova et, rejoint par

[146] Nkunda, né le 6/2/1967, descendait d'une famille migrée du Burundi et installée à Jomba au Nord Kivu depuis le XVII siècle. Il a comme l'arrière grand -père paternel dans cette région un certain Nshizirungu qui fut le doyen des chefs coutumiers locaux mandataires du roi du Rwanda à Jomba. Son père Rusesamigabo qui n'était pas en bon termes avec le mwami Daniel Ndeze dut immigrer à Bwito. Il a grandi dans la religion adventiste de sa maman Nyirabuyanja. Il a même envisagé d'en être pasteur mais il fut refusé. Il resta toujours marqué par le goût de l'évangélisation. Il avait étudié l'école secondaire dans l'Institut de Kitwé qu'il a terminée en 1985. Il a étudié la psychologie une année à l'Université de Kisangani qu'il a quittée pour l'Université adventiste de Gisenyi où les troubles anti tutsi l'ont empêché de continuer ses études. Il a alors rejoint le FPR Inkotanyi (1991-1992) dont il fut un cadre de 1991 à 1992 puis comme militaire à partir de 1993 dans l'APR où il a servi dans les services spéciaux de renseignement. La guerre et le génocide au Rwanda se sont terminés quand Nkunda avait le grade de sergent.Les troubles du Nord -Kivu (1991-1995) ont fait périr 51 personnes de sa famille. Sa première épouse Sophia moura de maladie en avril 1999, et il se remariera avec une fille de la famille des Bashi en 2000. C'est à partir d'octobre 1996 que le sergent Nkunda se lance dans la première guerre du Zaïre du côté de l'AFDL. Il deviendra lieutenant en 1998 puis Colonel de l'Armée congolaise en 2001, et général en 2003. Voir : Steward Andrew Scott, op. cit. pp. 47- 149.

[147] E. Tammy Tambwe Ushindi, W. op . cit. p. 272

le groupe dit « Synergie nouvelle pour la défense de la paix et la concorde », formera le Congrès National pour la défense du peuple (CNDP). Il renforce sa structure militaire dénommée « Armée nationale congolaise (ANC) » dont le chef d'état-major fut le général de brigade Bosco Ntaganda et dont l'adjoint était le Colonel Nziramakenga Sultan, dit Makenga Sultan.

La révolte de Bukavu avait montré que les différents accords n'avaient abouti à rien. La formation de l'armée nationale congolaise avait à son tour échoué. La décentralisation comme mode de gouvernement avait à son tour raté. Des massacres des innocents continuaient impunément. Le problème de la nationalité des Banyamulenges et de tous les Rwandophones de l'Est du Congo n'avait pas trouvé de solution. Au contraire, il y aura encore une fois le massacres de Banyamulenge refugiés au Burundi près d'UVIRA dans le Camp de Gatumba du 13 au 14/8/2004, où plus de 170 d'entre eux seront égorgés par les milices burundaises d'Agathon Rwasa avec la complicité des Maï-Maï congolais et les FDLR rwandaises. Les médias de la haine continueront aussi à envenimer la situation. Et la question des FDLR et des milices Interahamwe rwandaises n'était pas non plus résolue. « Les FDLR (étaient) partis pour rester » comme le disait si bien Stewart A. Scott[148]. Il y avait même de plus en plus de preuves irréfutables de complot de génocide et de tentatives de faire pénétrer les FDLR au Rwanda[149].

9.3. Cassure totale au sein des Rwandophones congolais

Par malheur, les Rwandophones du Nord-Kivu s'étaient eux- mêmes divisés en Hutu d'un côté et en Tutsi de l'autre. C'était pour la deuxième fois que pareille division ait lieu en leur sein. Les vicissitudes du temps avaient fini par avoir raison d'eux. Les élections législratives et provinciales de 2006 s'étaient faites à base ethnique et les candidats tutsi avaient été minorisés d'autant plus facilement que les réfugiés Rwandophones Tutsi du Congo vivant

[148] Stewart Andrew Scott, op. cit. p.275
[149] Idem, p. 380.

au Rwanda (à Byumba, Kibuye, Ngarama, Nkamira et Cyangugu), à Gatumba au Burundi et Nyakivara en Ouganda n'étaient pas rentrés pour participer à ces élections. Au Sud-Kivu aussi, les candidats du RCD avaient perdu les élections.

Général Nkunda et le gouvernement congolais avaient essayé de se réconcilier en essayant d'intégrer ses hommes dans l'armée congolaise, opération dite mixage qu'avaient dénoncée aussi bien l'Assemblée Nationale que l'Assemblée provinciale du Kivu. L'opération avait donc elle-même échoué comme l'avait été celle de désarmer les FDLR. D'ailleurs le 18/8/2007, le général Mayala avait décidé que les opérations contre les FDLR devaient être suspendues[150]. Il couvrait ainsi de sa haute autorité ces génocidaires impénitents qui réalisaient que l'impunité les protège. Ils s'en ressentiront ragaillardis, donc intouchables malgré leurs incroyables forfaits.

9.4. Lueurs diplomatiques éphémères: naissance du M23

Tout n'était pas pourtant perdu. Après rupture des relations diplomatiques en août 1998, le président Paul Kagame et Joseph Kabila avaient renoué les bonnes relations et s'étaient rencontrés le 6/8/2009 dans la « zone neutre » entre les villes Gisenyi et Goma. A l'issue de leurs pourparlers, les deux chefs d'Etat s'étaient engagés à garantir la sécurité de leurs pays et à éradiquer les groupes armés.

Ils avaient même relancé l'idée de l'exploitation commune du gaz méthane du lac Kivu. En janvier 2009, il y eut l'opération conjointe entre FARDC et les RDF dite « Opération Amani Leo » contre FDLR. C'est à ce moment que Nkunda lui-même fut arrêté et remplacé à la tête du CNDP par le général Ntaganda. Il y eut encore une fois négociations qui aboutirent le 23 mars 2009 à la signature de paix. Le CNDP acceptait de devenir un parti politique et il lui était promis de participer à la gestion du Pays. Ses hommes emprisonnés devaient être aussi libérés et le rapatriement de ses refugiés devait

[150] Ibidem, p.407.

être effectué. Malheureusement les membres du CNDP seront divisés en pro-Nkunda et en pro-Ntaganda. Le règlement de compte entre eux se déclenchera en peu de temps et il y aura de nombreuses victimes de part et d'autre.

Au niveau national aussi, l'Accord du 23 Mars 2009 ne sera pas respecté. Et le CNDP le dénoncera. Ntaganda lui-même sera poursuivi par la CPI et prendra la fuite, et d'autres militaires le suivront. Bref, le CNDP n'a pas été intégré ni sur le plan politique ni sur le plan militaire. Ses militaires décident alors de passer à l'offensive et crée le « Mouvement du 23 Mars », plus simplement appelé « M23 » né le 6/5/2012. Sa branche militaire est confiée à Nziramakenga Emmanuel Sultan plus connu sous le nom de Makenga Sultan général de brigade et chef d'état-major de cette branche armée.

Le gouvernement de Kinshasa lance un ultimatum mais en vain, le M23 parvient à prendre la ville de Goma et d'autres localités le 20/11/2012. Le Conseil de sécurité des Nations Unies s'en mêle et condamne le M23. L'Union Européenne aussi et la CPI relance le dossier de Ntaganda. Le M23 est condamné par tout le monde y compris le Rwanda et l'Ouganda. Il est alors obligé de quitter la ville de Goma. Ses cadres s'installent à Bunagana mais ils resteront toujours divisés en pro-Nkunda et en pro-Makenga. Cela diminuera considérablement sa force de frappe. Il arrivera même à Makenga de destituer le président de ce mouvement, le Bishop Jean-Marie Runiga Lugerero[151].

[151] Ce bishop Runiga Lugerero, président de M23, a écrit une préface critique des institutions de la RDC dans le livre de E. Tommy Tambwe Ushindi W. Congo-Kinshasa. *La répétition des erreurs et la stagnation d'un Etat 1990-2015*, Leadership Editions, Mars 2015.

9.5. Renaissance du M23

Quand plus tard, le M23 renaitra de ses cendres en 2021 et recommencera la guerre en 2023, il l'aura compris et luttera en forces unies mieux qu'avant. Il a d'ores et déjà réussi à prendre le contrôle de plusieurs localités stratégiques du Nord Kivu, et la ville de Goma est tombée sous son contrôle le 26/1/2025 et Bukavu le sera le 16/2/ 2025 et Uvira le 9/12/2025 même si le15/12/2025 le M23 allié à l'AFC (Alliance Fleuve Congo) a décidé de se retirer unilatéralement de cette dernière ville. L'implication et les conséquences de ce retrait restent encore inconnues.

Entre temps l'AFC/M23 exige un statut particulier pour les zones libérées bien que le Sud Kivu des Banyamulenge ne soit pas encore complètement entre ses mains. Face à cette nouvelle guerre du M23, le Pouvoir de Kinshasa a mobilisé plusieurs forces: les FARDC, des mercenaires, l'armée burundaise, la Monusco, la SADC, les milices et groupes armés tribaux y compris les FDLR. Et c'est mauvais signe. A son tour le gouvernement du Président Ndayishimiye du Burundi a prêté main forte à Tshisekedi et a compliqué extrêmement la situation avec ses soldats et milices: les Banyamulenge sont encerclés et en danger d'extermination. Au moment où nous écrivons ces lignes, ceux d'entre eux des Plateaux de Minembwe et Mikenke sont encerclés de génocidaires Wazalendo assistés par des forces armées burundaises. Des voix comme celles de Moise Nyarugabo commencent à dénoncer ces agissements de la part des autorités burundaises et de leur armée. Il faudrait que le monde entier intervienne pour une prévention urgente à l'égard des Banyamulenge très sérieusement menacés de génocide, sinon ce sera trop tard.

10. Le génocide n'est jamais un accident, il se prépare

Rappelons ici le Discours du Président Tshisekedi à la tribune de l'ONU en date du 24/ 9/2025 dans lequel il évoquait « un génocide silencieux » en train de se faire dans son pays.

Ajoutons-y le communiqué de AFC du 19/9/2025 qui parlait de « l'épuration ethnique et de la propagation du discours ethnique à Uvira ». Et posons maintenant la question de savoir qui a planifié ce génocide dont on parle de part et d'autre. Un génocide n'est jamais un accident. C'est toujours un fait prémédité et planifié, préparé par les tenants du pouvoir. IL vise un groupe cible précis (ethnique, national, racial ou religieux) protégé par la Convention pour la prévention et la répression du génocide du 9 décembre 1948. Il se produit dans un contexte préconditionné. Il en existe des facteurs facilitateurs, catalyseurs et déclenchants. Il en est même des facteurs qui peuvent le limiter ou même l'arrêter carrément.

Le génocide des Tutsi du Rwanda en a montré différentes phases et différents aspects. Nous allons nous en servir pour analyser la situation en RDC en ce qui concerne le génocide imminent dans ce pays. La première question qui s'impose est celle-ci : Parmi les 450 tribus vivant en RDC laquelle est-elle susceptible d'être victime du génocide actuellement ?

Notre hypothèse de départ est que ce sont les congolais Rwandophones tutsi y compris les Banyamulenge qui sont aujourd'hui les plus exposés face au génocide imminent en RDC. Ce n'est pas une fatalité mais certains faits le démontrent à suffisance. Ce ne sont donc pas les tribus Nande, Hunde, Havu, Shi, Fulero, Bembe, Lega, Banyindu qui sont menacées même si la guerre peut leur faire subir des crimes de guerre ici et là. Ce serait bien entendu très malheureux mais différent du crime de génocide. Une chose est sûre : l'AFC/M23 ne recherche pas à exterminer aucune de ces tribus du Kivu. Seuls les Congolais Rwandophones tutsi de la RDC sont susceptibles d'être exterminés par le pouvoir actuel de la RDC en collaboration avec le gouvernement burundais et leurs milices respectives.

Les préconditions sont déjà remplies pour ce faire, et tous les facteurs sont presque réunis pour qu'il y ait un génocide mais heureusement qu'il existe aussi un facteur limitant: l'AFC/M23. Il y a en plus des situations inconnues actuellement. Par exemple celles-ci : que se passerait-il si Tshisekedi quittait le pouvoir de gré

ou de force et ce, dans le plus bref délai, grâce par exemple à un coup d'état militaire interne ? Ou qu'arriverait-il si les prochaines élections congolaises parvenaient à mettre au pouvoir un nouveau Président capable de mieux gérer l'avenir de la RDC en général et de la Province de l'Est en particulier ? Que se passerait-il si le président burundais actuel cessait de gré ou de force de soutenir le régime de Kinshasa dans son projet génocidaire ? Que se passerait-il si par exemple le Président sorti vainqueur des élections en Tanzanie faisait pression pour que les Banyamulenge ne soient pas exterminés ? Et si le Rwanda faisait de même ? Que se passerait-il si les Accords signés le 4/12/2025 à Washington entre Le Président Paul Kagame et le Président Tshisekedi mais sans AFC/M23 produisaient des effets positifs désirés ? Que se passerait-il si l'Occident intervenait ou si la pression des USA penchait d'un côté ou de l'autre ?

Toutes ces questions restent sans réponses pendant que Tshisekedi et ses complices ne semblent pas avoir abandonné leur projet d'extermination des Banyamulenge et de tous les Rwandophones tutsi du Nord Kivu. Les préconditions sont en place et déjà certains facteurs conduisant au génocide sont actuellement réunis. Seule la victoire éventuelle de l'AFC/M23 semble susceptible de l'arrêter définitivement.

11. A propos des préconditions du génocide

Ce que nous appelons les préconditions du génocide ne sont en rien cause de celui-ci. Elles créent uniquement des situations qui favoriseraient d'autres facteurs plus orientés directement vers l'objectif recherché. Nous en citerons au moins quatre d'entre elles.

11.1. La qualification ambigüe sinon fausse de Banyarwanda.

Le fait de donner aux Tutsi de la RDC (et même aux Hutu y habitant) le nom de « Banya-Rwanda » (Ba : personnes, nya : appartenance) c'est-à-dire « personnes ou hommes appartenant au

Rwanda » est un préalable à toutes les équivoques et ambiguïtés possibles. En RDC, ce nom de Banyarwanda désigne ceux qui parlent la langue Kinyarwanda. Cette dernière figure bel et bien dans les langues locales de la RDC telles que décrites par exemple par Isidore Nduywel è Nziem dans son livre publié en 2012[152]. Actuellement sur les 7 territoires du Nord Kivu, quatre (4) d'entre eux parlent le Kinyarwanda. La « tribu Banyarwanda » figurait bien antérieurement dans d'autres livres portant sur la RDC : par exemple elle figure bel et bien dans celui intitulé : « Kabila prend le pouvoir » écrit par un collectif présidé par Colette Braeckman en 1988[153]. Elle est figure aussi dans les groupes ethniques du livre de Stewart Andrew Scott qui raconte la vie du général Laurent Nkunda, intitulé « Laurent Nkunda et la rébellion du Kivu, Au coeur de la guerre congolaise » (Karthala 2008) p.20. Mais ce nom de Banyarwanda désigne aussi les habitants du Rwanda qui parlent eux aussi cette même langue ou langue nationale du Rwanda. N'oublions surtout pas que le Kinyarwanda comme langue est aussi parlé au Bufumbira en Ouganda sans que ses locuteurs ne soient taxés d'être de nationalité rwandaise.

N'empêche que cette appellation de « Banyarwanda » est en soi source de confusion entre habitants du Rwanda et ceux qui parlent le kinyarwanda comme leur langue maternelle d'autant plus facilement qu'en RDC la langue parlée désigne aussi la tribu d'origine. Il y a tendance à considérer aussi bien ces Tutsi du Nord Kivu que les Banyamulenge comme étant de « la tribu Rwandaise ». Et ce n'est pas bon en soi car les extrémistes anti-Tutsi peuvent les prendre au mot et les considérer comme « étrangers » ou ennemis à liquider si le gouvernement local, au lieu de les protéger, donnait feu vert à ce macabre projet. Et il n'est pas loin de le faire car il y a d'ores et déjà des signes inquiétants dans ce sens.

---

[152] Isodore Ndaywel è Nzièm, *Nouvelle histoire du Congo, Des origines à la République Démocratique*, Editions Le Cri- Buku, Histoire, p.75, (cartes 7, langues locales). Parlant des peuples du Kivu , cette auteur y inclut les Rwanda, p. 215, carte 16.

[153] Colette Braeckman et al., *Kabila prend le pouvoir, Les prémices d'une chute, La campagne victorieuse de l'AFDL, Le Congo aujourd'hui*, Editions Complexes, GRIP, 1988, p. 36

11.2. La prétendue morphologie et culture tutsi

En réalité les Tutsi n'ont pas de culture propre à eux et la prétendue morphologie leur attribuée par la colonisation est absolument aléatoire. Elle change au gré des mariages et du bien-être social. Mais le fait aussi pour les Banyamulenge et Rwandophones tutsi congolais d'avoir cette soi-disant morphologie et une culture identique à celles des Tutsi du Rwanda est un fait avéré qui pourrait faciliter la poursuite des personnes possédant ces deux soi-disant critères si d'autres conditions étaient réunies pour ce faire. Il suffit que les adeptes de l'idéologie des FDLR intégrées dans tous les rouages du Pouvoir de Kinshasa aient de la force suffisante et des alliances solides pour montrer qui est Tutsi et qui ne l'est pas, et l'affaire de génocide contre les Rwandophones Tutsi est vite réglée en RDC. La chasse aux individus possédant ces « deux critères » faciliterait l'affaire si d'autres conditions sont réunies. Ce serait d'autant plus facile que cette chasse à la morphologie dite tutsi s'est déjà faite à Kinshasa et a fait de nombreuses victimes.

11.3. La question irrésolue des «transplantés»

Le troisième préalable déjà installé est l'ambiguïté des «transplantés» rwandais parmi lesquels figuraient aussi quelques Tutsi rwandais. Leurs détracteurs diraient qu'ils n'ont jamais perdu la nationalité de leur pays d'origine. Et effectivement la nationalité rwandaise ne se perd que si on y renonce officiellement, ce qui n'a jamais été fait par les concernés qui étaient alors les sujets de sa majesté le Roi des Belges et qu'il n'y avait pas alors de loi portant sur la nationalité rwandaise. Le Rwanda n'avait aucun pouvoir pour protéger ses ressortissants transplantés de gré ou de force au Congo Belge. L'ambiguïté du statut des anciens transplantés les défavoriserait si jamais ils étaient reconnus et que d'autres conditions étaient réunies pour qu'ils soient recherchés.

11.4. Les réfugiés sans statut légal

Le quatrième facteur porte sur les réfugiés de 1959-1994 non rentrés au Rwanda et dont le statut de réfugiés n'est pas actuellement reconnu ni par la RDC ni par la communauté internationale. Ils ne sont protégés par aucune Loi. C'est une situation de fragilité pour les Tutsi qui seraient parmi eux parce qu'ils n'ont aucun statut aujourd'hui reconnu devant les défendre en cas d'extrémisme anti-Tutsi même si les plus débrouillards d'entre eux se disent citoyens de la RDC et en possèdent des pièces d'identité. Leur débrouillardise ne peut les protéger au cas où tous les Rwandophones Tutsi congolais étaient poursuivis pour extermination.

Voilà. Comme déjà dit toutes ces préconditions ne sont pas en soi cause de génocide mais elles le favorisent quand d'autres conditions sont réunies. Et ce d'autant plus facilement que nous vivons dans un monde de toute sorte de compétition ou de concurrence sur le plan aussi bien politico-administratif qu'économique et foncier. Dans ces compétitions les gens dont le statut présente quelques failles pourraient être fragilisés car dans ce jeu toutes les armes sont brandies pour écarter tout concurrent dont le statut présente quelques faiblesses. La concurrence qui est rarement loyale exclut les plus faibles en cas de besoin : il suffit que d'autres conditions soient réunies pour ce faire.

L'appellation « Banyarwanda « et le soi-disant délit de faciès morphologique ainsi que l'ambigüité du statut des transplantés tutsi et des réfugiés rwandais non rentrés ne sont pas cause de génocide en soi mais peuvent fragiliser, le temps venu, leurs titulaires tutsi congolais.

12. Des facteurs pouvant faciliter le génocide des Rwandophones tutsi en RDC.

Nous allons présenter ici une série de six facteurs déjà installés en RDC pouvant faciliter la mise en exécution du génocide des Tutsi congolais.

12.1. Le fait d'avoir déjà rendu le Tutsi congolais un citoyen de seconde zone.

Le fait déjà d'avoir rendu le Rwandophone tutsi de la RDC le citoyen de seconde zone en mettant en question son identité de citoyen congolais est une étape de reniement de ses droits fondamentaux. Tout processus génocidaire commence par renier ses droits à la future victime. Les Rwandophones tutsi congolais sont actuellement dans cette situation. Et c'est mauvais signe car c'est le premier pas vers le génocide : renier tout droit à la victime ciblée. Ce facteur pouvant faciliter le génocide de ces Tutsi congolais est bel et bien établi actuellement en RDC.

12.2. L'Institutionnalisation de l'impunité

Le fait d'avoir institutionalisé l'impunité à l'égard de tous ceux qui ont fait de graves exactions contre les Tutsi de la RDC est signe encourageant pour ces malfaiteurs. La garantie d'impunité constitue toujours un facteur facilitant la mise en exécution du génocide. Jamais ses concepteurs, ses organisateurs et ses exécutants ne s'imaginent qu'ils peuvent être poursuivis par la justice. Jamais ils ne se sentent concernés par la Loi. C'est le cas actuel à l'égard des promoteurs des idées génocidaires à l'Est de la RDC. Ils y sont plutôt encouragés par l'impunité supposée garantie. C'est un autre facteur pouvant faciliter le génocide des Rwandophones congolais tutsi, et il est bien établi aujourd'hui dans ce malheureux Pays.

12.3. Le fait d'avoir institutionalisé l'idéologie du génocide en RDC

Le fait d'avoir institutionalisé une propagande porteuse d'idéologie génocidaire anti-Tutsi à large échelle est un autre facteur encourageant la commission du génocide anti-Tutsi en RDC. Toute propagande haineuse portée par l'idéologie génocidaire dirigée contre un groupe bien déterminé est toujours un préalable à la

mise en oeuvre du génocide de ce groupe. Or une telle propagande dirigée contre les Rwandophones tutsi de la RDC y existe bel et bien aujourd'hui. Elle fragilise ces Rwandophones contre lesquels elle est lancée. Elle est un atout et une voie obligée pour le génocide. Elle est actuellement en cours en RDC. Et c'est grave.

12.4. La création, l'entrainement et l'armement des milices

L'existence de plusieurs milices en RDC et au Burundi dirigées contre les Rwandophones Tutsi de la RDC est un autre facteur important pouvant faciliter l'extermination de ces derniers. Disons ici aussi qu'il y a confusion volontaire entre milices armées comme Wazalendo et autres et organisation politico-militaire comme l'AFC/M23. Il serait erroné de prendre comme milice armée cette dernière organisation. AFC/M23 n'est pas une milice armée. Ses cadres comme Nangaa et ses officiers supérieurs se sont détachés des Institutions officielles qu'ils ont longtemps servies. Corneille Nangaa fondateur de l'AFC n'est pas un premier venu, il a présidé la Commission électorale indépendante (CENI) de 2015 à 2021 et avait occupé d'autres hautes fonctions auparavant. Plusieurs Officiers supérieurs de M23 ont servi dans l'Armée Nationale congolaise avant de s'en détacher. Ils sont dans l'opposition. Ils ont une vision politique claire qu'ils veulent imprimer à leurs pays. Ils veulent « refonder l'Etat congolais ». Ils ne sont donc pas un ramassis d'individus jetés dans les milices. C'est aberrant de les confondre avec des milices.

L'existence de milices armées est toujours un danger pour un groupe ciblé, ce qui est le cas des Tutsi congolais actuellement. Ces milices seraient les premiers servants du génocide le moment venu. Elles constituent un grave facteur prêt à exécuter le génocide des Rwandophones tutsi de la RDC le cas échéant. Il suffit d'un petit signal pour ce faire.

12.5. La Complicité de la Monusco incapable d'arrêter les massacres génocidaires

L'inefficacité notoire des troupes de la Monusco en RDC et le silence de la communauté internationale en général depuis près de 26 ans est signe qu'un génocide pourrait s'y dérouler facilement sans que ni cette communauté ni la Monusco ne puissent intervenir. Le silence actuel de la Monusco à la menace de génocide à l'égard des Tutsi congolais est signe même révélateur de sa potentielle complicité et il est criminel. Sa tendance à être du côté du gouvernement de Kinshasa et de ses Forces armées est un des facteurs susceptibles de favoriser le processus génocidaire en cours, dirigé contre les congolais Tutsi de l'Est de la RDC. N'étant pas possible de dénoncer tous les facteurs pourtant visibles conduisant au génocide des Rwandophones Tutsi congolais, il n'est pas difficile de prévoir que la Monusco et ses dirigeants pourraient être pris et considérés comme complices du gouvernement génocidaire de la RDC en cas de fait. Ce n'est pas un procès d'intention à leur égard mais la conclusion logique tirée des faits observés jusqu'à ce moment-ci.

La Monusco n'est pas crédible de ce côté-là et ne le sera jamais. Vingt-six ans de sa présence en RDC n'a abouti qu'à un bilan largement négatif. Tout est donc possible, y compris le génocide des Tutsi congolais malgré la présence de la Monusco en ce lieu. Plusieurs villages ont été déjà détruits sans qu'elle ne bouge. Un génocide est même possible avec sa complicité silencieuse ou même indirectement active. Ne pas intervenir est en soi un acte allant dans ce sens. Sa non-assistance en personnes en danger et sa non intervention ainsi que son silence coupable actuel sont des facteurs pouvant faciliter le génocide des Rwandophones tutsi en RDC.

12.6. Un génocide en cours

L'idée qu'un génocide puisse avoir lieu et qu'il est même en cours d'essai en RDC est largement répandu et suffisamment documenté. Le Président Tshisekedi le reconnait mais il sème de la confusion en disant qu'il y a « un génocide silencieux » sans montrer sur quel groupe il porte. Un génocide n'est jamais silencieux en temps de guerre. On sait toujours quel est le groupe visé. Le Gouvernement congolais devrait dire clairement contre qui est en train d'être fait ce génocide. Est-ce contre le peuple congolais en général ou contre toutes les tribus de la Province du Kivu en particulier ? La réalité est qu'il est dirigé contre les Rwandophones congolais tutsi de cette province. Il y est indéniablement question « d'épuration ethnique » qu'il faut arrêter avant qu'il ne soit trop tard. La confusion entretenue par le gouvernement congolais au sujet du génocide en cours en RDC cherche à cacher le groupe ethnique visé par ce génocide tout en le diluant dans la masse du peuple congolais tout entier. C'est une stratégie bien connue dite du double génocide qui cherche à ce que tout le monde soit à la fois victime et bourreau. En réalité, seuls les Rwandophones tutsi congolais en sont dans le collimateur et en sont les seules victimes aujourd'hui visées.

Cette manoeuvre politicienne du régime de Tshisekedi se manifeste également par la création d'un concept nouveau dit «Genost» qui n'a aucune signification politique, sociologique encore moins juridique. Rappelons qu'un génocide vise un groupe bien déterminé soit national, soit ethnique soit racial soit religieux. En l'espèce le génocide qui se déroule sur le territoire de la RDC vise uniquement le groupe Tutsi et ses affiliés Banyamulenge.

13. Seul actuellement l'AFC/M23 pourrait arrêter le processus génocidaire en cours en RDC.

Il n'est pas question de compter sur la Monusco pour arrêter le processus génocidaire en cours actuellement à l'Est de la RDC. Elle n'a ni neutralisé les groupes armés, ni désarmé

les génocidaires ni protégé les civils. Le « machin » qu'est l'ONU, patronne de la Monusco, paie des soi-disant experts qui cherchent à la blanchir alors qu'elle est à la fois juge et partie. Leurs rapports ne cherchent qu'à surcharger le Rwanda et à blanchir la soi-disant leur comandataire qu'est l'ONU qui n'est d'aucune utilité. Il n'est pas non plus question de compter sur le gouvernement actuel de la RDC pour stopper ce processus génocidaire. Mais n'étant ni prophète ni stratège militaire patenté, il nous est difficile de prédire l'issue des évènements d'autant plus que les vicissitudes de la guerre sont toujours imprévisibles. Mais sur base des informations disponibles aujourd'hui, il est facile d'affirmer que seul l'AFC/M23 est susceptible de mettre fin au processus génocidaire en cours en RDC. Pourquoi l'affirmer ? Pour quatre raisons suivantes :

13.1. Seul l'AFC/M23 a la volonté et la détermination politique d'arrêter ce génocide

La première raison est que face à la faiblesse structurelle du régime de Kinshasa, seul AFC/M23 semble avoir la volonté politique et la détermination évidente de mettre fin à l'insécurité pro-génocidaire des communautés Tutsi de l'Est de la RDC. Cette volonté et cette détermination donne espoir quant à l'avenir prometteur de la Province du Kivu et de tous ses habitants y compris les Rwandophones tutsi aussi bien du Nord que du Sud Kivu. La volonté politique bien déterminée est un préalable à la victoire finale. Qui veut, peut.

13.2. Seul l'AFC/M23 est guidé par l'idéologie anti-génocide

La deuxième raison qui fait croire que seul AFC/M23 peut arrêter le processus génocidaire en cours à l'Est de la RDC est l'idéologie même de cette organisation politico-militaire. Contrairement au Gouvernement congolais et à ses milices génocidaires, l'AFC/M23 n'a jamais prêché l'idéologie génocidaire envers une quelconque tribu du Kivu. Aucun discours, aucun écrit, aucune déclaration de sa part ne relève de cette idéologie. Rien mais

rien alors de sa part n'a prêché la haine et la discrimination dirigées contre une quelconque tribu de la RDC lui opposée ou non. Pour lui, l'idéologie du génocide n'est pas une fatalité. C'est une culture enseignée qui peut s'arrêter. Il y a donc des solutions politiques qui ne se réduisent pas à l'ethnisme. C'est une grande leçon que l'AFC/M23 propose à la Communauté nationale et internationale.

13.3. Seul l'AFC/M23 a donné la preuve que la sécurité règne dans la zone libérée

La troisième raison qui donne grand espoir que seul l'AFC/M23 pourrait stopper le processus génocidaire en cours à l'Est de la RDC découle de la situation actuelle régnant dans « la zone libérée ». La paix y règne, la vie reprend, les enfants vont à l'école, les marchés grouillent de monde, les églises sont pleines : aucune tribu ne semble ni exclue ni menacée. Il y a totale inclusivité. Les Nande, les Hunde, les Havu, les Shi, les Fulero, les Bembe, les Lega, les Hutu et les Tutsi y vivent ensemble en harmonie. Partout on respire la paix même s'il peut y avoir des bavures de guerre ici et là. Et le développement pointe à l'horizon. Tout cela grâce à la paix instaurée par l'AFC/M23 dans sa zone libérée. Désormais l'espoir est permis et c'est très heureux de le constater.

13.4. Seul l'AFC/M23 poursuit la construction d'un Etat de droit

La quatrième raison qui fait croire que seul l'AFC/M23 pourrait mettre fin au processus génocidaire en cours à l'Est de la RDC est sa force de frappe jusqu'ici invaincue de l'AFC/M23. Il cherche à faire régner un Etat de droit et de libertés pour tout citoyen congolais y compris les Rwandophones Tutsi. Et c'est à cette seule condition que la RDC pourrait réellement être un Etat inclusif et intégrateur capable de profiter de ses ressources pour être à la pointe du développement de cette Afrique des Grands Lacs. Un Etat de droit s'impose pour tout le peuple congolais y compris les Rwandophones tutsi congolais. Pourquoi pas ? Il faudrait réussir

ce pari de faire régner un Etat de droit pour tout congolais sans exclusif sinon d'autres perspectives pourraient être envisagées. Et la guerre de L'AFC/ M23 si elle était victorieuse pourrait y jouer un grand rôle en réaménageant autrement la RDC.

14. Et si la RDC était réaménagée autrement ou l'avenir éventuel de la RDC

Il ne manque donc à la RDC qu'un bon leadership pour faire bien marcher ce Pays. L'ancien président du M23, Bishop J-M Runiga Lugerero, trouve que parmi les facteurs qui empêchent la RDC d'aller de l'avant, il y a « l'exclusion et la haine tribale, la dictature politique et militaire, la recherche du gain personnel, l'abandon de l'intérêt communautaire, la présence des troupes armées nationaux et étrangers... »[154]. Et le chemin semble encore long mais d'ores et déjà une lueur d'espoir semble pointer à l'horizon : l'AFC-M23 est susceptible de montrer d'autres avenirs possibles de ce Pays. Quoique sa mission première soit celle d'empêcher qu'un génocide total ne puisse s'abattre sur les Rwandophones tutsi ciblés, il est aussi capable, une fois sa victoire réussie, de proposer d'autres formes possibles de réaménagement du Territoire congolais.

14.1. Il y a de plus en plus d'idées de réaménagement du Territoire congolais

Nous allons en citer quelques-unes d'entre elles mais avant de les présenter, rappelons qu'au fur et à mesure que la République démocratique du Congo s'enlise dans la violence et que l'Etat de droit est refusé à certains de ses citoyens et que même la misère ne fait que s'accroitre au sein de son peuple, l'idée de démembrement de ce Pays a vu le jour dans l'esprit de quelques personnes, et cela depuis au moins une trentaine d'années. La presse américaine en avait fait écho bien avant la guerre de 1996. Colette Braeckman cite des journaux américains qui publient dans les années 96-97 de très

[154] E.Tommy Tambwe Ushindi. W. op. cit. p. 9.

nombreux articles et éditoriaux reprenant l'hypothèse d'un démembrement du Congo et/ou de sa balkanisation. Elle rappelle un article de l'International Herald Tribune du 19 décembre 1996 qui avait écrit que le Congo était « le résultat d'une union impossible, non naturelle. La frontière coloniale ne pourra éternellement être considérée comme sacro sainte ». C. Braeckman rappelle aussi que le Journal Forum for Interational Policy du 15/10/1996 avait plaidé en faveur de la création « de pays homogènes sur le plan ethnique, ce qui impliquait nécessairement de redessiner les frontières internationales et requérait d'importants efforts de réinstallation des populations »[155].

Ce journal allait jusqu'à envisager la création d'Etats hutu et tutsi séparés, ce dernier pouvant se situer dans l'Est du Congo. Il a encore répété cette idée en 2000. Il en rajoutait jusqu'à prétendre que Kigali « ne faisait aucun mystère de son ambition : transformer le Kivu en zone tampon afin de réassurer ses frontières, en zone de peuplement pour ses nationaux vivant à l'étroit au Rwanda»[156]. Euloge Boissannade reprend aussi dans son livre le texte d'un Collectif Lega qui affirmait qu'« à la demande pressante des Etats-Unis d'Amérique et de Museveni président de l'Ouganda, M. Nelson Mandela aurait demandé aux émissaires de Mobutu et de Kabila d'entamer des négociations en vue de réviser les frontières actuelles » du Zaïre[157]. Le même auteur s'était demandé si Kagame et Museveni veulent annexer le Kivu[158]. Voilà : on prête au Rwanda toute sorte d'intention jusqu'à essayer de constituer au Congo oriental, c'est à dire au Kivu et même au Katanga, un espace dirigé par un régime « ami » où il lui serait loisible d'exporter ses populations excédentaires et exploiter les minerais. Il est même

[155] Colette Braeckman, *Les nouveaux prédateurs, politique des puissances en Afrique Centrale*, Editions Fayard, 2003, pp. 56-58

[156] Colette Braeckman, *Les nouveaux prédateurs, politique des puissances en Afrique Centrale*, Editions Fayard, 2003, pp. 56-58

[157] Euloge Boissonnade, op. cit. p.348.

[158] Idem, p.344.

question d'un Accord secret de Lemera (Sud-Kivu) où il y aurait été question de la colonisation tutsi du Kivu. En réalité il n'y a eu rien de secret. Tout s'est fait à ciel ouvert[159]. N'empêche, chacun dit ce qu'il veut comme il peut. On a ainsi créé le mythe de cet Accord de Lemera qui n'a rien de mythe. Mais les mythes ont toujours la vie dure parce qu'il y a toujours des fanatiques qui les croient et les prennent comme de l'argent comptant.

Il y a eu aussi d'autres Accords internes qui ont failli diviser la RDC. L'Accord de Lusaka de 1999 a failli morceler ce pays en 3 Etats autonomes : un Etat autonome sous contrôle de Kabila, un Etat autonome sous contrôle du RCD et un Etat autonome sous contrôle de Bemba et consorts. De même l'échec du Dialogue de Sun City en avril 2002 avait failli créer deux Etas : un Etat du Sud-Ouest et un Etat de l'Est[160]. Déjà en 1999, le journal Jeune Afrique (n°198 » du 12 au 18 janvier) se demandait « jusqu'où iront les rebelles ? ». Le titre de cet article était « RDC Congo : La balkanisation ». Il montrait la carte de ce pays coupé en deux.

Aujourd'hui les idées sur le partage du Congo renaissent et se propagent progressivement. Quatre modèles suivants sont avancés mais ils ne sont possibles que si l'Occident européen ne s'en mêle pas car il sait toujours pêcher en eau trouble. Et le chaos africain lui est profitable.

14.2. Des modèles possibles de réaménagement du Territoire Congolais

Voici maintenant les modèles de réaménagement dont il est question aujourd'hui. Ils sont les suivants :

- Il y a le modèle fédéraliste. Il est le plus classique et dont on parle ouvertement parce qu'il ne bouscule presque rien. La RDC serait divisée en Etats fédérés suivant en grandes lignes les provinces actuelles de ce pays. Chaque Etat fédéré

[159] On trouve les Statuts de l'AFDL, son Projet politique et Autres considérations dans la Revue Congo-Afrique n°318 d'octobre 1997, pp.495-506

[160] E. Tommy Tambwe Ushindi. W. op. cit. p.9

aurait de larges pouvoirs aussi bien politiques qu'économiques mais il aurait des Institutions supérieures dans lesquelles tous les Etats fédérés devraient se rencontrer comme c'est le cas aux USA et ailleurs. Le but serait de donner un peu plus de poids aux Etats fédérés qui auraient une certaine autonomie interne et pourraient ainsi gérer ses problèmes particuliers. Cette idée rencontre celle de la décentralisation du pouvoir : donner plus de liberté et de pouvoir aux Etas décentralisés. Appelons- le « le modèle américain ». Il exige un leadership fort sinon des guerres de sécession sont toujours possibles.

- Le deuxième modèle consisterait à créer un Etat indépendant du Kivu. C'est le modèle qui a été suivi par le Soudan du Sud. Il s'est détaché du grand Soudan et a mis sur pied son propre Etat indépendant. IL a cassé le mythe des frontières intouchables laissées par la colonisation. La Province du Kivu pourrait faire de même quitte à ce que quelques autres Provinces la suivent ou non. Appelons ce deuxième cas de figure « le modèle Sud-Soudan ».

- Le troisième modèle est celui de l'Erythrée. En 1950, l'Assemblée Générale des Nations Unies en avait fait une unité autonome fédérée à l'Ethiopie mais cette dernière l'avait annexée purement et simplement en 1962. Naquirent alors lemouvements populaires de libération pour l'indépendance de l'Erythrée qui auront gain de cause en 1993 avec l'appui du DERG d'Ethiopie notamment de son Président Mengistu Hailé Mariam à qui le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) avait accordé son appui dans sa lutte pour le pouvoir. En luttant ensemble, ils ont acquis chacun la victoire pour laquelle il avait pris les armes. Cette situation se produirait en RDC si par exemple l'AFC/ M23 parvenait à mettre son Président actuel Nangaa au pouvoir suprême à Kinshasa et que le même président accorderait à son tour son indépendance au Kivu sous l'autorité et le

pouvoir du M23. Nangaa régnerait sur le reste du Congo sans le Kivu indépendant. Ce serait « le modèle Erythréen ».

- Le quatrième modèle est celui de l'ex Yougoslavie. Ce pays s'est démembré en plusieurs Etats indépendants dans les années 1990. Il y est alors né toute une série de six Etats indépendants comme la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, la Slovénie, la Monténégro et la Macédoine. Ce modèle conviendrait à la RDC en cas de démembrement ou de balkanisation totale de ce pays dont naitraient plusieurs Etas Indépendants. C'est «le modèle yougoslave».

CONCLUSION

Après avoir examiné les problèmes de sécurité auxquels font face les Tutsi Rwandophones congolais en RDC, nous concluons que ce qui manque le plus à ce pays est un leadership clairvoyant, orienté vers le bien-être de toute sa population sans exception. La mauvaise gouvernance de ce vaste pays découle principalement de la faiblesse et de l'incompétence de l'État congolais, de ses dirigeants et de son armée - une réalité qui précède l'actuel président, lequel n'a fait qu'aggraver une situation déjà critique. Les idéologies tribales ont détruit ce pays bien avant l'indépendance et ont persisté pendant près de 65 ans.

Aujourd'hui, une nouvelle étape a été franchie : une idéologie génocidaire se répand à tous les niveaux, sans qu'aucun acteur visible au sein des institutions actuelles de l'État ne soit capable de protéger les citoyens ciblés. La haine anti-Tutsi est propagée ouvertement et officiellement. Le président de la République parle de génocide sans en identifier clairement les auteurs ni les victimes, tout en échouant à faire respecter la loi et l'ordre. L'impunité règne partout. La propagande de haine se diffuse sans contrôle. Les richesses minières du Congo, qui pourraient être une bénédiction, sont devenues sa malédiction ; pourtant, un bon dirigeant, entouré d'une équipe compétente, pourrait les transformer en une véritable

source de prospérité. Aussi douloureux que cela soit à dire, la RDC est un État failli.

En conclusion, ce qui a été présenté comme une esquisse de réorganisation territoriale pour la République démocratique du Congo ne demeure qu'une hypothèse parmi d'autres, car seule l'histoire révélera de nouvelles possibilités. Toutefois, une restructuration territoriale à elle seule est insuffisante, car même un petit État peut rester prisonnier du tribalisme. Le génocide perpetré contre les Tutsi au Rwanda l'a démontré avec une clarté tragique : le Rwanda était un petit État-nation, et pourtant le génocide s'est produit. La RDC n'est pas, au sens strict, une véritable nation. Elle doit donc s'efforcer de construire un État national inclusif, capable de transcender les divisions tribales et guidé par une philosophie politique cohérente plutôt que par la géographie ou la taille. Qu'il soit aussi vaste que le Congo ou aussi limité que le Kivu, le facteur décisif n'est pas sa dimension, mais sa vision.

Entre-temps, le peuple de la RDC est appelé à réfléchir sérieusement aux options qui pourraient le mieux le servir. Plus tôt cette réflexion conduira à l'action, mieux ce sera ; autrement, il sera trop tard et les dégâts seront irréparables. Car aujourd'hui, il est déjà « minuit moins une minute » face à l'extermination d'un groupe entier ciblé. L'AFC/M23, avec sa vision politique, pourrait initier ce changement éventuel. Il pourrait même en devenir le porte-étendard, mais sa victoire et sa vision politique sont des préalables indispensables. Elles apparaissent nécessaires et suffisantes, puisque de nombreux accords passés et des conflits répétés n'ont abouti à rien. Seule sa victoire, accompagnée de sa vision, pourrait offrir des garanties suffisantes mais cela n'est possible que si les grandes puissances occidentales s'abstiennent d'intervenir pour semer le chaos, comme elles l'ont si souvent fait à leur avantage dans ce malheureux Congo.

Ce pays a besoin d'un leadership véritable et clairvoyant, capable de guider toute sa population, de manière inclusive, vers un développement intégral pour tous. Espérons que le peuple congolais puisse trouver en lui-même un tel leadership, capable de changer la situation pour le bien de tous les citoyens, y compris les Tutsi Rwandophones que les dirigeants actuels semblent totalement négliger. Au contraire, ils président même à un génocide en cours. Pourtant, une lueur d'espoir semble venir de l'AFC/M23 qui pourrait l'arrêter. Souhaitons-lui bonne chance et soyons du côté de la vie et non de la mort.

L'IDEOLOGIE GENOCIDAIRE TRANSFRONTALIERE : CAS DE LA RDC

L'auteur: Dr. Aloys Tegera

RÉSUMÉ

Cet article analyse la propagation de l'idéologie génocidaire au-delà des frontières, en prenant le cas de la République démocratique du Congo. Il met en évidence comment certains discours de haine et réseaux extrémistes perpétuent des idées héritées du Génocide contre les Tutsi de 1994. L'auteur examine les facteurs politiques, sécuritaires et sociaux qui favorisent cette diffusion transfrontalière. L'article souligne l'importance de lutter contre cette idéologie afin de prévenir de nouvelles violences et crimes de masse.

Biographie: Dr. Aloys Tegera est un chercheur et analyste rwandais reconnu pour son expertise sur les dynamiques politiques, économiques et sociales de la région des Grands Lacs africains. Il est particulièrement connu pour son travail dans le domaine de la recherche sur les conflits, la gouvernance et le développement régional. Il a occupé des fonctions de direction au sein d'institutions de recherche et a collaboré avec diverses organisations académiques et internationales. À travers ses recherches, ses publications et ses interventions dans des conférences, Dr Tegera a contribué à une meilleure compréhension des enjeux régionaux, notamment en matière de paix, de sécurité et d'intégration régionale.

INTRODUCTION

Il s'appelait Kennedy Kiproo Lilan, de nationalité kenyane. Il échappa de justesse au lynchage par une foule enragée à Goma en date du 1 juin 2024 à cause de son faciès imputé aux Tutsi que peut-être il n'a jamais côtoyé de sa vie. Et pourtant, il allait mourir pour la seule raison qu'il ressemble aux Tutsi qui sont traqués partout à l'est du Congo, massacrés, tués, lynchés, brûlés vifs et parfois mangés pour ce qu'ils sont. Certes une extermination à petit feu mais sûrement. La discrimination des Tutsi et leur qualification de « faux nègres » étrangers à la région des Grands Lacs africains est une invention de premiers explorateurs Allemands et Belges, consolidée et enseignée par les missionnaires. Ces derniers ont découvert un royaume du Rwanda organisé et structuré et étaient persuadés qu'un tel niveau de civilisation et de savoir-faire ne cadre pas avec l'idée qu'ils s'étaient fait du « vrai nègre ».

Ils conclurent que le pouvoir structurant le royaume du Rwanda doit venir d'ailleurs, probablement de la vallée du Nil Kouchitique ou peut-être d'origine caucasienne. Le mythe hamitique cher aux classificateurs des races en Europe du 19ème siècle était né et sera collé aux Tutsi jusqu'à nos jours. L'appropriation de ce schéma racialiste par les élites locales africaines allait se traduire en un génocide au Rwanda en 1994.

Au lendemain de l'indépendance du Congo Belge, la discrimination des Tutsi à l'est de la RD Congo remonte en mars 1962, quand les élus Nande, Hunde et Nyanga exigent la création de la province du Nord-Kivu sans en avoir préalablement discuté avec leurs homologues de langue Kinyarwanda de territoires de Rutshuru, Masisi et Nyiragongo. Les troubles, les massacres, les destructions des biens des Tutsi qui s'en suivirent, étaient revendiqués au nom d'un patriotisme local qui veut bouter hors du territoire national les «étrangers parlant le Kinyarwanda» et chasser les survivants dans leur patrie natale, le Rwanda.

Dans ce papier, je vais me focaliser aux métastases du génocide contre les Tutsi au Rwanda de 1994 à l'est du Congo quand près d'un million de réfugiés Rwandais débarquent sur les rives de la ville de Goma et Bukavu.

1. L'idéologie génocidaire incrustée dans l'armée et les institutions congolaises

L'arrivée massive de réfugiés rwandais en juillet 1994 menés par une armée des ex-FAR et des milices Interahamwe responsables du génocide contre les Tutsi au Rwanda, l'échec du gouvernement Mobutu à les désarmer comme l'a fait la Tanzanie et à les installer à la frontière avec le Rwanda, a marqué le début d'une insécurité et d'un chaos dans le Sud et le Nord Kivu. Il y avait eu des affrontements ethniques au Nord-Kivu depuis mars 1993 entre Hutu, Hunde et Tutsi. Un rapport d'Oxfam[161] et de Caritas Secours International de Belgique[162] estiment qu'environ 7.000 personnes ont été tuées dans ces affrontements ethniques.

Cependant, l'alliance entre les milices hutu congolaises et les ex-FAR et Interahamwe vaincus, a changé l'équilibre des forces sur le terrain en faveur de la communauté hutu congolaise. Les combattants hutu revigorés ont battu les milices Hunde dans le Masisi et le Rutshuru et poussé les Tutsi Congolais qui avaient survécu aux massacres en exil au Rwanda et en Ouganda. L'élite locale hunde a dénoncé la constitution d'un « Hutuland »,[163] mais le véritable impact dans l'est du Congo a été l'implantation de l'idéologie génocidaire[164].

[161] Rapport d'Oxfam du 12 août 1993

[162] ibre Belgique du 24 septembre 1993.

[163] MUHIMA, E., « Un génocide pour un Hutuland », inédit, 1996. Lettre des communautés autochtones du Nord- Kivu, « Plan d'annexion des Régions du Nord-Kivu et Sud-Kivu à la République Rwandaise », Goma, novembre 11, 1994.
BUCYALIMWE MARARO, «Interprétation des événements dans la Région des Grands Lacs à la lumière du document 'Les Protocoles de Sion', Conférence, Rutshuru, 15 juin 1994

[164] POMFRET, J., « Rwandans led revolt in Congo », The Washington Post , 9 juillet 1997

La première étape fut celle de traquer des Tutsis Congolais considérés comme une « cinquième colonne du Rwanda en RD Congo ». Ceux qui pouvaient se le permettre se sont frayés à coup d'argent leur chemin jusqu'au Rwanda et en Ouganda. Le dernier groupe de Tutsi Congolais qui étaient rassemblés à la mairie de Goma a traversé la frontière de Gisenyi en mai 1996 et s'est installé non loin de la «Petite barrière» avant d'être déplacé à Karongi et Byumba peu après le début de la guerre de Laurent Désiré Kabila. La deuxième étape était le contrôle économique et social du territoire. Les FDLR étaient désormais les nouveaux maîtres. Ils avaient quitté le Rwanda avec des richesses qu'ils pouvaient transporter, y compris la banque nationale, et disposaient de suffisamment d'argent pour créer toutes sortes d'entreprises en collaboration avec des Congolais locaux comme leurs associés. La troisième étape était le renforcement de leurs forces militaires[165].

L'effondrement de l'alliance entre l'AFDL de Laurent Désiré Kabila et le Rwanda et la deuxième rébellion du RCD/Goma qui s'en est suivie en août 1998, ont offert aux FDLR une occasion en or de rapprochement et de collaboration avec les gouvernements congolais successifs. Ils ont été intégrés dans les FARDC ou utilisés comme troupes supplétives et ont combattu côte à côte avec des alliés soutenant les gouvernements congolais successifs et galvanisés par les discours de haine comme naguère Yerodia Ndombasi appelant les Tutsi/ « vermine » à exterminer[166] ou récemment Benoît MUKUMBATIYA, un Maï-Maï Nande, qui dit que «un bon Tutsi est un Tutsi mort, un bon Tutsi se trouve au cimetière»[167]. Les frères en armes se sont mués en frères en esprit.

L'idéologie génocidaire jusque-là inconnue de la société congolaise cimente les relations entre personnes, alimente les discours de haine et a pris racines en RD Congo. Trente ans plus

[165] POMFRET, J., « *Rwandans led revolt in Congo* », The Washington Post, 9 juillet 1997

[166] BRAECKMAN, C., *La question congolaise. L'Afrique centrale après Mobutu*, Paris, Fayard, 1999.

[167] Ses propos en audio du 31 mai 2024.

tard, ce que Chrétien appelle un « nazisme tropical » est bien vivant dans la région des Grands Lacs. Ceci dit, l'est du Congo s'est révélé être une terre fertile pour l'idéologie génocidaire. Bien que la communauté Banyarwanda de Rutshuru et de Masisi ait connu des hauts et des bas, elle a néanmoins réussi à s'unir et à combattre un front commun, surtout au début des années 1960[168].

Dans les années 1980, une association hutu appelée « Mutuelle des Agriculteurs des Virunga (MAGRIVI) dans les territoires de Rutshuru et Masisi a cultivé des narratifs anti-Tutsi en étroite collaboration avec certaines machines de propagande du régime Habyarimana tel le journal KANGURA diffusant l'idéologie génocidaire[169]. L'idée principale était d'éloigner les Hutu des Tutsi, de revendiquer l'unicité du muhutu d'où qu'il vienne et d'où qu'il soit[170], de nourrir et de consolider la « solidarité bantu» avec les ethnies dites autochtones afin d'isoler les Tutsi comme seuls « étrangers» désireux d'imposer leur Empire « Hima - Tutsi » dans la Région des Grands Lacs[171]. La dernière revendication en date du « gihutu » comme langue des Hutu congolais est une conséquence logique de ce radicalisme «racial» et de cette distanciation entre Hutu et Tutsi congolais en tant que deux entités culturelles distinctes.

La revendication du gihutu en tant que langue des Hutu congolais a été conçue et construite pour les intégrer pleinement dans la communauté autochtone congolaise au sens large du terme à la suite de la commission Vangu identifiant qui est

[168] RUKATSI, B., « *L'intégration des immigrés au Zaïre : le cas des personnes originaires du Rwanda* », Thèse de doctorat en Science Sociales, Politiques et Économiques, ULB, novembre 1988.

[169] NDAHIRO, T., The Friends of Evil: when NGO's support genocidaires, FrancegeonocideTutsi. org, 2013, p. 68. Ndahiro nous rappelle le dixième commandement Hutu publié par Kagura et déclarant que : « La Révolution sociale de 1959, le Référendum de 1961 et l'idéologie Hutu doivent être enseignés à chaque Muhutu à tous les niveaux. Chaque Hutu doit diffuser largement cette idéologie. Tout Muhutu qui persécute son frère Muhutu pour avoir lu, diffusé et enseigné cette idéologie est un traître ».

[170] 0BUCYALIMWE MARARO, « *Interprétation des événements* » , op.cit.

[171] Rapport sur la situation actuelle dans les provinces du Nord et du Sud Kivu, juillet – août 1997. NDAHIRO, T., op.cit . p 63.

congolais et qui ne l'est pas en 1991. Cette revendication du gihutu exclut les Tutsi Congolais dont la langue est le Kinyarwanda les identifiant ainsi aux Rwandais. La tentative du professeur Ruriho Kibambasi de réécrire l'histoire des Hutus du Nord-Kivu[172] en transcrivant les grandes étapes de l'histoire bantu - avec une périodisation où l'histoire des Bantu se réduit à celle des Hutu - relève davantage d'une construction idéologique pour établir quelques affirmations importantes à ses yeux. Notamment, que les Hutu du Nord-Kivu sont un groupe ethnique à part entière qui partage la même trajectoire historique que les autres groupes ethniques de l'est de la RD Congo. Qu'ils ont leur propre langue comme les autres ethnies de la RD Congo-avec le glossonyme correspondant l'ethnonyme- et qui s'appelle le «Gihutu» à ne pas confondre avec le «Kinyarwanda», la langue du Rwanda.

Cet effort de distanciation du Rwanda ne tient pas compte des trajectoires de divers clans hutu du Nord-Kivu, comme le clan Abasinga, qui serait passé par le Mulera au Rwanda avant de s'installer définitivement dans l'actuel territoire de Rutshuru. En effet, les structures claniques - ubwoko au Rwanda, ruganda au Bunyoro, ebika au Buganda, ishanja chez les Havus, etc. - mêlant parenté, exogamie, règles de solidarité et code symbolique, constituent une référence identitaire dans la conscience collective des populations des Grands Lacs. Et selon Chrétien, la géographie de ces structures claniques, alliée aux témoignages des anciens, permet de se faire une idée de leur histoire sur un espace relativement limité mais qui transcende les frontières politiques modernes et pour une période de trois siècles au plus[173].

Ces structures claniques intègrent des catégories sociales Hutu et Tutsi au Rwanda que Ruriho veut à tout prix dissocier dans le temps et dans l'espace.

[172] RURIHO KIBAMBASI, F., *Introduction à l'histoire des Hutu du Nord-Kivu (Zaïre), Volume I, Lubumbashi*, février 1992.

[173] CHRETIEN, JP., *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Aubier, Paris, 2000, p.73.

La quasi-totalité des dix-huit clans répertoriés par Marcel D'Hertefelt[174] se retrouvent au Nord-Kivu et combinent à la fois Hutu et Tutsi à quelques exceptions près où, par exemple, le clan Abungura est uniquement composé de Hutu et les deux clans Abasigi et Abagiri non identifiés par D'Hertefelt que l'on trouve à Buhumba dans l'actuel territoire du Nyiragongo. Quoi qu'il en soit, ce qui a commencé comme la théorie de Ruriho du «gihutu» comme langue des Bahutu, a maintenant été approprié par les Hutu congolais du Nord-Kivu et les FDLR. L'idéologie génocidaire a énormément contribué à cette radicalisation.

2. Les alliances locales des FDLR

2.1. Les Nyatura

La collaboration stratégique des FDLR avec les milices congolaises locales a non seulement renforcé sa capacité de combat, mais aussi implanté et répandu l'idéologie du génocide. Les alliés Nyatura sont des jeunes de la communauté Hutu congolaise qui se présentent comme des défenseurs de leur communauté. Aujourd'hui, certains sont membres des assemblées provinciales et nationales, d'autres sont intégrés dans l'armée nationale et dans plusieurs institutions de la République.

D'autres enfin ont choisi de rester dans leurs villages respectifs, armés, dans le but de se défendre en cas de menace contre leur communauté. Ce sont ces milices armées Nyatura qui contrôlent les zones rurales des territoires de Masisi et de Rutshuru. Ils ont bénéficié de l'appui des FDLR rwandaises en formation et en équipement militaire et certains d'entre eux comme Dominique Ndaruhutse Kamanzi alias Domi collabore encore aujourd'hui ouvertement avec les FDLR au Bwito en territoire de Rutshuru. En août 2018, lorsque le groupe armé rwandais en exil, le front de libération nationale (FLN), a attaqué depuis le sud-ouest dans

[174] D'HERTEFERT, M., *Les clans du Rwanda ancien : éléments d'ethnosociologie et d'ethnohistoire*, Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC), Tervuren, 1971.

la forêt de Nyungwe, Dominique Ndaruhutse faisait partie des Nyatura mobilisés par les FDLR dans le parc national des Virunga pour leur prêter main-forte[175]. La poursuite des combats des FDLR au Bwito et ailleurs pourrait expliquer l'alliance entre les FDLR et les milices congolaises qui servent de bouclier pour leurs opérations. En effet, les milices congolaises locales ont d'autres préoccupations. Certains sont d'anciens combattants démobilisés déçus par des promesses faites mais qui n'ont jamais été tenues.

D'autres sont des jeunes mobilisés pour des revendications foncières que leurs parents occupent dans un contexte de mouvement de populations depuis les années 1990 et dont les revendications n'ont jamais été clarifiées. Enfin, d'autres sont des jeunes issus de familles expulsées des concessions que leurs propriétaires ont récupérées en 2019 à Kibabi et Osso Banyungu dans le Masisi. En août 2020, une réunion s'est tenue dans le secteur de Katoyi, en territoire de Masisi, au cours de laquelle certains membres Hutu de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu étaient présents.

Les participants ont été encouragés à attaquer les propriétés et les fermes des Tutsi pour les forcer à fuir au Rwanda et ainsi offrir aux populations Hutu l'opportunité d'occuper leurs terres. Ainsi, les Nyatura du territoire de Masisi combinaient, avant leur légitimation au sein des Wazalendo, le harcèlement des positions militaires et policières avec des attaques systématiques contre les fermes agro-pastorales des Tutsi dans l'espoir de les chasser et éventuellement d'occuper leurs terres. Cela dit, les alliances des FDLR sont allées au-delà des locuteurs du Kinyarwanda pour inclure d'autres groupes ethniques armés, à savoir les Hunde de l'«Alliance patriotique pour un Congo libre et souverain (APCLS)».

[175] TEGERA, B, A, « Abazungu : une nouvelle coalition au Masisi », Pole Institute, Dossier, mai 2021, p. 9.

2.2. Les APCLS

Certes les milices hunde combattent les Banyarwanda dans le Masisi et le Bwito depuis 1993, mais la naissance de l'APCLS en 2006 a plutôt été motivée par la présence du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) de Laurent Nkunda Mihigo dans le Bashali Mokoto et le Bashali Kayembe en territoire de Masisi. Ce dernier faisait de l'ombre au gouverneur provincial Eugène Serufuli Ngayabaseka et son agacement fut tel qu'il se résolut de créer une nouvelle milice nommée les Patriotes de la Résistance Congolaise (PARECO) chapeautée par certains officiers Hutu qui venaient de faire défection du CNDP.

Afin de donner au PARECO un visage autochtone face à un Laurent Nkunda qualifié « d'étranger », une alliance fut sollicitée avec un combattant nande, Kakule Sikuli Lafontaine et un combattant hunde, Janvier Karairi. Cette alliance n'a pas duré longtemps. Elle s'est scindée en trois groupes, un Hutu PARECO représenté par le Colonel Mugabo Hassan, actuellement un général de l'armée FARDC qui dirigeait les offensives contre le M23 dans le Masisi en mai 2023, un Nande PARECO représenté par Kakule Sikuli Lafontaine, et un Hunde PARECO représenté par Janvier Buingo Karairi qui a préféré par la suite changer de nom en se nommant APCLS et en s'installant dans le Masisi profond à Lukweti. Avec la légitimation de sa milice en Wazalendo, Karairi a été accueilli triomphalement au printemps 2023 dans sa ville de Kitchanga pour affronter le M23 dans le Bashali Mokoto et dans le Bwito. A ses débuts, le commandant de l'APCLS Janvier Karairi bénéficiait d'un soutien sans faille de la mutualité ethnique Bushenge Hunde, avant que des fissures n'apparaissent en son sein lorsque Mapenzi Kihule a fait défection pour rejoindre la défense Ndume rénovée (NDC-R) de Guidon Shimirayi Mwissa avec laquelle il est resté jusqu'en juillet 2020.

Entre autres, Mapenzi Kihule a reproché à Janvier Karairi de collaborer avec les FDLR rwandaises. Une alliance de raison et non de cœur dont Karairi avait besoin surtout lorsque les opérations

militaires des FARDC l'ont attaqué en mars 2015 et août 2016. Depuis lors, Karairi s'est toujours allié aux éléments des FDLR pour compenser sa faiblesse. Un élément actif des FDLR, Kambuzi, opérant dans la chefferie d'Osso Banyungu et de Bapfuna est un ancien collaborateur de Janvier Karairi. Le PARECO Nande de Sikuli Lafontaine travaille aussi main dans la main avec la branche FDLR – RUD Urunana dans le sud du territoire de Lubero notamment dans le Bunyatenge. Il ressort ainsi que les FDLR ont réussi un coup de maître en ralliant les communautés locales congolaises qui leur servent de bouclier dans le Lubero, le Masisi et le Rutshuru[176].

2.3. Les pertes humaines de cette idéologie génocidaire

A défaut d'un travail de mémoire par une autorité légitime et compétente comme une bonne police peut l'être, les victimes de l'idéologie génocidaire à l'est du Congo ne seront jamais connues. A part quelques massacres documentés tels, les 180 personnes tuées au monastère de Mokoto le 12 mai 1996, les 149 personnes tuées à l'université adventiste de Mudende le 18 août 1997, les 1.641 personnes tuées au même endroit à Mudende le 10 décembre 1997, les autres massacres relèvent de récits des victimes quand elles racontent leur drame. A titre d'exemple, Dusabe habitait dans le groupement de Bashali Kayembe en territoire de Masisi. Elle a perdu 20 personnes dans sa famille dont ses frères, ses belles-soeurs, ses neveux et nièces. Un travail d'inventaire s'impose auprès des victimes vivant dans les camps de réfugiés au Rwanda et en Ouganda. Chacune de ces victimes a son récit et son lot de morts de membres chers de leurs familles.

Entre 2018 et 2024, l'association ISOKO, une mutuelle de Tutsi du Nord-Kivu, qui a fait un inventaire groupement par groupement, évalue le nombre de personnes tuées à 2.500 et le nombre de personnes portées disparues à 5.000. Un échantillon de personnes tuées avec photos en appui fait par cette association montre que les trois quarts ont été tuées par les Nyatura et le reste par les

[176] TEGERA, BA, Abazungu , op.cit. p. 13.

FARDC. Aucune enquête n'a été faite pour les personnes portées disparues et à ce stade la plupart d'entre-elles sont considérées comme mortes. Dans le Sud-Kivu, un comité chargé de faire l'inventaire des pertes humaines et matérielles des Banyamulenge estime qu'entre 2017 et 2022, 1.500 personnes ont été tuées, 2145 personnes kidnappées et 6057 personnes arbitrairement mises en prison. Ces pertes en vies humaines sont imputées aux Maï-Maï Biloze Bishabuke et Yakutumba collaborateurs des FDLR.

En Ituri, les Hema qui sont abusivement associés aux Tutsi alors que les deux groupes ont de trajectoires différents, sont traqués et tués par une milice Lendu nommée CODECO. Un conseil de sages Hema estime qu'entre 2017 et 2023 plus de 4.000 personnes ont été tués et de milliers d'autres portées disparues. Les victimes de l'idéologie génocidaire à l'est du Congo ne sont pas que les Tutsi Congolais ou des Hema en Ituri. D'autres groupes ethniques paient le prix fort de la présence des FDLR dans leurs fiefs traditionnels.

Les FDLR et ses milices alliées vivent sur le dos des populations pour se nourrir et se financer. Dans un village nommé Buramo dans le territoire de Masisi, un paysan dont nous gardons l'anonymat pour la protection de sa famille, a été tué par les Nyatura pour avoir été incapable de livrer à temps 15 kgs de haricots. Il s'agissait de s'acquitter d'une taxe en nature après la saison de récolte nommée «Ndengera buzima», littéralement traduite en «taxe pour la survie physique, pour dormir et se réveiller vivant». Plusieurs centaines de personnes ont payé de leur vie pour avoir été incapables de payer toutes sortes de taxes imposées par les FDLR et ses milices alliées.

De centaines de milliers parmi de déplacés internes estimés à 6,1 millions[177] pour cause d'insécurité ou de guerre mouraient de faim, et d'épidémies de toutes sortes dans des camps insalubres dans lesquels ils croupissaient.

[177] According to International Organisation for Migrations (IOM), 15 June 2023.

2.4. Les pertes matérielles de l'idéologie génocidaire

Les destructions des maisons d'habitation, des infrastructures de base comme les écoles et les centres de santé ainsi que les économies de base agro-pastorales se chiffrent en millions de dollars américains. Quand les FDLR sont entrés à l'est du Congo en 1994, le Nord-Kivu était considéré comme le grenier du pays fournissant les vivres, les produits laitiers et la viande dans les grandes villes du pays à Kinshasa, Kisangani et Lubumbashi. Une année plus tard en 1995, tout le cheptel bovin estimé à plus de 10 millions avait été détruit si bien que quand la rébellion de l'AFDL de Laurent Désiré Kabila a pris le pays en mai 1997, les populations souffrant de la mal nutrition chassaient les rats comme seule source en protéines. Trente ans plus tard, les fermes du cheptel bovin et caprin reconstituées sont de nouveau pillées et détruites. Entre 2017 et 2022, dans le Sud-Kivu, les vaches des Banyamulenge pillées sont estimées à 452.675.

Dans le Nord-Kivu, l'association Isoko qui a fait un inventaire groupement par groupement entre 2018 et 2023, estime à 1.478 000 le nombre de vaches pillées. Le commandant des opérations militaires dans le Masisi, le général major Mayanga, encourageait les milices Nyatura légitimées et baptisées Wazalendo pour prêter main-forte aux FARDC, à piller les vaches des Tutsi pour se nourrir et se financer plutôt qu'attendre la ration du gouvernement. Ce dernier exhortait les soldats FARDC au front qui réclamaient leur ration à piller les vaches des Tutsi qui prétendument financent le M23. L'idéologie génocidaire implantée par les FDLR à l'est du Congo est une arme de destruction massive destinée à raser toute trace des Tutsi dans la région.

De façon méthodique et systématique, cette idéologie génocidaire a utilisé les liens du sang au sein de Hutu Congolais, les liens matrimoniaux avec les autres groupes ethniques congolais, les liens commerciaux avec les associés dans plusieurs secteurs économiques, les liens politiques et militaires avec les gouvernements congolais qui se sont succédés les uns après les

autres. L'idéologie génocidaire s'avère une machine redoutable d'éradication des Tutsi au Congo et ailleurs dans la région des Grands Lacs. Les créateurs des narratifs qui présentent les FDLR comme une force résiduelle qui ne serait que l'ombre d'elle-même veulent occulter sciemment la réalité de cette violence radicale que les FDLR mènent depuis trente ans.

FILIP REYNTJENS: « Chercheur-acteur » AUX GRANDS LACS, QUELLE EXPERTISE SCIENTIFIQUE ?

L'auteur: Hon. Dr Jean-Damascène Bizimana



RÉSUMÉ

Cet article examine le rôle et l'influence de Filip Reyntjens dans les analyses politiques et académiques sur la région des Grands Lacs. Il questionne la frontière entre son rôle de chercheur et celui d'acteur engagé dans les débats politiques. L'auteur analyse ses prises de position et leur impact sur la compréhension des dynamiques régionales. L'article s'interroge enfin sur la rigueur scientifique et l'objectivité de son expertise.

L'auteur : Hon. Dr Jean-Damascène Bizimana est le Ministre de l'Unité nationale et de l'Engagement civique. Il a occupé plusieurs fonctions au sein du Gouvernement du Rwanda, notamment en tant que Sénateur et Secrétaire exécutif de l'ancienne Commission nationale de lutte contre le génocide (CNLG). Il a également travaillé comme consultant auprès de diverses institutions académiques et organisations de la société civile, et a siégé en tant que membre de conseils d'administration et de plusieurs institutions et commissions.

Dr. Bizimana est un chercheur universitaire qui a publié de nombreux articles sur la géopolitique nationale, régionale et internationale, ainsi que sur l'histoire et les conséquences du Génocide contre les Tutsi de 1994, y compris les questions liées à l'idéologie du génocide et à son négationnisme. Il est l'auteur de trois ouvrages publiés en français et en kinyarwanda : *Inzira ya Jenoside yakorewe Abatutsi* (2014); *La contribution du Tribunal pénal international à l'évolution de la justice pénale internationale* (2004) ; et *L'Église et le génocide au Rwanda* (2001).

INTRODUCTION

8 septembre 2025, l'Institut belge Egmont, financé par le Ministère des affaires étrangères a pris la décision d'interdire une conférence dans laquelle le professeur Filip Reyntjens allait présenter son livre «Modern Rwanda. A Political History»[178]. Le fait que la diplomatie belge ait pris une décision d'annulation d'une conférence qui se disait « académique », confirme la mise en question du sérieux scientifique des publications de Reyntjens sur le Rwanda. Le Communiqué du ministère des affaires étrangères belges l'a précisé en termes on ne peut plus clairs : «Etant donné les liens entre le SPF Affaires étrangères et l'Institut Egmont et tenant compte des tensions entre le professeur Reyntjens et les autorités rwandaises, l'événement pourrait être interprété comme un geste inamical de la Belgique à l'égard du Rwanda».

Le moins que l'on puisse dire est que le statut d'expert de Filip Reyntjens ne fait pas du tout l'unanimité tant au Rwanda qu'au niveau de ses collègues universitaires, voire dans des milieux politiques et diplomatiques. Son exemple montre à quel point le rôle de ces « experts » peut être nocif dans la recherche de solutions de paix aux conflits armés qui sévissent dans la région des Grands Lacs, notamment à l'Est de la République Démocratique du Congo, depuis 1994. La présente analyse se veut comme un éclairage de cette problématique. Pour plus de clarté, honnêteté et objectivité scientifique, notre analyse sera basée sur des faits vérifiables, essentiellement les écrits et déclarations de Reyntjens lui-même.

[178] La publicité de l'ouvrage signale que Reyntjens F. y brosse l'histoire politique du Rwanda du milieu du 19ème siècle à aujourd'hui. Quel projet tendancieux lorsqu'on sait que Reyntjens n'est pas historien, et qu'en plus de cela, depuis les trente dernières années, il n'a séjourné au Rwanda que pendant cinq jours du 17 au 22 octobre 1994 !

1.1. Distorsions académiques dans le traitement du Rwanda

Filip Reyntjens est arrivé au Rwanda en juillet 1976 dans un cadre de coopération entre la faculté de droit de l'Université d'Anvers et celle de l'Université Nationale du Rwanda. L'analyse des premiers contacts et du vécu de Reyntjens au Rwanda montre une déconnection lointaine du caractère scientifique de neutralité qu'exigeait son poste d'universitaire/chercheur, laquelle affecte profondément le sérieux de ses publications de ces trois dernières décennies. Reyntjens : militantiste et activiste selon ses dires Filip Reyntjens se décrit comme « chercheur-acteur »[179] et assume le fait qu'il s'écarte de l'éthique universitaire pour épouser et défendre des thèses politiques tranchées contre le Rwanda : « Sur ce point, l'auteur assume son engagement et même son militantisme face à l'histoire récente et dramatique du Rwanda et du Burundi »[180]. Et d'ajouter : « Les ponts avec le monde politique ne sont jamais rompus. (...) Alors que je suis juriste de formation, et constitutionaliste plus précisément, la pertinence du droit s'est progressivement effritée, et j'ai glissé vers l'analyse politique et l'histoire immédiate. » Il tient toutefois à banaliser des critiques qu'il recevra : « J'ai admis et même revendiqué mon militantisme (...) Nous rencontrons des acteurs et nous créons des réseaux qui, de ce fait même, développent une structure et un visage. (...) Même lorsque l'on ne fait pas le choix de l'activisme, on est donc impliqué dans les pratiques politiques »[181]. Il justifie son parti-pris en avouant avoir toujours eu « une dose d'opportunisme[182]» dans ses relations avec le Rwanda. Même si Reynjtens semble sûr de lui-même, il n'assume pas cependant ses choix dès qu'il est interpellé sur sa partialité politique contraire aux exigences académiques.

---

[179] C'est le titre de son ouvrage « *Les risques du métier. Trois décennies comme chercheur-acteur au Rwanda et au Burundi* », L'Harmattan, 2009. Dans ce livre il tente de justifier les critiques fréquentes avancées contre son penchant ethniste et sa haine réelle contre le FPR et le gouvernement rwandais.

[180] Reyntjens F., *Les risques du métier*, 2009, page de couverture

[181] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.124

[182] Annuaire des Grands Lacs 2007-2008

Dès que les questions de ce genre lui sont posées, il recourt aux calomnies et intimidations en injuriant ceux qui pointent du doigt ses errements, et les traitent de « fanatiques du FPR, cons, stupides, pauvres, ridicules, petits, trolls[183], etc». En même temps, il se fait victime en arguant qu'on attaque sa personne et non ses arguments[184]. Or, on ne peut comprendre les idées d'un auteur sans connaître sa personnalité, ses motivations et sans rechercher sa rigueur intellectuelle.

En l'espèce, la question profonde repose sur la crédibilité de l'expertise de Reyntjens sur le Rwanda, pays dont il se décrit comme étant « expert » alors que, comme indiqué supra, il se décrit comme opportuniste et militant politique. Rappelons aussi qu'il n'y a jamais mis les pieds au Rwanda depuis plus d'une trentaine d'années. Il publie à partir d'informations non crédibles recueillies la plupart du temps sur les réseaux sociaux, et qui émanent d'acteurs génocidaires qu'il a côtoyés dans le passé, leurs sympathisants ou des « opposants » aigris ayant quitté le Rwanda pour des mobiles souvent liés aux infractions qu'ils y ont commises. Enfin, l'autre mobile qui explique le militantisme de Reyntjens est son adhésion à Amnesty International. Quand Reyntjens débarque au Rwanda, il n'est pas un simple assistant académique, il est aussi militant d'Amnesty International pour lequel il demande de s'intéresser au Rwanda : « J'invite Amnesty international à s'intéresser davantage au pays »[185]. Il se peut donc que c'est ce lien avec Amnesty International qui explique le glissement de Reyntjens dans la politique et son allure soucieuse de peser sur le destin du Rwanda, en lieu et place de la rigueur scientifique.

[183] Il utilise fréquemment ces insultes sur les réseaux sociaux quand il manque d'arguments valables pour répondre aux critiques et questions concernant ses écrits et propos.

[184] Pour une analyse approfondie, on lira avec intérêt l'article de Jacques Morel, « Le professeur Reyntjens, expert du tribunal international pour le Rwanda et ami de génocidaires », 2019, www.francegenocidetutsi.org

[185] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.16

1.2. Aveux de vulgarité

De récentes révélations qui circulent sur le réseau social X parlent du passé de Reyntjens au Rwanda comme étant une vie de fréquentation des filles rwandaises qui aurait mal tournée. Reyntjens aurait noué une relation intime avec une fille tutsi de Butare, laquelle l'aurait quittée en ne tolérant plus les liens de son compagnon avec des dignitaires du régime Habyarimana, auteurs d'une politique discriminatoire et répressive au Rwanda entre 1973 et 1994. Reyntjens se serait fâché et claqué la porte jurant par là une haine anti-tutsi ouverte.

Pour rappel, Reyntjens a séjourné de façon permanente à Butare entre 1976 et 1978 comme enseignant à la faculté de droit à l'Université nationale du Rwanda, puis par des visites régulières plus ou moins prolongées entre 1979 et 1987. Reyntjens rejette en bloc cette accusation, la qualifiant de mensongère. Nous n'en savons rien et acceptons le bénéfice du doute. Toutefois, Reyntjens ne cache pas lui-même qu'il avait une conduite peu recommandable qui peut pousser à s'interroger. Il l'écrit en ces termes : « Mon premier contact avec le Rwanda date du 17 juillet 1976. Je ne me rappelle pas qui a dit que l'on naît là où l'on prend conscience, mais je trouve la phrase très applicable à mon cas. (...) C'est également à partir de Butare que je fais mes premiers pas au Burundi, initialement dans un contexte moins académique. Puisque Bujumbura est à l'époque un endroit bien plus vivant que les 'villages' que sont Butare et même Kigali, je m'y rends parfois le weekend pour savourer les bons restaurants, les boîtes et le lac »[186]. Un tel aveu peut facilement donner du crédit aux révélations faites sur ses échecs avec des filles tutsi qui l'auraient mécontenté jusqu'au niveau d'engendrer une haine générale irréfléchie.

[186] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.8

1.3. Aveux de lacunes méthodologiques

Reyntjens reconnaît sa méthodologie de traitement du Rwanda comme étant entachée de limites qui, certainement, nuisent à la qualité des publications qu'il fait sur ce pays : « Je n'ai jamais tenu de journal, essentiellement par paresse. Ce que je relate est donc basé sur mes souvenirs (...) mais je n'exclus pas que certains de mes souvenirs aient été entachés de quelques erreurs par le temps ou par des événements survenus ultérieurement ». Malgré ces graves lacunes avouées, Reyntjens persévère en notant « si c'était à refaire, je crois que je le referais[187]. » Il ne craint pas d'affirmer sa subjectivité scientifique: « J'écris à partir de ma propre subjectivité (...) je m'expose, mais je suis en bonne compagnie théorique »[188].

1.4. Témoin de la discrimination ethnique visant les Tutsi

Reyntjens falsifie l'histoire du génocide perpétré contre les Tutsi en sachant ce qu'il fait. Il affirme lui-même que depuis son arrivée au Rwanda en 1976, il a été témoin des méfaits de la politique de discrimination et oppression du régime Habyarimana qui violait à outrance les droits humains les plus élémentaires contre les Tutsi. Il témoigne : « En 1977, écrit-il, nous faisons quelque chose qui ne s'est pas vu au Rwanda depuis longtemps. Nous devons recruter une secrétaire, et nous publions une vacance de poste, plutôt que d'engager quelqu'un de 'pistonné' ; pire, nous organisons un concours, et nous sélectionnons la meilleure candidate, qui s'avère être tutsi. Quelques semaines plus tard, je suis convoqué par le responsable du Service de renseignement préfectoral, qui dépend du tout puissant Service central des renseignements, dirigé à l'époque par le redouté commandant Théoneste Lizinde. L'homme m'apprend que suite à ce recrutement, nous aurons deux Tutsi sur quatre membres du personnel administratif et technique, alors

[187] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.18
[188] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.129

que les 'quotas' prévoient dix pourcent de Tutsi ; nous ne pouvons donc pas recruter Libérata »[189].

2. Les publications de Reyntjens sur le Rwanda à la lumière de l'éthique scientifique

La reconnaissance de son militantisme fait que la personnalité, les considérations politiques et les publications de Reyntjens sur le Rwanda sont totalement partisanes et erronées.

2.1. Auteur d'une Constitution rwandaise discriminatoire

Le 20 décembre 1978 était adopté au Rwanda une Constitution rédigée par Filip Reyntjens. Son auteur prétend selon ses dires que cette Constitution était l'une des meilleures d'Afrique : « Je reste néanmoins fier de notre texte qui était, sur papier du moins, une des meilleures constitutions africaines de l'époque. » Malgré ces louanges, la Constitution que Reyntjens offre à Habyarimana est plutôt un texte discriminatoire dans plusieurs de ses dispositions et viole de nombreux principes et droits fondamentaux de la personne humaine consacrés dans des conventions internationales.

D'abord son préambule fait scandale en légitimant les tueries qui ont visé les Tutsi depuis novembre 1959 en les qualifiant d'oeuvre de libération : « Considérant l'oeuvre de libération entreprise par la Révolution de 1959 (...), Décidés à poursuivre l'oeuvre de rénovation entreprise depuis la journée mémorable du 7 juillet 1973, en vue de la sauvegarde des acquis de la Révolution de 1959 (...), Etabli et adopte la présente Constitution pour la République Rwandaise. »

Une telle reconnaissance constitutionnelle revient à légitimer l'exercice du pouvoir fondé sur le racisme, la discrimination et les tueries ethniques visant une partie de la population du Rwanda, les Tutsi.

[189] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.9

A l'époque de la rédaction de cette Constitution, Reyntjens savait que le régime rwandais avait consacré la pratique d'une logique ethniste et criminelle, notamment à travers les massacres de plus de 2000 Tutsi dans la préfecture de Byumba en mars 1962 et le génocide commis en décembre 1963 dans des préfectures de Gikongoro, Cyangugu, Kibungo, Kibuye, Ruhengeri, Gisenyi, Kigali, Bugesera ayant emporté plus de 35.000 Tutsi. Reyntjens n'ignorait rien de cette cruelle réalité et se devait de rédiger une Constitution qui consacre le respect des droits humains.

Ensuite, la discrimination est sacralisée dans plusieurs dispositions qui appuient le MRND comme parti unique et un président puissant qui gère, seul, toutes les affaires de l'Etat. Ainsi, l'article 7 rejette toute ouverture démocratique : « Le peuple rwandais est politiquement organisé au sein du Mouvement révolutionnaire national pour le développement, formation politique unique hors du cadre de laquelle nulle activité politique ne peut s'exercer. (...) Tout Rwandais est de plein droit membre du Mouvement révolutionnaire national pour le développement ».

Dans son article 40, la Constitution de Filip Reyntjens accorde au président du MRND l'unicité et l'exclusivité de présenter sa candidature au poste de président de la République : « Le président du Mouvement révolutionnaire national pour le développement est le seul candidat à la présidence de la République ». Puis, le même article exclut les jeunes à l'accession au pouvoir présidentiel : « Le candidat à la présidence de la République doit être âgé de trente-cinq ans ». Il exclut également la limitation du nombre de mandats : « Le président de la République est rééligible ». Cet article autorise donc de droit, le président de la République, en l'occurrence le général Juvénal Habyarimana, à se présenter aux élections, seul, autant de fois qu'il veut. En rédigeant cette disposition, Reyntjens ignorait-il la valeur de l'alternance démocratique ?

La Constitution rwandaise de Reyntjens va plus loin dans son article 42 en fortifiant tous les pouvoirs au sein du MRND, en établissant qu'en cas « d'empêchement, incapacité d'exprimer sa volonté, démission, décès ou toute autre cause de cessation de

ses activités, le président de la République, il est remplacé par le secrétaire général du Mouvement révolutionnaire national pour le développement jusqu'à l'élection du nouveau président de la République ». Lorsque Reyntjens rédigeait cette Constitution de 1978, il existait au Rwanda des lois et règlements limitant les Tutsi à l'accès aux écoles secondaires et supérieures. C'est ainsi que pour tenter de survivre à ces textes discriminatoires, certains parents, majoritairement tutsi, s'étaient regroupés pour créer des écoles privées tel APACOPE de Kigali ou CEFOTEC de Butare. L'Etat les bloquait par la non-reconnaissance des diplômes. Reyntjens en était parfaitement au courant, mais au lieu de corriger cette injustice dans son texte constitutionnel, il l'a plutôt fortifié clair et net dans l'article 26 : « ( ) La reconnaissance des diplômes ou certificats de l'enseignement libre, ainsi que l'enseignement donné, totalement ou partiellement, sont réglés par la loi ».

Pourquoi Reyntjens n'a-t-il pas supprimé cette discrimination pour écrire un texte qui s'adapte aux normes internationales consacrant le droit à l'éducation à tous les enfants ? Reyntjens a persévéré dans le soutien à ces prises de position même à une époque où il devait se rendre compte qu'il avait commis de graves erreurs d'appui à un régime oppressif. Ainsi, en novembre 1990, il participa avec des ONG belges à la rédaction d'une brochure intitulée : « Le Rwanda. Et maintenant ? » dans laquelle il y soutient la discrimination ethnique que pratiquait le régime MRND sur base de la Constitution de 1978, notant qu'il a apporté la paix au Rwanda: « le système de quotas a incontestablement contribué à la pacification ethnique au Rwanda. C'est un des mérites de la Deuxième République d'avoir réussi dans ce domaine. (...) Le régime a connu un succès non négligeable dans les domaines du développement, de la démocratie et du respect des droits de l'homme »[190].

[190] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.19

2.2. Compromissions déclarées avec le régime MRND

Reyntjens avoue ses rapports étroits avec les dignitaires du régime Habyarimana, tout en minimisant la criminalité notoire de ce régime dont il fut conseiller juridique et politique : « Le régime est une banale dictature militaire, comme on en trouve partout en Afrique, (...) elle n'était pas la pire du continent »[191]. Puis, Reyntjens avoue ses fréquentations très rapprochées avec les dignitaires de ce régime : « Les bières que j'ai partagées avec des ministres, officiers et hauts fonctionnaires sur leur colline d'origine m'ont peut-être trop rapproché d'eux ». Ces liens ne s'arrêtent pas au seul partage de bières et brochettes, ils deviennent aussi sources d'inspiration de ses publications : « Certaines de ces rencontres sont même assez bizarres.

Au fur et à mesure qu'ils avancent dans leurs carrières, au sein de la justice et de la haute administration, en politique, à l'armée ou encore dans les affaires, mes anciens étudiants deviennent également un formidable réseau, avec ses avantages et inconvénients: avantage de l'accès, inconvénient de la proximité et, dès lors, probablement d'une certaine clémence de ma part »[192]. Le mot « clémence » signifie beaucoup de choses qui se résument en un mot : compromissions. La suite de son récit le révèle. Reyntjens reconnaît en effet qu'il avait obtenu un statut spécial qui lui permettait d'imposer ses propositions au président Habyarimana: « J'exploite incontestablement mon statut d'étranger, qui a, dans un pays comme le Rwanda, plus de latitude qu'un national. Ce statut me permet d'accéder assez facilement aux plus hautes autorités du pays, y compris le président de la République, et de leur parler avec une franchise dont un Rwandais ne pourrait que rêver, voire de courtcircuiter un homme puissant et craint comme Sagatwa. Je dis cela non seulement parce que cela me donne un avantage que je ne mérite pas vraiment, mais également parce que les risques que je cours sont très limités, contrairement à ceux courent les Rwandais »[193].

[191] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.45
[192] Philippe Brewaeys, *Rwanda 1994 : Noirs et Blancs menteurs, Racine*, Bruxelles, 2013
[193] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.17

Reyntjens poussera son fanatisme pour prophétiser que « le Rwanda s'engage dans la descente aux enfers » et qu'« à l'opposé, le Burundi avance lentement dans le bon sens et inspire plus d'espoir que son voisin septentrional », c'est-à-dire le Rwanda. Il ira jusqu'à prévenir que « le Rwanda aura sombré dans l'horreur dans deux, cinq ou dix ans »[194]. Eh bien ! Où est la scientificité dans ce genre de propos ? C'est du pur militantisme comme il aime le répéter, mais plein de haine.

2.3. Secours au régime Habyarimana dans le raffinement de sa communication

Au début de la guerre en octobre 1990, Reyntjens va aider le régime Habyarimana à affiner ses capacités de communication pour contrer la diplomatie du FPR. Il le dit en ces termes : « je suis associé à une initiative du régime, qui tente de reprendre le dessus dans la guerre médiatique qu'il est en train de perdre face au FPR. Début novembre [1990], je suis contacté par Fabien Singaye, diplomate en fonction à l'ambassade du Rwanda à Berne.

Il m'annonce que le gouvernement compte envoyer deux missions, une en Europe et une autre en Amérique du Nord, pour informer l'opinion, et il me demande si j'accepterais de participer à une conférence qui sera organisée à Genève dans ce cadre. Je suis évidemment réticent : même si j'estime qu'un contrepoids à la propagande du FPR est nécessaire, je ne désire pas non plus me laisser utiliser par la propagande gouvernementale. Je demande des informations additionnelles, et je suis quelque peu rassuré par la composition de la commission. Je connais deux de ses membres, les historiens Ferdinand Nahimana et Emmanuel Ntezimana, qui sont professeurs à l'Université nationale du Rwanda ; même si le premier sera plus tard jugé et condamné par le TPIR, je n'ai à ce moment aucune raison de chercher à me distancer d'eux »[195].
Précisons trois faits graves.

[194] Reyntjens F., *Annuaire des Grands Lacs*, 2007-2008
[195] Reyntjens F., *Les risques du métier*

D'abord, Reyntjens connaît parfaitement la nature criminelle du régime Habyarimana qu'il accepte d'aider. Puis, il connaît tout autant la personnalité de Fabien Singaye qui est un agent des services de renseignements rwandais en poste à l'ambassade du Rwanda en Suisse. Il est très proche de la famille présidentielle étant le fils d'un grand commerçant de Gisenyi André Singaye, ami de Habyarimana, gendre de Félicien Kabuga étant époux de Pauline Musanabera, l'une des filles de Félicien Kabuga. Il faut aussi préciser que deux fils du président Habyarimana ont épousé les filles de Félicien Kabuga à savoir, Françoise Mukanziza épouse de Léon Habyarimana et Bernadette Uwamariya épouse de Jean Pierre Habyarimana. Enfin, Reyntjens connaît bien le caractère extrémiste anti-tutsi de Ferdinand Nahimana.

Ainsi donc, accepter de collaborer avec de tels individus, en notant qu'il était rassuré par leur participation à la campagne anti-FPR relève d'un parti-pris éloigné de l'intégrité intellectuelle. Il l'avoue lui-même : « Dès le début de la guerre [1990], je prends très nettement parti contre l'attaque du FPR. Je ne connaissais pas le FPR avant octobre 1990 et ma position n'est donc pas inspirée par une quelconque antipathie préexistante (...). D'une part, puisque le FPR est essentiellement composé de Tutsi 19 (...) Ma position 'anti- FPR' au début de la guerre, avec son corollaire -la perception d'un appui objectif au régime-, était adéquate. Cependant, elle était également inconfortable, puisque je connaissais les défauts du pouvoir en place. (...) On pourrait dire qu'en prenant parti contre le FPR, je choisis le camp du régime en place »[196].

[196] Cette tendance à qualifier le FPR de mouvement composé de Tutsi est faux. Par exemple, le colonel Kanyarengwe Alexis qui était président du FPR n'était pas Tutsi, de même que d'autres cadres comme Pasteur Bizimungu, Seth Sendashonga et autres.

3. Reyntjens et le traitement du génocide commis contre les Tutsi: un négationnisme outrancier

Reyntjens admet théoriquement l'existence du génocide des Tutsi, mais déforme complètement ses composantes, allant ainsi nettement dans la ligne du négationnisme.

3.1. Falsification des faits et équilibrisme des crimes

L'obsession de Reyntjens depuis 1994 est de prouver à tout prix qu'il n'y a pas eu un seul génocide au Rwanda et qu'en conséquence, le FPR est responsable d'un second génocide hutu.

Quelques exemples:

Le 9 février 1995, l'Ecole Nationale d'Administration de Paris organisait une table ronde sur le Rwanda avec comme intervenants Filip Reyntjens. Ses interventions ont été d'une virulence partiale extrême comparant le gouvernement rwandais aux génocidaires, en fermant les yeux sur le fait que ce gouvernement se battait pour construire un pays démoli par ces derniers, et dans lequel il n'avait aucune responsabilité : « S'il n'y avait pas eu génocide, la communauté internationale ne tolérerait pas la situation actuelle.

Au Rwanda, le pire doit encore venir »[197].

Deux mois après, le 24 avril 1995, interrogé par le journal flamand De Morgen, il exprima une opinion négationniste jetant sur le FPR les tueries effectuées dans des zones qu'il ne contrôlait pourtant pas et minimisant, de fait, la gravité du génocide des Tutsi: « Je ne serais pas étonné si une partie des corps des victimes qui ont été retirés l'année dernière du Lac Victoria, sont en partie des victimes du FPR. Quand en avril 1994, Byumba s'est rendue, il y a eu des milliers de morts. Dans le Bugesera et dans le Sud-Est, aussi des milliers de morts sont tombés. Selon certaines sources[198], le FPR en

[197] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.27

[198] Jean-François Dupaquier, « *Rwanda : le révisionnisme, poursuite du génocide par d'autres moyens* », in R. Verdier, E. Decaux et J.P. Chrétien (Editeurs), Rwanda : *un génocide du XXème siècle*, L'Harmattan, 1995, p.135-136

a tué là-bas plus que les Interahamwe. Il y a au Rwanda un génocide rampant qui se produit (...). Ce qui se passe aujourd'hui est bien plus grave que ce qui s'est passé sous l'ancien régime ». L'on ne le dira jamais assez, le FPR se battait contre des militaires et des milices hutu qui tuaient des civils tutsi sans défense.

Le FPR se battait pour arrêter le génocide, pas pour assassiner des civils. La vérité des faits est que ce sont ces génocidaires hutu du gouvernement intérimaire, ses forces armées et ses milices qui ont tué des centaines de milliers de Tutsi tués dans des endroits cités par Reyntjens dont la ville de Byumba, Rutare, Mutete, Nyinawimana, Muvumba, Ngarama, Mutara, etc, et dans le Bugesera tel Nyamata, Ntarama, Ruhuha, Kayumba, Rebero, Nyiramatuntu, CND, Gashora, etc.

3.2. Le génocide des Tutsi, un fonds de commerce

Dès la fin du génocide, Reyntjens s'est empressé de venir au Rwanda. Il y a séjourné cinq jours en octobre 1994. Comme l'attestent la nature de ses publications immédiates et ultérieures, il n'était pas intéressé par la réalité des faits, mais par le recueil de tout élément incriminant le FPR. Ainsi, une fois de retour en Belgique, il s'empressa d'accuser brutalement le Rwanda sans se soucier de la réalité préoccupante d'urgence[199].

Le ton était lancé sur ce qui allait caractériser sa ligne de conduite qu'il manifeste dans ses propos et publications. Cette vision erronée des faits sera le leitmotiv incessant de chaque apparition publique de Reyntjens: « La deuxième cause est le 'crédit génocide', que le régime exploite à fond. Le génocide est devenu une source de légitimité qui permet d'échapper à la condamnation de ses propres actes. Pour le FPR, c'est une arme idéologique permettant d'acquérir et de maintenir le statut de victime, et ainsi de bénéficier de l'impunité »[200].

---

[199] Quelles sources et quelle est leur crédibilité ?

[200] S. Desouter, F. Reyntjens, « *Les violations des droits de l'homme par le FPR/APR. Plaidoyer pour une enquête approfondie* », Anvers, juin 1995, p.4

En 1995, Reyntjens rédigea conjointement avec un missionnaire belge Serge Desouter, pour le tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), un document négationniste pour influencer le TPIR. L'intention des auteurs se lit aisément à travers leurs procès d'intention contre le Gouvernement rwandais : « Pour le régime actuel de Kigali, le génocide contre les Tutsi est devenu un atout politique qui sert à faire admettre par la Communauté internationale ses propres violations du droit humanitaire et à légitimer une gestion dictatoriale »[201].

A l'instar de Reyntjens, le père blanc Serge Desouter, parle d'un sujet qu'il ne connaît pas. Il a quitté le Rwanda en 1986 et n'y est plus revenu. Or, il est comme Reyntjens, l'un des « experts » utilisé par plusieurs agences occidentales dans leur traitement de la situation des Grands Lacs!

3.3. Rejet de la planification du génocide des Tutsi

Le 3 mai 2007, Filip Reyntjens témoignait devant la cour d'assises de Bruxelles dans le procès du major Bernard Ntuyahaga poursuivi dans l'assassinat de 10 casques bleus belges au Rwanda en avril 1994. Reyntjens nia la planification du génocide en disant: « Par définition, nous n'aurons pas de preuve d'une planification car il n'y a pas de PV de réunions ou de témoignages, à ce jour convaincants, de personnes qui auraient fait partie d'une structure de commandement parallèle ». Et pourtant, Reyntjens avait été l'un des premiers à révéler, deux ans avant le génocide, qu'au Rwanda, il y avait un groupe d'escadrons de la mort au plus haut Sommet de l'Etat qui préparait et commettait des massacres! Il l'a écrit dans un document du 9 octobre 1992 en donnant des détails sur le modus operandi de ce cercle génocidaire au sein du pouvoir rwandais:

[201] Reyntjens F., *"Sujets d'inquiétude au Rwanda »*, Dialogue N°178, novembre - décembre 1994

« Suite à une mission belge effectuée au Rwanda (en Septembre 1992), composée, en dehors de l'auteur de ce témoignage, de Willy KUYPERS (Sénateur), Johan SCHEERS (Avocat de Bruxelles), Rik de GENDT (Journaliste), et de Wilfried VAN den STORME (Consul Honoraire du Rwanda à Anvers). (...) Les indications que nous avons sur l'existence, la composition et les activités d'un 'réseau zéro' sont basées sur les témoignages de deux personnes ayant été associées à ce groupe, les témoignages de trois personnes, dont deux officiers supérieurs qui sont bien informés sur ce groupe, des témoignages dans la région du Bugesera en particulier (...)

Les objectifs du groupe responsable pour les troubles étaient annoncés comme suit, à ceux qui les rejoignaient: le multipartisme est cause de l'anarchie et du désordre; les gouvernements Nsanzimana et Nsengiyaremye ne valent rien; il faut donc discréditer le changement en cours.

Au niveau national, le noyau de ce groupe est constitué notamment par les personnes suivantes :

- Nzirorera Joseph (ancien ministre, député de Ruhengeli),
- Zigiranyirazo Protais (ancien préfet de Ruhengeli, beau-frère du Président),
- Rwabukumba Séraphin (PDG de la Centrale, beau-frère du Président),
- Col. Serubuga Laurent (ancien Chef d'Etat-major adjoint de l'armée,
- Col. Sagatwa Elie (Secrétaire particulier du Président, beau-frère du Président),
- Mr Ntirivamunda Alphonse (Directeur général des Ponts et Chaussées, beau-fils du Président),
- Capt. Simbikangwa Pascal (fonctionnaire à la présidence, beau-frère du Col. Sagatwa),
- Col. Bagosora, Directeur de cabinet au Ministère de la défense, cousin du Président),
- Maj. Nkundiye (Commandant de la Garde Présidentielle),
- et le Col. Nsengiyumva Anatole (Chefs des renseignements militaires).

A part le noyau central, le groupe dispose de relais locaux ou régionaux chargés de l'exécution sur place ; c'est ainsi que dans le Bugesera, ce rôle a été joué notamment par Fidèle RWAMBUKA, le bourgmestre (Maire) de Kanzenze. Les activités de ce groupe ont un triple effet : sabotage du processus de démocratisation, qui ne peut se dérouler correctement dans un contexte de déstabilisation, intimidation de la composante tutsi de la population et des partis d'opposition, handicap du processus d'Arusha, puisque le message donné est évidemment que ni les réfugiés, ni les membres du F.P.R. seront en sécurité s'ils se décidaient à rentrer au Rwanda. Ces actions sont dès lors profondément anti-démocratique et violatrice des droits de l'homme ; à la limite, elles pourraient résulter dans une véritable guerre civile montée de toutes pièces... Afin de faire la lumière la plus complète possible sur ces événements et d'éviter leur répétition, une enquête internationale approfondie est impérieuse».

La question des escadrons de la mort ayant préparé le génocide fut posée à Reyntjens au TPIR le 16 septembre 2004 quand il intervenait en faveur de Théoneste Bagosora. Gêné, sa réponse laconique fut la défense de ce cercle criminel : « Etre membre de l'Akazu[202] n'est pas une offense ou un crime devant ce tribunal ». Comment l'appartenance à l'Akazu ne peut-il pas constituer un crime alors que justement ce cercle avait été conçu par le régime à des fins criminelles que Reyntjens lui-même fut l'un des premiers à dévoiler en septembre 1992? C'est curieux.

Rappelons à titre d'informations complémentaires, que c'est le 21 septembre 1992, que l'armée rwandaise publia un document d'identification de l'ennemi, qualifiant d'office, tout tutsi comme étant l'ennemi du Rwanda.

[202] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.117

3.4. Les Tutsi, «auteurs de leur génocide»

Au TPIR, Reyntjens a énergiquement tenté à plusieurs reprises de convaincre les juges que c'est la guerre déclenchée par le FPR qui est la cause directe du génocide. Il insistera que c'est le FPR qui est auteur du génocide qui a emporté des centaines de milliers des familles des membres du FPR qui vivaient au Rwanda. Le 14 octobre 1997, il intervenait au TPIR comme témoin-expert du procureur dans l'affaire Georges Rutaganda, 2ème vice-président de la milice interahamwe au niveau national. Reyntjens exploita sa position pour nier le caractère intentionnel de commettre le génocide sur le groupe ethnique tutsi : « S'il n'y avait pas eu la guerre, il n'y aurait pas eu de génocide », ajoutant que le FPR est «politiquement coresponsable» du génocide.

Le 25 juillet 2005, dans une interview au Journal POLITICS, Reyntjens accusa violemment le Chef de l'Etat rwandais d'être le responsable d'un génocide qu'il combattait stigmatisant que le génocide ne lui disait rien : « Kagame a délibérément développé une stratégie de la tension, c'est lui qui a mis les extrémistes hutu sur le sentier du génocide ; l'extermination des Tutsi résidant au Rwanda n'était pour lui qu'un calcul tactique pour qu'il puisse prendre le pouvoir.

Une confirmation de cette hypothèse rendrait le FPR et son chef juridiquement responsable du génocide de 1994 ». Il reprendra cette aberrante thèse dans nombre de ses publications et interventions publiques : « A la question posée par un des juges s'il y aurait eu génocide s'il n'y avait pas eu de guerre, ma réponse a été qu'à mon avis il n'y aurait pas eu de génocide sans la guerre, et que dans ce sens le FPR était politiquement coresponsable du génocide. J'ai bien insisté sur le fait que cette coresponsabilité est politique ou historique, et non juridique. Je maintiens ce point de vue »[203].

[203] Akazu est un nom rwandais donné à un groupuscule extrémiste gravitant autour du pouvoir du président Habyarimana aux fins de commettre des crimes sur des opposants, des Tutsi et ayant préparé le génocide

3.5. Les Tutsi, provocateurs des Hutu

L'accusation de Tutsi provocateurs des Hutu pour les inciter aux massacres, pour dire que les Hutu ont commis un génocide en qualité d'auto-défense, est un autre leitmotiv fort chez Filip Reyntjens. En juin 1997, la revue flamande Wereldwild a réuni trois personnes: Filip Reyntjens, Père Guy Theunis et Colette Braeckman, pour parler du Rwanda. Les propos de Reyntjens et Theunis furent d'une haine sans mesure attribuant aux Tutsi la primauté de provocateurs des Hutu pacifiques. Reprenons quelques questions et réponses de cette interview:

« **Question :** En 1959, lors de la révolution sociale hutue, l'Eglise a-t-elle trahi les Tutsis ? Braeckman : Cela fut ressenti comme une trahison. L'Eglise a changé de direction ; elle a donné priorité aux revendications des Hutus. Cela correspondait d'ailleurs à l'agenda politique du pouvoir colonial, contre lequel les Tutsis s'érigeaient. Reyntjens : Il ne faut pas présenter les Tutsis uniquement comme des victimes. Une des raisons de la révolution était précisément l'inflexibilité d'une toute petite classe de Tutsis, non des Tutsis en général. Il y avait des Tutsis qui voulaient la démocratisation. (...) Les Tutsis ont subi des violences, ils ont été bannis. Mais ils n'étaient pas seulement des victimes. Ils ont mené une politique de résistance aux changements.

Theunis : C'est une constante. Les Hutus sont généralement pacifiques. Ils voulaient une évolution non violente. La violence vient toujours du même côté. D'un seul côté. » Question : Ce qui veut dire ?

Theunis : Du côté des Tutsis. Ce sont toujours les Tutsis qui provoquent, qui d'une façon ou d'une autre gâtent les choses.

Question : Les derniers mois, on parle d'une nouvelle dictature à Kigali. Certains parlent d'une persécution de l'Eglise ?

Reyntjens : je ne pèse pas mes mots. Le régime de Kigali est une dictature militaire brutale. Je comprends qu'il y ait des raisons à cela. Le Rwanda se trouve dans une totale impasse. Cette impasse entraîne tant de violences qu'il n'y a plus d'issue ».

On voit dans cet extrait, à quel point Reyntjens et le père Theunis utilisent des propos de haine, racisme, discrimination, négationnisme[204]. Cette interview a été réalisée par des journalistes belges Guy Goris et Marc Van Laere. Elle a été traduite en français et en anglais et diffusée par des journaux francophones et anglophones tel African News Bulletin/Bulletin d'informations africaines appartenant aux Pères Blancs. Ces derniers l'ont à leur tour répandu dans tous les réseaux d'informations dont ils disposent à travers le monde en Belgique, Italie, France, Pays Bas, Suisse, Allemagne, Canada, Etats Unis et dans de nombreux pays d'Afrique, Asie et Amérique latine où ils possèdent des missions.

3.6. Clarifications du TPIR sur l'absence de lien de causalité entre la guerre et le génocide

Dès son premier jugement rendu le 2 septembre 1998 contre Jean-Paul Akayesu, le TPIR a tranché toute confusion sur l'existence du lien de causalité entre la guerre et le génocide, en démontrant que le génocide commis contre les Tutsi est un crime spécifique : « Il apparaît clairement que les massacres survenus au Rwanda en 1994 visaient un objectif déterminé : celui d'exterminer les Tutsis, choisis spécialement en raison de leur appartenance au groupe ethnique tutsi (...). C'est un génocide qui a été commis au Rwanda en 1994, contre les Tutsi en tant que groupe ».

Le TPIR poursuivra en notant une différence claire entre le conflit armé opposant le FPR et les FAR d'une part, et la planification et exécution du génocide d'autre part : «Parallèlement au conflit, un génocide contre le groupe Tutsi a bien été perpétré (...) l'exécution de ce génocide a probablement pu être facilitée par le conflit, en ce sens que les combats contre les forces du FPR ont servi de prétexte

[204] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.115

à la propagande incitant à commettre le génocide contre les Tutsi, en faisant un amalgame entre combattants du FPR et civils Tutsi, à la faveur de l'idée bien relayée par les médias selon laquelle chaque Tutsi été un complice des Inkotanyi. (...). Il importe de souligner que le génocide contre les Tutsi, bien qu'il ait été concomitant au conflit susmentionné, est évidemment d'une nature fondamentalement différente de celle du conflit »[205].

En 2006, le TPIR établira dans l'affaire Karemera que le génocide commis contre les Tutsi était un fait de notoriété publique qui n'est pas une matière à contestation :

"Le génocide des Tutsis du Rwanda est un fait de notoriété publique qui fait partie de l'histoire mondiale. Il n'y a aucune base raisonnable pour qui que ce soit de nier qu'en 1994, il y avait une campagne de massacres de masse visant à détruire, en tout ou tout au moins en grande partie, la population tutsie du Rwanda. Même si le nombre exact ne peut être connu, la grande majorité des Tutsis du Rwanda ont été assassinés, et beaucoup d'autres ont été violés ou autrement violentés. Ces faits étaient largement connus même au moment de la création du tribunal (en novembre 1994), comme cela est reflété dans la résolution du Conseil de sécurité (de l'ONU) établissant le tribunal".

3.7. Le conseil de sécurité exige la répression du négationnisme et des FDLR

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est aperçu du danger de négationnisme et de l'importance de protéger la mémoire du génocide des Tutsi et a adopté une résolution forte dans ce sens. Le 16 avril 2014, le Conseil de sécurité dans sa résolution 2150 a en effet réaffirmé la nature de notoriété publique du génocide commis contre les Tutsi, déplorant l'ampleur du négationnisme, l'impunité des auteurs du génocide et appelant les Etats Membres à agir en faveur de la mémoire et de la justice, y compris à travers l'arrestation et le jugement des FDLR.

[205] Seule Colette Braeckman tenait des propos mesurés

Extraits : « (...) Il existe des preuves accablantes que des actes de génocide ont été commis à l'encontre du groupe tutsi » (...); Rappelant que la Chambre d'appel du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) a dressé le constat judiciaire concluant qu'il était « un fait de notoriété publique » qu'« entre le 6 avril et le 17 juillet 1994, un génocide a été commis au Rwanda contre le groupe ethnique tutsi », rappelant également que plus d'un million de personnes ont été tuées dans ce génocide, (...) et prenant note en s'en inquiétant de toute forme de négation de ce génocide; Souligne qu'il importe de tirer les leçons du génocide perpétré en 1994 contre les Tutsis au Rwanda, (...) ; Condamne sans réserve toute négation de ce génocide et invite instamment les États Membres à se donner des programmes éducatifs pour graver dans l'esprit des générations futures les leçons du génocide, le but étant d'en prévenir d'autres dans l'avenir; Salue les efforts déployés par les États Membres pour mener des enquêtes et poursuivre toutes personnes accusées de ce génocide ; Demande à tous les États (...) d'enquêter sur les faits, d'arrêter, de poursuivre ou d'extrader, en exécution de leurs obligations internationales en la matière, tous autres fugitifs accusés de génocide qui résident sur leur territoire, y compris les dirigeants des FDLR ». Ces décisions ont valeur d'autorité de la chose jugée. C'est l'unique vérité qu'il faut retenir, mais que Reyntjens ne cesse de falsifier chaque fois qu'il en a envie.

4. Reyntjens et l'utilisation de la justice internationale

Les rapports entre Filip Reyntjens et la justice internationale, que ce soit le TPIR, que ce soit les jugements et poursuites de génocidaires au sein des Etats Tiers ont été marqués de sa part, par une absence criante de neutralité et d'impartialité. Il fournit trop d'énergies pour combattre l'unicité du génocide des Tutsi, l'acharnement à vouloir traduire les membres du FPR en justice pour des crimes non avérés, la défense des auteurs du génocide en leur fournissant aide et assistance et par des tentatives fréquentes d'influencer la justice nationale et internationale. Voyons cela.

4.1. Une absence de neutralité

La partialité de Reyntjens sur le plan judiciaire s'est manifestée à plusieurs reprises. D'abord, en Belgique, devant la Cour d'assise de Bruxelles ; en Suisse, devant la Cour militaire de Lausanne, dans l'affaire Fulgence Niyonteze, bourgmestre de Mushubati qui a été jugé et condamné par la justice suisse ; dans l'affaire Léon Mugesera, au Canada, devant l'arbitre Monsieur Turmel qui devait décider sur l'extradition de Mugesera au Rwanda; témoignage par voie d'affidavit aux ÉtatsUnis et au Royaume Uni dans la défense de quatre génocidaires (Dr Vincent Bajinya, Pierre Célestin Mutabaruka, Emmanuel Nteziryayo, Charles Munyaneza et Célestin Ugirashebuja), et dans l'affaire Enock Ruhigira en Nouvelle Zélande. Lorsque le Canada décida de Léon Mugesera, la colère de Reyntjens fut immense :

« (...) Lorsqu'en 2005 la Cour suprême du Canada autorise son expulsion, je rédige une déclaration assermentée dans laquelle j'affirme que son refoulement vers le Rwanda ne serait pas justifié, puisqu'il y risquerait de subir un procès inéquitable, voire la persécution et même la mort »[206]. Contrairement à cette accusation, Mugesera a bénéficié devant la justice rwandaise d'un procès juste et équitable, il est détenu dans des conditions obéissant aux normes internationales, et surtout il n'a pas été exécuté comme le prétendait Reyntjens. Reyntjens est également intervenu comme expert et rédacteur des rapports dans des commissions d'enquêtes parlementaires en Belgique et en France, dans la commission de l'Organisation des Nations Unies sous la direction de Monsieur Ingvar Carlsson et dans le panel de personnalités éminentes mis en place par l'Organisation de l'unité africaine, présidé par l'ancien Président du Botswana, Sir Ketumile Masire. Dans toutes ses interventions au sein de ces institutions, le souci de Reyntjens a toujours été celui de vouloir les influencer, sans succès, sur deux points, l'établissement du double génocide et la mise en accusation du FPR.

[206] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.97

4.2. Pressions au TPIR pour acquitter les accusés de génocide

Reyntjens avoue fièrement avoir souvent essayé d'influencer les décisions judiciaires et politiques dans un sens qui l'arrangeait ou qui protégeait ses amis rwandais, peu importe qu'ils soient génocidaires : « Tout comme d'autres, j'ai parfois délibérément choisi de tenter d'influencer le cours des choses, ce qui est inhérent à la démarche que j'ai appelée 'militante' ou 'activiste'. Ce volontarisme a un prix qu'il faut accepter de payer. (...). Même lorsque l'on ne fait pas le choix de l'activisme, on est donc impliqué dans les pratiques politiques »[207].

En effet, le 30 novembre 1999, Reyntjens était entendu à sa demande au TPIR dans le procès du chef milicien Georges Rutaganda au titre d'amicus curiae (ami de la Cour). Reyntjens l'avait introduite lui-même et a supplié les juges de ne pas condamner Rutaganda : « Je m'inquiète de l'apparence qui pourrait être créée si, dans les circonstances du moment, le Tribunal était amené à prononcer un verdict de culpabilité et la détermination d'une peine dans l'affaire Rutaganda »[208].

Le 22 novembre 2007, Filip Reyntjens est revenu à Arusha avec une mission identique d'intervenir en faveur de l'ancien bourgmestre de Ngoma (Butare), Joseph Kanyabashi. Malgré l'existence de preuves accablantes sur sa responsabilité dans le massacre des Tutsi de sa Commune, Reyntjens qui est ami de Kanyabashi depuis plusieurs années, a plaidé l'innocence sans se soucier de la recherche de la vérité[209] : « Rien n'indique que Kanyabashi approuvait les massacres de Tutsis (...). Kanyabashi n'a pu être associé à la planification du génocide au Rwanda et à Butare, en particulier (...). Au vu de la situation telle qu'elle se développait à Butare, à partir du 19 avril (1994) au plus tard, et de la réalité du

[207] Voir notamment l'ouvrage de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme *Aucun Témoin ne doit survivre*, 1999, qui détaille le déroulement du génocide dans la préfecture de Butare

[208] Reyntjens F., *Témoignage au TPIR dans le procès de Joseph Kanyabashi*, 18/9/2007

[209] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.97-98

contrôle physique dans la Commune (Ngoma), il aurait été impossible pour Kanyabashi de s'opposer de façon effective et visible aux forces engagées dans le génocide. Non seulement, n'en avait-il pas les moyens physiques, mais il aurait payé de sa vie toute velléité dans ce sens »[210]. Kanyabashi sera en fin de comptes reconnu coupable de génocide et condamné en première instance à 35 ans d'emprisonnement, réduit en appel à 20 ans pour crime d'incitation au génocide.

4.3. Collaboration avec le juge Bruguière en France

Les interventions de Reyntjens dans un sens contraire à la recherche de la vérité des faits, se sont aussi manifestées dans sa collaboration étroite avec le juge d'instruction français, Jean Louis Bruguière qui menait une enquête partiale à charge contre les responsables du FPR. Reyntjens l'explique en ces termes : « A sa demande, je rencontre le juge Jean-Louis Bruguière à Paris le 13 octobre 2000, deux ans et demi après l'ouverture de l'instruction judiciaire en relation avec l'attentat contre l'avion présidentiel rwandais (...). Nous parcourons notamment les données que j'ai recueillies pour la rédaction d'un livre en 1995 et celles qui me sont parvenues depuis sa parution. Même s'il n'exclut rien, tout comme moi, il penche manifestement vers le FPR comme auteur de l'attentat.

Je ne suis formellement entendu que le 10 juillet 2002 à Bruxelles, à l'occasion d'une commission rogatoire menée par le commandant Pierre Payebien. Par la suite, je reste régulièrement en contact avec l'instruction par le biais de celui-ci. Nous échangeons par téléphone et courriel au sujet de questions qu'il se pose, de données qu'il veut vérifier et d'éléments dont je pense qu'ils pourraient être utiles à l'instruction. Un thème récurrent est la sécurité des témoins, surtout ceux vivant au Rwanda; à une

[210] Le TPIR a extradé au Rwanda Jean Uwinkindi, Bernard Munyagishari, Ladislas Ntaganzwa, Fulgence Kayishema (en attente d'être extradé par l'Afrique du Sud).

occasion, l'exfiltration d'un proche de Kagame est sérieusement envisagée, mais l'affaire n'aura finalement pas lieu (...) Puisque je suis de plus en plus convaincu que le FPR a commis l'attentat, je me dis qu'il aurait naturellement obtenu les missiles de son allié ougandais »[211].

On le voit, Reyntjens n'agit pas dans l'intérêt d'une justice impartiale, il est dans la ligne unilatérale comme Bruguière, de collecte des témoignages uniquement à charge contre le FPR, un choix partisan éloigné de l'intégrité d'un expert scientifique.

4.4. Opposition aux mandats d'arrêt internationaux émis par le Rwanda

La partialité de Reyntjens s'observe dans un autre dossier concernant les mandats d'arrêt émis par la justice rwandaise contre des accusés du génocide qui résident dans des Etats tiers.

Tout en reconnaissant le bien-fondé de certains dossiers au niveau de leur contenu criminel, Reyntjens défend les accusés sans limite et discernement. Il l'écrit comme suit : « Le régime rwandais veut en effet 'récupérer' le plus de réfugiés possible, et s'est mis à lancer des mandats d'arrêt à travers le monde. Si certains ont incontestablement trait à des personnes qui peuvent légitimement être soupçonnées d'avoir trempé dans le génocide, d'autres sont harcelées parce qu'elles sont des opposants (potentiels) que Kigali veut ramener sous sa coupe. Je suis donc amené à témoigner, par écrit ou sur place, dans des pays comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni, les Pays-Bas ou la Nouvelle-Zélande. Dans un certain nombre de cas, je sais que la demande rwandaise est injustifiée, mais même là où je n'ai pas d'opinion sur la culpabilité ou l'innocence de la personne recherchée, ma position est que l'extradition ne se justifie pas, parce que l'intéressé risque un procès injuste et que c'est au pays hôte de le juger ».

[211] USA (plusieurs individus), Pays Bas (Venant Rutunga, Jean Baptiste Mugimba, Jean Bosco Iyakaremye), Allemagne (Straton Musoni), Belgique (Major Bernard Ntuyahaga), Danemark, Suède, Canada.

Autrement dit, Reyntjens s'oppose aux mandats d'arrêt internationaux lancés par le Rwanda par pure conviction théorique que les accusés n'auront pas de procès équitable au Rwanda. Or, plusieurs accusés ont été extradés au Rwanda par le TPIR[212] et par des Etats occidentaux[213], et ont tous bénéficié de procès justes et équitables au Rwanda. Il y a même souvent des accords signés entre le Rwanda et les Etats qui extradent et le Rwanda les respecte scrupuleusement. Par exemple dans le cas de Wenceslas Twagirayezu extradé par le Danemark, il était contenu dans l'accord que s'il était condamné, il retournerait au Danemark y exécuter sa peine. Le Rwanda a respecté cette disposition en juin 2015 et a renvoyé Wenceslas Twagirayezu au Danemark pour y finir sa condamnation de 20 ans de prison. Il a été reconnu coupable de crimes commis à la paroisse de Busasamana et à l'Université adventiste de Mudende.

4.5. Soutien aux dignitaires du régime Habyarimana demandant l'asile politique

Reyntjens pousse loin son parti-pris en se félicitant de la façon dont il aide des Rwandais, parmi lesquels figurent les suspects de génocide, à obtenir l'asile politique en Europe : « Je dois encore faire état de deux autres séquelles du génocide me concernant.

La première a trait au sort à l'étranger de cette nouvelle diaspora, en grande majorité hutu. Elle a accaparé beaucoup de mon temps. Le premier est celui de Rwandais sollicitant l'exil dans des pays très divers, dont les avocats me demandent des déclarations assermentées (affidavit en anglais) affirmant que ces demandeurs d'asile risquent d'être persécutés pour des raisons politiques et/ou ethniques au Rwanda. J'en ai fait des dizaines, toujours en âme et conscience (...), et je dois dire que, du moins dans les cas que je connais, les pays d'asile ont généralement fait preuve d'hospitalité et/ou de prudence »[214].

[212] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.118
[213] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.119
[214] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.95-96

Attaques contre des occidentaux défenseurs de la vérité sur le génocide dans l'arrogance de se croire le seul « expert » du Rwanda et de la région des Grands Lacs, Reyntjens manifeste une intolérance intellectuelle contre des universitaires et intellectuels qui n'adhèrent pas à ses thèses. Il le décrit comme suit :« Ceux qui –par ignorance, calcul ou sympathie– soutiennent aveuglément le régime rwandais assument une très grande responsabilité. Ce sont en effet ces appuis qui renforcent le FPR dans sa conviction que tout lui est permis, ce qui à son tour crée des conditions propices à l'accomplissement de nouveaux crimes et engendre une situation où les violences futures deviennent inévitables. Je trouve ces appuis parfois assez proches de moi. Ainsi, deux ambassadeurs belges successivement en poste à Kigali, Michel Lastchenko et Marc Gedopt, se comportent, d'après tous ceux qui les rencontrent, comme des 'membres honoraires du FPR'. Le Premier ministre Guy Verhofstadt, qui a été fort marqué par son travail comme rapporteur de la Commission Rwanda du Sénat belge, refuse d'émettre la moindre critique à l'encontre du pouvoir rwandais ; à partir de 2003, il en est de même de Louis Michel, ministre des Affaires étrangères et ensuite commissaire européen »[215]. Même des universitaires belges qui refusent de s'inscrire dans des thèses de Reyntjens marquées par la haine et la négation du génocide, il les diabolise à outrance : « Dans ma propre université, un de mes collègues à la Faculté de Droit (dont je préfère taire le nom, mais qui se reconnaîtra) saisit chaque occasion qui lui est offerte pour appuyer le régime de Kigali (...). Un autre collègue à mon université se fait le porte-parole des thèses du FPR et enclenche des polémiques brutales tant dans la presse flamande que dans une revue scientifique. Il y aurait de nombreux autres exemples à donner, en Belgique et ailleurs. Ceux qui agissent de la sorte sont tout aussi responsables que ceux auxquels ils reprochent, à juste titre, d'avoir soutenu le régime qui a conduit au génocide »[216].

[215] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.118
[216] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.119

Reyntjens fait partie de ces personnes qui ont appuyé fortement le régime Habyarimana auteur du génocide, nous l'avons démontré à suffisance. Il devrait s'attaquer aux autres en commençant par lui-même.

Récemment, Reyntjens s'en est pris à l'ambassadeur de France au Rwanda, Mr Antoine Anfré qui, à la fin de son mandat postera un tweet d'adieu le 13 août 2025 dans lequel il exprime ses souvenirs: « Ceci est mon dernier post en tant qu'ambassadeur de France au Rwanda : « je quitte Kigali à l'issue de quatre belles années de mission, qui ont permis de conforter l'amitié France-Rwanda ». Reyntjens réagira avec un jugement de valeur honteux en disant: « L'ambassadeur Anfré a mieux représenté le Rwanda que la France! » Où est l'expertise scientifique dans une telle accusation ? Où est l'éthique intellectuelle ?

4.6. Opposition aux poursuites contre le génocidaire Froduald Karamira

Froduald Karamira était l'un des dirigeants extrémistes du parti politique MDR. Karamira fait partie des penseurs et organisateurs du génocide. Il est notamment connu pour avoir, le 23 octobre 1993, appelé lors d'un meeting des partis politiques MDR, MRND et CDR à l'unité des Hutu pour l'extermination des Tutsi. Exilé en Inde, il a en 1996, à la demande du Rwanda, été embarqué sur un avion de ligne éthiopien et a tenté de s'échapper lors d'une escale à Addis Abeba. Il a été aussitôt rattrapé puis incarcéré pour un temps. Des tractations ont alors commencé. D'une part, le TPIR qui voulait le saisir, et d'autre part le Rwanda le réclamait à juste titre, et c'est là que l'ingérence forte de Reyntjens se manifestera pour le soustraire à la justice.

Reyntjens explique ses interventions en faveur de Karamira de façon suivante : « Froduald Karamira s'est installé en Inde après la victoire du FPR. (...) Reconduit au Rwanda, il tente d'échapper lors d'une escale à Addis-Abeba, mais il est vite rattrapé et incarcéré dans une prison de la capitale éthiopienne. Alerté par son frère, qui

vit à Nairobi, je contacte Catherine Cissé, proche collaboratrice de Goldstone[217] et de ses successeurs; jusqu'à son départ du bureau du procureur, cette franco-sénégalaise charmante et compétente constitue ma ligne de contact constante. Je veux éviter que Karamira soit extradé au Rwanda (...). Je contacte en même temps un avocat belge, Me Scheers qui accepte de défendre les intérêts de Karamira dans ses rapports avec le TPIR »[218].

En voulant soustraire Karamira à la justice, Reyntjens connaît son rôle clé dans la planification et exécution du génocide. Passons-lui la parole encore une fois : « Je pense n'avoir pu sauver 'à distance' qu'une seule famille, dans des circonstances particulièrement éprouvantes. Le 15 avril [1994], M.T., l'épouse d'un collègue tutsi, ancien doyen de la Faculté de Droit, m'appelle pour annoncer que son mari a été tué par des miliciens avec lesquels il gardait pourtant une barrière dans leur quartier de Nyamirambo. RTLM l'avait dénoncé, indiquant l'endroit où il se trouvait et appelant à son meurtre. Lorsqu'elle me dit qu'elle vient de l'enterrer dans le jardin, je ne sais quoi lui dire et demande ce qu'elle va faire. Elle me répond très calmement qu'elle et ses enfants attendent d'être tués d'un moment à l'autre. A ma question : 'Qui contrôle les miliciens qui ont tué ton mari ?', elle répond avec une pointe d'ironie teintée de cynisme : 'Ton ami Karamira'.

(...) Je demande à M.T. si je peux appeler Karamira pour tenter d'obtenir sa protection, tout en sachant que cela n'est pas sans risques, puisque cela attirera l'attention sur cette famille. Elle me dit que tout le monde sait où ils se trouvent et qu'ils vont de toute façon mourir. J'appelle tout de suite Karamira. Je lui dis que ses hommes ont tué l'époux de M.T., que c'est inadmissible, mais que le mal est fait. En revanche, sa famille est en vie et elle doit le rester.

[217] Richard Goldstone est à cette époque Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda

[218] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.89

Je dis à Karamira que je le tiens pour responsable du sort de ces gens et que, s'il leur arrivait la moindre chose, je le pourchasserais où qu'il se trouve, pour qu'il réponde de ce crime.

Karamira est très gêné ; il rouspète quelque peu, affirme qu'il ne contrôle pas toutes les barrières à Kigali, mais finit par me donner une vague promesse. M.T . et les enfants ont eu la vie sauve et ont pu s'installer en Suisse. Je ne suis pas certain que mon intervention y soit pour quelque chose, mais si c'est le cas, cet épisode montre bien à quel point des hommes comme Karamira avaient le pouvoir de décider de la vie et de la mort pendant cette période ».

Il ne faut, en aucun cas, avoir le moindre doute sur la puissance criminelle de Karamira et son rôle clé dans le génocide. Il faisait partie d'un cercle profondément extrémiste qui, le long du génocide, intervenait sur la radio nationale et RTLM pour inciter à l'accélération du génocide[219].

4.7. Rejet d'enquêtes des experts compétents sur l'attentat contre le Falcon 50

Depuis 1994, Filip Reyntjens a développé une thèse selon laquelle les tirs de missiles qui ont abattu l'avion présidentiel Falcon 50 dans la soirée du 6 avril 1994 ont été tirés à partir de Masaka, précisément au lieu-dit CEBOL[220] et que c'est le FPR qui est l'auteur de l'attentat. Dès le départ, la position de Reyntjens est de trouver tous les voies et moyens d'accuser le FPR. Il n'était pas intéressé par la vérité des faits. Reyntjens a fabriqué cette thèse sans jamais avoir mené d'enquête sur le terrain, et encore moins, sans disposer d'aucune compétence scientifique et expertise requises qu'exige

[219] Plus particulièrement, les 12/4/1994 et 21/4/1994 Froduald Karamira a lancé des messages au génocide sur les antennes de Radio à travers des émissions animées par le journaliste Jean Baptiste Bamwanga

[220] CEBOL signifie Centre d'élevage pour bovins laitiers qui se trouvait dans la vallée de Masaka. Ce Centre de recherche était géré par le projet Kigali-Est appartenant au Ministère de l'agriculture et était financé par la France. Dans ce projet, nombre de ses coopérants étaient des ingénieurs et assistants techniques français.

l'examen des crashs ou accidents d'avions. Dès lors, dès qu'une expertise scientifique s'oriente vers le côté contraire à ses fabrications accusatoires, il crie au complot.

En 2008, une enquête d'expertise a été menée au Rwanda par des spécialistes britanniques de l'Université Cranfield aboutissant à la désignation du camp militaire de Kanombe et ses environs immédiats comme lieu de départ des missiles SAM16 ayant abattu le Falcon 50. Reyntjens dénonça ce rapport scientifique dont il ne maîtrisait aucune compétence.

Entretemps en France, en 2007, le juge Marc Trévidic avait repris le dossier de Bruguière et menait cette fois-ci une véritable enquête à d'établissement des faits. En 2010, les juges français Marc Trévidic et Nathalie Poux effectuent une première avancée judiciaire réelle avec le transport sur les lieux du crime. Les deux juges se sont déplacés au Rwanda avec un groupe d'experts en balistique, acoustique, explosif et ont opéré de minutieux relevés cartographiques. Leur rapport rendu public par le juge Trévidic le 10 janvier 2012 établit deux éléments capitaux. D'abord, l'avion a été atteint par deux missiles SAM-6 et l'ont fait exploser.

Ensuite, les missiles ont été tirés depuis le camp militaire de Kanombe, place forte de l'armée officielle, de la garde présidentielle du président Habyarimana et de commandos d'élite. Pris au dépourvu, Reyntjens perd ses arguments sur sa thèse de Masaka, et opta pour une évasion qu'il maintient toujours, de dire que les experts français n'ont pas désigné l'auteur des tirs. Très curieux n'est-ce pas ! Qui d'autre peut-il être l'auteur des tirs si pas l'armée rwandaise qui était responsable de ce camp militaire, le plus important du Rwanda à l'époque ? Rappelons que ce camp Kanombe abritait les unités d'élite dont le bataillon paracommando du major Aloys Ntabakuze, les éléments de la garde présidentielle du major Protais Mpiranya, l'unité Lutte Anti-aérienne qu'a dirigée le colonel Bagosora, et qui est aux ordres du colonel Laurent Serubuga, le bataillon des bâtiments militaires du major Augustin Ntibihora et bien d'autres.

A la suite de cette enquête, le 26 décembre 2018, les juges d'instruction ont rendu un non-lieu, confirmé en appel en août 2020, puis validé de façon définitive le 15 février 2022 par la cour de cassation française, mettant ainsi fin aux spéculations sur les responsabilités accusant le FPR dans ce dossier. Mais, Reyntjens ne se soumet pas aux conclusions des enquêtes comme le ferait tout expert sérieux. Il s'obstine toujours à accuser le FPR d'en être l'auteur[221] sans aucun élément. Il faut aussi dire que dans les années qui ont suivi les mandats d'arrêt de Bruguière, plusieurs de ses témoins clés se sont rétractés, d'autres ont été contredits. Pièce par pièce, la construction du juge Bruguière s'est totalement défaite.

Revenant à Reyntjens, ce qui est encore plus bizarre est que le 10 décembre 1998, il a écrit au député français Bernard Cazeneuve, rapporteur de la Mission Française d'Information Parlementaire sur le Rwanda, une lettre dans laquelle il reconnaissait que des sources britanniques et belges lui ont confirmé que les ex-forces armées rwandaises disposaient de missiles SA-16 qui ont été utilisées pour abattre le Falcon 50 de Habyarimana.

Lisez : « En réponse à votre lettre du 3 décembre [1998] je vous confirme que j'ai obtenu les numéros de série des lanceurs SA-16 de la part des FAR, et plus particulièrement le colonel Bagosora. C'est par le biais de l'avocat de ce dernier, Me Luc De Temmerman, que ces données me sont parvenues. Je saisis l'occasion pour vous confirmer par écrit ce que je vous ai dit lors de notre dernier entretien à Bruxelles, c'est-à-dire que mes anciennes sources britanniques et belges m'ont confirmé (ma source britannique ajoute 'adamantly') que d'après leurs renseignements, ces missiles font partie d'un stock prélevé par la France en Irak. »

[221] Reyntjens F., « *Retour sur l'attentat de Kigali, l'étincelle qui a allumé le feu du génocide*», Institute of Development Policy, University of Antwerp, september 2020. Il défend régulièrement cette même thèse sur les réseaux sociaux.

4.8. Recours aux génocidaires pour accuser le FPR

L'acharnement de Reyntjens à vouloir la tête du FPR par tout moyen est fréquent. En témoigne ce courrier du 9 mai 1997 qu'il a adressé à Hassan Ngeze, journaliste responsable du journal génocidaire Kangura. Reyntjens sollicite à Ngeze son entière coopération pour accuser le FPR de responsabilité dans l'attentat contre l'avion du président Habyarimana. Lisez :

« Cher Monsieur Ngeze,

Votre lettre datée du 18 février accompagnée du texte à l'intention d'African Rights ne m'est parvenue qu'il y a quelques jours. Cela explique le retard de cette réponse. J'ai à plusieurs reprises, tenté d'entrer en contact avec vous. En annexe, je vous envoie trois lettres que j'ai en vain tenté de vous faire parvenir ces derniers mois. Je vous prie de bien vouloir essayer de répondre à la question que je vous soumets. Ce serait en effet crucial de pouvoir prouver l'implication du FPR dans l'attentat contre l'avion du président Habyarimana. Si des collaborateurs de RTLM se trouvent à Naïrobi, vous pourriez peut-être voir avec eux si une réponse à ma question peut être trouvée. Par ailleurs, je suis bien évidemment disposé à rencontrer un journaliste de Kangura. Il suffit de me contacter quelques semaines à l'avance pour fixer un rendez-vous. Dans l'espoir de vous lire ou de vous rencontrer bientôt, je vous prie d'agréer, cher Monsieur Ngeze, mes salutations distinguées ».

4.9. Reyntjens connaissait le caractère criminel de Ngeze

Reyntjens a contacté Hassan Ngeze pour accuser le FPR tout en étant totalement conscient du caractère génocidaire de cet individu. Reyntjens avait déjà décrit le rôle de Hassan Ngeze dans les massacres de Tutsi au Bugesera. Lisons : « En mars 1992, écrit Reyntjens, des interahamwe et des militaires de la Garde présidentielle et du camp Mayuya (un total d'environ 75 militaires) ont été envoyés au Bugesera. Les militaires étaient

en civil et armés de poignards et de pistolets. Les personnes, en particulier des Officiers du Ministère public et des Inspecteurs/ officiers de Police judiciaire, qui auraient pu gêner l'opération, avaient été mutés auparavant. Les fauteurs de troubles ont été transportés par des véhicules des Ponts et chaussées ; l'essence nécessaire à l'opération était fournie par MM. Rwabukumba et Nzirorera, et aurait été transportée par Hassan Ngeze et stockée chez le bourgmestre Rwambuka.

Arrivés initialement à Gashora, les interahamwe et les militaires, aidés par des interahamwe locaux, se mêlaient dans la population. Ensuite ils attaquaient quelques cibles définies à l'avance: des familles tutsi ou appartenant à l'opposition; de là, les violences se répandaient. La complicité de certains services est évidente (...) On notera également le rôle central joué par le service des Ponts et chaussées; non seulement met-il en oeuvre des véhicules et des bons de commande d'essence, mais le Fonds routier sert de véritable caisse noire pour le financement d'un nombre d'activités illégales. (...) Les fauteurs de troubles bénéficient de protections en haut lieu. Hassan Ngeze, le directeur du journal extrémiste Kangura, qui a joué un rôle dans les événements du Bugesera, vient me rendre visite à mon hôtel »[222].

En somme, Hassan Ngeze que le professeur Reyntjens contacte à la fin du génocide pour l'inciter à collaborer avec lui dans la mise en accusation du FPR est un criminel notoire dont il connaît parfaitement, depuis 1990, son implication dans la préparation et exécution du génocide.

5. Mise en cause des mesures de prévention visant la paix

Après le génocide, Reyntjens s'est montré actif dans la lutte contre la mise en place d'un système de prévention du génocide et son idéologie.

[222] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.59-63

5.1. Opposition à la répression de l'idéologie du génocide

En 2001, puis en 2008, le législateur rwandais a adopté des textes qui érigent les actes d'idéologie du génocide, divisionnisme et négationnisme en infractions punissables. Reyntjens s'empressa de les dénoncer en les qualifiant de « lois politiques »[223], sans se soucier de l'ampleur et de la gravité d'actes de violence qui sévissaient au Rwanda, en particulier ceux touchant aux assassinats de survivants du génocide. A titre d'exemple, en 2006, le Sénat rwandais a publié un rapport éloquent démontrant que l'idéologie du génocide était un problème récurrent malgré des efforts évidents mis en place par le Gouvernement pour son éradication.

De même, en décembre 2007, une commission parlementaire instituée pour mener une enquête sur l'idéologie du génocide dans les écoles, a démontré que sur 32 écoles secondaires, 26 d'entre elles étaient minées par ce crime. C'est suite à ce constat que les lois N°47/2001 du 18/12/2001 portant répression des crimes de discrimination et pratique du sectarisme, ainsi que la loi N°33 Bis du 6/9/2003 réprimant le crime de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre ont été revues et modifiées par la loi N° 18/2008 du 23/7/2008 réprimant l'idéologie du génocide et infractions connexes.

En s'attaquant à la loi rwandaise portant répression de l'idéologie du génocide, Reyntjens reprenait le contenu du Communiqué d'Ingabire Victoire Umuhoza qui avait critiqué ladite loi prétendant qu'elle avait un « caractère volontairement flou, donne un pouvoir discrétionnaire illimité au Parquet et ouvre la voie à la chasse aux sorcières et à des accusations fallacieuses motivées par des considérations politiciennes ».

Ces attaques sont infondées. En effet, plusieurs Etats européens répriment tout autant l'idéologie du génocide, plus particulièrement le négationnisme de l'Holocauste, et personne,

[223] Reyntjens F., *réaction sur Rwandanet@yahoo groupes*, 3 juin 2010 ; voir également Reyntjens F., *l'Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 2007-2008

Filip Reyntjens y compris, ne nie le bien-fondé de telles lois. Par exemple, le 19 avril 2007, soit une année avant la promulgation de la loi rwandaise sur l'idéologie du génocide, le parlement européen a adopté une décision-cadre qui exige aux Etats de légiférer contre le racisme en général, y compris la négation de l'holocauste. Cette décision dispose que seront punis des actes relatifs à « l'apologie publique, la négation ou la banalisation grossière des crimes définis à l'article 6 de la Charte du tribunal militaire international de Nuremberg annexé à l'Accord de Londres du 8 août 1945, dirigée contre un groupe de personnes ou un membre d'un tel groupe défini par référence de la race, la couleur, la religion, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, où le comportement est exercé d'une manière susceptible d'inciter à la violence ou la haine contre un groupe ou un membre d'un tel groupe ».

En application de tels textes, des Etats comme l'Allemagne, France, Autriche, Suisse, Suède, Portugal, Espagne, Italie, Roumanie, Slovaquie, Luxembourg, Andorre et autres, disposent des textes répressifs du négationnisme de la Shoah. Il est alors à se demander pourquoi Filip Reyntjens voudrait que le Rwanda, pays ayant subi le dernier génocide du 20ème siècle, ne fasse pas tout autant dans la prévention et la répression de l'idéologie de haine qui a engendré le génocide.

5.2. Enfermement dans l'ethnicité

Filip Reyntjens publie annuellement depuis 1994 un ouvrage qu'il a souvent intitulé « L'Afrique des Grands Lacs en crise », dans lequel apparaît fréquemment la liste des dirigeants et cadres rwandais avec leur label ethnique. L'une des principales questions est de se demander là où Reyntjens se fonde pour désigner de nos jours l'ethnie des Rwandais dans la mesure où depuis juillet 1994, le Rwanda a supprimé la mention ethnique dans les pièces d'identité de ses citoyens. Ce fait pour Reyntjens de distiller sans relâche l'ethnicité, témoigne de la nostalgie ethniste que ce «chercheur-acteur » porte dans ses mémoires et engagements plus

politiques qu'universitaires. Si je compare cela avec la France où j'ai fait mes études universitaires, lorsqu'un Gouvernement français est constitué, il ne vient jamais à l'esprit de personne de scruter la liste pour compter le nombre de Corses, de Bretons, de Bourguignons, de Catalans, d'Alsaciens ou de Parisiens qui en font partie ! Même en Belgique, malgré la persistance des différences affichées entre Wallons-Flammands, un tel comptage n'existe pas.

Il est alors à se demander les motifs pour lesquels Filip Reyntjens n'abandonne pas le comptage ethnique au Rwanda si ce n'est son obstination de continuation de l'esprit colonial qui, au regard d'un grand nombre de Belges, au Rwanda, on est soit Hutu soit Tutsi, comme en Belgique on est Wallon ou Flammand! Or, il n'en est rien, ou plutôt il n'en était rien avant l'arrivée des missionnaires et colonisateurs belges au Rwanda.

On oublie souvent ou on ignore comment un Rwandais devenait Hutu ou Tutsi par des critères totalement arbitraires selon la taille ou le nombre de têtes de bovins. Le cas le plus absurde est celui de naître d'un père hutu ou tutsi. Par exemple, un frère et une soeur tutsi de même père et mère qui se mariaient l'un avec une fille hutu et l'autre avec un garçon hutu, auront des enfants qui ne sont pas de la même ethnie ! Le frère époux d'une fille hutu aura des enfants tutsi et sa soeur mariée à un mari hutu aura des enfants de mention ethnique hutu ! Ainsi, les cousins germains n'obtenaient pas la même ethnie !

Pendant le génocide, il est souvent arrivé que des oncles ou des tantes, des cousins ou des cousines, tuent les enfants de leurs familles qui n'avaient pas d'identité ethnique qualifiée de hutu.

Cette politique coloniale a fait trop de dégâts au Rwanda, et c'est cela que le FPR a banni. Ne pas comprendre le bien-fondé d'une telle mesure pour l'unité des Rwandais et perpétuer cette pratique, comme le fait Filip Reyntjens, relève d'une manoeuvre destructrice qu'il convient de combattre.

5.3. Animosité contre le Chef de l'Etat Rwandais

La haine de Reyntjens contre le Chef de l'Etat rwandais est très profond à tel point qu'il écrit qu'il s'est même déplacé à Kampala pour convaincre les responsables ougandais de coopérer avec lui dans cette haine. Voici ses révélations : « En novembre 2000, je tente ma chance en contactant l'aide de camp d'un général ougandais. Pour le convaincre de coopérer, je lui fais passer le message suivant: Alors qu'il est parfaitement légitime pour l'Ouganda d'aider un allié, notamment par la fourniture d'armes et de munitions, la chose devient différente si cet allié, à votre insu, utilise ces armes pour abattre un avion présidentiel. Vous avez ici une occasion rêvée d'en découdre avec Kagame, sans devoir vous exposer vous-mêmes »[224]. Tout est dit ! Un autre exemple est survenu le 7 février 2008 à Bruxelles où se tenait une conférence dite « de feu » sur les mandats d'arrêt du juge espagnol Fernando Andreu Merelles contre quarante hauts responsables rwandais[225], animée par l'avocat espagnol négationniste Me Jordi Palou Loverdos, proche de Reytjens. Reyntjens décrit sa collaboration avec Me Loverdos comme suit : « Il faut que je précise (...) j'ai eu des échanges fréquents avec Jordi Palau Loverdos, avocat des parties civiles »[226]. Prenant la parole, Reyntjens a utilisé un langage injuriant le Chef de l'Etat rwandais comme suit : « Quelle doit être la position d'un pays partenaire du Rwanda qui doit serrer la main du président Kagame? ( ) Je serai tenté de dire : Kagame et les quarante voleurs!»

Reyntjens renforce sa ligne de haine contre le Chef de l'Etat Rwandais allant jusqu'à déclarer que son engagement anti-Rwanda est motivé par la jalousie des réussites et considérations internationales qu'il obtient. Lisez : « Lorsque je me rends compte que le FPR a commis et continue de commettre les pires crimes,

---

[224] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.99

[225] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.97

[226] La justice espagnole a finalement abandonné ces mandats reconnaissant leur caractère politique, pas juridique

le seul choix qui se présente est celui du militantisme (...). Ce militantisme n'est pas inspiré uniquement par un sentiment de justice pour les victimes, mais également par la révoltante facilité avec laquelle le FPR parvient à s'assurer l'impunité la plus totale. Pire, un régime profondément criminel est présenté comme un modèle pour l'Afrique, Kagame est reçu partout avec tous les honneurs, on lui confère des doctorats honoris causa, des distinctions et des prix, il est applaudi lors des multiples conférences qu'il donne de par le monde, et le Rwanda devient un endroit où les grands de ce monde-politique, médiatique, voire des affaires – se bousculent au portillon. Tony Blair devient conseiller 'non rémunéré' de Kagame. J'ai expliqué pourquoi cette imposture est devenue possible, mais elle me choque profondément »[227].

On voit clairement que c'est la jalousie qui fait mal à Reyntjens, lui qui avait juré dès 1994, que le régime du FPR ne résistera pas à l'épreuve du temps. Observant tout le contraire, les succès du Rwanda lui font mal en tant qu'ancien conseiller du président Habyarimana, et au lieu de la reconnaissance de ses erreurs, il va jusqu'à nier les évidents progrès du Rwanda dans la bonne gouvernance : « Il n'y a pas que le passé criminel du FPR qui me fasse partir en campagne. D'après toutes les informations qui me viennent du Rwanda, y compris des collines les plus reculées, la lamentable gouvernance politique est source d'une grande violence structurelle, dont on sait que, un jour ou l'autre, elle débouche sur la violence aiguë. J'ai donc ce sentiment d'appréhension que j'avais déjà connu avant 1994. L'exclusion et la marginalisation de la plus grande partie de la population – et je ne pense pas qu'aux seuls Hutu[228] - créent et entretiennent les frustrations, ressentiments et haines.

[227] Les risques du métier, p.120-121

[228] Comment Reyntjens identifie-t-il les Hutu et les Tutsi au Rwanda d'aujourd'hui ? Mystère !

Le développement que voient les étrangers est essentiellement concentré à Kigali, la vitrine du régime[229]. La déconnexion avec le reste du pays est énorme et l'inégalité, calculée sur base du facteur Gini, a doublé depuis que le FPR est au pouvoir.Malgré les apparences de sécurité, de propreté et de 'progrès' le Rwanda est donc un volcan qui attend son éruption »[230].

En septembre 2025, lorsque le Ministère belge des affaires étrangères annule la conférence de Reyntjens à Anvers, au lieu de voir les motifs là où ils se situent en Belgique et en tirer des leçons y relatives, il va d'une part sanctifier et amadouer le ministre des affaires étrangères belges : « J'ai du respect pour le ministre Prévot, pour ses positions à l'égard du Rwanda pour son rôle en République Démocratique du Congo. Je pense qu'il a été mal conseillé »[231]. Puis, il s'en prend, une fois de plus, au Chef de l'Etat rwandais qui n'a rien à faire dans un dossier strictement interne belge : « La décision est en contradiction avec l'indépendance de l'Institut», écrira Reyntjens sur X. «Elle n'aboutira pas au respect de Paul Kagame mais à son mépris et renforcera la conviction de Kagame qu'il peut boxer au-dessus de sa catégorie».

5.3. Virulence contre des officiels rwandais

De nos jours, les interventions quotidiennes de Reyntjens sur les réseaux sociaux sont des attaques, injures, mensonges, calomnies et diatribes de toutes sortes contre le gouvernement rwandais dans son ensemble. Personnellement, je fais partie de cadres qu'il attaque comme bon lui semble, de même que mon

[229] Rappelons que Filip Reyntjens qui écrit ces contre-vérités, son récent séjour au Rwanda date de plus de trente-un ans, précisément un séjour de cinq jours en octobre 1994

[230] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.121

[231] La Libre Belgique, 10 septembre 2025. Reytnjens ne veut pas mécontenter Prévot étant donné que dans la Belgique s'est souvent référé à lui pour rédiger des notes diplomatiques d'accusation contre le Rwanda, demandant des sanctions dans différentes instances internationales. Reyntjens ne veut pas perdre cette considération

collègue Olivier Nduhungirehe. Il ne nous reproche aucun fait délictueux, mais nous attaque uniquement dans l'accomplissement de notre travail. Un exemple :

En février 2025, je participais à une conférence à Nyagatare organisée pour les jeunes de la province de l'Est sur l'unité des Rwandais en préparation à la 31ème commémoration du génocide. Le lendemain, le Journal The New Times a mis à sa Une une photo où je figurais avec les jeunes. Reyntjens a posté cette photo en me comparant avec le génocidaire Léon Mugesera. Pour rappel, Léon Mugesera qui était conseiller politique du parti présidentiel MRND est allé le 22 novembre 1992 à Kabaya dans le District de Ngororero où il a prononcé un discours public d'incitation directe à l'extermination des Tutsi. Et aujourd'hui, le prétendu «expert» Filip Reyntjens compare un officiel rwandais qui donne une communication aux jeunes pour honorer la mémoire, bâtir l'unité nationale, la réconciliation et la résilience à un criminel comme Mugesera ? Comble du malheur, Reyntjens lance de telles accusations sans jamais avoir suivi mon discours et sans jamais comprendre le Kinyarwanda, la langue utilisée dans cette conférence !

5.4. Mobiles de l'hostilité de Reyntjens contre le FPR

La question pertinente qui mérite d'être posée est celle de connaître l'origine de la haine que Reyntjens ne cache pas et qui ne cesse pas. L'analyse de Servilien Sebasoni apporte une réponse éclairante qui me paraît une explication convaincante: « Lorsque le Front Patriotique Rwandais apparut à l'horizon, soulève Sebasoni, il y eut une tentative brève de séduction mutuelle. Il s'avéra assez tôt que le FPR était indocile à toute direction intellectuelle étrangère, surtout venant de l'ancienne puissance coloniale. Entre Filip Reyntjens et le FPR, il n'y eût jamais de cordialité. Le patriotisme du FPR voulait refonder la nouvelle société rwandaise sur ses bases culturelles séculaires, dont l'unité nationale par-dessus les 'ethnies'. Un casus belli entre FPR et Filip Reyntjens L'important pour les Rwandais n'était pas de refuser à Filip Reyntjens la direction intellectuelle de leur pays.

Il était urgent d'écarter un homme porteur d'un ethnisme qui avait divisé les Rwandais et venait de les mener au génocide. Et si un moment le Rwanda a décidé de ne plus accorder de visa à Filip Reyntjens, c'est qu'on n'invite pas un lépreux quand la lèpre vient d'emporter des membres de la famille. Filip Reyntjens en conçut une hargne durable. Il mettra désormais tous ses moyens, qui sont considérables, et un acharnement infatigable à nuire au nouveau Rwanda »[232].

6. La qualité d'expert de Reyntjens contestée internationalement

Diverses institutions internationales, des Etats et des collègues universitaires de Reyntjens sont nombreux à rejeter sa qualité d'expert, dénonçant son absence d'intégrité.

6.1. Au Tribunal pénal international pour le Rwanda

Le débat sur la qualité d'expert de Reyntjens est revenu à diverses reprises. Intervenant comme « expert » de la défense dans le procès Butare, Reyntjens s'est heurté aux contestations des avocats de Pauline Nyaramasuhuko et son fils Arsène Ntahobari, co-accusés avec Joseph Kanyabashi. Les débats se sont étendus sur la vraie qualification de Reyntjens et la mise en doute de ses connaissances réelles sur le Rwanda pendant et après le génocide.

La partie défenderesse représentée par Me Marquis a soulevé une somme d'arguments très pertinents, rejetant la qualité d'expert de Filip Reyntjens sur le Rwanda : « Le rôle d'un témoin expert, c'est d'informer les Juges sur des questions particulières, d'une nature technique, qui demandent une connaissance particulière dans un domaine précis. Je comprends des cinq sujets sur lesquels Maître Marchand voudrait que le témoin soit déclaré expert... relèvent de champs d'expertise spécifiques. Reyntjens ne répond pas à ces champs d'expertise spécifiques. Pour être un expert en histoire du Rwanda, il y a un concept sousjacent : Il faut être un historien.

[232] Servilien Sebasoni, *Le Rwanda: Reconstruire une nation*, 2007

Je veux bien que Monsieur Reyntjens soit un expert en droit. (...) Les mesures gouvernementales du Rwanda, je soumets respectueusement qu'on ne sait trop ce que ça veut dire, dans les faits. C'est manifestement quelque chose qui sort d'un champ d'expertise précis comme la médecine, le droit, les sciences politiques et autres. Alors, j'ai un peu de difficulté à admettre cette qualification qui m'apparaît englober trop de choses.

Quant aux trois autres aspects : Histoire contemporaine du Rwanda, enquêtes et analyses historiques - y compris les événements de 1994 -, pour ces deux points, il nous dit lui-même dans son rapport, et pendant son témoignage, que pour les faits, il s'en reporte à Madame Des Forges. Je vois difficilement comment quelqu'un peut venir prétendre être un expert dans ces deux domaines. Comment quelqu'un peut prétendre être un expert et se baser sur le livre de quelqu'un d'autre ? Je m'y objecte donc formellement.

Quant au dernier aspect : Droits humains et droits de la personne, entre autres, au Rwanda, le problème est, lorsque par la suite, on y ajoute 'comprenant les enquêtes et analyses dans ce domaine'. Alors que le témoin nous dit qu'il n'a mené aucune enquête sur les événements qui nous préoccupent ici, Butare, et particulièrement lorsqu'il nous dit 'incluant la situation des droits de la personne au Rwanda avant, pendant et après les événements de 1994'. Alors, je vous soumets respectivement que ceci ne suffit pas à qualifier quelqu'un d'expert. Je ne vois rien, dans ce que Monsieur Reyntjens soit d'une nature technique sur des questions spécifiques... aucune connaissance spécifique. Il ne la possède pas, cette connaissance spécifique. Par conséquent, à mon avis, Monsieur Reyntjens n'a pas rempli les obligations relatives à la qualification d'expert que relativement à la mention d'expert en droit et en droits humains et droits de la personne. Mais en ce qui concerne Butare, je vous soumets respectivement qu'il n'en a pas la connaissance suffisante pour générer une qualification d'expert dans ce domaine précis »[233].

[233] TPIR, Affaire N° ICTR-98-42-T, Chambre II, 18 septembre 2007, Le procureur contre Pauline Nyiramasuhuko, Arsène Shalom Ntahobali, Sylvain Nsabimana, Alphonse Nteziryayo, Joseph Kanyabashi, Elie Ndayambaje.

Il faut dire que Reyntjens avait, lors de sa présentation liminaire, expliqué sa qualité d'expert qui n'était guère convaincante. D'abord, il a indiqué qu'il était professeur de droit africain, et qu'il avait progressivement glissé vers le champ de la politique et du développement : « Je suis actuellement professeur de droit africain et de politique à Anvers, et je suis Président de l'Institut de développement... l'Institut de gestion et de développement politique Institut de politique et de gestion du développement ». Le premier problème qui se pose dans le cas d'espèce est que le droit africain n'existe pas. En Afrique, on n'a pas un droit africain qui serait l'équivalent du droit européen incarné par les institutions de l'Union européenne.

Quant à ses publications qui justifieraient son expertise scientifique sur le Rwanda, Reyntjens a répondu comme suit : « Je laboure un champ assez large. J'ai publié sur le droit rwandais, sur la situation des droits de l'homme au Rwanda, sur les élections, l'histoire immédiate, l'évolution politique entre les années 80 et le moment immédiatement précédant le génocide, le Rwanda et les autres pays de la région dans le cadre de la géopolitique de la région des Grands Lacs ».

Somme toute, la qualité d'expert exige des critères de scientificité élevé, parmi lesquels figurent la connaissance profonde du sujet que l'on traite, une expérience de terrain basée sur des faits précis que l'expert a lui-même vus, vérifiés, confrontés et analysés pour parvenir à des conclusions irréprochables tant sur le plan de la méthodologie que de leur contenu. Ce n'est pas le cas pour Reyntjens en ce qui concerne ses écrits sur le Rwanda depuis 1994.

6.3. Contestation des universitaires et observateurs de renom

En 1991, le quotidien belge La Libre Belgique notait à l'égard de Reyntjens que « ses opinions favorables à la révolution hutu sont connues »[234]. Actuellement, ce sont des universitaires spécialistes des questions historiques et politiques qui s'expriment à son sujet.

[234] La Libre Belgique, 26 novembre 1991

Ainsi, le 25 septembre 2017, après la parution d'un numéro de la revue QUE SAIS-JE ? rédigée par Reyntjens aux éditions universitaires de France, falsifiant l'histoire des faits constitutifs du génocide perpétré contre les Tutsi, un collectif de 90 personnalités essentiellement européens, dont de nombreux historiens, publia au Journal Le Monde une tribune dans laquelle ils démontraient la mauvaise foi et le caractère peu scientifique de Filip Reyntjens. Ils notaient ceci : « On ne peut que se réjouir du fait que ce sujet, sous haute tension politique à cause du rôle joué par l'Etat français au Rwanda, fasse l'objet d'une synthèse accessible. Mais s'il mime l'objectivité scientifique, cet ouvrage a tout du brûlot politique: l'ensemble du texte semble guidé par un seul but : dénoncer le Front Patriotique Rwandais (FPR) ».

De nombreuses critiques du même genre ont suivi, laissant penser une remise en cause de l'auteur et son éditeur, mais en 2021, ils publièrent une deuxième édition dans laquelle les mêmes fautes sont reprises délibérément. Le Journal Libération du 21 septembre 2021 fera un article sur cette publication avec un titre éloquent : « Génocide des Tutsis : un 'Que Sais-Je ?' qui ne sait pas grand-chose. » Les auteurs émettent leurs critiques à la fois contre l'auteur et son éditeur : « Nous ne pouvons que nous étonner qu'un éditeur, visant à mettre le savoir à la portée de tous, ait pu ignorer les alertes d'historiens reconnus et participe à la diffusion, une deuxième fois, de thèses niant des éléments fondamentaux du génocide des Tutsis. Ce faisant, le groupe d'édition Humensis (propriétaire des PUF) a non seulement contribué à la vulgarisation de thèses historiquement obsolètes, mais apporte également du crédit à un auteur défendant des thèses révisionnistes sur le dernier génocide du XXe siècle »[235].

[235] Parmi les auteurs de cette rubrique figurent des historiens de renom comme le professeur Stéphane Audouin-Rouzeau, directeur de recherches à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) Paris, Dr Hélène Dumas, EHESS, Dr Annette Becker, professeur d'histoire à l'Université Paris Nanterre, Dr Juliette Bour EHESS, etc

Les auteurs qualifient Reyntjens de négationniste en étayant les raisons objectives : « Engagé dans une guerre médiatique contre le Front patriotique rwandais (FPR) depuis 1990 au détriment de l'objectivité de ses travaux, Filip Reyntjens reprend les thèses nauséabondes attribuant la responsabilité du génocide des Tutsis au FPR qui, dès octobre 1990 'ne pouvait ignorer [ ] que l'attaque mettrait en péril de façon aiguë les Tutsis de l'intérieur', accablant les victimes du génocide d'une partie de la responsabilité de leurs bourreaux ».

Et les auteurs de poursuivre leur solide argumentation : «Reprenant l'un des arguments fétiches des auteurs du génocide, Filip Reyntjens nie la planification préalable du génocide commis contre les Tutsis, en soutenant qu'il fut le résultat d'un processus non prémédité, déclenché par l'assassinat du président Habyarimana et facilité par la peur du Tutsi existant au sein de la population. Cette négation de la planification du génocide, étayée de manière douteuse par des sources limitées et sélectives, est d'autant plus étonnante que ce même Filip Reyntjens déclarait en 1995, sous serment devant la justice belge : 'Cependant je sais d'après de nombreux témoignages fiables qu'un projet génocidaire et de massacres politiques existait depuis longtemps et dont on voit les premiers signes déjà à la fin de l'année 1991».

CONCLUSION

Dans un pays comme le Rwanda qui a connu un génocide, et eu égard à la persistance de l'idéologie du génocide présente dans des pays de la région : Rwanda, Burundi, République Démocratique du Congo, il faut toujours privilégier, comme le fait le Rwanda depuis la fin du génocide, une identité nationale qui transcende l'identité ethnique. C'est ce seul choix qui construit la paix, pas l'inverse.

L'unité des Rwandais est historique malgré le génocide. D'ailleurs, l'unité des Rwandais et leur conscience nationale sont attestées dans tous les écrits des premiers explorateurs et missionnaires.

Le rapport des Rwandais à l'ethnie a été une création coloniale qui exige, pour la consolidation de l'unité du Rwanda, que l'on revienne aux valeurs coutumières et historiques qui la fortifient. C'est le choix de l'unité qui a permis de reconstruire le Rwanda et qui est applicable aux trois pays de la sous-région des Grands Lacs, encore habités par les résidus de l'idéologie criminelle semblable à celle qui a causé et permis le génocide des Tutsi en 1994.

Tout « expert » qui ne se situe pas dans l'orientation de consolidation de l'unité nationale, mais qui promeut la division, la haine et la déformation historique des faits est très dangereux pour le Rwanda et toute la région des Grands Lacs.

Tel est le cas de Filip Reyntjens.

A TRAVERS LIVRES ET REVUES

Ces deux dernières années 2024-2025 ont vu la publication de plusieurs ouvrages de qualité sur le génocide perpétré contre les Tutsi, signe que ce crime et ses conséquences constituera à jamais une réalité historique de tous les temps. Un fait nouveau s'est observé par deux importantes publications émanant de deux religieuses de la congrégation des Soeurs Benebikira, respectivement Sr Marie Josée Mukabayire et Sr Anna Béata Murekatete qui ont pris la plume pour relater les expériences du génocide et offrir au public des témoignages inédits dans le milieu des congrégations religieuses.

1. «Lessons from the Genocide against the Tutsi : Resilience and Forgiveness», livre de Sr Marie Josée Mukabayire

Ce livre est sorti en librairie en 2024 et a été présenté publiquement le 3 janvier 2024 au Mémorial du génocide de Kigali à Gisozi en présence de l'auteure. L'ouvrage relate l'expérience de Sr Josée pendant le génocide où elle était responsable du Centre de Santé de Cyanika, District de Nyamagabe, sa fuite, l'extermination de sa famille, le courage de sa congrégation religieuse Benebikira, son départ à l'étranger d'abord en Europe, aux USA puis au Ghana la force d'inspiration pour rendre public la matérialité du génocide s'est avérée essentielle surtout avec l'appui de ses consœurs américaines ghanéennes qui lui ont manifesté une sympathie sans pareil et un encouragement pour rendre par écrit le vécu du génocide, au nom de la mémoire, de la guérison personnelle et collective, pour enfin honorer l'espoir d'un Rwanda pacifié.

Cet ouvrage met fin à la série de livres et écrits négationnistes écrits par des religieux rwandais et missionnaires qui sont devenus légion depuis la fin du génocide en juillet 1994.

Des prêtres rwandais comme Venuste Linguyeneza, Fortunatus Rudakemwa, Juvénal Rutumbu, Simon Habyarimana et bien d'autres ; et des missionnaires tels les Pères Blancs Serge Desouter, Guy Theunis, Hans Zoller et autres, en passant par l'irréductible Mgr André Perraudin, se sont tous distingués par la publication d'ouvrages et écrits négationnistes hautement condamnables. Qu'une humble religieuse Mwenebikira Sr Josée Mukabayire vienne enfin redresser les déviances, c'est du baume au coeur. Le lecteur anglophone aura intérêt à parcourir cet important ouvrage.

2. Le Génocide commis contre les Tutsi au Rwanda, Contribution des Benebikira à la protection des victimes et à la reconstruction du pays, Sr Anne Béata Murekatete

La soeur Anne Béata Murekatete a été la supérieure générale des Soeurs Benebikira. Son ouvrage présente l'intérêt d'être le tout premier livre sur le génocide des Tutsi écrit par une religieuse d'un rang supérieur. L'ouvrage relate les oeuvres des Benebikira à travers tout le pays lors du génocide. L'auteur y découvrira la hauteur du courage que plusieurs Benebikira ont manifesté pour sauver des vies, parfois les milices les ont exterminées avec les tutsi qu'elles protégeaient comme à la paroisse de Simbi où deux Benebikira hutu furent massacrées avec des Tutsi entassés dans le domaine paroissial. A Save, siège central de la congrégation des Benebikira, ces dernières sont restées soudées, hutu et tutsi, ont accueilli des centaines de réfugiés tutsi et ont pu sauver plus 270 Tutsi dans ce couvent de Save. Un acte de courage unique dans l'enfer du génocide.

La préface de cet ouvrage est l'oeuvre d'Antoine Mugesera, vice- président de DIALOGUE. Il résume magnifiquement son contenu en ces termes : 'Dans cette congrégation, personne n'a ni déserté, ni livré sa consoeur recherchée, ni même abandonné les Tutsi venus se réfugier dans les établissements ou centres de santé qu'elles dirigeaient. Personne n'a vendu son âme au diable.

Toutes les soeurs sont restées ensemble et au moins 18 d'entre elles l'ont payé de leur vie'.
Faute de pouvoir faire une revue de l'ensemble des livres publiés ces deux dernières années, nous fournissons ci-dessous leur liste (pas exhaustive) pour orienter les lecteurs de DIALOGUE.

Quelques livres à recommander publiés sur le génocide des Tutsi entre 2024 et 2025

- Nsengimana, Albert. *My mother killed me: Surviving the Genocide against the Tutsis in Rwanda.* Hugo & Compagnie, 2024.
- Akariza, Annely Laurette. *Rebounce: Transgenerational resilience in Rwanda - Resilience from ashes.* Inzozi Publisher, 2024.
- Hagenimana, Antoine. *The Grief of My Mother: A Treasure Hidden Under the Mountain - The Suffering and Resilience of a Child Survivor of the Genocide against the Tutsi.* iBABA, 2024.
- Iradukunda, Bruno. *My forgiveness story: A genocide Survivor's Story of Forgiveness & The In-Depth Study of the Theme.* Vital Readings Publishers, 2024.
- Le Scornet, Daniel. *Comprendre le Mécanisme Génocidaire.* Douce, 2025.
- Uwase, Dominique Alonga. 30 Years, *30 Stories: The light of hope will always shine. Imagine We Rwanda,* 2025.
- Dushimimana, Emmanuel. *My father's mysterious glasses.* Ingenzi Book Publisher, 2025.
- Nzamwita, Eric. *Gukurira mu gicucu cy'urupfu. Pallotti-Presse,* 2025.
- Mukurarinda, Gustave Mukunde. *The Snowfall: One Boy's Account of the 1994 Genocide Against the Tutsi.* Palmetto Publishing, 2025.
- Uwababyeyi, Honorine. *Diamonds in a Dustbin.* G&I Publishers, 2024.

- Hedden, Immaculée. *Munsi y'Ukuboko Kwayo Gukomeye.* Lulu publishing www.lulu.com, 2024.
- Ngabonziza, Jean Baptiste. *Munyaga mu icuraburindi: Amateka ya Jenoside yakorewe Abatutsi ku misozi ya Nkungu na Munyaga.* Besta Publishers, 2024.
- Nsanzabaganwa, Jean D'Amour. *Ntiryari iherezo: Amasomo twigiye mu bihe bigoye twaciyemo.* Tantum Publishers part of Tantum Group ltd, 2025.
- Umulinga, Josiane. *Survived to forgive, never again to genocide: Rwanda 1994.* John Mukora, 2024.
- Kayitesi, Judence. *The Unity Quest. tredition GmbH*, 2025
- Murangwayire, Liliane. *Surviving the Unthinkable*. Inzozi Publisher, 2025.
- Sr. Mukabayire, Marie Josée, *Lessons from the genocide against the Tutsi in Rwanda: Resilience and Forgiveness*. Digibooks Ghana.Ltd, 2025
- Kayitaba, Michel. *Agakiza gashyizwe mu ngiro: Umuti w'urwango n'isoko y'imbaraga zo kurwanya akarengane na jenoside*. Rwanda Editing and Literature Organization (RELO), 2024.
- Mutangana, Steven. *Rwanda: Imbabazi iwabo w'Abene-Imana*. Indoha Publishing House, 2024.
- Sr Murekatete, Marie Anna Beatha. *Le Génocide commis contre les Tutsi Au Rwanda: Contribution des Benebikira à la protection des victimes et à la reconstruction du pays.* SMC Ltd, 2025.

- Umubyeyi Béata Mairesses, EJO, livre disponible en français et en kinyarwanda. Elle est l'auteure d'autres ouvrages trouvables sur Amazon.fr comme *Après le progrès, La Cheminante*, 2019; *Tous tes enfants dispersés, Autrement,* France, 2019; and the English version, *All your children scattered*, Europa Editions, 2022 (US), 2023 (UK); *Culbuter le malheur, Mémoire d'encrier*, 2024 ; *Le convoi, Flammarion*, 2024 ; English translation : *The convoy, Open Borders Press*, Orenda Books, 2025.

- François Xavier Nsanzuwera, *Briseurs de destin : les cerveaux du génocide des Tutsi*, Presses Universitaires St Louis, 2024.

- Henri Rousso et alii, *Le choc. Rwanda 1994 : le génocide des Tutsi*, 7 mars 2024

- Jean Pierre Chrétien, *Combattre un génocide : un historien face à l'extermination des Tutsi du Rwanda* (1990-2024), 5 avril 2024

- Jean Marie Vianney Rurangwa, *le génocide perpétré contre les Tutsi du Rwanda expliqué à ses enfants*, Kindle Editions, 2025

- Maria Malagardis, *Avant la nuit, Talent Editions, 2025; Rwanda : Vers l'apocalypse, film documentaire,* 7 avril 2025

- Antoine Mugesera, *série d'ouvrages d'anthologie aux* Editions IZUBA:

  - Rwanda 1896 -1959 : *La désintégration d'une nation* (anthologie Vol.1)

  - Rwanda 1959 - 1962 : *La révolution manquée* (Anthologie Vol. 2)

  - Rwanda 1980-2010 : *Regards sur le Rwanda en marche* (Anthologie, Vol.3)

  - Rwanda 2009 - 2012 : *Du génocide et des rescapés* (Anthologie, Vol.4)

- Numukobwa Assumpta, *L'université m'a trahie*, 2025.
- Ngarambe François Xavier, *Le génocide contre les Tutsi du Rwanda*, l'Harmattan, 2025.
- Jean-Pierre Peeters, *Rwanda, 30 ans apres, encore et toujours*, les Lys Bleu, 2024.

DIALOGUE

THE PROLONGED GENOCIDE

Peace in the Great Lakes Region:
"An Analysis"

Special Edition 211

DIALOGUE

is a magazine of information and reflection.
It is published every three months.
DIALOGUE addresses social, economic, political, cultural, religious, and other issues, with a particular focus on Rwanda.
The magazine DIALOGUE promotes scientific validity and integrity, freedom of expression, and the responsible treatment of information in accordance with applicable laws.

DIALOGUE – B.P. 4857 KIGALI
Tel : 0785269755 / 0788300223
Website: www.dialogue.org.rw
Email : info.dialogueasbl@gmail.com

The content of the articles reflects only the views of their authors..

EDITORIAL COMMITTEE

Prof. Isaïe NZEYIMANA
Hon. Antoine MUGESERA
Mr. Alfred KABAGAMBA
Mr. Freddy MUTANGUHA

CONTRIBUTING AUTHORS FOR THIS EDITION

Hon. Dr. Jean Damascène BIZIMANA
Dr. Aloys TEGERA
Hon. Antoine MUGESERA
Me. Innocent NTEZIRYAYO

PUBLISHER
Dialogue ASBL
P.O. Box 4857, Kigali
Tel: +250 785 269 755 / +250 788 300 223

Printed by IMPRIMU Ltd
E-mail: imprimu@gmail.com

TABLE OF CONTENTS

* **In Memoriam: Professor Paul Rutayisire 9**
  Hon. Dr. Jean Damascène Bizimana

* **The Long Genocide: Colonial Racialism, Militia Politics, and the Enduring Targeting of Tutsis in Eastern DRC 17**
  Me Innocent Nteziryayo

* **Who could stop the genocide of Rwandophone Tutsi in the Democratic Republic of Congo? 58**
  Hon. Antoine Mugesera

* **The Cross Border Genocidal Ideology: Case of The Democratic Republic of Congo (DRC) 104**
  Dr Aloys Tegera

* **Filip Reyntjens, a "researcher-actor" in the Great Lakes Region: what scientific expertise? 116**
  Hon. Dr. Jean Damascène Bizimana

* **Conclusion 163**

* **Through Books and Journals 164**

* **Some recommended books published on the genocide of the Tutsi between 2024 and 2025 ..... 167**

LIST OF ACRONYMS AND ABBREVIATIONS

ACRONYM / ABBREVIATION	MEANING
DRC	Democratic Republic of the Congo
UN	United Nations
MONUSCO	United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo
EU	European Union
FAR	Rwandan Armed Forces
FARDC	Armed Forces of the Democratic Republic of the Congo
FAZ	Zairian Armed Forces
FDLR	Democratic Forces for the Liberation of Rwanda
APR	Rwandan Patriotic Army
RDF	Rwanda Defence Force
PALIR	Armed People for the Liberation of Rwanda
ALIR	Army for the Liberation of Rwanda
AFDL	Alliance of Democratic Forces for the Liberation of Congo
RCD	Congolese Rally for Democracy
MLC	Movement for the Liberation of Congo
M23	March 23 Movement
AFC/M23	Alliance Fleuve Congo / March 23 Movement

ASBL	Non-Profit Association
NGO	Non-Governmental Organization
GTZ	GTZ (German Development Cooperation)
Dr	Doctor
Mgr	Monsignor
Sr / Sister	Sister (religious)
Vol.	Volume
No.	Number

FOREWORD

Founded in March 1967 by the Belgian priest Jean Massion, DIALOGUE is one of the oldest and most influential independent periodicals in Rwanda. Since 1982, it has been published by Dialogue ASBL, a Rwandan non-profit organization. From its inception, the magazine has sought to serve as a free platform where Rwandan intellectuals, together with friends of Rwanda from abroad, can express their views, exchange ideas, and foster thoughtful debate on issues affecting society. Over the years, DIALOGUE has become an important channel of communication for intellectuals, particularly students from universities and higher institutes, professionals from both the public and private sectors, members of religious communities, and other contributors committed to reflection and informed discussion.

The magazine DIALOGUE devotes a significant part of its publications to documenting relevant facts to promote objective information and combat misinformation, with the aim of preserving the national unity that was shattered by the genocide. It also contributes to safeguarding memory and strengthening national cohesion. Several international research centers and academic institutions regularly draw on the publications of DIALOGUE. Over the years, the magazine has produced special issues on a range of important topics, including land issues in Rwanda, energy, water, information and communication technologies, democracy and development, human rights and the rule of law, the FDLR, the role of women in democracy, the environment, youth and development, justice and memory, and the fight against genocide denial, among others. Unfortunately, due to the COVID-19 pandemic and the loss of some of its key members, including Professors Paul Rutayisire and Laurent Nkusi, DIALOGUE was unable to maintain the regular publication of its issues.

The magazine is now resuming its activities and will henceforth be published every quarter, each edition featuring a special thematic dossier.

Today, the DIALOGUE Association has adapted to the new law governing non-governmental organizations (Law No. 058/2024 of 20/06/2024) and is expanding its scope of activities in light of Rwanda's internal context, the Great Lakes sub-region, and the dynamics of globalization, in order to respond to major concerns and challenges. Under its new orientations, Dialogue ASBL, while continuing to publish the DIALOGUE magazine, will focus on promoting intergenerational dialogue and strengthening peacebuilding, social integration, resilience, and unity within communities. The association will continue to conduct research and publish objective analyses on various issues, including peace, national unity, social integration, and resilience. It will also particularly encourage young people to develop a culture of reading, writing, and debate by facilitating their access to reliable and objective information, to counter misinformation and the risks of indoctrination and disorientation that are increasingly spread through social media.

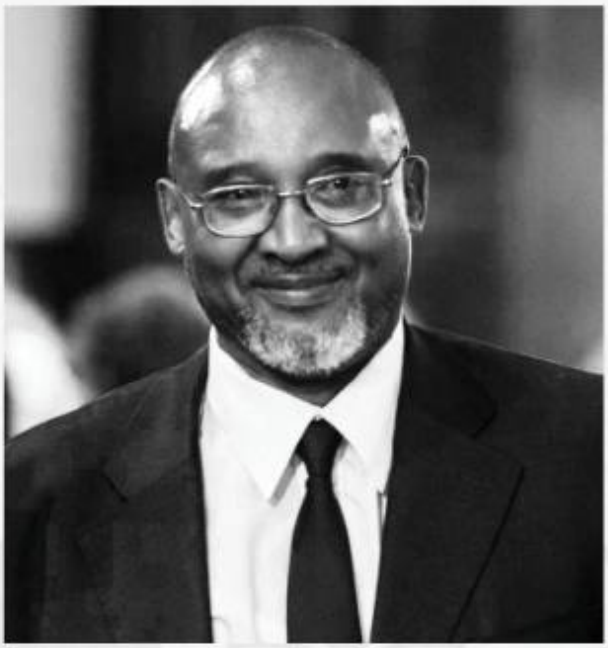
For all these reasons, we have chosen to dedicate this edition of DIALOGUE to an analysis of the current crisis in the Great Lakes Region. A deeper study, analysis, and understanding of this crisis are necessary to move beyond the overly simplistic interpretations often presented by certain media outlets, NGOs, or so-called "experts," who frequently fail to address the root causes of the problem and to propose lasting solutions. One of the fundamental issues rarely examined in depth by many international actors is the problem of genocidal ideology that has taken root in the Great Lakes Region, particularly in the eastern part of the Democratic Republic of Congo. This ideology was initially carried by the former Rwandan Armed Forces and Hutu militias involved in the 1994 Genocide against the Tutsi. Yet it remains a central factor at the heart of the current crisis. The persistence and dissemination of this ideology by certain political, religious, civil, media, and governmental actors in the Democratic Republic of the Congo and

Burundi also constitute a factor aggravating the crisis, one that is still insufficiently studied and presented in its proper context. These are some of the issues that this edition seeks to address, modestly yet sincerely, in the hope of contributing to the peace so greatly desired in the region.

We wish you an insightful reading.

IN MEMORIAM: Prof. Paul Rutayisire

Author: Dr Jean Damascène BIZIMANA,
Minister of National Unity and Civic Engagement, Researcher



Two years ago, on 10 December 2023, Professor Paul Rutayisire, a renowned historian who served for many years as editor of Dialogue magazine alongside the Honorable Antoine Mugesera and Jean Damascène Bizimana, among others, passed away in Brussels. Revue Dialogue asked Dr Jean Damascène Bizimana, who knew this great man, to share his memories with us as a tribute. The recollections he shared with us are moving, accurate, profound, powerful and enlightening. Read on!

Paul Rutayisire, a man above the norm

Asking me to describe in words who Professor Paul Rutayisire was is like asking me to climb a mountain that is difficult to reach. Words are completely inadequate, limited and insufficient to describe in their entirety the nature of his character and the quality of his work. I suggest that the Dialogue Review, to which he devoted much of his talent, dedicate a special issue to his memory

in its next publications. Such an initiative will allow several other acquaintances of the late Professor Paul Rutayisire to complement my account.

1. Paul Rutayisire, a meticulous human being and analyst

Professor Paul Rutayisire was a friend and colleague whose passing has affected me deeply. His memory will remain forever engraved in my heart. One of the qualities I remember most about him is his respect for all human beings, young and old, poor and rich. Paul Rutayisire was blessed with outstanding intelligence, but he would not brag about it. Far from it. He shone with unparalleled simplicity. Humility and wisdom were the pillars that characterized his being.

Although seemingly taciturn, Paul Rutayisire had a welcoming and listening manner that created a closeness with everyone. No one was afraid to approach him, and he knew how to adapt to people of all ages and temperaments, even the most volatile. His lucidity allowed him to avoid conflict with anyone. He knew how to get out of trouble without hurting anyone. He was equally cautious and meticulous in his work and decision-making.

I remember in 2011, when I was part of a national team evaluating the Gacaca trials under his leadership, I noticed specific cases of corruption in Cyangugu and Gikongoro, with credible information relating to them. I included them without hesitation in my report to the relevant government officials. Paul Rutayisire convinced me not to rely immediately on the evidence at hand, even though it seemed obvious to me. He convinced me to take my time gathering further information and to analyze it carefully because, he told me, we would not be excused for the slightest mistake. I resisted his caution for a long time, but in the face of his insistence, I finally conceded and agreed. So, I set about meticulously re-examining my investigation and came up with irrefutable evidence. When I presented it to Paul Rutayisire, he burst out laughing and said, "Don't you see, dear Damascène, that

I was right?" "Of course," I replied, offering him a glass of gratitude at Chez Lando. In the end, these cases of corruption, backed up by tangible evidence, were upheld and punished as they should have been by the National Gacaca Court Service. All thanks to Paul Rutayisire's meticulous caution.

2. A remarkable researcher

Paul Rutayisire loved his work as a researcher and teacher. He loved and knew how to delve into archives, read them diligently, analyse them and produce articles of unrivalled originality. That is why not even one of his writings has ever been contested or questioned. All his writings are of renowned scientific authority. To this his love and commitment must be added to his profession. Indeed, Paul Rutayisire taught hundreds of thousands of students, particularly in Burundi and Rwanda. He guided several other foreign researchers who were interested in Rwanda. In this way, he contributed to the transmission of knowledge for decades. His legacy will live on long after his death, if not forever. Rwanda and humanity as a whole will always benefit from the immense historical writings that Professor Paul Rutayisire has left for present and future generations.

Two French researchers, Dr Rémi Korman and Dr Florent Piton, who benefited from Professor Paul Rutayisire's scientific support, testify as follows: "Specialist researchers have lost a learned colleague who was also a mentor and guide for younger generations of researchers. « (See Rémi Korman and Florent Piton, « Paul Rutayisire, des lumières de l'histoire à la refondation de la société rwandaise » in Revue Matériaux pour l'histoire de notre temps 2024/1-2, N° 151-152 : Rwanda 1994. Archives, Mémoires, Héritages)

The intellectual qualities that made Paul Rutayisire famous began with his brilliant thesis, which he defended in 1984 at the University of Fribourg (Switzerland): « La Christianisation du Rwanda (1900-1945). Méthode missionnaire et politique selon

Mgr Classe. » (In English «The Christianisation of Rwanda (1900-1945). Missionary and political methods according to Mgr. Classe). Some, including ideologues who supported the extremist Hutu thesis, such as Father Guy Theunis, recognized in their writings the unique quality of Paul Rutayisire's thesis, which made him the foremost Rwandan expert on the history of the Church in Rwanda. The quality of his thesis was honored by the University of Fribourg in 1987 with its publication in its entirety by Editions Universitaires de Fribourg, thus offering the public an unparalleled work on the history of evangelization in Rwanda, which anyone can order in bookshops, including online. Don't miss it on Amazon.fr.

3. An immeasurable number of publications.

Professor Paul Rutayisire leaves behind a wealth of publications, both personal and collective. Paul Rutayisire spent a good part of his intellectual life reading and writing. More than a hundred articles, lectures, written and unpublished works are the product of his talents. There could be no conference in Rwanda or abroad on political, social, historical, memorial and other topics without the active and participatory presence of Professor Paul Rutayisire, both in the preparations, during the proceedings and in the subsequent drafting of the proceedings of the symposia to make them available to the public.

In Burundi, Professor Paul Rutayisire was for many years a member of the editorial board of the journal AU CŒUR DE L'AFRIQUE, which produced numerous-quality publications in various fields relating to the Great Lakes region. In 1995, the journal AU CŒUR DE L'AFRIQUE, September 1995, vol. 2/3, n°61, conducted an in-depth analysis of the crisis in the Great Lakes region, focusing on the causes of the genocide committed against the Tutsi in Rwanda, its immediate and long-term consequences, and possible solutions and lessons to be learned. The proposals that emerged from these reflections subsequently proved relevant to the reconstruction of Rwanda, justice, memory and reconciliation.

To cite just one example, his article « Rwanda: débats en cours après le génocide et les massacres », publié dans Au cœur de l'Afrique, p. 231 281 (in English "Rwanda: ongoing debates after the genocide and massacres", published in Au cœur de l'Afrique, pp. 231-281, will forever remain one of the first clear analyses published by a scientific journal explaining the causes and repercussions of the last genocide of the 20th century, that of the Tutsis in Rwanda. Paul Rutayisire clarified the evidence of this genocide at a time when denialists, particularly missionaries, were working in Europe to deny the reality of the facts and falsify responsibilities to dilute the gravity of the genocide committed against the Tutsi and distort its uniqueness.

Among the publications that can be cited as examples are:

- Paul Rutayisire, Faustin Rutembesa and Jean-Pierre Karegeye, Rwanda: l'Église catholique à l'épreuve du génocide (Rwanda: The Catholic Church put to the test by genocide), Africana Publishing, Canada, 2000
- Paul Rutayisire, Jean Philippe Schreiber and Déo Byanafashe, Les religions au Rwanda : défis, convergences et compétitions (Religions in Rwanda : challenges, convergences and competitions), Editions de l'Université Nationale du Rwanda, 2009
- Paul Rutayisire, Laurent Nkusi, Faustin Rutembesa, Evariste Ntakirutimana, Rwanda 18 years after the genocide perpetrated against Tutsi (1994-2012): Testimonies and Reflections, National Commission for the Fight Against Genocide (CNLG), 2014
- Roland Junod and Paul Rutayisire, Citoyenneté et réconciliation au Rwanda, Collection du Centre de Recherche Sociale, Haute Ecole Spécialisée de Suisse, 2015 (in English Citizenship and Reconciliation in Rwanda, Collection of the Centre for Social Research, Swiss University of Applied Sciences, 2015
- Etc.

Shortly before he left us, Paul Rutayisire left me an important work that he wanted to publish, demonstrating the role of the Rwandan interim government of Théodore Sindikubwabo and

Jean Kambanda in the perpetration of the Genocide against the Tutsi. Its posthumous publication is worthwhile.

4. Unanimous recognition

Paul Rutayisire enjoyed the trust of everyone, of the whole of Rwandan society, including in circles that are not usually very open to outsiders. He was one of the few Rwandan intellectuals to have taught church history at the Nyakibanda Major Seminary without interruption from the end of the genocide until his death. This continued trust on the part of the Rwandan bishops did not come out of nowhere. It was the result of the well-known recognition of the human and intellectual qualities that Paul Rutayisire embodied. It is this unanimous recognition of the uniqueness of his talents and wisdom that explains the tireless conviction of the Rwandan prelates to entrust him with the authority of history courses for future priests of the indigenous clergy and religious trained at the Grand Seminary of Nyakibanda. It is customary in ecclesiastical circles for the selection of seminary professors, both priests and lay people, to be subject to rigorous consultation approved by the Episcopal Conference. Paul Rutayisire enjoyed this status without hindrance.

5. A builder of Rwanda after the genocide

Since the end of the Genocide against the tutsi in July 1994, Professor Paul Rutayisire has been a tireless builder of unity among Rwandans. Returning to Rwanda from Burundi, his country of exile, earlier than many other former Rwandan refugees, he was one of the first professors to open the National University of Rwanda. In doing so, he enabled young Rwandans to resume their academic education, preventing them from sinking into the despair created by this crime of crimes. He combined his profession with many other tasks to preserve memory by organizing national and international conferences to explain the horror of the genocide

to the world. At the same time, he organized young students to introduce them to research, publication and participation in important symposiums held around the world.

Paul Rutayisire was one of the driving forces behind the revival of Rwanda's socio-political life. For example, he played a key role as a historian in the Urugwiro meetings in 1998-1999, which reflected on ways and means of rebuilding Rwanda on a sound footing after the genocide. It was during these Urugwiro discussions that innovative ideas were put forward that enabled Rwanda to recover on the basis of our culture, such as the use of Gacaca to resolve the heavy legacy of the genocide and the establishment of public institutions, based on popular consultations, with a view to building the country on new, solid and sustainable foundations.

Paul Rutayisire worked diligently with other intellectuals to develop ideas and publications with a view to proposing a scientific understanding based on historical facts and evidence of the tragedy of the genocide committed against the Tutsi. This led to the creation, in partnership with the late Dominican priest Bernardin Muzungu, of the Revue Cahiers Saint Dominique, which later became Cahiers Lumière et Société to avoid confusion with the Dominican congregation. Before the return of the Revue Dialogue to Rwanda, these Cahiers were the only scientific publications in Rwanda for several years. The quality and relevance of the contributions published in these Cahiers, as in Dialogue, are an indelible mark on the history of our country. The greatest advantage of Cahiers Lumière et Société, edited by Father Muzungu, as its name suggests, is that it addressed a specific theme from different angles with several authors. This was and still is its unrivalled strength.

6. A tireless promoter of the DIALOGUE magazine

Personally, I am deeply grateful to Professor Paul Rutayisire and Antoine Mugesera who, in 2005, when I returned to Rwanda after completing my university studies in France, approached

me to ask for my collaboration in relaunching the Dialogue magazine in Rwanda. I will never regret this encounter and the future collaboration that followed. We succeeded in repatriating the Dialogue magazine, which had been stolen by deniers who published it in Brussels, claiming that it was only temporary, but refusing to return it to Rwanda. Their defeat required legal action in Belgium, which dismissed their case. It was the joint tenacity of Paul Rutayisire and Antoine Mugesera that won the case, allowing Dialogue magazine to be published in Rwanda as the mouthpiece of a Rwandan association, ASBL DIALOGUE. This is only right and proper.

I want to say this loud and clear because I know it was not an easy undertaking, but it was successful. Since its return to Rwanda, Dialogue magazine has benefited from contributions of immense quality from Professor Paul Rutayisire. The dozens of articles published in Dialogue magazine in Rwanda since its repatriation to Belgium in 2005 are my most eloquent witnesses. They clearly prove my point. Most of the contributions to Dialogue magazine from 2005 to the present day have come from Paul Rutayisire and Antoine Mugesera. Well done to them!

It is time to conclude. I would like to end by quoting the Rwandan saying "Ararekwa ntashira" (words are spared, they never run out) to say thank you once again to our much-missed brother and unforgettable friend Paul Rutayisire. I wish you, dear Paul, eternal rest, now and forever. I would also like to express my deepest sympathy to your dear wife Martine and your children. Farewell, Paul. Requiescat in Pace.

The Long Genocide: Colonial Racialism, Militia Politics, and the Enduring Targeting of Tutsis in Eastern DRC

Author: Me Innocent Nteziryayo, Lawyer, London, U.K.

ABSTRACT



This article examines the persistence of violence targeting Tutsi communities in eastern Democratic Republic of the Congo in light of the legacy of colonial racism and regional political dynamics. It analyzes the role of armed militias and hate speech in the continued targeting of these populations. The author shows how these factors contribute to a prolonged cycle of persecution and insecurity. The article calls for greater awareness and concrete actions to end these violences and prevent new crimes.

Biography: Me Innocent Nteziryayo is a Rwandan legal practitioner specializing in issues of justice, human rights, and governance. He has extensive experience in legal and institutional matters, having worked with various public institutions and organizations dedicated to promoting the rule of law.

Throughout his career, he has contributed to several initiatives related to justice, research, and capacity building in the legal field. His main areas of interest include transitional justice, conflict prevention, and the promotion of peace.

Introduction

The persecution of Tutsi populations in the Democratic Republic of Congo (DRC) constitutes one of the most enduring and under-theorised political violences in the post–Cold War Great Lakes Region[1]. While scholarship on the 1994 genocide against the Tutsi in Rwanda is extensive, the regional reverberations of anti-tutsi ideology—its migration, mutation, and institutionalisation in the DRC—have received insufficient analytical attention[2]. This paper argues that the systematic targeting of Congolese Tutsis—Banyamulenge, Banyarwanda, and other Tutsi-identifying communities[3]—meets the definitional contours of genocidal violence, as articulated in the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide,[4] not only through recurrent acts of killing but through the production of an ideological field that normalises exterminatory violence[5].

---

[1]Rukumbuzi Delphin Ntanyoma and Helen Hintjens, 'Expressive violence and the slow genocide of the Banyamulenge of South Kivu' (2022) 22(3) *Ethnicities (SAGE)* 3-4.

[2]Lars-Christopher Huening, 'Making use of the past: the Rwandophone question and the "Balkanisation of the Congo"' (2013) 40(135) *Review of African Political Economy* 13, 15 and 18.

[3]Ntanyoma and Hintjens (n 1) 6.

[4]See Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (adopted 9 December 1948, entered into force 12 January 1951) 78 UNTS 277, art 2, where genocide is defined as:

"...any of the following acts committed with intent to destroy, in whole or in part, a national, ethnical, racial or religious group, as such:

a. *Killing members of the group;*
b. *Causing serious bodily or mental harm to members of the group;*
c. *Deliberately inflicting on the group conditions of life calculated to bring about its physical destruction in whole or in part;*
d. *Imposing measures intended to prevent births within the group;*
e. *Forcibly transferring children of the group to another group."*

[5]Court A, 'The Banyamulenge of South Kivu: The "nationality question"' (2013) 72(3) *African Studies* 416, 424-426.

"Genocide," in legal and scholarly discourse, extends beyond mass killing to include acts committed with intent to destroy a group as such[6]. In the Congolese context, this intent manifests through the persistent framing of Tutsis as foreigners, invaders, or "Rwandan proxies"—a discursive architecture that legitimises their exclusion, displacement, and physical elimination[7]. This paper therefore examines not merely acts of violence but the ideological infrastructures that enable and sustain them. Methodologically, the paper adopts a historical-sociological approach, drawing from archival materials, secondary literature, UN reports (including the 2010 Mapping Report),[8] and contemporary human rights documentation. It integrates political anthropology, genocide studies, and regional security analysis to trace the longue durée of anti-tutsi ideology from colonial racial epistemologies to contemporary armed mobilisation. The aim is twofold: (1) to map the genealogy of anti-tutsi ideology as a transnational and adaptive discourse; and (2) to situate contemporary violence within a coherent analytical framework that demonstrates continuity in intent, actors, and political utility.

[6]See *Rome Statute of the International Criminal Court* (adopted 17 July 1998, entered into force 1 July 2002) 2187 UNTS 90, art 6; Kai Ambos, 'What does "intent to destroy" in genocide mean?' (2009) 91(876) *International Review of the Red Cross* 833, 835.

[7]Huening (n 2) 15.

[8]*Report of the Mapping Exercise – Democratic Republic of the Congo, 1993-2003* (Office of the UN High Commissioner for Human Rights, August 2010) < https://www.refworld.org/reference/countryrep/ohchr/2010/en/92089 > accessed 18 November 2025.

2. Historical Background

2.1. Pre-1994 Presence of Tutsi Communities in Eastern Congo

The presence of Tutsi communities in the territory now known as the Democratic Republic of Congo predates both colonialism and the contemporary borders that divide the Great Lakes[9]. Groups such as the Banyamulenge settled the South Kivu highlands between the seventeenth and nineteenth centuries, establishing pastoralist societies with deep territorial and cultural attachments[10]. These settlements were not anomalous movements but part of long-standing transboundary mobility patterns in the region, in which communities routinely crossed the fluid precolonial frontiers between present-day Rwanda, Burundi, and Congo[11]. In North Kivu, Tutsi and Hutu Banyarwanda communities similarly integrated into local economies and chieftaincies, often under recognised customary authorities[12]. Despite this historical presence, postcolonial political actors have persistently framed these communities as foreigners, a narrative rooted not in demographic evidence but in later political manipulation. By the late twentieth century, the idea that Tutsis were "newcomers" had become a central myth used to legitimise their exclusion.

[9]G Mathys,'Questioning territories and identities in the pre-colonial (nineteenth-century) Lake Kivu region' (2021) 91(3) *Africa* 493–515.

[10]S L Rukundwa, 'The Banyamulenge of the Democratic Republic of the Congo: a cultural community in the making' (2004) 60(1-2) *HTS Teologiese Studies / Theological Studies* 369.

[11]ibid, 372-375.

[12]K Vlassenroot, 'Citizenship, identity formation & conflict in South Kivu: the case of the Banyamulenge' (2002) 29(93-94) *Review of African Political Economy* 499.

2.2. Colonial Racial Hierarchies and the Invention of Tutsi Otherness

Belgiancolonialadministrationplayedadecisiveroleincodifying ethnic distinctions and creating the ideological foundation upon which modern anti-tutsi politics would later rest[13]. Drawing from the Hamitic hypothesis—a racial theory that wrongly classified Tutsis as Caucasoid migrants from the Horn of Africa[14]—Belgian authorities institutionalised rigid categories of race and ethnicity through identity cards, schooling, and church networks[15]. Under colonial indirect rule, Tutsis were often privileged in local administration, not because of indigenous hierarchies but because colonial ideology constructed them as "superior pastoralists" with supposed natural leadership qualities[16]. This artificial elevation hardened social boundaries and engendered resentment. More importantly, colonial discourse embedded the notion of Tutsi "foreignness" deep into administrative and ecclesiastical structures[17].

Although post-colonial governments formally abandoned racial taxonomies, their ideological residue persisted, enabling political elites to mobilise the claim that Tutsis were outsiders with divided loyalties,[18] thereby justifying exclusionary policies and violence.

---

[13]ibid.

[14]Anita Salbitani, *The Democratic Republic of Congo: The Shift from Colonialism to Post-Colonialism through the Lens of Non-State Actors* (LUISS University, BA Thesis, 2024/25) https://tesi.luiss.it/42786/1/652212_SALBITANI_ANITA.pdf accessed 20 November 2025.

[15]Petra Vervust, *'The Relative Importance of Ethnicity. Class and Race in Colonial Rwanda. The Cases of Prison Policies, Corvées, Taxation, Census and Identity Booklets'* (2012) 42(4) *Journal of Belgian History* 74, 92-93.

[16]ibid, 83-86.

[17]Arthur Blouin & Sharun W Mukand, 'Erasing Ethnicity? Propaganda, Nation Building and Identity in Rwanda' (2019) *Working Paper* (University of Warwick Economics Department) 43 and 45.

[18]Delphin Rukumbuzi Ntanyoma, 'Under the Shadow of Violence: Are the Banyamulenge Experiencing a Slow Genocide?' (2025) *The International Journal*

2.3. Nationality Politics, Mobutu, and Anti-tutsi Mobilisation

The late Mobutu era transformed these colonial residues into explicit political tools. Citizenship legislation became a weapon for determining who belonged to the Congolese polity[19]. The 1972 citizenship decree temporarily recognised Banyarwanda populations as Congolese, but the reversal in 1981 stripped them of legal protection and entrenched suspicion toward Kinyarwanda-speaking communities[20]. Political elites—particularly in the Kivus—exploited anxieties over land scarcity, electoral competition, and the erosion of customary authority to depict Tutsis as demographic invaders[21]. By the early 1990s, discriminatory practices had become normalised: Tutsi families were removed from voting registers, derided in political rhetoric, and increasingly targeted in local disputes[22]. This context meant that, even before the arrival of Rwandan genocidaires in 1994, the discursive infrastructure necessary for systematic anti-tutsi mobilisation was firmly in place.

of Human Rights 1, 17.

[19]Mamdani M, 'Beyond Settler and Native as Political Identities: Overcoming the Political Legacy of Colonialism' (2001) 43(4) *Comparative Studies in Society and History* 651, 658.

[20]*Democratic Republic of Congo, Loi n° 1981/002 du 29 juin 1981 sur la nationalité zaïroise*, 29 June 1981, < https://www.refworld.org/legal/legislation/natlegbod/1981/fr/14569 > accessed 19 November 2025.

[21]Minority Rights Group, 'Banyarwanda in the Democratic Republic of the Congo' < https://minorityrights.org/communities/banyarwanda/ > accessed 19 November 2025.

[22]ibid.

3. The 1994 Genocide and Its Regional Impact

3.1. Regional Reverberations of the Rwandan Genocide

The 1994 genocide against the Tutsi in Rwanda reshaped the entire Great Lakes region, not only by causing mass death but by displacing the ideological, military, and organisational infrastructures of genocide into neighbouring states[23]. As the RPF ended the massacres, more than one million refugees—among them tens of thousands of ex-FAR soldiers and Interahamwe militia members—fled into Eastern Congo[24]. These individuals did not arrive as disorganised civilians; they transported weapons, command structures, and propaganda networks across the border[25]. The migration of these actors constituted a transnational extension of genocidal intent, whereby Congo became both sanctuary and operational base for forces dedicated to the extermination of Tutsis.

3.2. Militarisation of Refugee Camps and Reconstitution of Genocidal Forces

The refugee camps established around Goma, Bukavu, and Uvira quickly evolved into militarised enclaves dominated by former génocidaires[26]. Humanitarian agencies lacked the capacity or mandate to demilitarise the camps, enabling militia leaders to

[23]M. J. Toole et al, 'Public health impact of Rwandan refugee crisis: what happened in Goma, Zaire, in July, 1994?' (1995) 346 *The Lancet* 876-878.

[24]Philip Roessler and Harry Verhoeven, 'Back Against the Wall: The Return of the Génocidaire Threat' in *Why Comrades Go to War: Liberation Politics and the Outbreak of Africa's Deadliest Conflict* (Oxford University Press 2016, online edn [18] May 2017) 305, 331.

25Human Rights Watch, *The War Within the War: Sexual Violence Against Women and Girls in Eastern Congo* (July 2002) < https://www.hrw.org/reports/2002/drc/Congo0602-03.htm#P284_29771 > accessed 19 November 2025.

[26] Bradley, Miriam, 'Genocide in Rwanda and Its Aftermath, 1994–1996', *The Politics and Everyday Practice of International Humanitarianism* (Oxford, 2023; online edn, Oxford Academic, 20 July 2023) 73-90.

control food distribution, rearm with diverted aid, and continue disseminating anti-tutsi propaganda[27]. These camps effectively reproduced the political geography of pre-1994 Rwanda, allowing militias to reorganise, recruit, and maintain ideological discipline[28]. The hate narratives deployed during the genocide were not only sustained but adapted to a new context, in which Congolese Tutsi communities were redefined as internal enemies[29]. This period marked the shift of anti-tutsi ideology from a national to a regional phenomenon, embedded within the social and political fabric of Eastern Congo.

3.3. Emergence of the FDLR and Institutional Continuity of Genocide Ideology

The formation of the Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) in the late 1990s gave institutional coherence to the genocidal agenda[30]. The FDLR positioned itself as the political and military successor to the extremist Hutu Power movement[31]. Its public communiqués and internal documents consistently framed both Rwandan and Congolese Tutsis as existential threats that had to be neutralised[32]. Unlike other armed groups that emerged from

[27]ibid.

[28]ibid.

[29]Marc Le Pape and Jean-Hervé Bradol, 'The "Disappeared" of Congo-Zaïre, 1996-1997: The Question of the Massacres of Rwandan Hutu Refugees in the Democratic Republic of Congo' (Médecins Sans Frontières, 30 March 2021) < https://msf-crash.org/en/blog/disappeared-congo-zaire-1996-1997-question-massacres-rwandan-hutu-refugees-democratic-republic#:~:text=That%20statement%20was%20confirmed%20by%20multiple%20sources:,witness%20accounts%20(from%20clergy%20members%2C%20in%20particular > accessed 20 November 2025.

[30]National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism (START), 'Democratic Front for the Liberation of Rwanda (FDLR) Narrative' (May 2015)<https://www.start.umd.edu/baad/narratives/democratic-front-liberation-rwanda-fdlr.html > accessed 20 November 2025.

[31]ibid.

[32]Wolfgang Kresse, 'A Brief History of the 1993-2003 Conflict in the Democratic Republic of the Congo' (SAS Research Note No 56, Geneva Centre for Security Policy, May 2019) < https://www.files.ethz.ch/isn/195917/SAS-Research-Note-56.pdf > accessed 19 November 2025.

local grievances, the FDLR possessed a transnational ideological project directly rooted in the genocidal doctrine of 1994[33]. Through alliances with Congolese political actors and integration into local militias, the FDLR helped normalise anti-tutsi ideology across the Kivus,[34] making exterminationist discourse a pervasive element of regional political culture.

3.4. Regionalisation and Normalisation of Exterminationist Narratives

By the early 2000s, anti-tutsi ideology had become a regionalised framework for interpreting political crises[35]. Congolese elites used it to mobilise supporters, delegitimise opponents, justify territorial claims, and explain state failures[36]. Armed groups adopted it to rationalise attacks, extortion, and forced displacement[37].

Communities absorbed it as a lens through which to interpret insecurity and scarcity[38]. The result was a durable ideological environment in which Tutsis were constructed as perpetual outsiders, invaders, and legitimate targets for violence[39].

---

[33]Rakiya Omaar, *The Leadership of Rwandan Armed Groups Abroad with a Focus on the FDLR and RUD/Urunana* (Report commissioned by the Rwanda Demobilisation and Reintegration Commission December 2008) 65–66.

[34]Amnesty International, *Rwanda: Safer to Stay Silent — The Chilling Effect of Rwanda's Laws on 'Genocide Ideology' and 'Sectarianism'* (Index No AFR 47/005/2010, August 2010) < https://www.amnestyusa.org/wp-content/uploads/2017/04/afr470052010en.pdf > accessed 21 November 2025.

[35]K Hoffmann, 'Ethnogovernmentality: The making of ethnic territories and subjects in Eastern DR Congo' (2021) 119 *Geoforum* 1, 13.

[36]S Autesserre, 'Dangerous tales: Dominant narratives on the Congo and their unintended consequences' (2012) 111(443) *African Affairs* 202, 209.

[37]ibid, 206.

[38]Felix Mukwiza Ndahinda, 'Anti-tutsi hate speech refuels conflict in eastern DR Congo' (Clingendael Spectator, 3 February 2022) < https://spectator.clingendael.org/en/publication/anti-tutsi-hate-speech-refuels-conflict-eastern-dr-congo#:~:text=From%201993%2C%20broadcasts%20by%20the,Social%20media%20amplified%20hate%20speech > accessed 20 November 2025.

[39]ibid.

This transformation demonstrates that the genocide's core logic did not remain confined to Rwanda; it metastasised into a broader system of political meaning in Eastern Congo. Since 2022, over 450 villages have been destroyed in the high plateaus of South Kivu, with more than 500,000 cattle looted and sold openly[40]. More than 80% of the Banyamulenge population has been forced into exile, with tens of thousands in refugee camps across neighboring countries and beyond. Those who remain face continued persecution, including arbitrary arrests based on their Tutsi appearance, with over 700 individuals detained without trial in violation of Congolese law[41]. Additionally, hate-motivated violence has escalated, exemplified by the lynching and brutal killings of military personnel like Major Joseph Kaminzobe and Lieutenant Gisore Kabongo. These incidents, along with increasing hate speech targeting Tutsis and other marginalized groups, have led to international sanctions, notably from the European Union against individuals inciting violence. Despite these actions, state inaction and the prevalence of hate speech continue to exacerbate tensions and violence in the region.

The table below highlights instances of hate speech and xenophobia in the DRC, listing various individuals and their inflammatory statements or actions targeting Tutsi and Banyamulenge communities. These include calls for violence, denial of Congolese identity, and incitement of hatred, with some individuals facing sanctions or condemnation. The table documents the ongoing impact of such rhetoric on human rights violations and the persecution of these communities.

[40]Nteziryayo Innocent, 'Persecution Against the Banyamulenge in DRC – The Banyamulenge: A community prey to arrests and violence in the Democratic Republic of Congo (DRC)' (Genocide Watch, 2 Dec 2024, updated 4 Dec 2024) < https://www.genocidewatch.com/single-post/violence-against-the-banyamulenge-in-drc > accessed 20 November 2025.

[41]Nteziryayo Innocent, 'Updated Report: Anti-Banyamulenge Attacks, DR Congo' (Genocide Watch, 17 May 2023) < https://www.genocidewatch.com/single-post/report-on-anti-banyamulenge-attacks-in-dr-congo > accessed 21 November 2025.

Table 1: Few popular Hate Speech and Xenophobia in the DRC

Hate speech and xenophobia in the DRC					
1.	July 19, 2023	Television	–	MP Justin Bitakwira	MP Justin Bitakwira said on television: "A Tutsi is a criminal by birth." The EU sanctioned it in 2022.
2.	October 24, 2022	Canada	–	Martin Fayulu	Martin Fayulu denied the Congolese identity of the Banyamulenge on the basis of language.
3.	Until 2021	–	–	Honoré N'Gbanda	Honoré N'Gbanda, former head of Mobutu's secret service, described the Tutsis as «invaders».
4.	In progress	–	–	Journalist Kwebe Kimpele	Journalist Kwebe Kimpele denies the Congolese nationality of the Tutsis.
5.	November 30, 2019	Baraka (Fizi)	–	MP Omer Bulakali	MP Omer Bulakali called for a mobilization against the Banyamulenge.

6.	Undated	–	–	Member of Parliament Freddy Musambya	MP Freddy Musambya accused the Banyamulenge of aggression and criticized their presence in the army.
7.	January 8, 2023	Luvungi	–	Deputy Claude Misare	MP Claude Misare encouraged civilians to arm themselves with machetes to fight the Banyamulenge.
8.	Undated	–	–	André Mashaka Byadunia	André Mashaka Byadunia has incited protests and land claims against the Banyamulenge.
9.	Undated	Goma	–	General Aba Van Ang	General Aba Van Ang urged the people of Goma to arm themselves against the «Rwandan enemies».
10.	November 24, 2024	Goma	–	Minister of Justice Constant Mutamba	Justice Minister Constant Mutamba called for the execution of «Rwandan Tutsi collaborators».
11.	August 1998	–	–	Vice-President Yerodia Ndombasi	Vice President Yerodia Ndombasi has called the Tutsi «germs to be eradicated,» inciting massacres and cannibalism.

12.	January and July 2023	–	–	Minister Nzangi and MP Bitakwira	Minister Nzangi and MP Bitakwira made xenophobic remarks denying the Congolese identity of the Tutsis.
13.	December 2024	–	–	President Tshisekedi	State of the Nation address: President Tshisekedi has repeated allusions to the «great replacement» theory, fueling hatred.

This table is a creation by the author

4. Evolution of Anti-tutsi Ideology in the DRC

4.1. The Construction of Tutsis as Non-Citizens

After 1994, political discourse in Congo increasingly revolved around the claim that Tutsi-speaking populations were fundamentally alien to the nation[42]. This narrative—rooted in colonial racial theory and sharpened by Mobutu-era nationality politics—became the ideological basis for systematic exclusion[43]. Tutsis were framed as demographic infiltrators, collaborators of Rwanda, and threats to Congolese sovereignty[44]. This framing allowed political elites to convert local grievances over land, resources, and representation into a racialised narrative of national defence. Citizenship was not merely a legal status but a battlefield upon which the legitimacy of Tutsi identity was contested and frequently denied.

4.2. Media, Propaganda, and the Reproduction of Hate

Propaganda became essential to the diffusion of anti-tutsi ideology. Local radio stations, political speeches, urban pamphlets, and, more recently, social media campaigns circulated dehumanising language that depicted Tutsis as vermin, serpents, or agents of foreign domination. These narratives reproduced the rhetorical strategies of the Rwandan genocide, demonstrating clear ideological continuity. In areas of weak state presence, such propaganda served as a form of political socialisation, shaping

[42]GSDRC, 'Tutsi Power in Rwanda and the Citizenship Crisis in Eastern Congo' (May2015)<https://gsdrc.org/document-library/tutsi-power-in-rwanda-and-the-citizenship-crisis-in-eastern-congo/#:~:text=It%20is%20in%20this%20context,conflict%20into%20the%20civil%20sphere > accessed 19 November 2025.

[43]Andrea Purdeková and David Mwambari, 'Post-genocide identity politics and colonial durabilities in Rwanda' (2022) 14(1) Critical African Studies 19, 24.

[44]ibid.

collective perceptions and legitimising violence. During electoral periods or episodes of heightened insecurity, hate speech intensified, functioning as a catalyst for organised attacks.

4.3. Role of Political Elites and Armed Groups in Institutionalising Ideology

Political actors in both national and provincial arenas frequently instrumentalised anti-tutsi sentiment to consolidate their power[45]. By portraying Tutsis as invaders, politicians positioned themselves as defenders of the territorial integrity of the state, gaining support from communities who perceived themselves as threatened[46]. Armed groups operationalised this ideology by targeting Tutsi civilians, confiscating cattle, destroying villages, and enforcing territorial control. Violence was not random; it was structured by an ideological framework that portrayed elimination as necessary for communal survival[47]. The involvement of both state-aligned forces and non-state militias indicates that this ideology transcended organisational boundaries, embedding itself in the broader political economy of conflict.

4.4. Anti-tutsi Ideology as a Long-Term, Structural Project

What differentiates anti-tutsi ideology in Congo from ordinary ethnic hostility is its longevity, adaptability, and structural function[48]. It operates as an instrument of political control, enabling elites to deflect responsibility for governance failures

[45]Human Rights Watch, The Rwandan Genocide: How It Was Prepared (7 April 2006) https://www.hrw.org/legacy/backgrounder/africa/rwanda0406/4 htm#:~:text=Organizers%20of%20the%20genocide%20used,itself%20would%20not%20have%20sufficed. accessed 19 November 2025.

[46]ibid.

[47]Human Rights Watch (n 25).

[48]Howard Adelman, 'Dark Impulses or Rational Calculation? – Daniel Chirot and Clark McCauley: *Why Not Kill Them All? The Logic and Prevention of Mass Political Murder* (Princeton University Press 2006)' (2007) *The Review of Politics* 713-716.

by redirecting public anger toward a manufactured internal enemy[49]. It functions as a technology of violence, defining who can be harmed with impunity. It also constitutes a long-term project of demographic engineering, in which the displacement, marginalisation, or elimination of Tutsi communities is portrayed as essential to national survival[50]. In this sense, the ideology bears all the hallmarks of genocidal thinking: it constructs a target population as a threat to be neutralised, legitimises exceptional violence, and seeks to eliminate the political, cultural, and physical presence of that group.

5. Major Incidents and Patterns of Violence (1996–Present)

5.1. The Congo Wars and the Entrenchment of Targeted Violence

The First and Second Congo Wars (1996–1997; 1998–2003) marked the transition of anti-tutsi ideology from a discourse of exclusion to a systematic program of violence[51]. The initial uprising by Banyamulenge communities in 1996, which triggered the AFDL's march on Kinshasa, intensified existing resentment among political elites who framed Tutsis as agents of Rwandan hegemony[52]. As regional armies intervened, Tutsi civilians were deliberately targeted by local militias, armed youth groups, and

[49]dahinda F & Mugabe A S, 'Streaming Hate: Exploring the Harm of Anti-Banyamulenge and Anti-Tutsi Hate Speech on Congolese Social Media' (2022) *J Genocide Res* 1, 22.

[50]Michael S. Waltman, "The Normalizing of Hate Speech and How Communication Educators Should Respond," Communication Education 67, no. 2 (2018), 259–65.

[51]Filip Reyntjens, 'The Congo Wars' (2020) *Oxford Research Encyclopedia of African History*.

[52]ECOSOC, Report on the situation of human rights in Zaire, prepared by the Special Rapporteur, Mr. Roberto Garretón, in accordance with Commission resolution 1996/77, E/CN.4/1997/6 of 28 January 1997, para. 135.

elements of the collapsing Zairian Armed Forces[53]. The wars produced mass displacement, with thousands of Tutsi families fleeing to Rwanda, Burundi, and Tanzania. The pattern of violence was not incidental: Tutsi communities were singled out as collaborators, "fifth columnists," or demographic threats[54]. The wars, in effect, normalised anti-tutsi hostility within the broader Congolese political imagination by embedding it within the narrative of resisting foreign aggression[55]. The long-term legacy of these wars was the consolidation of exterminatory discourses that would outlast the major combat operations.

5.2. Recurrent Massacres and Targeted Killings across the Kivus

Following the formal end of the Congo Wars, violence against Tutsi civilians persisted in more localised but equally devastating forms[56]. In North Kivu, massacres in areas such as Masisi, Walikale, and Rutshuru frequently involved the rounding up of Tutsi villagers, the killing of adult men, sexual violence against women, and the destruction of cattle—an economic lifeline for many communities[57]. Reports across the early 2000s document patterns of summary executions, ambushes on civilian convoys, and reprisal killings justified through the narrative that Tutsi were "foreign occupiers"[58].

[53]Docile Television, "12 Millions De Congolais Déjà Tué Par Ruberwa Et Kagame Le Kinois On Dit Trop C'est Trop," 3 January 2020, https://www.youtube.com/watch?v=0_xrNU_3Dkw > Accessed 19 November 2025.

[54]Ann Laura Stoler, *Duress: Imperial Durabilities in Our Times* (Duke University Press 2016) 9.

[55]Thomas Zeitzoff, 'How Social Media Is Changing Conflict' (2017) 61(9) *Journal of Conflict Resolution* 1970-1991.

[56]Christopher P. Davey, 'Investigating Multidirectional Violence in Eastern Congo: Owning "Genocide" and Pre-judicial Atrocity' (2024) 6(2) *Journal of Perpetrator Research* 69-104.

[57]ibid.

[58]Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), 'UN Report Exposes Mass Killings in Eastern DR Congo' (13 November 2012) < https://www.ohchr.org/en/stories/2012/11/un-report-exposes-mass-killings-eastern-dr-congo> accessed 19 November 2025.

In South Kivu, the hauts plateaux of Minembwe and Itombwe became epicentres of violence[59]. Over the past decade, dozens of villages inhabited by Banyamulenge civilians were burned, their homes razed, livestock stolen or slaughtered, and surviving civilians forced into displacement sites[60]. Such attacks were often accompanied by declarations that the region must be "cleansed" of Tutsi presence, indicating not only political hostility but a systematic attempt to remove a population from its historical homeland. The repetition of such attacks across multiple localities and over many years illustrates the entrenched and organised nature of the violence.

5.3. Cycles of Displacement and the Destruction of Tutsi Livelihoods

Displacement has been one of the most enduring consequences of anti-tutsi violence. The removal of Tutsi communities from strategic areas has had cumulative effects: loss of property, loss of citizenship documents, and the erosion of social and political rights[61]. Many Banyamulenge villages have been rebuilt multiple times after repeated attacks, only to be destroyed again. Displacement sites around Minembwe, Bijombo, Mikenge, and Uvira are populated by civilians who have been uprooted three or four times in a single decade[62]. In North Kivu, Tutsi families who fled to Goma or Rwanda remain unable to return to their land due

[59]ibid.

[60]J J Mutambo, 'Les Banyamulenge: Qui sont-ils? D'où viennent-ils? Quel rôle ont-ils joué (et pourquoi) dans le processus de la libération du Zaïre?' (1997) *Les Banyamulenge* (Kinshasa, Imprimerie Saint Paul) 41.

[61]Judith Verweijen, Juvénal Twaibu, Moïse Ribakare, Paul Bulambo and Freddy Mwambi Kasongo, *Mayhem in the Mountains: How Violent Conflict on the Hauts Plateaux of South Kivu Escalated* (Governance in Conflict Network, Ghent University, Insecure Livelihoods Series, April 2021) 50-54.

[62]ibid.

to the presence of FDLR and allied militias[63]. Even in relatively calm periods, returning Tutsis are frequently denied access to customary chiefs or subjected to harassment by local authorities who question their citizenship[64]. The systematic targeting of cattle—often involving the theft or killing of hundreds of animals at a time—is an economic strategy aimed at dismantling Tutsi survival structures[65]. Violence against livelihoods therefore functions as a slow-moving genocidal mechanism by rendering communities economically unsustainable.

5.4. Institutional Exclusion and Denial of Citizenship

Alongside physical violence, Tutsi communities face persistent institutionalised discrimination. Administrative authorities frequently deny them identity documents, voter registration, and land titles, effectively rendering them stateless within their own country[66]. Even when the law formally recognises their citizenship, local officials often reinterpret or ignore legal provisions[67]. This bureaucratic marginalisation is not merely a legal inconvenience; it is a form of structural violence that reinforces the notion that Tutsis do not belong[68]. Citizenship denial has repeatedly been used to justify attacks on Tutsi populations, with local leaders arguing—despite historical evidence—that Tutsis are Rwandan nationals with no claim to Congolese territory[69]. This administrative practice,

[63]ibid.

[64]Davey (n 54) 77.

[65]Judith Verweijen and Justine Brabant, 'Cows and guns: Cattle-related conflict and armed violence in Fizi and Itombwe, eastern DR Congo' (2017) 55(1) *Journal of Modern African Studies* 1-27.

[66]Vlassenroot (n 12) 29.

[67]Judith Verweijen and Koen Vlassenroot, 'Armed Mobilisation and the Nexus of Territory, Identity, and Authority: the Contested Territorial Aspirations of the Banyamulenge in Eastern DR Congo' (2015) 33(2) *Journal of Contemporary African Studies* 191–212.

[68]ibid.

[69]Davey (n 54) 77.

coupled with public hostility, creates a context in which massacres are interpreted not as crimes but as the "defence of the nation."

5.5. Documentation by International Organisations and Human Rights Actors

The persistent targeting of Tutsi communities has been extensively documented by human rights organisations, UN agencies, and regional monitors. The 2010 UN Mapping Report identified multiple massacres between 1996 and 2003 that could, if proven in a competent court, constitute acts of genocide against Tutsis[70]. Subsequent reports by MONUSCO and the UN Group of Experts have highlighted the cyclical nature of attacks on Tutsi civilians, the involvement of armed groups such as FDLR, Mai-Mai coalitions, and local defence militias, and the pattern of cross-border manipulation by political entrepreneurs[71]. Human Rights Watch, Refugees International, and investigative journalists have similarly chronicled targeted killings, forced disappearances, ethnically motivated sexual violence, and hate speech campaigns. Despite this extensive documentation, political will—both domestically and internationally—to recognise the pattern as genocidal remains limited.

5.6. Continuity of Violence from 2010 to the Present

The period from 2010 to 2025 has witnessed a renewed intensification of violence, particularly in South Kivu's hauts plateaux. Armed coalitions such as Mai-Mai Biloze Bishambuke, Twigwaneho splinter units, Red-Tabara collaborators, and factions aligned with FDLR have coordinated attacks that exhibit

[70] *Report of the Mapping Exercise* (n 8).

[71] See *Final Report by the United Nations Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo* (UN Doc S/2023/990, 30 December 2023) < https://prod.cdn-medias.theafricareport.com/medias/2023/06/22/un-drc-report-final.pdf > accessed 19 November 2025.

clear patterns of targeted violence: burning of homesteads, siege of cattle enclosures, roadblock executions, and direct assaults on displacement camps[72]. The rhetoric surrounding these attacks frequently invokes the language of extermination and purity, with slogans calling for the eradication of Tutsi presence from the highlands[73]. Simultaneously, online hate speech has proliferated, bridging rural violence with urban political discourse and creating a nationwide ideological environment that normalises the marginalisation of Tutsi communities[74]. This period demonstrates that anti-tutsi violence is not episodic or incidental; it is a continuous project reinforced by historical narratives, militarised propaganda, and state inaction.

6. Role of the State and Armed Groups

6.1. State Complicity, Fragmentation, and the Politics of Neglect

The Congolese state has played a complex and often contradictory role in the perpetuation of violence against Tutsi communities[75]. While official discourse sometimes asserts the need for national unity and ethnic harmony, state institutions have frequently demonstrated partiality, neglect, or active complicity[76].

The weakness of the central government, combined with entrenched patronage networks, has produced a governance

[72]Ndahinda (n 38)

[73]James Ngamije, *Anti-Tutsi Hate Crime and Land Conflicts in Eastern Democratic Republic of Congo: Historical Misrepresentations and Current Implications* (25 September 2025) < https://ssrn.com/abstract=5533200 > accessed 23 November 2025.

[74]ibid.

[75]Schouten P, *Violence and Fragmentation in Congo's Political Marketplace* (Conflict Research Programme, London School of Economics and Political Science 2021) 24.

[76]ibid.

environment in which local officials possess substantial autonomy[77]. In many instances, these officials endorse or overlook attacks against Tutsi civilians, often rationalising violence through the narrative that Tutsis are "foreigners" with questionable loyalty[78]. The securitisation of Tutsi identity—portraying communities as potential insurgents—has allowed elements within the security apparatus to justify discriminatory practices, targeted arrests, and denial of protection. This bureaucratic and coercive posture has, over time, reinforced the ideological framework upon which violent actors rely.

6.2. Partnerships Between FARDC Elements and Anti-tutsi Militias

One of the most persistent drivers of anti-tutsi violence has been the strategic collaboration between segments of the Armed Forces of the Democratic Republic of Congo (FARDC) and local or foreign-armed groups with explicit anti-tutsi agendas[79]. Numerous reports indicate that FARDC units have, at various times, coordinated operations with the FDLR or with Mai-Mai factions hostile to Tutsi communities[80]. These alliances may be motivated by tactical expediency—such as sharing intelligence, reinforcing territorial control, or countering rival armed groups—but their consequences are devastating for civilian populations[81]. When state forces collaborate with groups espousing exterminatory rhetoric, they lend institutional legitimacy to ideologies that

[77]Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *'DRC: UN report raises spectre of war crimes and crimes against humanity in North and South Kivu'* (5 Sept 2025) < https://www.ohchr.org/en/press-releases/2025/09/drc-un-report-raises-spectre-war-crimes-and-crimes-against-humanity-north#:~:text=GENEVA%20%2D%20All%20parties%20to%20the,Office%20report%20published%20on%20Friday. > accessed 19 November 2025.

[78]ibid.

[79]IGIHE, 'New report accuses FARDC of collaboration with FDLR' < https://en.igihe.com/news/article/new-report-accuses-fardc-of-collaboration-with-fdlr> accessed 18 November 2025.

[80]ibid.

[81]ibid.

would otherwise be relegated to the periphery[82]. FARDC's failure to discipline or prosecute soldiers implicated in attacks against Tutsi civilians further institutionalises impunity, signalling that such actions fall within an acceptable range of behaviour.

6.4. Ideological Instrumentalisation for Political Gain

Political manipulation of ethnic identity is a longstanding feature of Congolese politics. Anti-tutsi rhetoric has repeatedly served as a tool for political elites seeking to mobilise supporters, weaken competitors, or create leverage in negotiations with regional actors[83]. Electoral campaigns in several provinces have included inflammatory statements portraying Tutsis as agents of foreign plots or as beneficiaries of a hidden geopolitical project[84]. Such rhetoric does not merely precede violence; it actively shapes the moral and political climate that enables it. By amplifying narratives of threat and infiltration, politicians create an atmosphere in which militias feel authorised to act and civilians interpret violence as patriotic defence[85]. This instrumentalisation of ideology reveals that the persistence of anti-tutsi violence cannot be understood solely through the motivations of armed groups; it is embedded in broader political dynamics shaped by elite incentives.

6.5. Armed Groups as Ideological Producers and Enforcers

Although political elites play a central role in shaping ideology, armed groups are the primary actors translating ideology into

[82]ibid.

[83]Markoutsas N, *Colonial Legacies, Tribalism, and Democratization in the D.R. Congo: A Path Dependency Analysis* (Master's thesis, Dalarna University, 4 June 2025) 5.

[84]Pierre Englebert, 'Aspirations and Realities in Africa: The DRC's Electoral Sideshow' (2019) 30(3) *Journal of Democracy* 124, 125.

[85]Khuswatun Hasanah, 'Ethnicity Issues as a Political Mobilization Instrument of Cornelis MH in 2007 West Kalimantan Direct Elections' (2018) 3(2) *International Journal of English Literature and Social Sciences* 266–272.

systematic violence. The FDLR, as the ideological heir to the Rwandan génocidaires, remains the most consequential. Through local alliances, taxation regimes, and propaganda campaigns, they have deeply influenced community perceptions, framing Tutsis as existential enemies[86]. Mai-Mai groups in South Kivu similarly present themselves as defenders of "autochthonous" communities, positioning Tutsi populations as invaders whose removal is essential to securing land and identity[87]. These groups enforce ideological boundaries not only through killings but also through social practices such as cattle theft, the imposition of discriminatory taxes, and the enforced segregation of communities. Violence thus becomes a method of governance in militia-controlled areas, whereby the ideological project is embedded in everyday economic and social life.

7. International Silence and Complicity

7.1. Failure of International Actors to Recognise Genocidal Patterns

Despite extensive documentation by UN agencies, human rights organisations, and academic researchers, the international community has consistently failed to recognise the targeting of Congolese Tutsis as genocidal in nature[88]. This reluctance is partly rooted in geopolitical sensitivities surrounding Rwanda's regional role, partly in the complexity of the Congolese conflict, and partly in institutional inertia within international organisations[89].

[86]ibid.

[87]ibid.

[88]Amnesty International, *Democratic Republic of the Congo: The Massacre of Refugees at Kibati* (Index No AFR 62/025/1998) < https://www.amnesty.org/es/wp-content/uploads/2021/06/afr620251998en.pdf > accessed 21 November 2025.

[89]Human Rights Watch, *"World Report 2025: Democratic Republic of Congo | Country Chapters"* (2025) <https://www.hrw.org/world-report/2025/country-chapters/democratic-republic-congo#:~:text=In%20March%2C%20after%20being%20convicted%20on%20charges,and%20reporter%20for%20Jeune%20Afrique%2C%20was%20released. > accessed 20 November 2025.

The reluctance to name the violence as genocide has profound implications: it deprives targeted communities of international protection, obscures the ideological continuity from 1994, and normalises the exclusion of Tutsi populations within policy debates. International silence effectively legitimises the status quo, allowing local actors to continue perpetrating violence without fear of external intervention.

Despite repeated appeals to United Nations mechanisms, the European Union, regional organizations, and judicial authorities, no effective protection has been afforded to the besieged Banyamulenge population[90]. It is also noteworthy that these attacks coincide with developments in regional peace negotiations in Washington and Doha, with their perpetrators appearing indifferent to the diplomatic efforts underway[91]. As I write this, the continued encirclement of the community and the obstruction of essential supplies by Burundian and Congolese forces, as well as by irregular armed groups, have created an unprecedented humanitarian crisis. When these events are considered alongside the longstanding pattern of ethnic eradication and the evident intention to prevent the Banyamulenge community from remaining on its ancestral lands, the actions in question may be understood as part of an ongoing genocidal process targeting Tutsi populations in eastern DRC.

The deliberate starvation of a population likewise constitutes a method of extermination (see Annex 1 for further details). In an interview with BBC Gahuzamiryango, the spokesperson for the Burundian army, General Baratuza Gaspar, stated that the

[90]Council of the European Union, *Democratic Republic of the Congo: Statement by the High Representative on behalf of the EU on the latest escalation in eastern DRC* (Press Release, 25 January 2025) < https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/01/25/democratic-republic-of-the-congo-statement-by-the-high-representative-on-behalf-of-the-eu-on-the-latest-escalation-in-eastern-drc/#:~:text=2025%2000:10-,Democratic%20Republic%20of%20the%20Congo:%20Statement%20by%20the%20High%20Representative,the%20Luanda%20and%20Nairobi%20processes. > accessed 19 November 2025.

[91]ibid.

Burundian National Defence Forces "are besieging Minembwe," on the grounds that civilians residing there allegedly collaborate with "the enemy" (sic)[92]. This statement amounts to an explicit acknowledgment of a grave violation of international humanitarian law, which obliges all parties to a conflict to make a strict distinction between civilians and military objectives[93]. According to credible field sources and multiple direct testimonies from victims, drones deployed by Kinshasa's forces, in coordination with the Burundian military, bombed the Banyamulenge civilian village of Mikenke on 15 November 2025, followed by a strike on the village of Rwitsankuku on 17 November—only days after the ceasefire between Kinshasa and the AFC was signed in Doha.

7.2. UN Peacekeeping and the Politics of Limited Mandates

MONUSCO, despite being one of the UN's largest peacekeeping missions, has been constrained by its mandate, political considerations, and operational limitations[94]. The mission has repeatedly documented anti-tutsi violence but has struggled to prevent attacks or provide adequate protection to vulnerable communities[95]. In several instances, peacekeepers have withdrawn

[92]Jesca Mutamba,'How urundiantroopsin South Kivusparkedadistincthumanitarian crisis amid DR Congo's wider war' (The New Times, 15 November 2025)<https://www.newtimes.co.rw/article/31279/news/africa/how-burundian-troops-in-south-kivu-sparked-a-distinct-humanitarian-crisis-amid-dr-congos-wider-war > accessed 19 November 2025.

[93]'Burundian Troops in South Kivu and Humanitarian Crisis' (Africa-Press – Rwanda, 16 November 2025) < https://www.africa-press.net/rwanda/all-news/burundian-troops-in-south-kivu-and-humanitarian-crisis > accessed 19 November 2025.

[94]Hugo de Vries, *Going around in circles: The challenges of peacekeeping and stabilization in the Democratic Republic of the Congo* (Netherlands Institute of International Relations 'Clingendael', August 2015) 25.

[95]Natasja Rupesinghe, *How Can Peacekeepers Strengthen Their Engagement with Local Communities? Opportunities and Challenges in the Field* (NUPI Policy Brief No 30/2016) < https://css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/resources/docs/NUPI-How%20Can%20Peacekeepers%20Strengthen%20their%20Engagement%20with%20Local%20Communities.pdf > accessed 19 November 2025.

from volatile areas despite warnings of impending massacres, citing insufficient capacity or restrictive engagement rules[96]. The peacekeeping mission's inability to confront groups such as the FDLR—sometimes due to the Congolese government's political alliances—has further eroded its legitimacy in the eyes of Tutsi communities. The international presence has therefore oscillated between passive observation and symbolic engagement, neither of which has altered the structural determinants of violence.

7.3. Regional Geopolitics and the Weaponisation of Narratives

A further obstacle to meaningful intervention is the weaponisation of anti-tutsi narratives in regional politics. Several actors within the Great Lakes region have used allegations of Tutsi expansionism to advance their own strategic ambitions[97]. These geopolitical narratives reverberate through the African Union, the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR), and bilateral relations among neighbouring states[98]. International donors, wary of being drawn into regional rivalries, often adopt a posture of neutrality that inadvertently reinforces the dominant narratives within the DRC. The failure to interrogate or challenge these narratives contributes to a discursive environment in which genocidal ideology appears legitimate, contested only by those facing its direct consequences.

7.4. Humanitarian Actors and the Depoliticisation of Violence

Humanitarian organisations, despite providing essential services, often reinforce depoliticised interpretations of the conflict by

[96]ibid.

[97]René Lemarchand, *Burundi: Ethnic Conflict and Genocide* (Woodrow Wilson Center Press/Cambridge University Press 1996) 87.

[98]Gérard Prunier, "The Geopolitical Situation in the Great Lakes Area in Light of the Kivu Crisis" (WRITENET / Refworld, 1 February 1997) < https://www.refworld.org/reference/countryrep/writenet/1997/en/95462 > accessed 18 November 2025.

framing violence in terms of "intercommunal tensions" or "resource disputes"[99]. This language obscures the targeted nature of attacks against Tutsis and dilutes the ideological dimension of the violence. By treating all communities as equally vulnerable, humanitarian discourse inadvertently erases the asymmetrical risks faced by Tutsi populations and fails to capture the structural intent driving attacks[100]. The absence of precise terminology—particularly the avoidance of terms such as "ethnic cleansing" or "genocidal intent"—limits the political impact of humanitarian reporting and contributes to international apathy.

8. Resilience and Resistance of Tutsi Communities

8.1. Survival Strategies and Community Organisation

Despite decades of targeted violence, Tutsi communities in Eastern Congo have demonstrated remarkable resilience. Local structures—ranging from informal defence groups to extended family networks—have provided protection, distributed resources, and preserved communal identity. The reconstruction of destroyed villages, sometimes multiple times within a decade, is a testament to the communities' determination to maintain their territorial presence. Many Banyamulenge groups have developed strategies of decentralised survival, dispersing families across multiple locations to mitigate the risk of total annihilation during attacks[101].

[99]Yahya Chowdhury, 'Intersectional Insights into the DRC-Rwanda Conflict' (Research Essay, Professor Goldberg, World Politics, April 7, 2025) < https://dc.cod.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1159&context=srs > accessed 20 November 2025.

[100]ibid.

[101]Liam Mahony, *Non-Military Strategies for Civilian Protection in the DRC* (Fieldview Solutions for the Norwegian Refugee Council March 2013) 3< https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/non-military-strategies-for-civilian-protection-in-the-drc.pdf#:~:text=A%20second%20and%20more%20immediate%20level%20of,a%20protective%20as%20well%20as%20peacemaking%20impact.> accessed 20 November 2025.

These practices highlight a form of resistance grounded not in armed confrontation but in the persistence of everyday life.

8.2. Documentation, Advocacy, and Diaspora Mobilisation

In recent years, Tutsi diaspora communities have played an increasingly important role in documenting atrocities, raising awareness, and advocating for international recognition of the violence[102]. Social media platforms have become vital spaces for archiving testimonies, sharing images of destroyed villages, and exposing hate speech. Independent researchers, diaspora-led organisations, and local human rights defenders have compiled extensive evidence that challenges state narratives and brings greater visibility to the targeted nature of the violence. This activism is part of a broader struggle to counter erasure, reclaim historical narratives, and assert collective rights within a hostile political environment.

8.3. The Cultural and Symbolic Dimensions of Resistance

Resistance is not only material but symbolic. Tutsi communities maintain cultural practices, linguistic traditions, and pastoralist livelihoods despite sustained efforts to disrupt them[103]. The preservation of cultural identity in the face of ideological hostility constitutes a form of symbolic defiance, refusing the narrative they are foreigners without legitimate claims to Congolese nationality[104].

---

[102]Chiara De Franco and Christoph O. Meyer, 'Media and Mass Atrocity Prevention: Three Pathways of Potential Influence' (2025) 17(4) *Global Responsibility to Protect* 288–319.

[103]Sabrina Nelson, 'The World Must Stop Neglecting the D.R.Congo' (Genocide Watch, 9 August 2024)<https://www.genocidewatch.com/single-post/the-world-must-stop-neglecting-the-drc#:~:text=Attacks%20by%20the%20M23%20rebels,suffering%20of%20millions%20of%20Congolese. > accessed 20 November 2025.

[104]ibid.

Their continued presence in ancestral territories, despite repeated displacement, challenges the ideological premise of eradication and asserts a counter-narrative of belonging rooted in history, culture, and memory.

9. Conclusion

The ideology targeting Tutsi populations in the Democratic Republic of Congo is neither a recent phenomenon nor a set of isolated prejudices. It is a historical, political, and ideological project that began long before the 1994 genocide in Rwanda but was transformed by it. The migration of genocidal actors into Eastern Congo, the formation of the FDLR, and the incorporation of exterminatory narratives into Congolese political discourse created a regionalised system of violence that persists today[105]. Anti-tutsi ideology functions as a political technology that organises exclusion, justifies territorial claims, and normalises violence. It is reproduced across state institutions, armed groups, community structures, and international narratives, creating a comprehensive environment in which Tutsi civilians remain uniquely vulnerable. The ongoing violence cannot be understood solely as a by-product of resource conflict or state collapse. Its targeted nature, ideological coherence, and continuity over nearly three decades indicate a deeper logic consistent with genocidal intent. The failure of the international community to recognise, name, or confront this intent has emboldened perpetrators and contributed to a climate of impunity. Meanwhile, Tutsi communities continue to exhibit extraordinary resilience through cultural preservation, local self-defence, and diaspora-led advocacy, yet resilience alone cannot substitute for justice, recognition, or protection.

[105]Davey (n 54) 77.

For genuine transformation, a shift is required in how the violence is conceptualised and addressed. Recognising the ideological dimension is essential for understanding both the past and the present. Without confronting the ideological foundations of anti-tutsihostility—its colonial origins, political uses, and contemporary manifestations—the structural drivers of violence will remain intact. A just and lasting peace in Eastern Congo will require more than military operations or humanitarian interventions; it will demand historical recognition, political accountability, and the dismantling of the discursive frameworks that render Tutsi lives expendable.

10. Appendices

Some of the hundreds of cases of serious human rights violations against the Tutsi, Banyamulenge and Hema communities in the DRC

This table lists numerous cases of serious human rights violations against the Tutsi, Banyamulenge, and Hema communities in the Democratic Republic of the Congo (DRC). It provides details such as the date, location, victims, accused parties, and a brief description of each incident, ranging from bombings, extrajudicial killings, torture, and forced disappearances to assaults by armed groups and military forces. The table highlights atrocities including massacres, lynchings, and ethnic targeting, often with no subsequent investigations or accountability, and underscores the ongoing persecution of these communities in various regions of the DRC.

Table 2: Serious Human Rights Violations Against the Banyamulenge and Tuts of North-Communities in the DRC. Some of the hundreds of cases of serious human rights violations against the Tutsi, Banyamulenge and Hema communities in the DRC Appendices

No	DATE	PLACE	VICTIMS	ACCUSED	DESCRIPTION
1.	August 27 to 28, 2025	Rugezi	Many people were killed, others injured, and a village was destroyed	FARDC+ Burundian troop and Wazalendo Militias +FDLR	On the night of August 27 to 28, 2025, they bombed the village of Rugezi making Civilian casualties,
2.	August 29, 2025	Mikenke, murombwe an	Many people were killed, others injured, and 3 villages were destroyed	FARDC + Burundian troops Militias +	On the evening of August 29, 2025, between 8 p.m. and 9 p.m., three villages were Bombed, Mikenke, Nyamurombwe and Rugezi once again.
3.	August 30, 2025	FARDC camp in Karunga	Many people were killed, others wounded, including a FARDC major		On 31 August 2025, drones, again in pairs, flew over the Rurambo area and, in the evening, they mistakenly bombed a FARDC camp in Karunga, believing it to be the Banyamulenge. The resulted in several casualties, including a major.

No	DATE	PLACE	VICTIMS	ACCUSED	DESCRIPTION
4.	June 17, 2025	Bijombo	Mr. Singaye Marebo	Militias + FARDC + Burundian troops	Arrested, tortured and executed. The killing follows the 2018 killing of his brother, Muco Marebo, who was killed during the July 1 attack on the village of Kagogo by the same group, which included Mai-Mai and Red Tabara elements.
5.	June 20, 2025	Murambya	Six civilians (including Serugo, in critical condition)	Militias targeting Tutsi/ Banyamulenge	Brutal torture systematically targeting members of the Tutsi/Banyamulenge community solely based on their ethnicity or appearance.
6.	December 9, 2021	Lweba, Fizi territory, South Kivu	Major Kaminzobe Joseph (Munyamulenge)	Wazalendo youth, in the presence of the FARDC	Lynching burned and cannibalized, in the presence of soldiers who did not intervene. He was Munyamulenge and served under the Congolese flag.
7.	June 2021	Minembwe	1. Nantabara Nantonesha 2. Namuhoza Viviane, 3. Royi Nagabiro, 4. Nagaju Veronique	FARDC	The FARDC attacked Banyamulenge women during a peaceful sit-in against arbitrary arrests. The operation, ordered by Generals Patrick Opia and Philemon Yav, led to the assassination of four women on June 30, 2021

No	DATE	PLACE	VICTIMS	ACCUSED	DESCRIPTION
8.	October 11, 2022	Monyi	Ndagara (75 years old)	May-May with FARDC complicity	The Mai-Mai, with the complicity of the FARDC, attacked Banyamulenge villages. A 75-year-old man, Ndagara, was killed and hundreds of cows looted.
9.	October 9, 2022	Minembwe	Mugaza (14 years old)	FARDC	The FARDC attacked and killed a 14-year-old Munyamulenge boy, Mugaza, after mutilating his hand
10.	November 6, 2021	Baraka	Mr. Ruben Rushika	FARDC and Babembe leaders affiliated with the Wazalendo	Mr. Ruben Rushika, a Munyamulenge teacher, was assassinated by FARDC and Babembe leaders affiliated with the Wazalendo.
11.	14–15 June 2022	–	Lt-Col Antoine Bageni Nsabimana (FARDC)	Congolese Police	Lt-Col Antoine Bageni Nsabimana (FARDC) was violently arrested by Congolese police because of his Tutsi appearance. Videos showed FARDC mistreating Tutsi, and secret detentions by the ANR were reported.

No	DATE	PLACE	VICTIMS	ACCUSED	DESCRIPTION
12.	June 18, 2022	Kinshasa	Senior Police Officer	–	A senior police officer testified to a hunt for Rwandophones on the Avenue du Commerce.
13.	June 20, 2022	Kalima	Mr. Semutobo (Tutsi Munyamulenge)	FARDC	Mr. Semutobo, a Munyamulenge Tutsi, was killed, roasted and cannibalized in front of FARDC soldiers.
14.	April 18, 2020	Kivumu	Two women	Mai-Mai Biloze Bishambuke + FARDC	The FARDC-backed Mai-Mai Biloze Bishambuke tortured, mutilated and killed two women.
15.	July 12, 2021	Minembwe Centre	Angelina	FARDC	Mrs. Angelina was murdered by the FARDC for being Munyamulenge.
16.	13 April – 14 May 2024	Goma/ Kinshasa	Major Ndizeye Thomas (Banyamulenge)	–	Death in custody in Kinshasa after arrest

No	DATE	PLACE	VICTIMS	ACCUSED	DESCRIPTION
17.	February 13, 2021 – May 9, 2022	Minembwe/ Kinshasa	Muragwa Happiness	–	Muragwa Bonheur died as a result of torture, starvation and lack of medical care in prison.
18.	December 21, 2023	Walungu	Bigege Nkurunziza	Young Wazalendo	Officer Bigege Nkurunziza was beaten by young Wazalendo in front of his colleagues. No investigation has been opened.
19.	November 9, 2023	Goma	Captain Gisore Rukatura Patrick (Kabongo)	Wazalendo	Captain Gisore Rukatura Patrick (alias Kabongo) was lynched and burned by Wazalendo. No investigation.
20.	November 11, 2023	–	Cousin of Captain Gisore (FARDC)	–	Captain Gisore's cousin, also a FARDC soldier, was pulled out of a vehicle and beaten to death. No investigation.
21.	March 12 – December 11, 2023	Uvira	Colonel Muruta Fizi	Wazalendo	Colonel Muruta Fizi was beaten at home by Wazalendo and then arrested. No investigation.

No	DATE	PLACE	VICTIMS	ACCUSED	DESCRIPTION
22.	March 24, 2024	Beni	Major Kigabo Eric	His escort	Major Kigabo Eric was executed by his escort. He had been threatened with being «Rwandan».
23.	October 4, 2011	–	Seven Banyamulenge humanitarians (Eben-Ezer mission)	Mai-Mai Yakutumba + FARDC	The Mai-Mai Yakutumba and the FARDC killed seven Banyamulenge aid workers from the Eben-Ezer Evangelical Mission.
24.	June 15, 2023	Goma	Captain Mukesha Bustro Alexis	Colleagues	Captain Mukesha Bustro Alexis was tortured by his colleagues. No investigation.
25.	July 31, 2023	Kinshasa	Major Ngabo Patrick	–	Major Ngabo Patrick died in prison for lack of care, after more than a year in detention for not paying a bribe.
26.	August 9, 2023	Kinshasa	Officer Ndaruhutse Gilbert	–	Officer Ndaruhutse Gilbert narrowly escaped a lynching. No investigation.
27.	February 7, 2023	Goma	Major Sehogo Senga Masengo	Militia	Major Sehogo Senga Masengo was attacked by militiamen. No arrests.

No	DATE	PLACE	VICTIMS	ACCUSED	DESCRIPTION
28.	February 20, 2024	Bugamba/ Nyiragongo	Officer Kazungu (Kamuzungu)	–	Officer Kazungu (Kamuzungu) was lynched and burned. No investigation.
29.	March 17, 2024	Goma	Officer Sebandore Sengiyinva Jean-Luc	Militia	Officer Sebandore Sengiyinva Jean-Luc was beaten and burned alive by militiamen. No investigation.
30.	March 25, 2024	Prison de Makala	Captain Mugenzi Egide	–	Captain Mugenzi Egide, in critical condition, was tortured and deprived of medical care.
31.	March 26, 2024	Bunia	Colonel Theo Gakuru	FPIC Chini ya Kilima	Colonel Theo Gakuru was almost killed by the FPIC group Chini ya Kilima, accused of being a "Rwandan infiltrator". No investigation.
Hate speech and xenophobia in the DRC					
1.	July 19, 2023	Television	–	MP Justin Bitakwira	MP Justin Bitakwira said on television: "A Tutsi is a criminal by birth." The EU sanctioned it in 2022.

No	DATE	PLACE	VICTIMS	ACCUSED	DESCRIPTION
2.	October 24, 2022	Canada	–	Martin Fayulu	Martin Fayulu denied the Congolese identity of the Banyamulenge on the basis of language.
3.	Until 2021	–	–	Honoré N'Gbanda	Honoré N'Gbanda, former head of Mobutu's secret service, described the Tutsis as «invaders».
4.	In progress	–	–	Journalist Kwebe Kimpele	Journalist Kwebe Kimpele denies the Congolese nationality of the Tutsis.
5.	November 30, 2019	Baraka (Fizi)	–	MP Omer Bulakali	MP Omer Bulakali called for a mobilization against the Banyamulenge.
6.	Undated	–	–	Member of Parliament Freddy Musambya	MP Freddy Musambya accused the Banyamulenge of aggression and criticized their presence in the army.
7.	January 8, 2023	Luvungi	–	Deputy Claude Misare	MP Claude Misare encouraged civilians to arm themselves with machetes to fight the Banyamulenge.

No	DATE	PLACE	VICTIMS	ACCUSED	DESCRIPTION
8.	Undated	–	–	André Mashaka Byadunia	André Mashaka Byadunia has incited protests and land claims against the Banyamulenge.
9.	Undated	Goma	–	General Aba Van Ang	General Aba Van Ang urged the people of Goma to arm themselves against the «Rwandan enemies».
10.	November 24, 2024	Goma	–	Minister of Justice Constant Mutamba	Justice Minister Constant Mutamba called for the execution of «Rwandan Tutsi collaborators».
11.	August 1998	–	–	Vice-President Yerodia Ndombasi	Vice President Yerodia Ndombasi has called the Tutsi «germs to be eradicated,» inciting massacres and cannibalism.
12.	January and July 2023	–	–	Minister Nzangi and MP Bitakwira	Minister Nzangi and MP Bitakwira made xenophobic remarks denying the Congolese identity of the Tutsis.

No	DATE	PLACE	VICTIMS	ACCUSED	DESCRIPTION
13.	December 2024	–	–	President Tshisekedi	State of the Nation address: President Tshisekedi has repeated allusions to the «great replacement» theory, fueling hatred.
14.	November 9, 2023	Goma	Captain Rukatura	–	Captain Rukatura was lynched for being a Tutsi, in front of his colleagues.
15.	February 7, 2024	Sake, Kimoka Center	Irakoze Ngabo Manu	APCLS and FDLR	Irakoze Ngabo Manu was beheaded by the APCLS and the FDLR. The video circulated online. No investigation.
16.	August 16, 2024	Misisi, South Kivu	Manirakiza Seruvumba Bonfils	Wazalendo	Manirakiza Seruvumba Bonfils was killed, burned and cannibalized by Wazalendo elements.

Who could stop the genocide of Rwandophone Tutsi in the Democratic Republic of Congo?

Author: Hon. Antoine Mugesera, Member of Rwanda Elders Advisory Forum

ABSTRACT



This article analyzes the situation of Rwandophone Tutsi populations in the Democratic Republic of the Congo and the violence they face. It examines the responsibilities of the Congolese authorities, the international community, and regional organizations in addressing the risks of serious crimes against these populations. The author highlights the role of hate speech, attacks, and threats to their security. The article calls for urgent action to prevent any escalation that could lead to genocide.

Biography: Hon. Antoine Mugesera has held several positions of responsibility in Rwanda's public life. He notably served as a Senator and has been a member of various boards of directors and commissions. He is a member of the Rwanda Elders Advisory Forum and has served in different civil society organizations, including as President of Ibuka. Through these roles, he has contributed to initiatives related to governance, memory, and civic engagement in Rwanda.

Academically, Antoine Mugesera is also involved in research and intellectual reflection. He has participated in scholarly work and academic discussions on Rwanda's contemporary history, the memory of the genocide, and broader societal issues. His contributions are part of a broader effort to promote research, knowledge sharing, and academic dialogue.

INTRODUCTION

On the occasion of the 80th Anniversary of the United Nations, on September 24, 2025, His Excellency President Félix Antoine Tshisekedi of the Democratic Republic of Congo (DRC) delivered a speech in which he declared that a "silent genocide" is taking place in his country. However, he did not explicitly state against whom this genocide is directed, since it is not the entire Congolese population that is under threat. Instead, he referred to massacres that have recently occurred in the northern part of North Kivu Province.

No fewer than five days earlier, on September 19, 2025, the Congo River Alliance (AFD/M23) had issued a communiqué informing both the national and international public that "the terrorist regime in Kinshasa has perpetrated massacres and committed war crimes of extreme gravity." The communiqué denounced "ethnic cleansing and the spread of hate speech from Uvira in South Kivu." The Alliance solemnly pledged "to protect and defend its people relentlessly and to eliminate any threat at its source." It firmly condemned "the guilty and complicit silence of the international community, humanitarian organizations, and human rights defenders, who stand by as mere spectators to the massacre of our compatriots."

Thus, we are confronted with references to a "silent genocide" on one hand and "ethnic cleansing" on the other both within the same country. From these two declarations, one thing is certain: a threat of genocide looms over one or more ethnic groups in eastern DRC. In the following lines, we will attempt to clarify matters, being more precise than President Tshisekedi.

The group facing the threat of genocide in eastern DRC is not one of the many tribes' livings there such as the Nande, Kumu, Nyanga, Hunde, Tembo, Havu, Shi, Furero, Bembe, or Lega but rather the Rwandophone communities, specifically the Congolese Tutsi known as the Banyarwanda and the Banyamulenge. It is upon these two groups that a genuine threat of genocide weighs,

and indeed preliminary massacres have already been carried out against them as ominous warning signs. We will highlight these revealing indicators. But first, let us trace the history of the Banyarwanda, or Congolese Rwandophone Tutsi of this region, before showing how certain conditions conducive to genocide against them have gradually taken shape until now, when this genocide has become imminent.

1. Before the creation of Congo, Rwandophone groups lived in the region

Before colonization, the Congo as a state did not yet exist. It was only created by King Leopold II of Belgium, and its existence was confirmed by the General Act of the Berlin Conference on February 26, 1885[106]. Within its present-day borders, particularly in the eastern region known today as Kivu, there were various tribes spread from north to south across the province.

It is important to note that a significant portion of this area then belonged to the Kingdom of Rwanda. Its inhabitants were subjects of the Rwandan king. This was the case at least since the 18th century, for before colonization, part of North Kivu was politically and administratively dependent on Rwanda. Evidence of this includes King Rwabugiri's herd of cattle, known as Imisagara, kept in the region, and the burial site of King Rutalindwa of Rwanda at Tongo. Some even claim that King Musinga was born there.

1.1. North Kivu

The portion of North Kivu that belonged to Rwanda roughly corresponds to the present-day territories of Masisi, Rutshuru, and Goma. Rwanda conquered these areas around the 1750s and

[106]The present-day DRC has borne several successive names as follows: Congo Free State (1885–1908), Belgian Congo (1908–1960), Republic of the Congo / Kinshasa (1960–1964), Democratic Republic of Congo (1964–1971), Republic of Zaire (1971–1997), Democratic Republic of Congo (1997–to the present day, 2025).

extended its influence as far as Lake Rwicanzige, later renamed Lake Edward by the colonial administration. This influence also included part of present-day Kalehe in central Kivu. Until 1923, the chiefs of these territories were appointed by the King of Rwanda. Rutshuru is a notable example: chiefs Kabango and Nshizirungu, along with their deputies Ntamuhanga and Bikamiro, served as representatives of the Rwandan king until they were deposed by the colonial authorities in 1923. They were replaced by Daniel Ndeze, a Rwandan from Ruhengeri. Formerly a servant, Ndeze had learned Lingala and Kiswahili while imprisoned in Stanleyville, languages that facilitated his rise within the colonial administration[107]. From a simple peasant, he became a "mwami" a title mistranslated as "king" in French. In Congo, mwami refers to a tribal chief, whereas elsewhere "king" denotes the head of a monarchy.

1.2. Gishari: Autonomous Chiefdom of the Banyarwanda

The provinces of Gishari and Kamuronsi, abolished in 1921, were also part of North Kivu territories historically tributary to Rwanda, alongside Rutshuru, Goma, and parts of Kalehe and Walikale. Gishari was detached from Rwanda in 1911, along with Bwishya, Jomba, Kamuronsi, Byahi, and Idjui Island[108]. That same year, Belgian authorities entrusted the new chiefdom of Gishari and Kamuronsi to André Kalinda of the Hunde tribe, though it continued to be regarded as dependent on Rwanda[109].

Even after colonization, Gishari populated mainly by Banyarwanda was often referred to as the "chiefdom of the Banyarwanda." In 1936, plans were made to create two independent Banyarwanda chiefdoms: Gishari in Masisi and

[107]DR Gaston Rwasamanzi, *Masisi et les Banyarwanda, Histoire, stigmates et espérance*, Rwasamanzi publisher, 2025, p.28-29.
[108]Dr. Gaston Rwasamanzi, op. cit. p.48.
[109]Idem, p.29.

Bwito in Rutshuru[110]. Gishari was officially established as an autonomous Banyarwanda chiefdom in September 1940, with Joseph Bideri[111] as its first chief. Before him, the abatware (delegates of the Rwandan king) included Ntazimira, a general under King Kigeli VI Rwabugiri, and Nyirimigabo, his cousin and battalion commander. Later chiefs such as Semugeshi, Rwubusisi, and Bideri himself were appointed with the king's consent during the colonial era[112]. In 1939, Wilfrid Bucyanayandi (known as Bucyana), grandson of Ntazimira, was appointed chief by the colonial authorities without consulting King Rudahigwa. Bucyana was known for his strained relations with Rudahigwa, to whom he once said, "Niwima nzimuka" ("If you become king, I will leave Rwanda"). The last Rwandan royal delegate in the region was Rulenga (or Lurenga) of the Abasinga clan. Others included Ntamuhanga of the Abungura clan, deposed by the colonials in the early 20th century. These two were Hutu, while Kabango, the king's delegate in Busanza, was a Tutsi of the Basinga clan. Rugaju, cousin of King Rwogera and the first delegate in the volcanic region of Bwisha, was a Tutsi of the Abega clan[113].

1.3. North Kivu governed by the King of Rwanda

From these examples, it is clear that before Belgian colonization and even during much of it the Mwami of Rwanda, through his delegates (abatware), exercised authority over parts of North Kivu. These delegates included both Hutu and Tutsi. Over time, however, Belgian colonization gradually abolished the Banyarwanda chiefdoms in North Kivu, stripping the Rwandan

[110]Aloys Tegera Buseyi, *Les Banyarwanda du Nord -Kivu (RDC), Histoire d'un groupe transfrontalier au XXe siècle*, L'Harmattan, 2021, p.221.
[111]Idem, p.223.
[112]Dr. Gaston Rwasamanzi, *Masisi et les Banyarwanda, Histoire, Stigmates et Espérance*, Rwasamanzi publisher 2025, p.26 et p. 34
[113]Aloys Tegera Buseyi, *Les Banyarwanda du Nord-Kivu (RDC), Histoire d'un groupe transfrontalier au XX siècle*, L'Harmattan, 2021, pp.55, 62, et p.69.

king[114] of his influence. A similar process occurred in South Kivu, where Banyamulenge chiefs though not delegates of the Rwandan king were also displaced. Colonial authorities imposed their own administrative structures, and the inhabitants of these regions ceased to be considered subjects of Rwanda.

2. Colonization created problematic structures

Broadly speaking, three categories of Rwandophones emerged in colonial and postcolonial Congo:

- The "original" Banyarwanda: Rwandophones who found themselves within the Congo's borders after colonial boundaries were drawn. They had lived there before the frontier was established and remained afterward.
- The "transplanted" Banyarwanda: Rwandan subjects brought into Congo by the colonial administration as laborers for plantations and mining operations. Most were settled in North Kivu, though some were taken as far as Katanga (Kipushi and Kolwezi). This was official policy: Rwandans were extracted from their homeland and used as labor in Congo. The Rwandan king had no say, having become subordinate to colonial authority.
- The refugee Banyarwanda: Those who sought refuge in postcolonial Congo during waves of displacement in 1960–1966, 1972–1973, and 1994. After the 1994 genocide against the Tutsi, most returned to Rwanda in a massive repatriation, though some remained among them génocidaires opposed to the post-genocide Rwandan government, who allied themselves with Congolese authorities to continue their ideology.

All these groups' originals, transplanted, and non-returned refugees share the name Banyarwanda, literally meaning "those of Rwanda" or "inhabitants of Rwanda."

[114]DR Gaston Rwasamanzi, op. cit. p. 30

This creates confusion between Congolese populations of Rwandan cultural heritage and citizens of Rwanda proper. Populations may share culture and language while holding different nationalities. Such is the case for the Banyarwanda of Congo (first and second categories) and those of Rwanda. They share a name but not nationality. This confusion often penalizes Congolese citizens officially recognized as Banyarwanda[115]. Their detractors claim they are not true Congolese and insist they "return to their motherland" in Rwanda, despite their legitimate Congolese citizenship.

This situation is not unique: colonial borders divided many ethnic groups between Congo and neighboring Angola, Congo Brazzaville, and the Central African Republic. Thus, the partition between Rwanda and Belgian Congo was not exceptional. Why then should the Banyarwanda of North Kivu especially the Tutsi be labeled foreigners? Are the Banyamulenge of South Kivu Rwandan simply because they speak Kinyarwanda, even though they have lived in the region since the 17th–18th centuries and were never subjects of the Rwandan king? Absolutely not. Language alone does not confer citizenship. Land may do so in some countries, such as the United States, but elsewhere only law determines nationality. Today, Rwandophones in the DRC face serious nationality issues, including the Banyamulenge of South Kivu, who have never been subjects of the Rwandan kingdom.

3. With the Banyamulenge, the problem became a real threat of genocide

With the Banyamulenge, what should have been a simple issue became complicated: unlike in North Kivu, there were no "transplanted" populations here. The Banyamulenge are a Rwandophone community that has lived in this region long before

[115]It is in this sense that Jean-Claude Willame wrote a book entitled *"Banyarwanda and Banyamulenge: Ethnic Violence and the Management of Identity in Kivu"*, *Cahiers africains, Zaïre, the 1990s, Volume 6, No. 25*, L'Harmattan, 1997.

Belgian colonization indeed, well before 1885. Normally, they should not have faced any "nationality problem." Yet, through amalgamation, confusion, and deliberate bad faith, they came to be labeled "Rwandan Tutsi called Banyamulenge." In reality, they are not Rwandan at all, even though they share cultural traits.

3.1. The Banyamulenge: A fully Congolese people

The population now known as "Banyamulenge" has inhabited the regions of Fizi, Uvira, Mwenga, and the Itombwe plateau since at least the 17th–18th centuries. Abbé Alexis Kagame places them there during the reign of Yuhi Gahindiro (1746–1802). Other authors suggest earlier or later dates. In fact, these populations arrived in successive waves, settling both on the high plateaus of Minembwe and in the surrounding areas of Fizi, Uvira, and Mwenga. Their origins trace back not only to Rwanda but also to Burundi and even Tanzania. Colonial authorities gave them various names: "Tutsi of Itombwe," "Itombwe herders," "Rwanda-Burundi," "the Rwanda," "Banyarwanda," or "Rwandan immigrants." Eventually, they came to be identified as "Banyamulenge," a name they reportedly adopted in 1966–1967 to distinguish themselves from Rwandan refugees of that era[116]. They never wished to be conflated with those refugees, even though they spoke the same language.

Strictly speaking, the Banyamulenge never formed a "tribe" with customary chiefs like other groups in Kivu. They never had a mwami (king) exercising authority over them, nor representatives of the Rwandan king in their territory. No mwami Munyamulenge ever existed. Instead, they remained organized through clans and families, independent of Rwanda, though they shared its culture and physical traits. Ironically, these very elements culture and morphology now work against them, as they are mistaken for "true Rwandans" and persecuted like other Rwandophone Tutsi in the DRC. They struggle fiercely to maintain their Congolese citizenship, which is often denied.

[116]Colette Braeckman et al., op. cit.p. 35.

3.2. The traditional authority of the Banyamulenge and its dismantling

Traditionally, the Banyamulenge lived under clan chiefs, united by a common language and a pastoral culture centered on cattle. Under colonial rule, they had their own administrative entity from 1891 until its suppression in 1933. During that period, they maintained chiefdoms and sub-chiefdoms, but these were dismantled after some of their leaders resisted Belgian attempts to seize grazing lands.

From then on, their collective authority was broken apart, and their lands were handed over to leaders of neighboring Fulero and Bembe tribes, who were more compliant with colonial power. The destruction of Banyamulenge chiefdoms and similar structures in North Kivu was disastrous. Since customary chiefdoms implicitly defined Congolese citizenship, their elimination left Rwandophone Congolese without a recognized political base. In a country where tribal affiliation had become essential, anyone without a chiefdom was branded a foreigner[117].

A second problem arose after independence, during the Mulelist rebellion (1963–1966). The Banyamulenge sided with the Congolese National Army (ANC) against the rebellion, while neighboring tribes supported it. For the first time, they entered into open conflict with neighbors who had previously coexisted peacefully. Politicians from the Bembe, Fulero, and Vira communities began to stigmatize them, accusing them of fabricating the name "Banyamulenge" to conceal their supposed Rwandan identity.

Later, they were accused of supporting the Rwandan Patriotic Army (Inkotanyi). Some young Banyamulenge allegedly joined its ranks, while others contributed financially. Lists were circulated of Banyamulenge said to have returned to Rwanda after the RPF

[117]This note was graciously communicated to us by Munyampenda Jean on December 21, 2025.

victory, fueling claims of a "massive return to their so-called homeland." A member of the Vunga Commission even declared that no trace of the Banyamulenge existed in the official register of Zairian tribes[118], insisting they were "Tutsi from Rwanda who arrived in 1964."[119] In Congolese politics, even blatant falsehoods can be profitable and this narrative persists today.

3.3. The beginning of political persecution of the Banyamulenge

Banyamulenge politicians were barred from running for office, despite having had parliamentary representatives at independence. Their legitimacy was even denied to Kinyarwanda-speaking bishops such as Monsignor Gapangwa, Kanyamacumbi, and Ngabu (of the Hema tribe). By contrast, some Kivu bishops, notably Emmanuel Kataliko, openly attacked Congolese Tutsi and aligned themselves with extremist anti-tutsi movements[120]. Customary chiefs added fuel to the fire, while tribal associations launched campaigns against Tutsi communities. At least 18 armed groups now operate in eastern DRC, and civil associations have joined in, intensifying the hostility. For example, the Bucong and Lubunga associations of South Kivu repeatedly used the phrase "Rwandan Tutsi called Banyamulenge" more than thirty times in a nine-page document[121].

[118]Eulode Boissonnade, op. cit. p.345.

[119]Idem, p. 345.

[120]Isidore Ndaywel è Nziem, op. cit. p.617.

[121]Manassé (Müller) Ruhimbika, *Les Banyamulenge (Congo-Zaïre) entre deux guerres*, L'Harmattan, 2001, pp. 250–258.Ruhimbika was part of the group of Banyamulenge who promoted the political movement called the *Forces Républicaines Fédéralistes*. This movement distanced itself both from Kabila and from Rwanda, which Ruhimbika accused of attempting to instrumentalize the Banyamulenge. Under the leadership of Commander Masunzu, this group fought against the RCD/Goma. See also: Isidore Ndaywel è Nziem, *op. cit.*, p. 617.

This expression "Rwandan Tutsi called Banyamulenge"is constantly repeated, emphasizing that they are first Tutsi, then Rwandan, and only lastly "Banyamulenge," a name allegedly invented to disguise their "true identity." While they fight for recognition as Congolese citizens, the Kinshasa government dismisses them as Rwandans, portraying them as the spearhead of the Rwandan Patriotic Army (later renamed the Rwanda Defense Forces in 2002). They are persecuted and killed accordingly.

There is no longer any doubt: racist ideology has taken hold. Its consequences are devastating. Around 300 Rwandophones, including many Banyamulenge, were massacred in Kinshasa. Reduced to a "phantom ethnicity," they nonetheless number at least 400,000 people established in Kivu for over three centuries[122]. They have even been called the "Jews of Africa."[123]

3.4. A series of repeated massacres and other Congolese Rwandophones

The Banyamulenge have been regularly subjected to massacres, such as:

- 1996: The Bembe, in collaboration with the FAZ (Zairian Armed Forces)[124], killed hundreds of Banyamulenge civilians. In October of that year, the Vice-Governor of South Kivu, Lwasi Ngabo Lwanbaji, gave between 200,000 and 500,000 Banyamulenge one week to leave the country[125].
- 2004: More than 160 Banyamulenge refugees were massacred in Gatumba, Burundi.

[122]Euloge Boissonnade, *Kabila clone de Mobutu* ? Editions Moreux, 1998, p.237-238.
[123]Idem, op. cit. p.311.
[124]The Congolese army has borne several names: Force Publique under colonization, Armée Nationale Congolaise between 1960 and 1971, Forces Armées Zaïroises (FAZ) under Mobutu (1971 to 1997), and Forces Armées de la RDC (FARDC) since 1997.
[125]Colette Braeckman et al., op. cit.p.103.

- 2017 and 2019: Over 140 villages belonging to Congolese Tutsi and Banyamulenge were burned in South Kivu and elsewhere.

- 2020–2025: The Wazalendo militias, allied with the FDLR, FAZ, and Burundian armed forces, have attacked the Tutsi of South Kivu known as Banyamulenge. A genuine threat of genocide hangs over them.

Human rights organizations such as Human Rights Watch and the civil society of the Itombwe Highlands have already sounded the alarm, urging the international community to intervene before it is too late. The AFC/M23 has even declared that "a genocide is underway." The situation is grave.

3.5. Current attempts at self-defense amid permanent rejection

Today, the Banyamulenge continue, as they always have, to defend their right to full Congolese citizenship. Unfortunately, they struggle in a fragmented manner. Some cling desperately to the central Congolese government, which often rejects them harshly. Repeatedly most notably in 1998, under the instigation of Yerodia Abdoulaye Ndombasi, then Minister of Foreign Affairs the government massacred young Congolese Tutsi in Kinshasa. That same year, 120 young military recruits were shot dead in the hangars of the Kamina military base, as well as in Lubumbashi. These youths had sought to integrate into the Congolese military system, but were rejected and brutally executed. Across the country, lynchings targeted anyone whose physical appearance resembled that of a Tutsi.

Some Banyamulenge nevertheless remain loyal to a government that refuses them. A recent example is General Gasita, expelled from Uvira by Wazalendo militias despite serving the same government. This Munyamulenge general sought to defend the

interests of the Tshisekedi regime, but was rejected and driven out solely because of who he is, not what he did. This is pure racism and undeniable proof of rejection. Similarly, General Masunzu another Munyamulenge has been accused of high treason, echoing the events of 1998 when more than a hundred Banyamulenge recruits were massacred. Today, Masunzu is rehabilitated against his brothers.

Others, feeling excluded by their government, fought alongside the AFDL[126] and are now aligned with the AFC/M23. Still others sought refuge in Burundi, only to be expelled or sacrificed. The Gatumba massacre of 2004, which targeted Banyamulenge refugees, revealed the genocidal intent of Kinshasa's government: to pursue Tutsi even into foreign countries, with the aim of cleansing South Kivu and its surroundings of all Tutsi, and later purging Masisi and Goma of Rwandophone Tutsi[127]. A similar scenario unfolded in Rwanda at the Adventist University of Mudende on August 18, 1997, where about 150 Congolese Tutsi refugees from North Kivu were killed by the FDLR with support from the Zairian government. Others have sought refuge in Rwanda or elsewhere. They scatter wherever they can because the DRC denies them citizenship. Why, then, this permanent rejection?

4. The case of Rwandophones in North Kivu

With the outbreak of the Mulelist rebellion, unlike the Banyamulenge of South Kivu who sided with the Zairian Armed Forces (FARDC), all Tutsi of North and Central Kivu were accused by the central government in Kinshasa of supporting the rebellion. In 1964, an order was issued to do everything possible to neutralize these alleged allies of the Mulelist-Simba rebels.

[126]The Founding Act of the *Alliance of Democratic Forces for the Liberation of Congo* (AFDL) (Congo-Zaire) dates from October 18, 1996, at Lemera (South Kivu). It consists of five articles, the third of which designates Mr. Laurent-Désiré Kabila as its spokesperson. The alliance is composed of four organizations:

[127]E. Tommy Tambwe Ushindi W., *Congo-Kinshasa, La République des erreurs et la stagnation d'un Etat 1990-2015,* Leadership Editions, 2015, p.379.

What followed was extreme cruelty against the Tutsi of North Kivu, lasting from 1964 to 1965. Murders, looting, roundups, and torture were directed against the Banyarwanda[128].

A resistance movement arose in North Kivu, particularly in Masisi. It was a protest against the traditional Hunde authority over the Banyarwanda populations, mainly Tutsi, in Masisi[129]. A fierce struggle ensued between the Banyarwanda Tutsi and the Nande and Hunde tribes. Unfortunately, the Hutu Rwandophones, influenced by Kayibanda's government in Kigali and fearful of the "Inyenzi," broke away from the Tutsi of North Kivu and allied themselves with the Hunde and Nande against the Rwandophone Tutsi. This conflict became known as the "Kanyarwanda War," which lasted from 1963 to 1965[130].The Tutsi of North Kivu were accused of siding with Lumumbist rebels, as their elites were close to the Cerea Party led by Lumumbist Anicet Kashamura[131].

Supporting the Mulelist rebellion against President Mobutu was considered treason. In 1964, Prime Minister Tshombe ordered the neutralization of all allies of the Mulelist rebels. The North Kivu gendarmerie, composed mainly of Nande, Nyanga, and Hunde, seized the opportunity to massacre the Tutsi of the region, beginning with the Tutsi elite teachers, merchants, politicians, and others. Provincial authorities in North Kivu used this as a pretext to eliminate the Rwandophone Tutsi.

[128]Gaston Rwasamanzi, op. cit. p. 166.

[129]Dr. Gaston Rwasamanzi, *Masisi et les Banyarwanda, Histoire, Stigmates et Espérance, Rwasamanzi publisher, 2025, pp. 49 et 148.*

[130]There would later be a second "Kanyarwanda" in Masisi and Walikale between 1991 and 1993. The Nande, Hunde, and Nyanga militias, known as *Mai-Mai* and *Bangilima*, attacked the Hutu and Tutsi of North Kivu, resulting in numerous victims among the Banyarwanda and more than 300,000 displaced persons. This confrontation might have continued if it had not been for the massive influx of Rwandan refugees in 1994, which made the "autochthonous" populations of Kivu fear that their lands would become a vast "Hutuland" or "mini-Hutu state" (as Marie-France Cros called it), to their detriment—especially since these refugees were supported by Mobutu. See: Colette Braeckman et al., *op. cit.*, pp. 42 and 98.

[131]This note was graciously communicated to us by Munyampenda Jean on December 21, 2025.

In Central Kivu, the Mulelist rebellion also gained support from Batutsi refugees. Leaders from the UNAR Party reportedly concluded a collaboration agreement with Soumialot, head of the rebellion. Following this agreement, a certain Mudandi[132], leader of one of the so-called Rwandan Inyenzi groups, began recruiting young Tutsi refugees, particularly from the Chiminunu refugee camp in the chiefdom of Mwami Ferdinand Bisimwa Nyakalonge near Bukavu. These recruits were seen as fighting against the Kinshasa government alongside the Mulelist rebellion. As a result, Tutsi refugees in Central Kivu were persecuted, and some were massacred, including a man named Muyango[133].

The Mulelist rebellion had grave repercussions for both the Rwandophone Tutsi of North Kivu and the Banyamulenge of South Kivu. Later, during the "national identification" program, local authorities, still harboring resentment, refused to include these two groups of Tutsi from South and North Kivu. They were progressively excluded from nationality, deliberately confused either with Rwandan immigrants or with Rwandans outright even though the Banyamulenge had never been subjects of the Rwandan king nor held Rwandan nationality since settling in South Kivu centuries earlier.

5. The problem is political

The rejection of Congolese Rwandophone Tutsi by their own government is not due to their name "Banyarwanda" nor to their Rwandan cultural heritage, but primarily to a deliberate policy of exclusion. Since independence, the DRC has lacked a genuine

[132]This Mudandi was even suspected of having killed a certain Preziosi, a representative of the UNHCR in that camp, who opposed the entry of refugees into the rebellion, for which they were taken as adherents or sympathizers. His death was followed by the arrest of numerous Tutsi from Central Kivu.

[133]The latter is probably from the family of the late Déo Muyango, well known in Kigali before 1990, whose family today lives in Nyamirambo (Kigali). Both Muyangos seem to belong to the same Abega family, known as Abakagara.

inclusive policy aimed at integrating all its citizens, including those of Rwandophone culture. This exclusionary policy, targeting a specific ethnic group, has caused immense suffering and raised fears of an imminent genocide of Congolese Tutsi.

The question arises: Why does the DRC deny nationality rights to Rwandophone Tutsi who settled there long before colonization or during the colonial period? Why are some of them, identified as Tutsi, even threatened with genocide? It is not a matter of space: Congo is vast, with room for everyone. Nor is it a matter of resources: Congo is rich in minerals, yet mismanagement has left it among the poorest countries in the world. Nor is it a matter of colonial borders: across Congo's frontiers north, south, east, and west there are tribes divided by colonial boundaries who do not face nationality problems, unlike the Rwandophone Tutsi of North Kivu. For example, the Ngwandi live in both DRC and Central African Republic, the Bateke in DRC and Congo-Brazzaville, and the Bakongo in Angola and DRC. The division of peoples by colonial borders is not unique to the Rwandophone Tutsi, yet they alone are singled out and persecuted for reasons unrelated to borders.

The problem is racism, driven by an incompetent and non-inclusive political leadership steeped in violent anti-tutsi ideology. Congo suffers from a leadership poisoned by this racism. Already, Congolese Rwandophone Tutsi anticipate the worst and sometimes seek alliances with neighboring governments, while Kinshasa relies on support from countries of the Southern African Development Community (SADC).

These Congolese Tutsi, allied with neighboring governments, have fought at least five wars to defend their rights:

1. The AFDL rebellion (September 1996 – May 1997)
2. The RCD war (August 1998 – October 2002) against Joseph Désiré Kabila
3. The CNDP war (July 2006 – March 2009)
4. The first M23 war (April 2012 – 2014)
5. The second AFC/M23 war (2023 – present)

As will be discussed further, none of these wars resolved the issue. The struggle remains the same: Congolese Rwandophone Tutsi demanding their denied rights.

Their survival hangs by a fragile thread, with an uncertain outcome depending on the balance of power. For them, the most threatened right was long the right to Congolese nationality. But over time, the right to life itself has become the most urgent, as Congolese Rwandophone Tutsi now face the danger of extermination.

6. The victimization of Rwandophones through laws denying them nationality

There has been great confusion in the granting of Congolese nationality to Rwandophone Congolese in general, and to those originating from Rwanda-Burundi in particular. From the colonial period to the present day, nearly a dozen legal texts have governed Congolese nationality, some of which outright denied nationality to Rwandophone Congolese. Aloys Tegera Buseyi[134] recalls the most important of these texts:

- The decree of December 27, 1892 excluded no one. One was Congolese by birth on Congolese soil, by naturalization, by presumption of law, or by choice. Even a child born to a foreigner on Congolese soil could quickly acquire Congolese status.
- The law of March 23, 1960, passed by the Belgian Parliament just before independence, granted voting rights only to Congolese citizens, and to Ruanda-Urundi nationals residing in Congo for at least ten years. Transplanted populations of the 1950s–1960s were therefore excluded.
- The Fundamental Law of May 19, 1960 maintained all colonial provisions, with their previously noted shortcomings.
- The Constitution of August 1, 1964 introduced the principle of a Congolese nationality "one and exclusive," granted only to

[134]Aloys Tegera Buseyi, *Les Banyarwanda du Nord Kivu (RDC), Histoire d'un groupe transfrontalier au XXe siècle*, L'Harmattan, 2021, pp.331-351.

persons whose ancestors belonged to tribes established in Congo before October 18, 1908. This Constitution remained silent on Ruanda-Urundi nationals whose children born in Congo were automatically Congolese under the 1892 decree. This loophole led to exclusions: during the distribution of identity cards, Rwandan residents in Masisi were denied Congolese citizenship.

- Ordinance-Law No. 71-020 of March 26, 1971 recognized that "persons originating from Ruanda-Urundi established in Congo as of June 30, 1960 are deemed to have Congolese nationality as of that date." Yet again, those transplanted in the 1950s–1960s were excluded, stripped of citizenship, and reduced to second-class citizens or stateless persons.
- Law No. 81-002 of June 29, 1981, based on jus sanguinis, overturned all previous gains for Ruanda-Urundi nationals. It stipulated that Congolese nationality by origin applied only to members of tribes established in Congo within its borders as of August 1, 1885. This destabilized even prominent figures such as Rwakabuba Shinga, a member of the MPR Central Committee. The law rejected collective acquisition of Congolese nationality for Rwandan and Burundian nationals, declaring previously issued identity cards null and void.

When the Zairian government regulated nationality in 1981, the Banyamulenge considered "foreigners" were excluded outright, denied Congolese nationality, and effectively erased from collective memory and identity. This amounted to denying them the right to exist.

- In April 1991, the provincial parliament of Kivu went so far as to vote for the exclusion from Zairian territory of all Rwandophone speakers, including those who had lived there for centuries, such as the Banyamulenge. They were not counted among the "autochthonous" peoples and were classified only as "Rwandan immigrants." Both Banyamulenge and Banyarwanda of North Kivu rejected this categorization, refusing to be treated as immigrants or Rwandans. They rejected the amalgamation between Congolese Rwandophones and Rwandan or Burundian

refugees and immigrants who had arrived since the 1960s.

- The Constitution of April 4, 2003 reinstated the principle of a Congolese nationality "one and exclusive."
- The National Assembly on September 22, 2004 noted that Rwandan nationality cannot be lost, a precedent that could allow Banyarwanda immigrants to acquire dual nationality something Congolese law does not permit.
- The Constitution of February 18, 2006 recognized the right to Congolese nationality only for Rwandan immigrants residing in Congo before June 30, 1960.

These constant changes in nationality laws have never provided assurance to Rwandophone Congolese. Their situation has remained precarious at both national and provincial levels. A governor here or there can harass them without recourse to law or protection from Kinshasa. On the contrary, the central government does not punish citizens who persecute Banyarwanda and Banyamulenge, still perceived as foreign immigrants. This permanent impunity, passed down from generation to generation, remains a source of insecurity. Rwandophone Congolese, especially Tutsi, are victims in their own country, the DRC. The law does not protect them; instead, it exposes them to the whims of anti-tutsi extremists.

7. Impunity and its intergenerational transmission regarding the massacre of Tutsi

It was after Congo's independence in 1960 that the first clashes emerged between the elites of the North Kivu tribes and those of the Rwandophone communities in the same region. Those among the latter who managed to rise to political positions or succeed in business cast a shadow over their "autochthonous" colleagues, who labeled them as foreign "allogènes." Jealousies from non-Rwandophone tribes were not lacking. Moreover, successive waves of Tutsi refugees arriving from Rwanda between 1960 and

1973 increased the number of Tutsi in the region and worsened the situation.

7.1. Tribal political struggles

The arrival of new waves of refugees created a problem of access to land in this part of the DRC, as so-called "autochthonous" populations feared losing their lands. The situation worsened when the CEREA party (Centre de Regroupement Africain), moderate and pro-Lumumbist but perceived as pro-Tutsi, won the provincial elections of 1960[135]. Two Tutsi ministers entered the provincial government: Jean Népomuscène Rwiyereka of Masisi and Cyprien Rwakabuba of Rutshuru. Mwami René Ndeze, a Hutu and anti-tutsi leader who succeeded his father Daniel Ndeze, opposed their rise. He appointed two Hutu ministers of his own: Edouard Mujinya and Marcel Bahizi[136]. Thus began a fierce rivalry between the elites of these two communities, which quickly escalated. The rejection of Congolese Tutsi only worsened, and this issue has resurfaced regularly ever since.

From this period onward, tribal mutual-aid associations emerged, evolving into self-defense groups both among Congolese Rwandophones and among so-called "authentic" Zairians. Tribes relied on these associations without any broader political program beyond tribalism[137]. Militias of this kind were born and thrived. Civil organizations became tribalized as well. Rwandophones did the same, but unfortunately divided further into Hutu and Tutsi:

[135]CEREA was first an ethnic mutual aid association founded in 1958; it became a political party in 1959 under the presidency of Kashamura Anicet Bisukiro. It was close to Lumumba's MNLC party, just as UNAR was in Rwanda.

[136]Dr Gaston Rwasamanzi, op. cit. p.150.

[137]For example, there was the *Kayanda* mutual aid association among the Nande, the *Bushenge* mutual aid association among the Hunde, *Magrivi* among the Hutu, *Umoja* among the Tutsi and Hutu, *Acuba* among the Hunde-Nyanga-Tembo, etc. See: Colette Braeckman et al., *op. cit.*, pp. 41–42.

Hutu joined Magrivi (Mutuelle d'agriculteurs du Kivu), while Tutsi joined Acogenoki (Association coopérative des groupements d'éleveurs du Kivu).

Public life became increasingly tribalized. Violent clashes erupted in Masisi and elsewhere. Magrivi (today Agasenge) allied with the Hunde, and confrontation escalated in 1993. Tutsi cattle were exterminated: more than 400,000 cows were taken from Tutsi herders in Kivu[138]. Resorting to a tribal-based customary system in the 20th century, in a country claiming to be democratic, was a profound political regression. It prevented merit from emerging, as tribal affiliation took precedence. The obsession with autochthony only worsened the situation, with autochthony proclaimed as the supreme principle.

7.2. The active role of Hutu genocidaires from Rwanda

In 1994, extremist Hutu refugees from Rwanda brought with them into the DRC the virus of genocidal anti-tutsi ideology, which quickly contaminated the country. Here, the narrative was framed as "autochthonous Bantus" against supposedly "Nilotic" Tutsi tribes another false ideology imported by colonizers. Belgian colonial authorities had taught and spread this idea among the common people, and it was widely believed. Today, it remains entrenched in the DRC. It was from this ideology that Kinshasa's central government supported President Habyarimana in 1990 at the start of the Rwandan Patriotic Front's liberation war, and later aided extremist Rwandan militias who fled to the DRC in July 1994 after committing genocide against the Tutsi in Rwanda. These militias were eventually integrated into the structures of Congo's defense forces. They also entered mining operations, using profits to purchase weapons to fight the Rwandan government. They built strong friendships and business networks both within Congo and internationally.

[138]Euloge Boissonnade, *Kabila Clone de Mobutu ?* Editions Moreux, 1998, p.342.

Bishop J.M. Runiga Lugerero revealed: "The Hutu rebels of the FDLR, who sow chaos in eastern DRC, have managed to build an international network that allows them to export minerals in exchange for financing. These rebels, he continued, received support from members of charitable organizations and, through intermediaries, exported minerals. The group of experts cited British, Malaysian, and Thai companies buying stones from mines controlled by these rebels."[139]

Today, they remain active, operating under the cover of the Congolese Armed Forces (FARDC). They collaborate with Wazalendo militias (pro-government groups created and financed by the Tshisekedi regime) and even with CNDD-FDD and FLN forces from Burundi. They are everywhere sometimes as government soldiers or mercenaries, sometimes as hired killers or miners. They spread genocidal ideology within the Congolese army and militias, contaminating ordinary populations in both the DRC and Burundi.

The FDLR, for their part, aim to retake power in Rwanda. No government in the world has condemned their integration into the Congolese army. This poses a real threat to Rwanda and to Rwandophone Tutsi, over whom these negative forces constantly cast the shadow of a "genocide conspiracy."[140] The Pretoria Agreement and multiple UN resolutions promised to disarm them, but this never materialized. Will Washington succeed where others failed? Time will tell. Rwanda, for its part, will do everything possible to secure its border with the DRC always preferring offense to defense.

[139]E. Tommy Tambwe Ushindi W., op. cit. p.10-11.

[140]E. Tommy Tambwe Ushindi W., *Congo-Kinshasa, La République des erreurs et la stagnation d'un Etat 1990-2015,* Leadership Editions, 2015, p.380

7.3. The Banyamulenge denied the right to life

Meanwhile, the Banyamulenge and Banyarwanda of North Kivu have been erased from ethnographic maps of the DRC, even though maps readily show the locations of other Kivu tribes except the Rwandophones. Their ethnographic existence is denied, despite being documented in certain works, such as Dr. Gaston Rwasamanzi's Masisi et les Banyarwanda, Histoire, stigmates et espérance (2025), p. 43.

Detractors instead cite the work of M. Flament (1906), which made no reference to Rwandophone "tribes," dismissing them as phantom peoples supposedly nonexistent in eastern Congo. They also rely on maps of Congo produced by Van de Houde and Van de Kerken in 1964, which did not mention the Banyamulenge. The Mwami of Uvira reportedly declared he found no trace of such a people[141]. Yet, these Congolese Banyarwanda and Banyamulenge exist in flesh and blood on Congolese soil, regardless of efforts to ignore or erase them. They even appear on certain ethnographic maps. To deny their existence and erase them from ethnographic records is, in any case, a very ominous sign.

8. When Kabila renounced the alliance and refused to resolve the Rwandophone question

Let us recall that the Alliance of Democratic Forces for the Liberation of Congo (AFDL) took up arms against Mobutu in October 1996. This rebellion fought alongside the Rwandan Patriotic Army (RPA), which sought to push back as far as possible the ex-FAR (Rwandan Armed Forces) and the Interahamwe militias that swarmed in Zaire's towns and forests. Laurent-Désiré Kabila was then the spokesperson of this rebellion, which enjoyed full support from Kigali and Kampala. Cities fell under his control rapidly: Uvira on October 19, 1996, followed by Bukavu, Goma, Beni, Bunia, Kalemie, Kindu, Ting-Ting, Kipushi, Kananga, Kolwezi,

[141]Euloge Boissonade, op. cit. p.238.

Kikwit, Kenge, and finally Kinshasa on May 17, 1997.

Once the AFDL war was won, its spokesperson Laurent-Désiré Kabila proclaimed himself President of the Republic of Congo, replacing Mobutu. But he was not popular in Kinshasa, nor were the soldiers of the Alliance. Rumors spread that these forces intended to detach Kivu from the rest of Congo and hand it over to the Banyamulenge and Congolese Tutsi of Rwandan origin settled in Kivu. Kabila was thus branded a traitor. He was accused of surrounding himself with Rwandan soldiers, considered mercenaries, and of being their prisoner. Pressure mounted for him to free himself from his patrons, and he threw himself into this mission wholeheartedly.

Faced with growing opposition, Kabila played a dangerous game of "double or nothing." He invoked a "duty of ingratitude" toward Rwanda, claiming that circumstances demanded it. He declared that he was no longer a rebel leader but a Congolese head of state, and decided to rid himself of the AFDL and the Rwandan soldiers who had lifted him from exile and placed him at the head of the Alliance. On July 27, 1998, he issued a communiqué announcing the end of Rwandan military presence in Congo. He congratulated the Congolese people for having "tolerated" their presence[142]. The repatriation of Rwandan soldiers began two days later, on July 29, 1998.

Congolese Rwandophones and Banyamulenge felt abandoned, as no definitive solution to their plight was offered. The Rwandan soldiers themselves felt betrayed. They had fought Mobutu, who was complicit with Rwanda's genocidal government and had transplanted genocidal militias into Congo, yet they returned home without any resolution of the problem. For them, the mission was incomplete. Security along Rwanda's border with the DRC remained precarious, dependent on the goodwill of genocidaires entrenched and integrated into Congo's politico-military institutions. Indeed, ex-FAR soldiers and Interahamwe militias were given Congolese

[142]Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo, Des origines à la République démocratique*, Edition Le Cri-Buku, 2012, pp.610- 612.

army uniforms and reintegrated into brigades. Some regrouped under PALIR (Armed People for the Liberation of Rwanda), with its armed wing ALIR (Army for the Liberation of Rwanda), later renamed FDLR (Democratic Forces for the Liberation of Rwanda) in 1996.

The Tutsi of the DRC remained under threat of genocide. Everyone sensed it. At the 20th France-Africa Summit in January 1999, Rwandan President Pasteur Bizimungu urged Laurent-Désiré Kabila to "put an end to calls for hatred, violence, and genocide against the Tutsi."[143] His plea went unheard. Instead, Kabila desperately sought condemnation of Rwanda, Uganda, and Burundi countries he accused of aggression against Congo but he failed. Nothing was resolved. The struggle had to continue. New rebellions erupted in Goma and Bukavu, giving rise to an anti-Kabila front led by the Congolese Rally for Democracy (RCD).

9. The war of the Congolese Rally for Democracy (RCD)

The RCD was created on August 12, 1998, under the leadership of Wamba dia Wamba, launching the second war in Kivu. Its executive committee included Banyamulenge leaders such as Karaha Bizima, who had been part of the AFDL structures. In November 1999, the rebellion was joined by the MLC (Movement for the Liberation of Congo), founded in Kisangani by Jean-Pierre Bemba, son of a former minister. Rwanda, with its RPA forces, allied with the RCD rebels to secure its borders against genocidal militias and recalcitrant ex-FAR soldiers.

The coalition of the RPA and the RCD-MLC managed to conquer 40% of Congolese territory. Cities such as Uvira, Goma, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, and Kananga fell under their control. Only Kinshasa remained to be taken.

[143] *Jeune -Afrique Economie n°* 277, déc. 1989- janvier 1999.

9.1. Failed attempt to capture Kinshasa

On August 4, 1998, an audacious operation was launched to capture Kinshasa from the rear. RPA and RCD soldiers were airlifted from Goma to Kitona in Bas-Congo.

The operation succeeded initially and lasted until August 16, 1998. These forces liberated Boma, Moanda, Matadi, and even the Inga dam.

But Kabila received reinforcements not only from his own troops but also from Angola, Zimbabwe, and Namibia. These allies managed to halt the attackers. The RCD and their Rwandan allies were forced to retreat. Government forces and their allies retook Moanda, Kitona, Banana, and Matadi by July 30. Kabila was saved, but he would later be assassinated by his bodyguard on January 16, 2001.

Joseph Kabila, who succeeded his father, launched negotiations beginning with the Inter-Congolese Dialogue at Sun City (February 25 – April 12, 2002), which resulted in a power-sharing agreement between Kabila, the RCD, and the MLC. This was followed by the Pretoria Accord of December 16, 2002, known as the "Global and Inclusive Agreement" of transition. All parties pledged to form a single, integrated, and restructured national army.

9.2. Peace accords without a future

Between Rwanda and Kabila, there was also the Pretoria Peace Accord signed on July 30, 2002. The Rwandan government agreed to withdraw its estimated 20,000 troops from Congo. In return, Kabila pledged to dismantle extremist FDLR militias, arrest genocidaires, demobilize Hutu militias, and repatriate them from the Kamina base. Rwanda fulfilled its commitments, withdrawing its troops as confirmed by MONUC[144]. But Kabila failed to honor his promises until his departure. Instead, divisions and clashes

[144]E. Tommy Tambwe Ushindi W., *Congo- Kinshasa. La répétition des erreurs et la stagnation d'un Etat 1990-2015*, Leadership Editions, 2015, p.307.

erupted between his army, joined by the MLC, and RCD-Goma forces, despite the "inclusive and integrated" agreement[145].

The "problem" of Rwandophones Banyarwanda and Banyamulenge remained unresolved. Some RCD officers refused to join the new integrated FARDC (Congolese Armed Forces). They did not travel to Kinshasa to assume their posts. Among them was General Laurent Nkundabatware, known as Nkunda Miheto. He and several comrades stayed in Goma. They were replaced by decree, and the High Command decided to prosecute them in military court. Nkunda went on to lead the Bukavu insurgency against FARDC in May 2004[146], which claimed many Banyamulenge victims.

[145]The RCD would break up into RCD-Kisangani, RCD-Goma, and RCD-KML. Later, there would be other smaller subdivisions such as RCD-Original, RCD-Authentique, and RCD-Congo.

[146]Nkunda, born on February 6, 1967, descended from a family that had migrated from Burundi and settled in Jomba, North Kivu, since the 17th century. His paternal great-grandfather in this region was a certain Nshizirungu, who was the dean of local customary chiefs mandated by the king of Rwanda at Jomba. His father, Rusesamigabo, who was not on good terms with Mwami Daniel Ndeze, had to migrate to Bwito.
He grew up in the Adventist faith of his mother, Nyirabuyanja. He even considered becoming a pastor but was refused. Nevertheless, he remained deeply marked by a taste for evangelization. He studied secondary school at the Kitwé Institute, which he completed in 1985. He studied psychology for one year at the University of Kisangani, which he left for the Adventist University of Gisenyi, where anti-tutsi unrest prevented him from continuing his studies.
He then joined the RPF (*Front Patriotique Rwandais*) Inkotanyi (1991–1992), where he was a cadre from 1991 to 1992, and later became a soldier in 1993 in the APR (*Armée Patriotique Rwandaise*), serving in special intelligence services. The war and genocide in Rwanda ended when Nkunda held the rank of sergeant.
The unrest in North Kivu (1991–1995) claimed the lives of 51 members of his family. His first wife, Sophia, died of illness in April 1999, and he remarried in 2000 to a woman from the Bashi family. From October 1996, Sergeant Nkunda joined the First Congo War on the side of the AFDL. He became a lieutenant in 1998, then a colonel in the Congolese army in 2001, and a general in 2003.
See: Steward Andrew Scott, *op. cit.*, pp. 47–149.

On June 2, 2004, Bukavu fell under insurgent control. Negotiations followed, and Nkunda's troops agreed to withdraw to Kalehe on condition of an investigation into Banyamulenge massacres and a general amnesty for his forces.

The toll was 102 dead and 106 wounded[147]. Nkunda and his men moved to Minova, where, joined by the group "Synergy for the Defense of Peace and Concord," they formed the National Congress for the Defense of the People (CNDP). He strengthened its military wing, the "Congolese National Army (ANC)," with General Bosco Ntaganda as Chief of Staff and Colonel Nziramakenga Sultan, known as Makenga Sultan, as deputy.

The Bukavu revolt demonstrated that the various accords had achieved nothing. The formation of a national army failed. Decentralization as a mode of governance also failed. Massacres of innocents continued with impunity. The nationality issue of the Banyamulenge and all Rwandophones of eastern Congo remained unresolved. Worse still, another massacre occurred: Banyamulenge refugees in Burundi near Uvira, at the Gatumba camp, were slaughtered on August 13–14, 2004. More than 170 were killed by Burundian militias of Agathon Rwasa, with the complicity of Congolese Mai-Mai and Rwandan FDLR. Hate media continued to inflame the situation. The issue of the FDLR and Interahamwe militias remained unresolved. As Stewart A. Scott aptly put it: "The FDLR came... to stay." Increasingly, irrefutable evidence of genocidal conspiracy and attempts to infiltrate Rwanda by the FDLR came to light[148].

9.3. Total division among Congolese Rwandophones

Unfortunately, Rwandophones of North Kivu divided among themselves once again Hutu on one side, Tutsi on the other. This was the second time such a division occurred. The vicissitudes of time had taken their toll. The legislative and provincial elections

[147]E. Tammy Tambwe Ushindi, W. op. cit. p. 272

[148]Stewart Andrew Scott, op. cit. p.275.

of 2006 were conducted along ethnic lines, and Tutsi candidates were marginalized, especially since many Rwandophone Tutsi refugees living in Rwanda (Byumba, Kibuye, Ngarama, Nkamira, Cyangugu), in Gatumba (Burundi), and Nyakivara (Uganda) had not returned to participate. In South Kivu as well, RCD candidates lost the elections.

General Nkunda and the Congolese government attempted reconciliation by trying to integrate his men into the army through an operation called mixage. Both the National Assembly and the Kivu provincial assembly denounced the plan, and it failed just as the disarmament of the FDLR had failed[149]. On August 18, 2007, General Mayala even ordered the suspension of operations against the FDLR[150], shielding these unrepentant genocidaires under his authority. They realized that impunity protected them, emboldening them and rendering them untouchable despite their crimes.

9.4. Fleeting diplomatic glimmers: birth of the M23

Not all was lost. After the rupture of diplomatic relations in August 1998, President Paul Kagame and Joseph Kabila renewed ties and met on August 6, 2009, in the "neutral zone" between Gisenyi and Goma. At the end of their talks, both heads of state pledged to guarantee their countries' security and eradicate armed groups. They even revived the idea of jointly exploiting methane gas from Lake Kivu.

In January 2009, there was a joint FARDC-RDF operation called Amani Leo against the FDLR. At that time, Nkunda himself was arrested and replaced at the head of the CNDP by General Ntaganda. Negotiations followed, leading to the March 23, 2009 peace agreement. The CNDP agreed to become a political party and was promised participation in governance. Its imprisoned members were to be released, and its refugees repatriated.

[149]Idem, p. 380.
[150]Ibidem, p.407.

Unfortunately, CNDP members split into pro-Nkunda and pro-Ntaganda factions. Deadly score-settling soon erupted.

Nationally, the March 23 Agreement was not respected, and the CNDP denounced it. Ntaganda himself was pursued by the ICC and fled, followed by other soldiers. In short, the CNDP was not integrated politically or militarily. Its soldiers decided to go on the offensive, creating the "March 23 Movement," more simply called M23, born on May 6, 2012. Its military branch was entrusted to Nziramakenga Emmanuel Sultan, better known as Makenga Sultan, a brigadier general and chief of staff.

The Kinshasa government issued an ultimatum, but in vain. On November 20, 2012, M23 captured Goma and other localities. The UN Security Council intervened and condemned M23. The European Union did the same, and the ICC reopened Ntaganda's case. M23 was condemned by everyone, including Rwanda and Uganda. It was forced to withdraw from Goma. Its leaders settled in Bunagana but remained divided between pro-Nkunda and pro-Makenga factions, weakening their strength. At one point, Makenga even deposed the movement's president, Bishop Jean-Marie Runiga Lugerero[151].

9.5. The resurrection of M23

Later, M23 rose from its ashes in 2021 and resumed war in 2023. This time, it fought more united than before. By early 2025, it had already seized control of several strategic localities in North Kivu. Goma fell under its control on January 26, 2025, Bukavu on February 16, 2025, and Uvira on December 9, 2025 though on December 15, 2025, M23, allied with the AFC (Congo River Alliance), decided to withdraw unilaterally from Uvira. The

[151]Bishop Runiga Lugerero, president of M23, wrote a critical preface about the institutions of the DRC in the book by E. Tommy Tambwe Ushindi W., *Congo-Kinshasa. The Repetition of Errors and the Stagnation of a State, 1990–2015*, Leadership Editions, March 2015.

implications and consequences of this withdrawal remain unclear. Meanwhile, the AFC/M23 demands special status for the liberated zones, though South Kivu, home of the Banyamulenge, is not yet fully under its control. Facing this new M23 war, Kinshasa mobilized multiple forces: FARDC, mercenaries, the Burundian army, MONUSCO, SADC, tribal militias and armed groups including the FDLR. This is a troubling sign.

The government of Burundian President Ndayishimiye also lent support to Tshisekedi, greatly complicating the situation with its soldiers and militias. The Banyamulenge are encircled and in danger of extermination. As of this writing, those in the plateaus of Minembwe and Mikenke are surrounded by genocidal Wazalendo militias assisted by Burundian armed forces. Voices such as Moise Nyarugabo have begun denouncing these actions by Burundian authorities and their army. The world must urgently intervene to prevent genocide against the Banyamulenge, who are gravely threatened. Otherwise, it will be too late.

10. Genocide is never an accident, it is prepared

Let us recall here the speech of President Tshisekedi at the United Nations on September 24, 2025, in which he referred to "a silent genocide" taking place in his country. Add to this the communiqué of the AFC dated September 19, 2025, which spoke of "ethnic cleansing and the spread of ethnic discourse in Uvira." Now let us ask: who has planned this genocide that is being spoken of on both sides?

A genocide is never an accident. It is always a premeditated and planned act, prepared by those in power. It targets a specific group (ethnic, national, racial, or religious) protected under the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide of December 9, 1948. It occurs in a preconditioned context. There are facilitators, catalysts, and triggers. There are even factors that can limit or stop it altogether. The genocide of the Tutsi in Rwanda revealed its different phases and aspects. We will

use that experience to analyze the situation in the DRC regarding the imminent genocide in this country.

The first question is this: among the 450 tribes living in the DRC, which is currently most at risk of genocide? Our hypothesis is that it is the Congolese Rwandophone Tutsi, including the Banyamulenge, who today are most exposed to imminent genocide in the DRC. This is not a fatality, but certain facts demonstrate it sufficiently. It is therefore not the Nande, Hunde, Havu, Shi, Fulero, Bembe, Lega, Banyindu, or other tribes who are threatened though war may subject them to war crimes here and there. That would of course be tragic, but it is different from the crime of genocide.

One thing is certain: the AFC/M23 does not seek to exterminate any of these Kivu tribes. Only the Congolese Rwandophone Tutsi are at risk of extermination by the current government of the DRC, in collaboration with the Burundian government and their respective militias. The preconditions are already in place, and nearly all the factors are assembled for genocide to occur. Fortunately, there is also a limiting factor: the AFC/M23.

There are also unknown scenarios at present. For example: what would happen if Tshisekedi left power, voluntarily or by force, perhaps through an internal military coup? What if the next Congolese elections brought to power a new president capable of better managing the future of the DRC in general and the eastern provinces in particular? What if the current Burundian president ceased, voluntarily or by force, to support Kinshasa's genocidal project? What if the newly elected president of Tanzania exerted pressure to prevent the extermination of the Banyamulenge? And if Rwanda did the same? What if the agreements signed on December 4, 2025, in Washington between President Paul Kagame and President Tshisekedi but without the AFC/M23 produced the desired positive effects? What if the West intervened, or if U.S. pressure tilted one way or the other?

All these questions remain unanswered, while Tshisekedi and his allies do not seem to have abandoned their project of exterminating the Banyamulenge and all Rwandophone Tutsi of

North Kivu. The preconditions are in place, and certain factors leading to genocide are already assembled. Only the eventual victory of the AFC/M23 seems capable of stopping it definitively.

11. On the preconditions of genocide

What we call the preconditions of genocide are not its causes. They merely create situations that favor other factors more directly oriented toward the intended objective. We will cite at least four of them.

11.1. Theambiguous or falsequalification of "Banyarwanda"

The practice of calling the Tutsi of the DRC (and even the Hutu living there) "Ba-nya-Rwanda" (Ba: people, nya: belonging), meaning "people belonging to Rwanda," is a prerequisite for all possible ambiguities. In the DRC, this name designates those who speak the Kinyarwanda language.Kinyarwanda is indeed one of the local languages of the DRC, as described for example by Isidore Nduywel è Nziem in his 2012[152] book. Currently, in four of the seven territories of North Kivu, Kinyarwanda is spoken. The "Banyarwanda tribe" has long appeared in works on the DRC for example, in Kabila prend le pouvoir (1988)[153], edited by Colette Braeckman, and in Stewart Andrew Scott's Laurent Nkunda et la rébellion du Kivu, Au cœur de la guerre congolaise (Karthala, 2008), p. 20. But the name "Banyarwanda" also designates the inhabitants of Rwanda, who speak the same language, Rwanda's national tongue. Let us not forget that Kinyarwanda is also spoken

[152]Bishop Runiga Lugerero, president of M23, wrote a critical preface about the institutions of the DRC in the book by E. Tommy Tambwe Ushindi W., *Congo-Kinshasa. The Repetition of Errors and the Stagnation of a State, 1990–2015*, Leadership Editions, March 2015.

[153]Colette Braeckman et al., *Kabila prend le pouvoir*, Les prémices d'une chute, La campagne victorieuse de l'AFDL, Le Congo aujourd'hui, Editions Complexes, GRIP, 1988, p. 36.

in Bufumbira, Uganda, without its speakers being labeled Rwandan nationals.

This appellation "Banyarwanda" is therefore a source of confusion between inhabitants of Rwanda and those who speak Kinyarwanda as their mother tongue. In the DRC, where language often designates tribal origin, this confusion leads to considering both the Tutsi of North Kivu and the Banyamulenge as belonging to the "Rwandan tribe." This is dangerous, because anti-tutsi extremists can take this literally and treat them as "foreigners" or enemies to be eliminated—especially if the local government, instead of protecting them, gives the green light to such a project. And there are already worrying signs in this direction.

11.2. The alleged Tutsi morphology and culture

In reality, the Tutsi do not have a culture unique to themselves, and the supposed morphology attributed to them by colonization is entirely arbitrary. It changes with intermarriage and social conditions.

Nevertheless, the fact that Banyamulenge and Congolese Rwandophone Tutsi share this so-called morphology and a culture similar to that of Rwanda's Tutsi is undeniable. This could facilitate the targeting of individuals possessing these two supposed traits if other conditions were met.

If adherents of FDLR ideology, integrated into Kinshasa's power structures, gained sufficient strength and alliances, they could easily identify who is Tutsi and who is not. The genocide against Rwandophone Tutsi in the DRC could then be swiftly executed. The hunt for individuals with these "two criteria" would be facilitated if other conditions were in place. This would be all the easier since such hunts based on "Tutsi morphology" have already occurred in Kinshasa, claiming many victims.

11.3. The unresolved question of the "transplanted"

The third precondition already in place is the ambiguity surrounding the "transplanted" Rwandans, among whom were also some Tutsi. Their detractors claim they never lost the nationality of their country of origin. Indeed, Rwandan nationality can only be lost through official renunciation, which was never done by those concerned, who were then subjects of the King of Belgium. At that time, there was no law on Rwandan nationality. Rwanda had no power to protect its nationals transplanted, willingly or forcibly, to the Belgian Congo. The ambiguity of the status of these former transplanted populations would disadvantage them if ever they were formally recognized, and if other conditions were met for them to be targeted.

11.4. Refugees without legal status

The fourth factor concerns the refugees from 1959–1994 who did not return to Rwanda and whose refugee status is not currently recognized either by the DRC or by the international community. They are protected by no law. This creates a fragile situation for the Tutsi among them, since they have no recognized status to defend them in the event of anti-tutsi extremism even if the most resourceful among them claim Congolese citizenship and possess identity documents. Their resourcefulness cannot protect them if all Congolese Rwandophone Tutsi were to be targeted for extermination.

Thus, as already noted, these preconditions are not in themselves the cause of genocide, but they favor it when other conditions are met. This is all the more likely in a world of constant competition political, administrative, economic, and land-related. In such competitions, people whose status contains weaknesses are easily marginalized, as all weapons are used to eliminate competitors with fragile positions. Competition, rarely fair, excludes the weakest when necessary: it only takes the right conditions for this

to happen. The label "Banyarwanda," the supposed offense of Tutsi morphology, the ambiguity of the status of transplanted Tutsi, and the unresolved situation of Rwandan refugees who did not return are not causes of genocide in themselves, but they can weaken Congolese Tutsi and make them vulnerable when the time comes.

12. Factors that could facilitate the genocide of Rwandophone Tutsi in the DRC

We now present six factors already established in the DRC that could facilitate the execution of genocide against Congolese Tutsi.

12.1. Rendering Congolese Tutsi second-class citizens

The fact that Rwandophone Tutsi of the DRC have already been reduced to second-class citizens by questioning their Congolese identity is a step toward denying their fundamental rights. Every genocidal process begins by stripping the future victims of their rights. Congolese Rwandophone Tutsi are currently in this situation. This is a dangerous sign, for it is the first step toward genocide: denying all rights to the targeted victims. This factor, which could facilitate genocide against Congolese Tutsi, is firmly established today in the DRC.

12.2. Institutionalization of impunity

The institutionalization of impunity for those who have committed grave abuses against the Tutsi of the DRC is an encouraging sign for perpetrators. The guarantee of impunity always facilitates the execution of genocide. Its planners, organizers, and executors never imagine they can be prosecuted. They never feel bound by the law. This is the current situation for promoters of genocidal ideas in eastern DRC. They are emboldened by presumed impunity. This is another factor that could facilitate genocide against Congolese Rwandophone Tutsi, and it is firmly entrenched today in this unfortunate country.

12.3. Institutionalization of genocidal ideology in the DRC

The institutionalization of propaganda carrying genocidal anti-tutsi ideology on a wide scale is another factor encouraging the commission of genocide in the DRC. Hate propaganda directed against a specific group is always a prerequisite for genocide against that group. Such propaganda against Congolese Rwandophone Tutsi exists today. It weakens those against whom it is directed. It is both a tool and a necessary pathway toward genocide. It is currently underway in the DRC and this is grave.

12.4. Creation, training, and arming of militias

The existence of numerous militias in the DRC and Burundi directed against Congolese Rwandophone Tutsi is another major factor that could facilitate their extermination. Here, too, there is deliberate confusion between armed militias such as Wazalendo and politico-military organizations like the AFC/M23. It would be erroneous to classify the latter as an armed militia.

The AFC/M23 is not a militia. Its leaders, such as Corneille Nangaa, and its senior officers have detached themselves from official institutions they long served. Nangaa, founder of the AFC, is not a newcomer: he presided over the Independent Electoral Commission (CENI) from 2015 to 2021 and held other high positions before that. Several senior M23 officers served in the Congolese National Army before breaking away. They are in opposition. They have a clear political vision: to "refound the Congolese state." They are not a ragtag group thrown into militias. It is absurd to confuse them with such groups.

The existence of armed militias, however, is always a danger for a targeted group—as is currently the case for Congolese Tutsi. These militias would be the first executors of genocide when the time comes. They constitute a grave factor, ready to carry out genocide against Congolese Rwandophone Tutsi if the signal were given.

12.5. The complicity of MONUSCO, incapable of stopping genocidal massacres

The notorious inefficiency of MONUSCO troops in the DRC and the silence of the international community for nearly 26 years are signs that genocide could unfold easily without intervention from either MONUSCO or the broader international community. The current silence of MONUSCO in the face of the threat of genocide against Congolese Tutsi is itself revealing of potential complicity, and it is criminal. Its tendency to side with the Kinshasa government and its armed forces is one of the factors likely to favor the genocidal process underway against Congolese Tutsi in eastern DRC.

It is impossible to denounce all the visible factors leading to genocide against Congolese Rwandophone Tutsi, but it is not difficult to foresee that MONUSCO and its leaders could be considered complicit with the genocidal government of the DRC if genocide were to occur. This is not an accusation of intent, but rather the logical conclusion drawn from observed facts up to now. MONUSCO is not credible in this regard and never will be. Twenty-six years of its presence in the DRC have produced a largely negative record. Everything is therefore possible, including genocide against Congolese Tutsi despite MONUSCO's presence. Several villages have already been destroyed without its intervention. Genocide is even possible with its silent or indirectly active complicity. Failure to intervene is itself an act moving in that direction. Its non-assistance to people in danger, its lack of intervention, and its current guilty silence are all factors that could facilitate genocide against Congolese Rwandophone Tutsi.

12.6. A genocide underway

The idea that genocide could occur and is even being tested in the DRC is widespread and sufficiently documented. President

Tshisekedi himself acknowledged it, though he sowed confusion by speaking of a "silent genocide" without specifying the targeted group. Genocide is never silent in wartime. It is always clear which group is targeted.

The Congolese government should state clearly against whom this genocide is being carried out. Is it against the Congolese people in general, or against all the tribes of Kivu Province in particular? The reality is that it is directed against Congolese Rwandophone Tutsi and Banyamulenge. It is undeniably a case of "ethnic cleansing" that must be stopped before it is too late.

The confusion maintained by the Congolese government about the genocide underway in the DRC seeks to conceal the ethnic group targeted, diluting it within the broader Congolese population. This is a well-known strategy called the "double genocide," which attempts to portray everyone as both victim and perpetrator. In reality, only Congolese Rwandophone Tutsi are in the crosshairs, and they are the sole victims currently being targeted.

This political maneuver by the Tshisekedi regime is also manifested in the creation of a new concept called "Genost," which has no political, sociological, or legal meaning. Let us recall that genocide always targets a specific group—national, ethnic, racial, or religious. In this case, the genocide unfolding on Congolese territory is aimed solely at the Tutsi group and its Banyamulenge affiliates.

13. Only the AFC/M23 could currently stop the genocidal process in the DRC

It is not possible to rely on MONUSCO to stop the genocidal process currently underway in eastern DRC. It has neither neutralized armed groups, nor disarmed genocidaires, nor protected civilians. The "machine" that is the UN, patron of MONUSCO, pays so-called experts who seek to whitewash it, even though it is both judge and party. Their reports aim only to overload Rwanda with blame while absolving the UN, which is of no use.

Nor can one rely on the current government of the DRC to stop this genocidal process. Not being prophets or military strategists, it is difficult to predict the outcome of events, especially since the vicissitudes of war are always unpredictable. But based on available information today, it is easy to affirm that only the AFC/M23 is capable of ending the genocidal process underway in the DRC.

13.1. Only the AFC/M23 has the political will and determination to stop this genocide

The first reason is that, faced with the structural weakness of the Kinshasa regime, only the AFC/M23 seems to have the political will and evident determination to end the pro-genocidal insecurity of Tutsi communities in eastern DRC. This will and determination give hope for a promising future for Kivu Province and all its inhabitants, including Rwandophone Tutsi of both North and South Kivu. Political will is a prerequisite for final victory. Where there is will, there is a way.

13.2. Only the AFC/M23 is guided by anti-genocide ideology

The second reason is the very ideology of this politico-military organization. Unlike the Congolese government and its genocidal militias, the AFC/M23 has never preached genocidal ideology against any tribe of Kivu. No speech, writing, or declaration from it reflects such ideology. Nothing from it has ever preached hatred or discrimination against any Congolese tribe, whether opposed or not. For the AFC/M23, genocidal ideology is not a fatality. It is a taught culture that can be stopped. There are political solutions that go beyond ethnicism. This is a major lesson that the AFC/M23 offers to the national and international community.

13.3. Only the AFC/M23 has proven that security reigns in the liberated zone

The third reason for hope is the current situation in the "liberated zone." Peace reigns there, life resumes, children go to school, markets are bustling, churches are full: no tribe seems excluded or threatened. There is total inclusivity. Nande, Hunde, Havu, Shi, Fulero, Bembe, Lega, Hutu, and Tutsi live together in harmony. Everywhere, peace is palpable, even if occasional wartime incidents occur. Development is on the horizon. All this is thanks to the peace established by the AFC/M23 in its liberated zone. Hope is now permitted, and this is a very positive sign.

13.4. Only the AFC/M23 pursues the construction of a rule-of-law state

The fourth reason is the undefeated strength of the AFC/M23. It seeks to establish a state of law and freedoms for all Congolese citizens, including Rwandophone Tutsi. Only under this condition could the DRC truly become an inclusive and integrative state, capable of harnessing its resources to lead development in the Great Lakes region. A state of law is essential for all Congolese people, including Rwandophone Tutsi. Why not? This challenge must be met: to establish a state of law for all Congolese without exclusion. Otherwise, other scenarios may unfold. If victorious, the AFC/M23 war could play a major role in reshaping the DRC.

14. And if the DRC were reshaped differently: the possible future of the country

What the DRC lacks most is good leadership to make the country function properly. The former president of M23, Bishop J-M Runiga Lugerero, observed that among the factors preventing the DRC from moving forward are: "exclusion and tribal hatred, political and military dictatorship, the pursuit of personal gain,

abandonment of community interests, and the presence of national and foreign armed troops..."[154].

The road ahead seems long, but already a glimmer of hope appears on the horizon: the AFC-M23 may be capable of showing alternative futures for the country. While its primary mission is to prevent a total genocide from striking the targeted Rwandophone Tutsi, it could also, once victorious, propose new forms of territorial reorganization for the DRC.

14.1. Growing ideas of territorial reorganization

As the Democratic Republic of Congo sinks deeper into violence, denies the rule of law to some of its citizens, and sees poverty increase among its people, the idea of dismantling the country has emerged in the minds of some observers an idea presents for at least thirty years. The American press echoed this well before the 1996 war. Colette Braeckman cites American newspapers that, in 1996–1997, published numerous articles and editorials hypothesizing the breakup or "balkanization" of Congo. She recalls an International Herald Tribune article of December 19, 1996, which wrote that Congo was "the result of an impossible, unnatural union. Colonial borders cannot forever be considered sacrosanct." Braeckman also recalls the Forum for International Policy of October 15, 1996, which advocated the creation of "ethnically homogeneous countries, necessarily involving the redrawing of international borders and requiring significant population resettlement."[155]

This journal even envisaged the creation of separate Hutu and Tutsi states, with the latter possibly located in eastern Congo. It repeated this idea in 2000, adding that Kigali "made no secret of its ambition: to transform Kivu into a buffer zone to secure its borders, and into a settlement area for its nationals crowded in

[154]E.Tommy Tambwe Ushindi. W. op. cit. p. 9.

[155]Colette Braeckman, *Les nouveaux prédateurs, politique des puissances en Afrique Centrale*, Editions Fayard, 2003, pp. 56-58

Rwanda."[156]

Euloge Boissannade, in his book, cites a Lega collective claiming that "at the urgent request of the United States of America and Ugandan President Museveni, Nelson Mandela asked Mobutu's and Kabila's envoys to begin negotiations to revise Zaire's current borders."[157] The same author wondered whether Kagame and Museveni sought to annex Kivu[158]. Thus, Rwanda has been attributed all sorts of intentions, including attempts to establish in eastern Congo Kivu and even Katanga an area governed by a "friendly" regime, where it could resettle surplus populations and exploit minerals.

There is even talk of a secret Lemera Agreement (South Kivu), allegedly concerning Tutsi colonization of Kivu. In reality, nothing was secret; everything happened openly[159]. Nevertheless, myths were created around this "Agreement of Lemera," and myths endure because fanatics believe them as if they were fact.

Other internal agreements nearly divided the DRC. The Lusaka Agreement of 1999 almost split the country into three autonomous states: one under Kabila, one under the RCD, and one under Bemba and allies. Similarly, the failed Sun City Dialogue of April 2002 nearly created two states: one in the southwest and one in the East.[160] Already in 1999, Jeune Afrique (no. 198, January 12–18) asked, "How far will the rebels go?" The article was titled "RDC Congo: Balkanization" and showed a map of the country cut in two. Today, ideas about partitioning Congo are resurfacing and spreading gradually. Four possible models are being advanced, though they would only be feasible if European powers refrained from interfering—for they have always profited from African chaos.

---

[156] Colette Braeckman, *Les nouveaux prédateurs, politique des puissances en Afrique Centrale*, Editions Fayard, 2003, pp. 56-58.

[157] Euloge Boissonnade, op. cit. p.348.

[158] Idem, p.344.

[159] On trouve les Statuts de l'AFDL, son Projet politique et Autres considérations dans la Revue *Congo-Afrique n°*318 d'octobre 1997, pp.495-506

[160] E. Tommy Tambwe Ushindi. W. op. cit. p.9

14.2. Possible models of territorial reorganization

Here are the models currently under discussion:

- The federalist model: The most classic and least disruptive. The DRC would be divided into federated states roughly along current provincial lines. Each federated state would have broad political and economic powers, but there would be superior institutions where all federated states would meet, as in the USA and elsewhere. The aim would be to give more weight to federated states with internal autonomy to manage their specific problems. This idea aligns with decentralization: granting more freedom and power to decentralized entities. Call it the "American model." It requires strong leadership; otherwise, secessionist wars are always possible.
- The independent Kivu model: This would follow the example of South Sudan, which broke away from Sudan to form its own independent state, shattering the myth of untouchable colonial borders. Kivu Province could do the same, whether or not other provinces followed. Call this the "South Sudan model."
- The Eritrean model: In 1950, the UN General Assembly made Eritrea an autonomous unit federated with Ethiopia, but Ethiopia annexed it in 1962. Popular liberation movements for Eritrean independence then arose, succeeding in 1993 with the support of Ethiopia's DERG, led by Mengistu Haile Mariam. Fighting together, each side achieved its victory. A similar situation could occur in the DRC if, for example, the AFC/M23 succeeded in placing its current president, Corneille Nangaa, in supreme power in Kinshasa, and he then granted independence to Kivu under M23 authority. Nangaa would rule the rest of Congo without Kivu. This would be the "Eritrean model."
- The Yugoslav model: Yugoslavia broke apart into several independent states in the 1990s, giving rise to six countries: Croatia, Bosnia-Herzegovina, Serbia, Slovenia, Montenegro,

and Macedonia. This model would suit the DRC in the event of total dismemberment or balkanization, producing multiple independent states. This would be the "Yugoslav model."

Conclusion

After reviewing the security problems facing Congolese Rwandophone Tutsi in the DRC, we conclude that what the country lacks most is clear-sighted leadership, oriented toward the well-being of all its people without exception. The misgovernance of this vast country stems primarily from the weakness and incompetence of the Congolese state, its leaders, and its army—a reality that predates the current president, who has only worsened an already dire situation. Tribal ideologies destroyed this country long before independence and have persisted for nearly 65 years. Today, a new step has been taken: genocidal ideology is spreading at every level, with no visible actor within the current state institutions capable of protecting the targeted citizens. Anti-tutsi hatred is propagated openly and officially. The president of the Republic speaks of genocide without clearly identifying its perpetrators or victims, while failing to enforce law and order. Impunity reigns everywhere. Hate propaganda spreads unchecked. Congo's mineral wealth, which could be a blessing, has instead become its curse yet a good leader, surrounded by a competent team, could transform it into a true source of prosperity. Painful as it is to say, the DRC is a failed state.

In conclusion, what has been presented as a sketch of territorial reorganization for the Democratic Republic of Congo remains only one hypothesis among many, for history alone will reveal new possibilities. Yet territorial restructuring by itself is insufficient, for even a small state can remain captive to tribalism. The Rwandan genocide demonstrated this with tragic clarity: Rwanda was a small nation-state, yet genocide occurred. The DRC is not, in the strict sense, a true nation. It must therefore strive to build an inclusive national state one that transcends tribal divisions

and is guided by a coherent political philosophy rather than by geography or size. Whether as vast as Congo or as limited as Kivu, the decisive factor is not territory but vision.

Meanwhile, the people of the DRC are called upon to reflect seriously on the options that might best serve them. The sooner this reflection leads to action, the better otherwise it will be too late, and the damage irreparable. For today, it is already "one minute to midnight" in the face of the extermination of an entire targeted group. The AFC/M23, with its political vision, could initiate this eventual change. It could even become its standard-bearer, but its victory and political vision are indispensable prerequisites. They appear necessary and sufficient, since numerous past agreements and repeated conflicts have led to nothing. Only its victory, coupled with its vision, could provide sufficient guarantees but this is possible only if the great Western powers refrain from intervening to sow chaos, as they have so often done to their advantage in this unfortunate Congo.

This country needs genuine, clear-sighted leadership, capable of guiding all its people inclusively toward integral development for everyone. Let us hope that the Congolese people can find within themselves such leadership, able to change the situation for the good of all citizens including the Rwandophone Tutsi whom the current rulers seem to disregard entirely. On the contrary, they even preside over an ongoing genocide. Yet a glimmer of hope seems to come from the AFC/M23. Everything is still possible. Let us wish it good fortune and wait to see.

THE CROSS BORDER GENOCIDAL IDEOLOGY: CASE OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO (DRC)

Author: Dr. Aloys Tegera, Researcher Independent

ABSTRACT

This article analyzes the spread of genocidal ideology beyond national borders, using the case of the Democratic Republic of Congo. It highlights how certain hate speech and extremist networks perpetuate ideas inherited from the 1994 Genocide against the Tutsi. The author examines the political, security, and social factors that facilitate this cross-border diffusion. The article emphasizes the importance of combating this ideology to prevent new waves of violence and mass atrocities.

Biography: Dr. Aloys Tegera is a Rwandan researcher and analyst recognized for his expertise on the political, economic, and social dynamics of the African Great Lakes region. He is particularly known for his work in the fields of conflict research, governance, and regional development.

He has held leadership positions within research institutions and has collaborated with various academic and international organizations. Through his research, publications, and participation in conferences, Dr. Tegera has contributed to a better understanding of regional issues, particularly in matters of peace, security, and regional integration.

INTRODUCTION

He was called Kennedy Kiproo Lilan, of Kenyan nationality. He escaped just barely from lynching by an enraged crowd in Goma on the date of June 1, 2024, because of his face attributed to the Tutsi whom perhaps he had never met in his life. And yet, he was going to die for the sole reason that he resembles the Tutsi who are hunted everywhere in the east of Congo, massacred, killed, lynched, burned alive and sometimes eaten for what they are. Certainly, an extermination slowly but surely.

The discrimination of the Tutsi and their qualification as "false negroes" foreigners to the region of the African Great Lakes is an invention of the first German and Belgian explorers, consolidated and taught by the missionaries. The latter discovered a kingdom of Rwanda organized and structured and were persuaded that such a level of civilization and know how did not fit with the idea they had made of the "true negro." They concluded that the power structuring the kingdom of Rwanda must come from elsewhere, probably from the Cushitic Nile Valley or perhaps of Caucasian origin. The Hamitic myth, dear to the classifiers of races in Europe of the 19th century, was born and will be stuck to the Tutsi until today. The appropriation of this racialist scheme by local African elites was going to be translated into a genocide in Rwanda in 1994.

In the aftermath of the independence of the Belgian Congo, the discrimination of the Tutsi in the east of the DRC goes back to March 1962, when the elected Nande, Hunde and Nyanga demanded the creation of the province of North Kivu without having previously discussed with their Kinyarwanda speaking counterparts from the territories of Rutshuru, Masisi and Nyiragongo. The troubles, the massacres, the destruction of the goods of the Tutsi that followed, were claimed in the name of a local patriotism that wants to drive out of the national territory the "foreigners speaking Kinyarwanda" and chase the survivors into their native homeland, Rwanda.

In this paper, I will focus on the metastases of the genocide against the Tutsi in Rwanda of 1994 in the east of Congo when nearly one million Rwandan refugees landed on the shores of the city of Goma and Bukavu.

The genocidal ideology embedded in the army and the Congolese institutions

The massive arrival of Rwandan refugees in July 1994 led by an army of ex FAR and Interahamwe militias responsible for the genocide against the Tutsi in Rwanda, the failure of the Mobutu government to disarm them as Tanzania did and to settle them at the border with Rwanda, marked the beginning of insecurity and chaos in South and North Kivu. There had been ethnic clashes in North Kivu since March 1993 between Hutu, Hunde and Tutsi.

A report of Oxfam[161] and of Caritas Secours International of Belgium[162] estimates that about 7,000 people were killed in these ethnic clashes. However, the alliance between the Congolese Hutu militias and the defeated ex FAR and Interahamwe changed the balance of forces on the ground in favor of the Congolese Hutu community. The reinvigorated Hutu fighters defeated the Hunde militias in Masisi and Rutshuru and pushed the Congolese Tutsi who had survived the massacres into exile in Rwanda and Uganda. The local Hunde elite denounced the constitution of a "Hutuland,"[163] but the true impact in the east of Congo was the implantation of genocidal ideology[164]. The first step was that of hunting Congolese Tutsi considered as a "fifth column of Rwanda in DRC."

[161] Oxfam Report of 12 August 1993.

[162] Libre Belgique of 24 September 1993.

[163] MUHIMA, E., « Un génocide pour un Hutuland », unpublished, 1996. Letter of the indigenous communities of North Kivu, " Plan d'annexion des Régions du Nord-Kivu et Sud-Kivu à la République Rwandaise", Goma, November 11, 1994.

[164] BUCYALIMWE MARARO, "Interprétation des événements dans la Région des Grands Lacs à la lumière du document 'Les Protocoles de Sion ", Conference, Rutshuru, 15 June 1994.

Those who could afford it carved with money their path to Rwanda and Uganda. The last group of Congolese Tutsi gathered at the Goma town hall crossed the Gisenyi border in May 1996 and settled near the "Petite Barrière" before being relocated to Karongi and Byumba shortly after the outbreak of Laurent Désiré Kabila's war. The second stage was the economic and social control of the territory. The FDLR had become the new masters. They left Rwanda carrying whatever wealth they could, including assets from the national bank, and possessed sufficient funds to establish various enterprises in partnership with local Congolese associates.

The third stage was the consolidation of their military strength[165]. The collapse of the alliance between Laurent Désiré Kabila's AFDL and Rwanda, followed by the second rebellion of the RCD/Goma in August 1998, provided the FDLR with a golden opportunity to forge closer ties and collaborate with successive Congolese governments. They were integrated into the FARDC or employed as auxiliary troops, fighting side by side with allies who supported successive Congolese regimes. These forces were emboldened by hate speech, such as Yerodia Ndombasi once calling the Tutsi "vermin" to be exterminated[166], or more recently Benoît Mukumbatiya, a Mai Mai Nande, declaring that "a good Tutsi is a dead Tutsi; a good Tutsi belongs in the cemetery."[167] Brothers in arms became brothers in spirit. Genocidal ideology, until then unfamiliar to Congolese society, began to cement social relations, fuel hate discourse, and take root in the DRC. Thirty years later, what historian Jean Pierre Chrétien has termed a "tropical Nazism" remains alive in the Great Lakes region.

Eastern Congo thus proved fertile ground for genocidal ideology. Although the Banyarwanda community of Rutshuru and Masisi experienced fluctuations, it nevertheless managed to unite and

[165] Pomfret, J. "Rwandans Led Revolt in Congo." *The Washington Post*, July 9, 1997.
[166] Braeckman, C. *La question congolaise. L'Afrique centrale après Mobutu*. Paris: Fayard, 1999.
[167] Audio statement, May 31, 2024.

fight on a common front, particularly in the early 1960s[168]. In the 1980s, a Hutu association known as the Mutuelle des Agriculteurs des Virunga (MAGRIVI) in Rutshuru and Masisi cultivated anti Tutsi narratives in close collaboration with propaganda organs of the Habyarimana regime, such as the journal Kangura, which disseminated genocidal ideology[169]. The central idea was to distance the Hutu from the Tutsi, to assert the singularity of the muhutu wherever he came from[170], to nurture and consolidate "Bantu solidarity" with so called indigenous ethnic groups, and thereby isolate the Tutsi as the sole "foreigners" intent on imposing their "Hima Tutsi Empire" in the Great Lakes region[171]. The most recent demand for "Gihutu" as the language of Congolese Hutu is a logical outcome of this racial radicalism and of the deliberate distancing between Congolese Hutu and Tutsi as two distinct cultural entities.

The claim for Gihutu as the language of Congolese Hutu was conceived to integrate them fully into the broader Congolese indigenous community, following the Vangu Commission of 1991, which sought to determine who was Congolese and who was not. This claim excluded Congolese Tutsi, whose language is Kinyarwanda, thereby identifying them with Rwandans.

[168]Rukatsi, B. "*L'intégration des immigrés au Zaïre : le cas des personnes originaires du Rwanda*." Doctoral thesis in Social, Political, and Economic Sciences, Université Libre de Bruxelles (ULB), November 1988.

[169]Ndahiro, T. *The Friends of Evil: When NGOs Support Genocidaires*. FrancegenocideTutsi.org, 2013, p. 68.

Ndahiro recalls the "Tenth Hutu Commandment" published by Kagura, which declared: "The Social Revolution of 1959, the Referendum of 1961, and the Hutu ideology must be taught to every Muhutu at all levels. Every Hutu must widely disseminate this ideology. Any Muhutu who persecutes his fellow Muhutu for having read, disseminated, and taught this ideology is a trait.

[170]Bucyalimwe Mararo, "Interprétation des événements", op. cit.

[171]Report on the Current Situation in the Provinces of North and South Kivu, July–August 1997. See also Ndahiro, T., op. cit., p. 63.

Professor Ruriho Kibambasi's attempt to rewrite the history of the Hutu of North Kivu[172] by transcribing the major stages of Bantu history with a periodization reducing Bantu history to that of the Hutu is more an ideological construction than a scholarly endeavor. His aim was to establish certain assertions, notably that the Hutu of North Kivu constitute a distinct ethnic group sharing the same historical trajectory as other groups in eastern DRC, and that they possess their own language, like other Congolese ethnicities, with the glossonym corresponding to the ethnonym "Gihutu" not to be confused with "Kinyarwanda," the language of Rwanda.

This effort to distance the Hutu from Rwanda disregards the trajectories of various North Kivu Hutu clans, such as the Abasinga, who are said to have passed through Mulera in Rwanda before settling permanently in Rutshuru. Indeed, clan structures ubwoko in Rwanda, ruganda in Bunyoro, ebika in Buganda, ishanja among the Havus, and others combining kinship, exogamy, solidarity rules, and symbolic codes, serve as identity references in the collective consciousness of Great Lakes populations. According to Chrétien, the geography of these clan structures, combined with oral testimonies, provides insight into their history across a relatively limited space, transcending modern political borders, over a period of up to three centuries[173].

These clan structures encompass both Hutu and Tutsi social categories in Rwanda, which Ruriho sought to dissociate in time and space. The vast majority of the eighteen clans identified by Marcel D'Hertefelt[174] are present in North Kivu, combining Hutu and Tutsi, with few exceptions for instance, the Abungura clan composed solely of Hutu, and the Abasigi and Abagiri clans,

[172]Ruriho Kibambasi, F., *Introduction à l'histoire des Hutu du Nord-Kivu (Zaïre)*,, Volume I. Lubumbashi, February 1992.

[173]CHRETIEN, J-P. *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*. Paris: Aubier, 2000, p. 73.

[174]D'Hertefert, M. *Les clans du Rwanda ancien : éléments d'ethnosociologie et d'ethnohistoire*. Tervuren: Royal Museum for Central Africa (MRAC), 1971.

not identified by D'Hertefelt, found in Buhumba in present day Nyiragongo. What began as Ruriho's theory of "Gihutu" as the language of the Bahutu has now been appropriated by Congolese Hutu of North Kivu and by the FDLR. Genocidal ideology has played a decisive role in this radicalization.

Local Alliances of the FDLR

The Nyatura

The strategic collaboration of the FDLR with local Congolese militias not only reinforced its combat capacity, but also implanted and spread the ideology of genocide. The Nyatura allies are young men of the Congolese Hutu community who present themselves as defenders of their community. Today, some are members of provincial and national assemblies, others are integrated into the national army and into several institutions of the Republic. Others, finally, have chosen to remain in their respective villages, armed, with the aim of defending themselves in case of threat against their community. These armed Nyatura militias control the rural zones of Masisi and Rutshuru territories. They benefited from the support of the Rwandan FDLR in training and military equipment, and some of them, such as Dominique Ndaruhutse Kamanzi alias "Domi," still collaborate openly today with the FDLR in Bwito, Rutshuru territory.

In August 2018, when the Rwandan armed group in exile, the National Liberation Front (FLN), attacked from the southwest in the Nyungwe forest, Dominique Ndaruhutse was among the Nyatura mobilized by the FDLR in Virunga National Park to lend them support[175]. The continuation of FDLR fighting in Bwito and elsewhere could explain the alliance between the FDLR and the Congolese militias who serve as shields for their operations.

[175]Tegera, B.A. "Abazungu : une nouvelle coalition au Masisi," Pole Institute, Dossier, May 2021, p. 9.

In fact, the local Congolese militias have other concerns. Some are former demobilized fighters disappointed by promises made but never kept. Others are young men mobilized for land claims that their parents occupied in a context of population movements since the 1990s and whose claims were never clarified. Finally, others are young men from families expelled from concessions that their owners recovered in 2019 in Kibabi and Osso Banyungu in Masisi. In August 2020, a meeting was held in Katoyi sector, Masisi territory, during which certain Hutu members of the North Kivu provincial assembly were present. The participants were encouraged to attack the properties and farms of the Tutsi to force them to flee to Rwanda and thus offer to the Hutu populations the opportunity to occupy their lands. Thus, the Nyatura of Masisi territory combined, before their legitimization within the Wazalendo, the harassment of military and police positions with systematic attacks against the agro-pastoral farms of the Tutsi, in the hope of expelling them and eventually occupying their lands. That said, the alliances of the FDLR went beyond Kinyarwanda speakers to include other armed ethnic groups, namely the Hunde of the "Patriotic Alliance for a Free and Sovereign Congo (APCLS)."

The APCLS

Certainly, the Hunde militias have fought the Banyarwanda in Masisi and Bwito since 1993, but the birth of the APCLS in 2006 was rather motivated by the presence of the National Congress for the Defense of the People (CNDP) of Laurent Nkunda Mihigo in Bashali Mokoto and Bashali Kayembe in Masisi territory. The latter overshadowed provincial governor Eugène Serufuli Ngayabaseka, and his annoyance was such that he resolved to create a new militia named the Patriotes de la Résistance Congolaise (PARECO), headed by certain Hutu officers who had just defected from the CNDP.

In order to give PARECO an indigenous face against Laurent Nkunda, labeled "foreigner," an alliance was sought with a Nande fighter, Kakule Sikuli Lafontaine, and a Hunde fighter, Janvier Karairi. This alliance did not last long. It split into three groups: a Hutu PARECO represented by Colonel Mugabo Hassan, currently a FARDC general who directed offensives against the M23 in Masisi in May 2023; a Nande PARECO represented by Kakule Sikuli Lafontaine; and a Hunde PARECO represented by Janvier Buingo Karairi, who later preferred to change the name to APCLS and settled deep in Masisi at Lukweti. With the legitimization of his militia within Wazalendo, Karairi was triumphantly welcomed in spring 2023 in his town of Kitchanga to confront the M23 in Bashali Mokoto and in Bwito.

At its beginnings, APCLS commander Janvier Karairi benefited from unwavering support from the Hunde ethnic mutuality Bushenge, before cracks appeared when Mapenzi Kihule defected to join the renovated Ndume Defense (NDC R) of Guidon Shimirayi Mwissa, with whom he remained until July 2020. Among other things, Mapenzi Kihule reproached Janvier Karairi for collaborating with the Rwandan FDLR an alliance of necessity and not of conviction, which Karairi needed especially when FARDC military operations attacked him in March 2015 and August 2016. Since then, Karairi has always allied himself with FDLR elements to compensate for his weakness. An active FDLR member, Kambuzi, operating in the Osso Banyungu and Bapfuna chiefdoms, is a former collaborator of Janvier Karairi. The Nande PARECO of Sikuli Lafontaine also works hand in hand with the FDLR RUD Urunana branch in southern Lubero territory, notably in Bunyatenge. It thus appears that the FDLR have succeeded in a masterstroke by rallying local Congolese communities who serve as shields in Lubero, Masisi, and Rutshuru[176].

[176]TEGERA, B.A. *Abazungu*, op. cit., p. 13.

Human Losses from Genocidal Ideology

In the absence of a proper memory work initiative led by a legitimate and competent authority such as effective police force the victims of genocidal ideology in eastern Congo will never be fully known. Apart from a few documented massacres, such as the 180 people killed at the Mokoto monastery on May 12, 1996; the 149 people killed at the Adventist University of Mudende on August 18, 1997; and the 1,641 people killed at the same site in Mudende on December 10, 1997, most other massacres are known only through survivors' testimonies.

For example, Dusabe, who lived in the Bashali Kayembe group in Masisi territory, lost 20 family members including brothers, sisters in law, nephews, and nieces. A systematic inventory is urgently needed among victims living in refugee camps in Rwanda and Uganda, as each survivor carries their own story and list of loved ones lost.

Between 2018 and 2024, the association ISOKO, a mutual aid group of Tutsi from North Kivu, conducted a group-by-group inventory and estimated that 2,500 people were killed and 5,000 went missing. A sample of documented victims with photos shows that three quarters were killed by the Nyatura militia, and the remainder by the FARDC. No investigation has been carried out for the missing people, most of whom are now presumed dead. In South Kivu, a committee tasked with documenting human and material losses among the Banyamulenge estimated that between 2017 and 2022, 1,500 people were killed, 2,145 kidnapped, and 6,057 arbitrarily imprisoned. These losses are attributed to the Mai Mai Biloze Bishabuke and Yakutumba militias, allies of the FDLR.

In Ituri, the Hema often wrongly associated with the Tutsi despite their distinct histories have been hunted and killed by the Lendu militia known as CODECO. A council of Hema elders estimates that between 2017 and 2023, more than 4,000 people were killed and thousands more went missing.

Victims of genocidal ideology in eastern Congo are not limited to Congolese Tutsi or Hema in Ituri. Other ethnic groups also suffer heavily from the presence of the FDLR in their traditional homelands.

The FDLR and its allied militias exploit local populations for food and financing. In Buramo village, Masisi territory, a farmer whose identity is withheld for his family's safety was killed by Nyatura for failing to deliver 15 kilograms of beans on time. This was part of a tax in kind after harvest, called "Ndengera buzima" (literally, "tax for physical survival, to sleep and wake up alive"). Hundreds of people have lost their lives for failing to pay such taxes imposed by the FDLR and its allies. Among the estimated 6.1 million[177] internally displaced persons, hundreds of thousands have died from hunger and epidemics in unsanitary camps where they languished due to insecurity and war.

The Material Losses of Genocidal Ideology

The destruction of residential houses, of basic infrastructures such as schools and health centers, as well as of the basic agro pastoral economies, amounts to millions of U.S. dollars. When the FDLR entered eastern Congo in 1994, North Kivu was considered the granary of the country, supplying foodstuffs, dairy products, and meat to the major cities of the country Kinshasa, Kisangani, and Lubumbashi. One year later, in 1995, the entire cattle herd, estimated at more than 10 million, had been destroyed, so that when the rebellion of Laurent Désiré Kabila's AFDL took the country in May 1997, populations suffering from malnutrition hunted rats as their only source of protein.

Thirty years later, the cattle and goat farms that had been reconstructed were once again pillaged and destroyed. Between 2017 and 2022, in South Kivu, the cattle of the Banyamulenge pillaged are estimated at 452,675. In North Kivu, the association

[177] According to International Organisation for Migrations (IOM), 15 June 2023.

Isoko, which carried out an inventory group by group between 2018 and 2023, estimates at 1,478,000 cattle pillaged. The commander of military operations in Masisi, Major General Mayanga, encouraged the Nyatura militias, legitimized and renamed Wazalendo to support the FARDC, to pillage the cattle of the Tutsi in order to feed themselves and finance themselves rather than wait for government rations. He exhorted FARDC soldiers at the front, who were demanding their rations, to pillage the cattle of the Tutsi who allegedly finance the M23.

The genocidal ideology implanted by the FDLR in eastern Congo is a weapon of mass destruction intended to erase all trace of the Tutsi in the region. In a methodical and systematic manner, this genocidal ideology has used blood ties within the Congolese Hutu, matrimonial ties with other Congolese ethnic groups, commercial ties with associates in several economic sectors, and political and military ties with successive Congolese governments. Genocidal ideology proves to be a formidable machine of eradication of the Tutsi in Congo and elsewhere in the Great Lakes region. The creators of narratives who present the FDLR as a residual force that would be only the shadow of itself deliberately seek to obscure the reality of this radical violence that the FDLR has carried out for thirty years.

Filip Reyntjens: "Researcher-Actor" in the Great Lakes Region: what scientific expertise?

Author: Hon. Dr. Jean-Damascène Bizimana

ABSTRACT



This article examines the role and influence of Filip Reyntjens in political and academic analyses of the Great Lakes region. It questions the boundary between his role as a researcher and that of an actor engaged in political debates. The author analyzes his public positions and their impact on the understanding of regional dynamics. Finally, the article raises questions about the scientific rigor and objectivity of his expertise.

Biography: Hon. Dr. Jean-Damascène Bizimana is the Minister of National Unity and Civic Engagement of Rwanda. He has held several positions within the Government of Rwanda, notably as a Senator and as Executive Secretary of the former National Commission for the Fight against Genocide (CNLG). He has also worked as a consultant for various academic institutions and civil society organizations and has served as a member of the boards of several institutions and commissions.

Dr. Bizimana is a scholar who has published numerous articles on national, regional, and international geopolitics, as well as on the history and consequences of the 1994 Genocide against the Tutsi, including issues related to genocidal ideology and its denial. He is the author of three books published in French and Kinyarwanda: Inzira ya Jenoside yakorewe Abatutsi (2014); La contribution du Tribunal pénal international à l'évolution de la justice pénale internationale (2004); and L'Église et le génocide au Rwanda (2001).

INTRODUCTION

On 8 September 2025, the Belgian Egmont Institute, funded by the Ministry of Foreign Affairs, decided to ban a conference at which Professor Filip Reyntjens was to present his book "Modern Rwanda. A Political History."[178] The fact that Belgian diplomats decided to cancel a conference that was billed as 'academic" confirms that the scientific credibility of Reyntjens' publications on Rwanda has been called into question. The Belgian Ministry of Foreign Affairs' communiqué made this abundantly clear: 'Given the links between the FPS Foreign Affairs and the Egmont Institute and taking into account the tensions between Professor Reyntjens and the Rwandan authorities, the event could be interpreted as an unfriendly gesture by Belgium towards Rwanda.'

The least that can be said is that Filip Reyntjens' status as an expert is far from unanimous, both in Rwanda and among his academic colleagues, and even in political and diplomatic circles. His example shows how harmful the role of these 'experts' can be in the search for peaceful solutions to the armed conflicts that have been raging in the Great Lakes region, particularly in the eastern Democratic Republic of Congo, since 1994. This analysis aims to shed light on this issue. For the sake of clarity, honesty and scientific objectivity, our analysis will be based on verifiable facts, primarily Reyntjens' own writings and statements.

I. Academic distortions in the treatment of Rwanda

Filip Reyntjens arrived in Rwanda in July 1976 as part of a cooperation programme between the law faculties of the University of Antwerp and the National University of Rwanda.

[178]The book's advertisement states that Reyntjens outlines Rwanda's political history from the mid-19th century to the present day. What a biased undertaking, considering that Reyntjens is not a historian, and moreover, over the past thirty years, he has spent only five days in Rwanda, from 17 to 22 October 1994!

An analysis of Reyntjens' initial contacts and experiences in Rwanda reveals a profound disconnect from the scientific neutrality required of his position as an academic researcher, which has had a significant impact on the credibility of his publications over the past three decades.

1.1. Reyntjens: militant and activist, according to his own words

Filip Reyntjens describes himself as a 'researcher-activist'[179] and thereby acknowledges that he deviates from academic ethics in order to espouse and defend strong political views against Rwanda: 'On this point, the author acknowledges his commitment and even his activism in the face of the recent and dramatic history of Rwanda and Burundi'[180]. He adds: 'The bridges with the political world are never broken. (...) Although I am a lawyer by training, and more specifically a constitutionalist, the relevance of law has gradually eroded, and I have shifted towards political analysis and contemporary history.' He is keen to play down any criticism he may receive: 'I have admitted and even claimed my activism (...) We meet with stakeholders and create networks which, by their very nature, develop a structure and a public face. (...) Even when we do not choose to be activists, we are still involved in political practices.[181]'

Even though Reyntjens appears confident, he does not stand by his choices when questioned about his bias against academic requirements. He resorts to slander and intimidation by insulting those who point out his mistakes, calling them 'RPF fanatics, idiots, stupid, poor, ridiculous, trolls, etc.[182]' On the other hand,

[179]The title of his book is "Les risques du métier. Trois décennies comme chercheur–acteur au Rwanda et au Burundi", L'Harmattan in 2009. In this book, he attempts to justify the frequent criticism directed at him for his ethnically biased views and his evident hostility toward the RPF and the Rwandan government.

[180]Reyntjens F., *Les risques du métier*, 2009, cover page

[181]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.124

[182]He often resorts to such insults on social media when he lacks valid arguments to respond to criticism and questions regarding his writings and statements.

he plays the victim by arguing that people are attacking him personally rather than his arguments.[183] However, it is impossible to understand an author's ideas without knowing his personality and motivations and without examining his intellectual capacity. In this case, the fundamental question concerns the credibility of Reyntjens' expertise on Rwanda, a country he describes himself as an 'expert', an 'opportunist' and a 'political activist', even though, as indicated above, he has not set foot there for more than thirty years. He publishes on the basis of unreliable information gathered mostly on social media, which comes from perpetrators of genocide whom he has associated with in the past, their sympathizers, or 'opponents' who have left Rwanda, often for reasons related to crimes they committed there.

Finally, another motive behind Reyntjens' activism is his membership of Amnesty International. When Reyntjens arrived in Rwanda, he was not just an academic assistant, he was also an Amnesty International activist, for whom he called for attention to be paid to Rwanda: "I invite Amnesty International to take a greater interest in the country.[184] "It may therefore be this link with Amnesty International that explains Reyntjens' shift into politics and his desire to influence the fate of Rwanda, rather than scientific discipline.

1.2. Admissions of vulgarity in his activism

Recent revelations circulating on social network X refer to Reyntjens' past in Rwanda, where he allegedly frequented young Rwandan girls, which ended badly. Reyntjens is said to have had an intimate relationship with a young Tutsi girl from Butare, who left him because she could no longer tolerate her partner's

[183]For a more in-depth analysis, see Jacques Morel's article, "Le professeur Reyntjens, expert du tribunal international pour le Rwanda et ami de génocidaires" ("Professor Reyntjens, Expert of the International Criminal Tribunal for Rwanda and Friend of Genocidaires"), 2019, available at www.francegenocidetutsi.org

[184]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.16

ties to dignitaries of the Habyarimana regime, responsible for discriminatory and repressive policies in Rwanda between 1973 and 1994. Reyntjens is said to have become angry and stormed out, swearing open hatred towards the Tutsis.

It should be noted that Reyntjens lived permanently in Butare between 1976 and 1978 as a professor at the Faculty of Law of the National University of Rwanda, and then made regular visits of varying lengths between 1979 and 1987. Reyntjens categorically rejects this accusation, calling it false. We have no knowledge of this and give him the benefit of the doubt.

However, Reyntjens himself does not hide the fact that he behaved in a manner that was not very commendable and that may raise questions. He writes: "My first contact with Rwanda dates back to 17 July 1976. I don't remember who said that you are born where you become aware, but I find this phrase very applicable to my case. (...) It was also in Butare that I took my first steps in Burundi, in a context that was initially less academic. As Bujumbura was at the time a much livelier place than the "villages" of Butare and even Kigali, I sometimes went there at the weekend to enjoy the good restaurants, nightclubs and lake[185]. Such an admission could easily lend credence to revelations about his failures with Tutsi girls, which allegedly upset him to the point of arousing general and senseless hatred.

1.3. Witness to ethnic discrimination against the Tutsi

Filip Reyntjens knowingly forges the history of the genocide perpetrated against the Tutsi. He himself states that since his arrival in Rwanda in 1976, he has witnessed the misdeeds of the Habyarimana regime's policy of discrimination and oppression, which flagrantly violated the most basic human rights of the Tutsi. He testifies: "In 1977,' he writes, "we did something that had not been seen in Rwanda for a long time. We needed to recruit a secretary, and we advertised the vacancy rather than

[185]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.8

hiring someone through "pistonné" (connections). Worse still, we organized a competition and selected the best candidate, who turned out to be Tutsi. A few weeks later, I was summoned by the head of the Prefectural Intelligence Service, which reported to the all-powerful Central Intelligence Service, headed at the time by the feared Commander Théoneste Lizinde. The man informed me that following this recruitment, we would have two Tutsi out of four administrative and technical staff members, whereas the "quotas" stipulated ten per cent Tutsi; we could therefore not recruit Libérata"[186].

1.4. Admission of methodological shortcomings

Reyntjens acknowledges that his methodology for dealing with Rwanda is flawed, which undoubtedly detracts from the quality of his publications on the country: 'I never kept a diary, mainly out of laziness. What I recount is therefore based on my memories (...) but I cannot rule out the possibility that some of my memories may have been tainted by time or by subsequent events.' Despite these serious acknowledged shortcomings, Reyntjens perseveres, noting, 'If I had to do it again, I think I would.[187]' He goes so far as to assert his scientific subjectivity: 'I write from my own subjectivity (...) I expose myself, but I am in good theoretical company'[188]. Readers are warned!

[186]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.9
[187]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.18
[188]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.129

II. Reyntjens' publications on Rwanda in the light of scientific ethics

The recognition of his activism means that Reyntjens' personality, political considerations and publications on Rwanda are completely biased and erroneous.

2.1. Author of a discriminatory Rwandan Constitution

On 20 December 1978, a constitution drafted by Filip Reyntjens was adopted in Rwanda. Its author claims that this Constitution was one of the best in Africa: "I remain proud of our text, which was, at least on paper, one of the best African constitutions of the time. " Despite this praise, the Constitution that Reyntjens presented to Habyarimana was rather discriminatory in several of its provisions and violated many fundamental human rights and principles enshrined in international conventions.

Firstly, its preamble caused scandal by legitimizing the killings that had targeted the Tutsi since November 1959, describing them as an act of liberation: 'Considering the work of liberation undertaken by the Revolution of 1959 (...), Determined to continue the work of renewal undertaken since the memorable day of 7 July 1973, with a view to safeguarding the achievements of the Revolution of 1959 (...), Establishes and adopts this Constitution for the Republic of Rwanda'.

Such constitutional recognition amounts to legitimizing the exercise of power based on racism, discrimination and ethnic killings targeting part of Rwanda's population, the Tutsi. At the time of drafting this Constitution, Reyntjens knew that the Rwandan regime had enshrined the practice of ethnicist and criminal logic, notably through the massacres of more than 2,000 Tutsi in the prefecture of Byumba in March 1962 and the genocide committed in December 1963 in the prefectures of Gikongoro, Cyangugu, Kibungo, Kibuye, Ruhengeri, Gisenyi, Kigali and Bugesera, which claimed the lives of more than 35,000 Tutsi. Reyntjens was fully

aware of this cruel reality and had a duty to draft a constitution that enshrined respect for human rights.

Secondly, discrimination is enshrined in several provisions that support the MRND as the sole political party and a powerful president who manages all state affairs alone. Thus, Article 7 rejects any democratic opening: "The Rwandan people are politically organized within the National Revolutionary Movement for Development, the sole political formation outside of which no political activity may be carried out. (...) Every Rwandan is automatically a member of the National Revolutionary Movement for Development".

In Article 40, Filip Reyntjens' Constitution grants the president of the MRND the sole and exclusive right to stand as a candidate for the office of president of the Republic: 'The president of the National Revolutionary Movement for Development is the only candidate for the presidency of the Republic. 'The same article then excludes young people from acceding to presidential power: 'The candidate for the presidency of the Republic must be thirty-five years of age. It also excludes term limits: 'The President of the Republic is eligible for re-election.' This article therefore legally authorises the President of the Republic, in this case General Juvénal Habyarimana, to run for election alone as many times as he wishes. When drafting this provision, was Reyntjens unaware of the value of democratic transition?

Reyntjens' Rwandan Constitution goes further in Article 42 by strengthening all powers within the MRND, establishing that in the event of 'prevention, inability to express his will, resignation, death or any other cause of cessation of his activities, the President of the Republic shall be replaced by the Secretary-General of the National Revolutionary Movement for Development until the election of a new President of the Republic'.

When Reyntjens drafted the 1978 Constitution, Rwanda had laws and regulations limiting Tutsi access to secondary and higher education. In an attempt to survive these discriminatory laws, some parents, mainly Tutsi, had joined forces to create private

schools such as APACOPE in Kigali and CEFOTEC in Butare. The state blocked them by not recognising their diplomas. Reyntjens was well aware of this, but instead of correcting this injustice in his constitutional text, he clearly reinforced it in Article 26: "(...) The recognition of diplomas or certificates from private education, as well as education provided, in whole or in part, shall be regulated by law". Why did Reyntjens not remove this discrimination and write a text that complied with international standards enshrining the right to education for all children?

Filip Reyntjens persisted in supporting these positions even at a time when he must have realized that he had made serious mistakes in supporting an oppressive regime. In November 1990, for example, he collaborated with Belgian NGOs on a brochure entitled 'Rwanda. What now?', in which he supported the ethnic discrimination practiced by the MRND regime on the basis of the 1978 Constitution, noting that it had brought peace to Rwanda: 'The quota system has undoubtedly contributed to ethnic pacification in Rwanda. This is one of the merits of the Second Republic, which has been successful in this area. (...) The regime has achieved significant success in the areas of development, democracy and respect for human rights'[189].

2.2. Declared compromises with the MRND regime

Filip Reyntjens admits his close ties with the dignitaries of the Habyarimana regime, while downplaying the notorious criminality of that regime, for which he served as legal and political advisor: "The regime is an ordinary military dictatorship, as can be found everywhere in Africa, (...) it was not the worst on the continent.[190]" Reyntjens then acknowledges his very close associations with the dignitaries of that regime: "The beers I shared with ministers, officers, and senior officials on their native hills may have brought me too close to them".

[189]Philippe Brewaeys, Rwanda 1994 : Noirs et Blancs menteurs, Racine, Bruxelles, 2013
[190]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.17

These ties are not limited to merely sharing beers and brochettes; they also become a source of inspiration for his publications: "Some of these encounters are even rather peculiar. As they progress in their careers, within the judiciary and high administration, in politics, the army, or even in business, my former students also become a formidable network, with its advantages and disadvantages: the advantage of access, the disadvantage of proximity and, consequently, probably a certain leniency on my part"[191].

The word 'leniency' encompasses many things that can be summed up in a single word: compromises. The continuation of his account reveals this. Reyntjens indeed acknowledges that he had obtained a special status that allowed him to impose his proposals on President Habyarimana: "I unquestionably exploit my status as a foreigner, which, in a country like Rwanda, has more latitude than that of a national. This status allows me to gain fairly easy access to the highest authorities of the country, including the President of the Republic, and to speak to them with a frankness that a Rwandan could only dream of, even to the point of bypassing a powerful and feared man like Sagatwa. I say this not only because it gives me an advantage I do not really deserve, but also because the risks I face are very limited, unlike those borne by Rwandans"[192].

2.3. Support to the Habyarimana regime in refining its communication

"At the beginning of the war in October 1990, Reyntjens helped the Habyarimana regime refine its communication capabilities to counter the FPR's diplomacy. He expresses it in these terms: 'I am associated with an initiative of the regime, which is attempting to regain the upper hand in the media war it is losing to the FPR.

[191]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.19
[192]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.45

In early November [1990], I am contacted by Fabien Singaye, a diplomat serving at the Rwandan embassy in Bern. He informs me that the government plans to send two missions, one to Europe and another to North America, to inform public opinion, and asks if I would agree to participate in a conference to be organized in Geneva as part of this initiative. I am obviously hesitant: although I believe that a counterbalance to FPR propaganda is necessary, I do not wish to be used by government propaganda either. I request additional information, and I am somewhat reassured by the composition of the commission. I know two of its members, the historians Ferdinand Nahimana and Emmanuel Ntezimana, who are professors at the National University of Rwanda; even though the former would later be tried and convicted by the ICTR, at that time I have no reason to distance myself from them"[193].

Let us specify three serious facts. First, Reyntjens is fully aware of the criminal nature of the Habyarimana regime, which he nonetheless agrees to assist. Second, he is equally well aware of the character of Fabien Singaye, who is an agent of the Rwandan intelligence services stationed at the Rwandan embassy in Switzerland. Singaye is very close to the presidential family, being the son of a prominent Gisenyi businessman, André Singaye, a friend of Habyarimana, and the son-in-law of Félicien Kabuga, as he is married to Pauline Musanabera, one of Kabuga's daughters. It should also be noted that two sons of President Habyarimana married Félicien Kabuga's daughters: Françoise Mukanziza, wife of Léon Habyarimana, and Bernadette Uwamariya, wife of Jean Pierre Habyarimana.

Finally, Reyntjens is well aware of Ferdinand Nahimana's extremist anti-tutsi stance. Thus, agreeing to collaborate with such individuals, while noting that he was reassured by their participation in the anti-RPF campaign, reflects a bias far from intellectual integrity. He admits it himself: "From the beginning of the war [1990], I clearly take sides against the RPF attack. I did not

[193]Reyntjens F., *Les risques du métier*

know the RPF before October 1990, and my position is therefore not inspired by any preexisting antipathy. (...) On the one hand, since the RPF is essentially composed of Tutsis[194] (...) My 'anti-RPF' position at the start of the war, with its corollary—the perception of objective support for the regime—was appropriate. However, it was also uncomfortable, since I was aware of the flaws of the ruling power. (...) One could say that by taking sides against the FPR, I chose the camp of the incumbent regime"[195].

[194]This tendency to describe the RPF as a movement composed solely of Tutsi is false. For example, Colonel Alexis Kanyarengwe, who was president of the RPF, was not Tutsi nor were other leading figures such as Pasteur Bizimungu, Seth Sendashonga, and others.

[195]Reytjens F., *Les risques du métier*, p.27

III. Reyntjens and the handling of the Genocide committed against the Tutsi: outrageous denialism

Reyntjens theoretically acknowledges the existence of the Genocide against the Tutsi, but he completely distorts its components, thus clearly aligning himself with denialism.

3.1. Falsification of facts and balancing of crimes

Since 1994, Reyntjens has been obsessed with proving at all costs that there was not a single Genocide in Rwanda and that, consequently, the RPF is responsible for a second genocide against the Hutu.

Some examples:

On February 9, 1995, the École Nationale d'Administration in Paris organized a roundtable on Rwanda, with Filip Reyntjens as a speaker. His interventions were extremely biased and aggressive, comparing the Rwandan government to the perpetrators of genocide, while ignoring the fact that this government was fighting to rebuild a country devastated by those perpetrators and in which it bore no responsibility: 'If there had not been a genocide, the international community would not tolerate the current situation. In Rwanda, the worst is yet to come"[196].

Two months later, on April 24, 1995, interviewed by the Flemish newspaper De Morgen, he expressed a denialist opinion, attributing killings in areas not under RPF control to the RPF and thereby minimizing the gravity of the Genocide against the Tutsi: "I would not be surprised if some of the bodies of the victims recovered last year from Lake Victoria are in part RPF victims. When Byumba surrendered in April 1994, there were thousands of deaths.

[196]Jean-François Dupaquier, « Rwanda : le révisionnisme, poursuite du génocide par d'autres moyens », in R. Verdier, E. Decaux et J.P. Chrétien (Editeurs), Rwanda : un génocide du XXème siècle, L'Harmattan, 1995, p.135-136

In Bugesera and the Southeast, also thousands of deaths occurred. According to some sources[197], the RPF killed more there than the Interahamwe. There is a creeping genocide occurring in Rwanda. (...) What is happening today is far more serious than what happened under the former regime".

It cannot be repeated enough: the RPF was fighting against Hutu soldiers and militias who were killing defenseless Tutsi civilians. The RPF fought to stop the genocide, not to murder civilians. The factual truth is that it was these Hutu genocidaires from the interim government, its armed forces, and its militias who killed hundreds of thousands of Tutsi in the locations cited by Reyntjens, including the towns of Byumba, Rutare, Mutete, Nyinawimana, Muvumba, Ngarama, Mutara, etc., and in Bugesera, such as Nyamata, Ntarama, Ruhuha, Kayumba, Rebero, Nyiramatuntu, CND, Gashora, etc.

3.2. The Genocide against the Tutsi as a commercial exploitation

Immediately after the genocide, Reyntjens rushed to Rwanda. He stayed there for five days in October 1994. As evidenced by the nature of his immediate and later publications, he was not interested in the factual reality, but rather in collecting any material that could incriminate the RPF. Thus, once back in Belgium, he quickly and harshly accused Rwanda without regard for the pressing factual realities[198]. This set the tone for what would characterize his line of conduct, as reflected in his statements and publications.

This distorted view of the facts would become the relentless leitmotif of every public appearance by Reyntjens: "The second cause is the "genocide credit," which the regime exploits to the fullest. The genocide has become a source of legitimacy that allows it to escape condemnation for its own actions. For the RPF, it is an

[197]What are the sources and how credible are they?

[198]Reyntjens F., *"Sujets d'inquiétude au Rwanda »*, Dialogue N°178, novembre – décembre 1994

ideological weapon enabling it to acquire and maintain the status of victim, and thus to benefit from impunity"[199].

In 1995, Reyntjens co-authored, together with the Belgian missionary Serge Desouter, a denialist document for the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR), aiming to influence the tribunal. The authors' intent is evident in their presumptive judgments against the Rwandan government: "For the current regime in Kigali, the genocide against the Tutsi has become a political asset used to have the international community accept its own violations of humanitarian law and to legitimize dictatorial governance"[200].

Like Reyntjens, the White Father Serge Desouter speaks on a subject he does not know. He left Rwanda in 1986 and never returned. Yet, like Reyntjens, he is one of the 'experts' used by several Western agencies in their handling of the Great Lakes situation!

3.3. Rejection of the planning of the Genocide against the Tutsi

On May 3, 2007, Filip Reyntjens testified before the Brussels Assize Court in the trial of Major Bernard Ntuyahaga, prosecuted for the murder of 10 Belgian UN peacekeepers in Rwanda in April 1994. Reyntjens denied the planning of the Genocide against the Tutsi, stating: "By definition, we will not have proof of planning because there are no minutes of meetings or, to date, convincing testimonies from people who would have been part of a parallel command structure." Yet, Reyntjens had been one of the first to reveal, two years before the genocide, that in Rwanda there was a group of death squads at the highest levels of the state preparing and committing massacres! He wrote this in a document dated October 9, 1992, providing details on the modus operandi of this

[199]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.117

[200]S. Desouter, Reyntjens F., *« Les violations des droits de l'homme par le FPR/APR.* Plaidoyer pour une enquête approfondie », Anvers, juin 1995, p.4

genocidal circle within the Rwandan government:

"Following a Belgian mission carried out in Rwanda (in September 1992), composed, besides the author of this testimony, of Willy KUYPERS (Senator), Johan SCHEERS (Lawyer from Brussels), Rik de GENDT (Journalist), and Wilfried VAN den STORME (Honorary Consul of Rwanda in Antwerp). (...) The information we have on the existence, composition, and activities of a 'réseau zéro' is based on the testimonies of two people who were associated with this group, the testimonies of three other individuals, including two senior officers who are well-informed about this group, and testimonies from the Bugesera region in particular (...)

The objectives of the group responsible for the disturbances were announced to new recruits as follows: "Multipartyism is the cause of anarchy and disorder; the Nsanzimana and Nsengiyaremye governments are worthless; therefore the ongoing change must be discredited."

At the national level, the core of this group consisted notably of the following individuals:

Nzirorera Joseph (former minister, deputy of Ruhengeri),
Zigiranyirazo Protais (former prefect of Ruhengeli, brother-in-law of the President),
Rwabukumba Séraphin (CEO of the Centrale, brother-in-law of the President),
Col. Serubuga Laurent (former Deputy Chief of Staff of the Army),
Col. Sagatwa Elie (Private Secretary to the President, brother-in-law of the President),
Mr. Ntirivamunda Alphonse (Director General of Bridges and Roads, son-in-law of the President),
Capt. Simbikangwa Pascal (official at the Presidency, brother-in-law of Col. Sagatwa),
Col. Bagosora (Chief of Staff at the Ministry of Defense, cousin of the President),
Maj. Nkundiye (Commander of the Presidential Guard),
and Col. Nsengiyumva Anatole (Head of Military Intelligence).

Beyond the central core, the group had local or regional operatives responsible for execution on the ground; in Bugesera, this role was notably carried out by Fidèle RWAMBUKA, the burgomaster of Kanzenze. The activities of this group had a triple effect: sabotage of the democratization process, which cannot proceed properly in a context of destabilization; intimidation of the Tutsi component of the population and of opposition parties; and obstruction of the Arusha process, since the message was clearly that neither refugees nor RPF members would be safe if they decided to return to Rwanda. These actions were therefore profoundly anti-democratic and violative of human rights; at worst, they could result in a fully orchestrated civil war... To shed the fullest possible light on these events and prevent their recurrence, a thorough international investigation is imperative".

The question of the death squads that prepared the Genocide against the Tutsi was posed to Reyntjens at the ICTR on September 16, 2004, when he was testifying in favor of Théoneste Bagosora. Embarrassed, his laconic response was a defense of this criminal circle: "Being a member of the Akazu[201] is not an offense or a crime before this tribunal." How can membership in the Akazu not constitute a crime when this very circle had been created by the regime for criminal purposes, which Reyntjens himself was among the first to reveal in September 1992? It is curious.

As additional information, it should be recalled that on September 21, 1992, the Rwandan army published a document identifying the enemy, automatically designating every Tutsi as an enemy of Rwanda.

[201] Akazu is a Rwandan term referring to a small extremist clique surrounding President Habyarimana's regime, which was involved in committing crimes against political opponents and Tutsi, and in preparing the genocide against the Tutsi.

3.4. The Tutsi, "Authors of Their Own Genocide"

At the ICTR, Reyntjens repeatedly and vigorously attempted to convince the judges that the war started by the RPF was the direct cause of the genocide. He insisted that the RPF was responsible for the genocide that claimed the lives of hundreds of thousands of families of RPF members living in Rwanda.

On 14 October 1997, Reyntjens appeared before the ICTR as an expert witness for the prosecution in the case of Georges Rutaganda, second vice-president of the Interahamwe militia at the national level. Reyntjens used his position to deny the intentional nature of the genocide against the Tutsi ethnic group: 'If there had been no war, there would have been no genocide,' adding that the RPF was 'politically co-responsible' for the genocide.

On 25 July 2005, in an interview with the newspaper POLITICS, Reyntjens violently accused the Rwandan Head of State of being responsible for a genocide that he was fighting, stigmatizing him by saying that the genocide meant nothing to him: "Kagame deliberately developed a strategy of tension; it was he who set the Hutu extremists on the path to genocide. The extermination of the Tutsi living in Rwanda was for him merely a tactical calculation to enable him to seize power. Confirmation of this hypothesis would make the RPF and its leader legally responsible for the 1994 genocide".

He repeated this absurd thesis in many of his publications and public statements: "When one of the judges asked whether there would have been genocide if there had been no war, my answer was that, in my opinion, there would have been no genocide without the war, and that in this sense the RPF was politically co-responsible for the genocide. I emphasized that this joint responsibility is political or historical, not legal. I maintain this point of view"[202].

[202]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.115

3.5. The Tutsi, inciters of the Hutu

The accusation that the Tutsi provoked the Hutu in order to incite them to commit massacres, suggesting that the Hutu carried out the genocide in "self-defense", is another recurring leitmotif in Filip Reyntjens' discourse. In June 1997, the Flemish magazine Wereldwild brought together three participants: Filip Reyntjens, Father Guy Theunis, and Colette Braeckman to discuss Rwanda. The remarks made by Reyntjens and Theunis were filled with extreme hostility, portraying the Tutsi as the primary provocateurs against supposedly peaceful Hutu. Let us revisit some of the questions and answers from this interview:

"**Question:** In 1959, during the Hutu Social Revolution, did the Church betray the Tutsi?"
Braeckman: "It was perceived as a betrayal. The Church changed course; it gave priority to the claims of the Hutu. This, moreover, corresponded to the political agenda of the colonial power, against which the Tutsi were rising up".
Reyntjens: "We should not present the Tutsi only as victims. One of the reasons for the revolution was precisely the inflexibility of a very small class of Tutsi, not the Tutsi in general. There were Tutsi who wanted democratization. (...) The Tutsi suffered violence, they were exiled. But they were not only victims. They pursued a policy of resistance to change".
Theunis: "It is a constant. The Hutu are generally peaceful. They wanted a non-violent evolution. Violence always comes from the same side. From only one side".
Question: What does that mean?
Theunis: On the side of the Tutsi. It is always the Tutsi who provoke, who in one way or another spoil things.
Question: In recent months, there has been talk of a new dictatorship in Kigali. Some speak of persecution of the Church?

Reyntjens: I do not mince my words. The Kigali regime is a brutal military dictatorship. I understand that there may be reasons for this. Rwanda is in a total deadlock. This deadlock produces so much violence that there is no longer any way out.

This excerpt shows how Reyntjens and Father Theunis employ language filled with hatred, racism, discrimination, and denialism[203]. This interview, conducted by Belgian journalists Guy Goris and Marc Van Laere, was translated into French and English and published by francophone and anglophone newspapers such as African News Bulletin/Bulletin d'informations africaines, owned by the White Fathers. They, in turn, disseminated it through all the information networks at their disposal around the world, in Belgium, Italy, France, the Netherlands, Switzerland, Germany, Canada, the United States, and in numerous countries in Africa, Asia, and Latin America where they maintain missions.

3.6. Clarifications from the ICTR on the lack of a causal link between the War and the Genocide.

From its first judgment rendered on September 2, 1998, against Jean-Paul Akayesu, the ICTR settled any confusion regarding the existence of a causal link between the war and the genocide, demonstrating that the Genocide against the Tutsi is a specific crime: "It is clear that the massacres that occurred in Rwanda in 1994 targeted a specific objective: that of exterminating the Tutsi, chosen specifically because of their membership in the Tutsi ethnic group (...) It is a genocide that was committed in Rwanda in 1994, against the Tutsi as a group".

The ICTR went on to note a clear distinction between the armed conflict between the RPF and the FAR on one hand, and the planning and execution of the genocide on the other":

[203]Only Colette Braeckman expressed balanced views.

Parallel to the conflict, a genocide against the Tutsi group was indeed carried out (...) the execution of this genocide may have been facilitated by the conflict, in the sense that the fighting against the RPF forces was used as a pretext for propaganda inciting the genocide against the Tutsi, conflating RPF combatants with Tutsi civilians, reinforced by the widely disseminated media idea that every Tutsi was a collaborator of the Inkotanyi. (...) It is important to emphasize that the genocide against the Tutsi, although it occurred concurrently with the aforementioned conflict, is obviously fundamentally different in nature from that conflict"[204]. In 2006, the ICTR established in the Karemera case that the genocide committed against the Tutsi was a matter of public knowledge that was not subject to dispute: "The genocide of the Tutsis in Rwanda is a matter of public knowledge that is part of world history. There is no reasonable basis for anyone to deny that in 1994 there was a campaign of mass killings aimed at destroying, in whole or in large part, the Tutsi population of Rwanda. Although the exact number cannot be known, the vast majority of Tutsis in Rwanda were murdered, and many others were raped or otherwise abused. These facts were widely known even at the time the tribunal was established (in November 1994), as reflected in the (UN) Security Council resolution establishing the tribunal".

3.7. The Security Council demands the suppression of genocide denial and the FDLR

The UN Security Council has recognized the danger of genocide denial and the importance of protecting the memory of the genocide against the Tutsi, and has adopted a strong resolution to this effect. On 16 April 2014, the Security Council, in its Resolution 2150, reaffirmed the well-known nature of the genocide committed against the Tutsi, deploring the extent of genocide denial and the impunity of the perpetrators of the genocide,

[204]ICTR, The Prosecutor v. Jean-Paul Akayesu

and calling on Member States to act in favour of memory and justice, including through the arrest and prosecution of the FDLR.

Quotes: '(...) There is overwhelming evidence that acts of genocide were committed against the Tutsi group' (...); Recalling that the Appeals Chamber of the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR) has made a judicial finding that it is 'a matter of common knowledge' that 'between 6 April and 17 July 1994, genocide was committed in Rwanda against the Tutsi ethnic group', Recalling also that more than one million people were killed in this genocide, (...) and noting with concern any form of denial of this genocide;

Stresses the importance of learning the lessons of the 1994 genocide against the Tutsi in Rwanda; Condemns unequivocally any denial of this genocide and urges Member States to establish educational programs to ensure that the lessons of the genocide are passed on to future generations, with a view to preventing future genocides;

Welcomes the efforts made by Member States to investigate and prosecute all persons accused of this genocide; Calls upon all States (...) to investigate the facts and to arrest, prosecute or extradite, in accordance with their international obligations in this regard, all other fugitives accused of genocide who are residing in their territory, including the leaders of the FDLR. These decisions have the force of res judicata. This is the only truth that must be remembered, but Reyntjens continues to falsify it whenever he feels like it.

IV. Reyntjens and the use of international justice

Filip Reyntjens' relationship with international justice, whether it be the ICTR or the trials and prosecutions of perpetrators of genocide in third countries, has been marked by a glaring lack of neutrality and impartiality on his part. He has devoted too much energy to combating the uniqueness of the Tutsi genocide, relentlessly seeking to bring RPF members to justice for unproven crimes, defending the perpetrators of the genocide by providing them with aid and assistance, and frequently attempting to influence national and international justice. Let us examine this.

4.1. A lack of neutrality

Reyntjens' bias in judicial matters has been evident on several occasions. First, in Belgium, before the Brussels Assize Court; in Switzerland, before the Lausanne Military Court, in the case of Fulgence Niyonteze, mayor of Mushubati, who was tried and convicted by the Swiss courts; in the case of Léon Mugesera, in Canada, before the arbitrator Mr Turmel, who was to decide on Mugesera's extradition to Rwanda; testimony by affidavit in the United States and the United Kingdom in the defence of four genocide perpetrators (Dr Vincent Bajinya, Pierre Célestin Mutabaruka, Emmanuel Nteziryayo, Charles Munyaneza and Célestin Ugirashebuja), and in the Enock Ruhigira case in New Zealand.

When Canada decided on Léon Mugesera, Reyntjens was furious: "(...) When, in 2005, the Supreme Court of Canada authorised his deportation, I drafted a sworn statement in which I asserted that his return to Rwanda would not be justified, as he would risk an unfair trial, persecution and even death"[205].

[205] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.97

Léon Mugesera received a fair and equitable trial before the Rwandan courts, he is being held in conditions that comply with international standards, and above all, he has not been executed, as Reyntjens claimed".

Reyntjens also acted as an expert and report writer for parliamentary commissions of inquiry in Belgium and France, for the United Nations commission headed by Mr Ingvar Carlsson, and for the panel of eminent persons set up by the Organization of African Unity, chaired by the former President of Botswana, Sir Ketumile Masire. In all his interventions within these institutions, Reyntjens' concern has always been to influence them, unsuccessfully, on two points: the establishment of double genocide and the indictment of the RPF.

4.2. Pressure on the ICTR to acquit those accused of genocide

Reyntjens proudly admits that he often tried to influence judicial and political decisions in a way that suited him or protected his Rwandan friends, regardless of whether they were perpetrators of genocide: 'Like others, I have sometimes deliberately chosen to try to influence the course of events, which is inherent in the approach I have called "militant" or "activist". This voluntarism has a price that must be accepted. (...) Even when one does not choose activism, one is therefore involved in political practices'[206]. Indeed, on 30 November 1999, Reyntjens was heard at his request at the ICTR in the trial of militia leader Georges Rutaganda as amicus curiae (friend of the court). Reyntjens had introduced himself and begged the judges not to convict Rutaganda: 'I am concerned about the appearance that could be created if, in the circumstances of the moment, the Tribunal were to deliver a guilty verdict and determine a sentence in the Rutaganda case'[207].

[206]Les risques du métier, p.125

[207]Hirondelle, 30 novembre 1999, "Un expert recommande au TPIR de surseoir au jugement Rutaganda. »

On 22 November 2007, Filip Reyntjens returned to Arusha with the same mission to intervene on behalf of the former mayor of Ngoma (Butare), Joseph Kanyabashi. Despite overwhelming evidence of his responsibility for the massacre of Tutsis in his commune, Reyntjens, who had been friends with Kanyabashi for several years, pleaded innocence without concern for the search for truth[208]: "There is no evidence that Kanyabashi approved of the massacres of Tutsis. (...) Kanyabashi could not be linked to the planning of the genocide in Rwanda and in Butare in particular. (...) Given the situation as it developed in Butare, from 19 April (1994) at the latest, and the reality of physical control in the commune (Ngoma), it would have been impossible for Kanyabashi to effectively and visibly oppose the forces engaged in the genocide. Not only did he lack the physical means to do so, but he would have paid with his life for any attempt to do so[209]. Kanyabashi was ultimately found guilty of genocide and sentenced in the first instance to 35 years' imprisonment, reduced on appeal to 20 years for the crime of incitement to genocide.

4.3. Collaboration with Judge Bruguière in France

Reyntjens' actions, which ran counter to the search for the truth, were also evident in his close collaboration with French investigating judge Jean Louis Bruguière, who was conducting a biased investigation against RPF leaders. Reyntjens explains it this way: "At his request, I met Judge Jean-Louis Bruguière in Paris on 13 October 2000, two and a half years after the opening of the judicial investigation into the attack on the Rwandan presidential plane. (...) We reviewed the information I had gathered for a book I wrote in 1995 and the information I had received since its publication.

[208]See in particular the publication by the International Federation for Human Rights, Aucun témoin ne doit survivre (No Witness Must Be Left to Tell the Story), 1999, which details the course of the genocide in the Butare prefecture.

[209]Reyntjens, testimony before the ICTR in the trial of Joseph Kanyabashi, 18 September 2007.

Although he did not rule anything out, like me, he clearly leaned towards the RPF as the perpetrator of the attack.

I was not formally interviewed until 10 July 2002 in Brussels, during a rogatory commission led by Commander Pierre Payebien. Subsequently, I remained in regular contact with the investigation through him. We exchanged telephone calls and emails about questions he had, information he wanted to verify and elements that I thought might be useful to the investigation. A recurring theme was the safety of witnesses, especially those living in Rwanda; on one occasion, the exfiltration of a close associate of Kagame was seriously considered, but in the end the operation did not take place (...) As I became increasingly convinced that the RPF had carried out the attack, I thought to myself that it would naturally have obtained the missiles from its Ugandan ally[210].

As we can see, Reyntjens is not acting in the interests of impartial justice; like Bruguière, he is taking a unilateral approach, collecting only evidence against the RPF, a partisan choice far removed from the integrity of a scientific expert.

4.4. Opposition to international arrest warrants issued by Rwanda

Reyntjens' bias can be seen in another case concerning arrest warrants issued by the Rwandan judiciary against genocide suspects residing in third countries. While acknowledging the validity of certain cases in terms of their criminal content, Reyntjens defends the accused without limit or discernment. He writes: "The Rwandan regime wants to "recover" as many refugees as possible and has begun issuing arrest warrants around the world. While some of these warrants undoubtedly relate to individuals who can legitimately be suspected of involvement in the genocide, others are being harassed because they are (potential) opponents that Kigali wants to bring back under its control.

[210]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.97-98

I am therefore called upon to testify, in writing or in person, in countries such as the United States, the United Kingdom, the Netherlands and New Zealand. In a number of cases, I know that Rwanda's request is unjustified, but even where I have no opinion on the guilt or innocence of the person sought, my position is that extradition is not justified because the person concerned risks an unfair trial and it is up to the host country to try him or her".

In other words, Reyntjens opposes the international arrest warrants issued by Rwanda on the purely theoretical basis that the accused will not receive a fair trial in Rwanda. However, several accused persons have been extradited to Rwanda by the ICTR[211] and by Western states[212], and all have received fair and equitable trials in Rwanda. There are even often agreements signed between Rwanda and the extraditing states, which Rwanda scrupulously respects. For example, in the case of Wenceslas Twagirayezu, who was extradited by Denmark, the agreement stipulated that if he was convicted, he would return to Denmark to serve his sentence. Rwanda complied with this provision in June 2015 and sent Wenceslas Twagirayezu back to Denmark to serve the remainder of his 20-year prison sentence. He was found guilty of crimes committed in the parish of Busasamana and at the Adventist University in Mudende.

4.5. Support for dignitaries seeking political asylum

Reyntjens takes his bias even further by praising the way he helps Rwandans, including genocide suspects, obtain political asylum in Europe: "I must mention two other consequences of the genocide that concern me.

[211]The ICTR extradited to Rwanda Jean Uwinkindi, Bernard Munyagishari, Ladislas Ntaganzwa, and Fulgence Kayishema (awaiting extradition from South Africa).

[212]The United States (several individuals), the Netherlands (Venant Rutunga, Jean Baptiste Mugimba, Jean Bosco Iyakaremye), Germany (Straton Musoni), Belgium (Major Bernard Ntuyahaga), Denmark, Sweden, and Canada.

The first relates to the fate abroad of this new diaspora, the vast majority of whom are Hutu. It has taken up a lot of my time. The first is that of Rwandans seeking exile in a wide variety of countries, whose lawyers ask me for sworn statements (affidavits) affirming that these asylum seekers are at risk of persecution for political and/or ethnic reasons in Rwanda. I have made dozens of them, always in good conscience (...), and I must say that, at least in the cases I am familiar with, the countries of asylum have generally shown hospitality and/or caution"[213].

4.6. Attacks against Westerners who defend the truth about the genocide

In his arrogance, believing himself to be the sole 'expert' on Rwanda and the Great Lakes region, Reyntjens displays intellectual intolerance towards academics and intellectuals who do not subscribe to his theories. He describes it as follows: "Those who – out of ignorance, calculation or sympathy – blindly support the Rwandan regime bear a very heavy responsibility. It is indeed this support that reinforces the RPF's conviction that it can do anything it wants, which in turn creates conditions conducive to the commission of new crimes and leads to a situation where future violence becomes inevitable. I find this support sometimes quite close to home. For example, two successive Belgian ambassadors to Kigali, Michel Lastchenko and Marc Gedopt, behave, according to all those who meet them, like "honorary members of the RPF". Prime Minister Guy Verhofstadt, who was deeply affected by his work as rapporteur for the Belgian Senate's Rwanda Commission, refuses to voice any criticism of the Rwandan government; since 2003, the same has been true of Louis Michel, Minister of Foreign Affairs and then European Commissioner"[214].

[213]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.95-96
[214]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.118

Even Belgian academics who refuse to subscribe to Reyntjens' theses, marked by hatred and denial of the genocide, are demonized by him: "At my own university, one of my colleagues in the Faculty of Law (whose name I prefer not to mention, but who will recognize himself) seizes every opportunity to support the Kigali regime (...). Another colleague at my university acts as a spokesperson for the RPF's theories and engages in brutal polemics both in the Flemish press and in a scientific journal. There are many other examples in Belgium and elsewhere. Those who act in this way are just as responsible as those whom they rightly criticize for having supported the regime that led to the genocide"[215]. Reyntjens is one of those people who strongly supported the Habyarimana regime, which was responsible for the genocide, as we have amply demonstrated. He should tackle the others, starting with himself.

Recently, Reyntjens attacked the French ambassador to Rwanda, Mr Antoine Anfré, who, at the end of his term of office, posted a farewell tweet on 13 August 2025 in which he expressed his memories: "This is my last post as French ambassador to Rwanda: "I am leaving Kigali after four wonderful years of service, which have helped to strengthen the friendship between France and Rwanda." Reyntjens responded with a shameful value judgement, saying: "Ambassador Anfré has represented Rwanda better than France!" Where is the scientific expertise in such an accusation? Where is the intellectual ethics?

4.7. Opposition to the prosecution of genocide perpetrator Froduald Karamira

Froduald Karamira was one of the extremist leaders of the MDR political party. Karamira was one of the masterminds and organizers of the genocide. He is particularly known for having called, on 23 October 1993, during a meeting of the MDR, MRND and CDR political parties, for Hutu unity in order to exterminate the Tutsi.

[215]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.119

Exiled in India, he was put on an Ethiopian airliner in 1996 at Rwanda's request and attempted to escape during a stopover in Addis Ababa. He was immediately recaptured and imprisoned for a time. Negotiations then began. On the one hand, the ICTR wanted to try him, and on the other, Rwanda was rightly demanding his extradition, and it was here that Reyntjens intervened strongly to prevent him from being brought to justice.

This is how Reyntjens explains his interventions on Karamira's behalf: "Froduald Karamira settled in India after the RPF victory. (...) After being deported to Rwanda, he attempted to escape during a stopover in Addis Ababa, but was quickly caught and imprisoned in the Ethiopian capital. Alerted by his brother, who lives in Nairobi, I contacted Catherine Cissé, a close associate of Goldstone[216] and his successors; Until she left the prosecutor's office, this charming and competent Franco-Senegalese woman was my constant point of contact. I wanted to prevent Karamira from being extradited to Rwanda (...). At the same time, I contacted a Belgian lawyer, Mr. Scheers, who agreed to defend Karamira's interests in his dealings with the ICTR"[217].

In seeking to shield Karamira from justice, Reyntjens was aware of his key role in the planning and execution of the genocide. Let us hear from him once again: "I believe I was only able to save one family "from a distance", in particularly difficult circumstances. On 15 April [1994], M.T., the wife of a Tutsi colleague, a former dean of the Faculty of Law, called me to say that her husband had been killed by militiamen with whom he was guarding a barrier in their neighbourhood of Nyamirambo. RTLM had denounced him, revealing his whereabouts and calling for his murder. When she told me that she had just buried him in the garden, I didn't know what to say to her and asked her what she was going to do. She replied very calmly that she and her children were waiting to be killed at any moment. When I asked her, 'Who controls the

[216]Richard Goldstone was the Prosecutor of the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR).

[217]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.89

militiamen who killed your husband?', she replied with a touch of cynical irony, 'Your friend Karamira'.

(...) I asked M.T. if I could call Karamira to try to get his protection, knowing that this was not without risk, as it would draw attention to the family. She tells me that everyone knows where they are and that they are going to die anyway. I call Karamira immediately. I tell him that his men killed M.T.'s husband, that this is unacceptable, but that the damage has been done. However, her family is alive and must remain so. I tell Karamira that I hold him responsible for the fate of these people and that if anything happens to them, I will hunt him down wherever he is to make him answer for this crime. Karamira is very embarrassed; he grumbles a little, claims that he does not control all the checkpoints in Kigali, but ends up giving me a vague promise. M.T. and the children were saved and were able to settle in Switzerland. I am not sure if my intervention had anything to do with it, but if so, this episode clearly shows the extent to which men like Karamira had the power to decide life and death during that period".

There should be no doubt whatsoever about Karamira's criminal power and his key role in the genocide. He was part of a deeply extremist circle which, throughout the genocide, used the national radio and RTLM to incite people to accelerate the genocide.

4.8. Rejection of investigations by competent experts into the attack on the Falcon 50

Since 1994, Filip Reyntjens has developed a theory that the missiles that shot down the presidential Falcon 50 aircraft on the evening of 6 April 1994 were fired from Masaka, specifically from a place called CEBOL[218] and that the RPF was responsible for the attack. From the outset, Reyntjens' position has been to

[218]CEBOL stands for Centre d'élevage pour bovins laitiers (Center for Dairy Cattle Breeding), which was located in the Masaka Valley. This research center was managed by the Kigali-East Project under the Ministry of Agriculture and was funded by France. Many of its collaborators were French engineers and technical assistants.

find every possible way and means to accuse the RPF[219]. He was not interested in the truth of the matter. Reyntjens fabricated this theory without ever having conducted any investigation in the field, let alone having any of the scientific competence and expertise required to examine plane crashes or accidents. Therefore, as soon as scientific expertise pointed in a direction contrary to his accusatory fabrications, he cried conspiracy.

In 2008, an expert investigation was conducted in Rwanda by British specialists from Cranfield University, which identified the Kanombe military camp and its immediate surroundings as the launch site of the SAM16 missiles that shot down the Falcon 50. Reyntjens denounced this scientific report, despite having no expertise in the field.

Meanwhile, in France in 2007, Judge Marc Trévidic had taken over Bruguière's case and this time conducted a genuine investigation to establish the facts. In 2010, French judges Marc Trévidic and Nathalie Poux made their first real judicial breakthrough by visiting the scene of the crime. The two judges travelled to Rwanda with a group of experts in ballistics, acoustics and explosives and carried out meticulous cartographic surveys. Their report, made public by Judge Trévidic on 10 January 2012, established two key points. First, the aircraft was hit by two SAM-6 missiles, which caused it to explode. Second, the missiles were fired from the Kanombe military camp, a stronghold of the official army, President Habyarimana's presidential guard and elite commandos.

Caught off guard, Reyntjens lost his arguments on his Masaka thesis and opted for an evasion that he still maintains, saying that the French experts did not identify the perpetrator of the shooting. Very curious, isn't it! Who else could have fired the shots if not the Rwandan army, which was responsible for this military camp,

[219]Reyntjens F., "Retour sur l'attentat de Kigali, l'étincelle qui a allumé le feu du génocide" ("Looking Back at the Kigali Attack, the Spark That Ignited the Genocide"), Institute of Development Policy, University of Antwerp, September 2020. He regularly defends this same thesis on social media.

the most important in Rwanda at the time? Let us remember that the Kanombe camp housed elite units including Major Aloys Ntabakuze's para-commando battalion, elements of Major Protais Mpiranya's presidential guard, the Anti-Aircraft Unit led by Colonel Bagosora and under the command of Colonel Laurent Serubuga, Major Augustin Ntibihora's military buildings battalion, and many others.

Following this investigation, on 26 December 2018, the investigating judges dismissed the case, which was upheld on appeal in August 2020 and then definitively validated on 15 February 2022 by the French Court of Cassation, thus putting an end to speculation about the RPF's responsibility in this case. However, Reyntjens does not accept the conclusions of the investigations as any serious expert would. He continues to insist on accusing the RPF of being responsible without any evidence. It should also be noted that in the years following Bruguière's arrest warrants, several of his key witnesses recanted their testimony, while others were contradicted. Piece by piece, Judge Bruguière's case fell apart.

Returning to Reyntjens, what is even more bizarre is that on 10 December 1998, he wrote to French MP Bernard Cazeneuve, rapporteur for the French Parliamentary Information Mission on Rwanda, in a letter in which he acknowledged that British and Belgian sources had confirmed to him that the former Rwandan armed forces had SA-16 missiles that were used to shoot down Habyarimana's Falcon 50.

Read: "In response to your letter of 3 December [1998], I can confirm that I have obtained the serial numbers of the SA-16 launchers from the FAR, and more specifically from Colonel Bagosora. Thisinformation wasprovidedtomebyhis lawyer, Mr Luc De Temmerman. I would like to take this opportunity to confirm in writing what I told you during our last meeting in Brussels, namely that my former British and Belgian sources have confirmed (my British source adds "adamantly") that, according to their information, these missiles are part of a stockpile seized by France in Iraq."

4.9. Use of perpetrators of genocide to accuse the RPF

Reyntjens' relentless pursuit of the RPF by any means necessary is well documented. This is evidenced by a letter he sent on 9 May 1997 to Hassan Ngeze, editor of the genocidal newspaper Kangura. In it, Reyntjens asks Ngeze for his full cooperation in accusing the RPF of responsibility for the attack on President Habyarimana's plane. Read:

"Dear Mr Ngeze,

Your letter dated 18 February, accompanied by the text intended for African Rights, only reached me a few days ago. This explains the delay in my reply. I have tried several times to contact you. Please find enclosed three letters that I have tried in vain to send you over the last few months. I kindly ask you to try to answer the question I am submitting to you. It would indeed be crucial to be able to prove the RPF's involvement in the attack on President Habyarimana's plane. If there are RTLM employees in Nairobi, perhaps you could check with them to see if an answer to my question can be found. Furthermore, I am of course willing to meet with a journalist from Kangura. Simply contact me a few weeks in advance to arrange an appointment.

I look forward to hearing from you or meeting you soon, Mr Ngeze.

Yours sincerely,

4.10. Reyntjens knew about Ngeze's criminal nature

Reyntjens contacted Hassan Ngeze to accuse the RPF while being fully aware of this individual's genocidal nature. Reyntjens had already described Hassan Ngeze's role in the massacres of Tutsis in Bugesera. Let us read: 'In March 1992,' writes Reyntjens, "Interahamwe and soldiers from the Presidential Guard and Camp Mayuya (a total of about 75 soldiers) were sent to Bugesera. The soldiers were in civilian clothes and armed with knives

and pistols. Those who could have hindered the operation, in particular officers from the Public Prosecutor's Office and inspectors/officers from the Judicial Police, had been transferred beforehand. The troublemakers were transported in Public Works vehicles; the petrol needed for the operation was provided by MM. Rwabukumba and Nzirorera and was reportedly transported by Hassan Ngeze and stored at Mayor Rwambuka's house.

Upon their initial arrival in Gashora, the Interahamwe and soldiers, aided by local Interahamwe, mingled with the population. They then attacked a few pre-determined targets: Tutsi families or those belonging to the opposition; from there, the violence spread. The complicity of certain services is obvious (...) It is also worth noting the central role played by the Public Works Department; not only did it provide vehicles and petrol vouchers, but the Road Fund served as a veritable slush fund for financing a number of illegal activities. (...) The troublemakers enjoy protection from high places. Hassan Ngeze, the editor of the extremist newspaper Kangura, who played a role in the events in Bugesera, comes to visit me at my hotel"[220].

In short, Hassan Ngeze, whom Professor Reyntjens contacted at the end of the genocide to encourage him to collaborate with him in bringing charges against the RPF, is a notorious criminal whose involvement in the preparation and execution of the genocide has been well known to him since 1990.

[220] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.59-63

V. Challenging preventive measures aimed at peace

After the genocide, Reyntjens was active in opposing the establishment of a genocide prevention system and its ideology.

5.1. Opposition to the repression of genocide ideology

In 2001 and again in 2008, the Rwandan legislature adopted laws making acts of genocide ideology, divisionism and negationism punishable offences. Reyntjens was quick to denounce them as 'political laws,[221]' without regard for the scale and severity of the violence that was rampant in Rwanda, particularly the murders of genocide survivors. For example, in 2006, the Rwandan Senate published an eloquent report demonstrating that the ideology of genocide was a recurring problem despite the government's obvious efforts to eradicate it.

Similarly, in December 2007, a parliamentary commission set up to investigate the ideology of genocide in schools found that 26 out of 32 secondary schools were undermined by this crime. Following this finding, Law No. 47/2001 of 18 December 2001 on the punishment of crimes of discrimination and sectarianism, as well as Law No. 33 Bis of 6 September 2003 punishing the crime of genocide, crimes against humanity and war crimes were reviewed and amended by Law No. 18/2008 of 23 July 2008 on the punishment of genocide ideology and related offences.

In attacking the Rwandan law on the punishment of genocide ideology, Reyntjens was repeating the content of the communiqué by Ingabire Victoire Umuhoza, who had criticized the law, claiming that it was "deliberately vague, gave unlimited discretionary power to the Public Prosecutor's Office and paved the way for witch hunts and false accusations motivated by political considerations".

[221] Reyntjens F., *Reaction on Rwandanet@yahoo groups*, June 3, 2010; see also Reyntjens F., *L'Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 2007–2008.

These attacks are unfounded. In fact, several European states also punish genocide ideology, particularly Holocaust denial, and no one, including Filip Reyntjens, denies the validity of such laws. For example, on 19 April 2007, one year before the enactment of the Rwandan law on genocide ideology, the European Parliament adopted a framework decision requiring states to legislate against racism in general, including Holocaust denial. This decision provides that acts relating to "public advocacy, denial or gross trivialization of the crimes defined in Article 6 of the Charter of the International Military Tribunal at Nuremberg annexed to the London Agreement of 8 August 1945, directed against a group of persons or a member of such a group defined by reference to race, color, religion, ancestry or national or ethnic origin, where the behavior is carried out in a manner likely to incite violence or hatred against a group or a member of such a group".

In application of such texts, states such as Germany, France, Austria, Switzerland, Sweden, Portugal, Spain, Italy, Romania, Slovakia, Luxembourg, Andorra and others have laws criminalizing Holocaust denial.

One might therefore wonder why Filip Reyntjens would want Rwanda, the country that suffered the last genocide of the 20th century, not to do the same in preventing and punishing the ideology of hatred that led to the genocide.

5.2. Entrapment in ethnicity

Since 1994, Filip Reyntjens has published an annual work, often entitled 'The Great Lakes Region of Africa in Crisis', which frequently includes a list of Rwandan leaders and officials with their ethnic labels. One of the main questions is where Reyntjens bases his designation of the ethnicity of Rwandans today, given that since July 1994, Rwanda has removed ethnic references from its citizens' identity documents. Reyntjens' relentless focus on ethnicity reflects the ethnic nostalgia that this 'researcher-actor' carries in his memoirs and commitments, which are more political than academic.

If I compare this with France, where I did my university studies, when a French government is formed, it never occurs to anyone to scrutinize the list to count the number of Corsicans, Bretons, Burgundians, Catalans, Alsatians or Parisians who are part of it! Even in Belgium, despite the persistent differences between Walloons and Flemings, no such counting exists.

One wonders why Filip Reyntjens does not abandon ethnic counting in Rwanda, if not for his stubborn determination to perpetuate the colonial mindset that, in the eyes of many Belgians, in Rwanda you are either Hutu or Tutsi, just as in Belgium you are Walloon or Flemish! However, this is not the case, or rather it was not the case before the arrival of Belgian missionaries and colonizers in Rwanda.

We often forget or ignore how a Rwandan became Hutu or Tutsi according to totally arbitrary criteria based on the size or number of cattle. The most absurd case is that of being born to a Hutu or Tutsi father. For example, a Tutsi brother and sister with the same father and mother who married a Hutu girl and a Hutu boy, respectively, would have children who were not of the same ethnicity! The brother married to a Hutu girl would have Tutsi children, and his sister married to a Hutu husband would have children of Hutu ethnicity! Thus, first cousins did not belong to the same ethnic group!

During the genocide, it often happened that uncles or aunts, cousins or second cousins killed the children of their families who did not have an ethnic identity classified as Hutu. This colonial policy caused too much damage in Rwanda, and that is what the RPF banned. Failing to understand the validity of such a measure for the unity of Rwandans and perpetuating this practice, as Filip Reyntjens does, is a destructive maneuver that must be combated.

5.3. Animosity towards the Rwandan Head of State

Reyntjens' hatred for the Rwandan Head of State runs so deep that he writes that he even travelled to Kampala to convince

Ugandan officials to cooperate with him in this hatred. Here are his revelations: "In November 2000, I took a chance and contacted the aide-de-camp of a Ugandan general. To convince him to cooperate, I sent him the following message: While it is perfectly legitimate for Uganda to help an ally, particularly by supplying weapons and ammunition, the situation becomes different if that ally, without your knowledge, uses those weapons to shoot down a presidential plane. Here you have a golden opportunity to deal with Kagame without exposing yourselves"[222]. That says it all!

Another example occurred on 7 February 2008 in Brussels, where a so-called 'hot' conference was held on the arrest warrants issued by Spanish judge Fernando Andreu Merelles against forty senior Rwandan officials[223], led by Spanish denialist lawyer Jordi Palou Loverdos, a close associate of Reytjens[224]. Reyntjens describes his collaboration with Mr Loverdos as follows: 'I must point out (...) that I had frequent exchanges with Jordi Palau Loverdos, lawyer for the civil parties'[225].

Taking the floor, Reyntjens used language insulting to the Rwandan Head of State as follows: 'What should be the position of a partner country of Rwanda that has to shake hands with President Kagame? (...) I am tempted to say: Kagame and the forty thieves!'

Full rhetoric against the Rwandan Head of State, going so far as to declare that his anti-Rwanda stance is motivated by jealousy of the success and international recognition he has achieved. Read: "When I realize that the RPF has committed and continues to commit the worst crimes, the only choice available is that of activism (...). This activism is not inspired solely by a sense of justice for the victims, but also by the revolting ease with which the RPF manages to secure total impunity. Worse still, a deeply criminal

[222]Reyntens F., *Les risques du métier*, p.99

[223]The Spanish judiciary ultimately dropped these warrants, recognizing their political rather than legal nature.

[224]

[225]Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.97

regime is presented as a model for Africa, Kagame is received everywhere with full honors, he is awarded honorary doctorates, distinctions and prizes, he is applauded at the many conferences he gives around the world, and Rwanda is becoming a place where the world's political, media and even business leaders are queuing up at the gate. Tony Blair has become Kagame's "unpaid" advisor. I have explained why this imposture has become possible, but it shocks me deeply"[226].

It is clear that jealousy is hurting Reyntjens, who swore in 1994 that the RPF regime would not stand the test of time. Seeing the opposite happen, Rwanda's successes hurt him as a former adviser to President Habyarimana, and instead of acknowledging his mistakes, he goes so far as to deny Rwanda's obvious progress in good governance: "It is not only the RPF's criminal past that is driving me to campaign. According to all the information I receive from Rwanda, including from the most remote hills, the lamentable political governance is a source of great structural violence, which we know will eventually lead to acute violence. So, I have the same feeling of apprehension that I had before 1994. The exclusion and marginalization of the majority of the population – and I am not just thinking of the Hutu[227] – create and fuel frustration, resentment and hatred. The development that foreigners see is mainly concentrated in Kigali, the regime's showcase[228]. The disconnect with the rest of the country is enormous, and inequality, calculated on the basis of the Gini coefficient, has doubled since the RPF came to power. Despite appearances of security, cleanliness and "progress", Rwanda is therefore a volcano waiting to erupt"[229].

[226] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p.120-121

[227] How does Reyntjens identify Hutu and Tutsi in today's Rwanda? That remains a mystery!

[228] Let us recall that Filip Reyntjens, who writes these falsehoods, last visited Rwanda over thirty-one years ago, specifically, for a five-day stay in October 1994.

[229] Reyntjens F., *Les risques du métier*, p. 121

In September 2025, when the Belgian Ministry of Foreign Affairs cancelled Reyntjens' conference in Antwerp, instead of seeing the reasons for this in Belgium and learning from them, it chose to sanctify and appease the Belgian Minister of Foreign Affairs: 'I have respect for Minister Prévot, for his positions on Rwanda and for his role in the Democratic Republic of Congo. I think he was badly advised'[230].

Then, once again, he attacks the Rwandan Head of State, who has no business interfering in a strictly internal Belgian matter: 'The decision contradicts the independence of the Institute,' Reyntjens wrote in X. 'It will not result in Paul Kagame's respect, but rather his contempt, and will reinforce Kagame's conviction that he can punch above his weight'.

5.4. Virulence against Rwandan officials

These days, Reyntjens' daily posts on social media consist of attacks, insults, lies, slander and diatribes of all kinds against the Rwandan government as a whole. Personally, I am one of the executives he attacks at will, along with my colleague Olivier Nduhungirehe. He does not accuse us of any criminal acts but attacks us solely for doing our job. An example:

In February 2025, I participated in a conference in Nyagatare organized for young people in the Eastern Province on the unity of Rwandans in preparation for the 31st commemoration of the genocide. The next day, The New Times newspaper published a photo on its front page showing me with the young people. Reyntjens posted this photo, comparing me to the genocidaire Léon Mugesera. As a reminder, Léon Mugesera, who was a political advisor to the presidential party MRND, went to Kabaya in the Ngororero District on 22 November 1992, where he gave

[230]La Libre Belgique, 10 September 2025. Reyntjens does not want to upset Prévot, given that in Belgium he has often relied on him to draft diplomatic notes accusing Rwanda and requesting sanctions in various international forums. Reyntjens does not want to lose this standing.

a public speech directly inciting the extermination of the Tutsi. And today, the so-called 'expert' "Filip Reyntjens compares a Rwandan official who gives a speech to young people to honor memory, build national unity, reconciliation and resilience to a criminal like Mugesera? To make matters worse, Reyntjens makes such accusations without ever having listened to my speech and without ever understanding Kinyarwanda, the language used in this conference!

5.5. Reasons for Reyntjens' hostility towards the RPF

The relevant question that needs to be asked is what the origin of Reyntjens' undisguised and unrelenting hatred is. Servilien Sebasoni's analysis provides an illuminating answer that I find convincing: "When the Rwandan Patriotic Front appeared on the horizon,' Sebasoni points out, there was a brief attempt at mutual seduction. It soon became clear that the RPF was resistant to any foreign intellectual influence, especially from the former colonial power. There was never any cordiality between Filip Reyntjens and the RPF. The RPF's patriotism sought to rebuild the new Rwandan society on its secular cultural foundations, including national unity above "ethnicity". This was a casus bello between the RPF and Filip Reyntjens.

The important thing for Rwandans was not to deny Filip Reyntjens intellectual leadership of their country. It was urgent to remove a man who promoted an ethnicism that had divided Rwandans and led them to genocide. And if Rwanda decided at one point to no longer grant a visa to Filip Reyntjens, it was because you do not invite a leper when leprosy has just taken away members of your family. Filip Reyntjens developed a lasting grudge. From then on, he devoted all his considerable resources and tireless determination to undermining the new Rwanda.[231]"

[231] Servilien Sebasoni, *Le Rwanda: Reconstruire une nation*, 2007

VI. The Internationally Contested Status of Reyntjens as an Expert

Several international institutions, States[232] and Reyntjens' academic colleagues have rejected his status as an expert, denouncing his lack of integrity.

6.1. Before the International Criminal Tribunal for Rwanda

The debate over Reyntjens' status as an expert resurfaced on several occasions. Appearing as a "defense expert" in the Butare trial, Reyntjens faced objections from the lawyers of Pauline Nyiramasuhuko and her son Arsène Ntahobari, who were co-accused alongside Joseph Kanyabashi. The discussions focused on Reyntjens' actual qualifications and cast doubt on his true knowledge of Rwanda during and after the genocide.

The defense, represented by Counsel Marquis, presented a series of highly relevant arguments rejecting Filip Reyntjens' status as an expert on Rwanda:

"The role of an expert witness is to inform the Judges on specific matters of a technical nature that require particular knowledge in a defined field. From the five subjects on which Counsel Marchand wishes the witness to be declared an expert, it is clear that these fall within specific areas of expertise. Reyntjens does not meet the criteria for these particular fields. To be an expert in Rwandan history, there is an underlying concept: one must be a historian.

I can accept that Mr. Reyntjens may be an expert in law. (...) As for the governmental measures of Rwanda, I respectfully submit that it is unclear what that actually means in practice. It clearly falls outside a defined area of expertise, such as medicine, law, political science, or others. Therefore, I find it difficult to accept this qualification, which seems to me to encompass far too much.

232

As for the three other aspects: contemporary history of Rwanda, investigations, and historical analyses, including the events of 1994, he himself stated in his report and during his testimony that, regarding the facts, he relied on Ms. Des Forges. I find it difficult to understand how someone can claim to be an expert in these two fields. How can one assert expertise while relying on someone else's book? I therefore formally object.

As for the final aspect, human rights and personal rights, among others, in Rwanda, the problem arises when one adds "including investigations and analyses in this field." The witness himself states that he conducted no investigations regarding the events at issue here, in Butare, and particularly when he says "including the human rights situation in Rwanda before, during, and after the events of 1994." I respectfully submit that this is insufficient to qualify someone as an expert. I see nothing in Mr. Reyntjens' testimony that demonstrates technical knowledge on specific issues... no specialized knowledge. He does not possess such specific knowledge. Consequently, in my opinion, Mr. Reyntjens has only met the criteria for being considered an expert regarding law and human rights. However, with respect to Butare, I submit that he does not have sufficient knowledge to merit qualification as an expert in this specific field"[233].

It should be noted that Reyntjens, during his opening statement, explained his status as an expert, which was hardly convincing. He first indicated that he was a professor of African law and that he had gradually shifted toward the fields of politics and development: "I am currently a professor of African law and politics in Antwerp, and I am President of the Institute of Development... the Institute of Political and Development Management... Institute of Policy and Development Management."

[233]ICTR, Case No. ICTR-98-42-T, Trial Chamber II, 18 September 2007, The Prosecutor v. Pauline Nyiramasuhuko, Arsène Shalom Ntahobali, Sylvain Nsabimana, Alphonse Nteziryayo, Joseph Kanyabashi, and Elie Ndayambaje.

The first issue that arises in this case is that African law, as such, does not exist. In Africa, there is no singular "African law" equivalent to European law as embodied by the institutions of the European Union.

Regarding his publications, which would purportedly justify his scientific expertise on Rwanda, Reyntjens stated: "I cultivate a fairly broad field. I have published on Rwandan law, on the human rights situation in Rwanda, on elections, recent history, political developments between the 1980s and the period immediately preceding the genocide, and on Rwanda and other countries in the region within the framework of Great Lakes regional geopolitics." Overall, the status of an expert requires high standards of scientific rigor, including profound knowledge of the subject matter, field experience based on precise facts that the expert has personally observed, verified, confronted, and analyzed, leading to conclusions that are methodologically sound and substantively reliable. This is not the case for Reyntjens with respect to his writings on Rwanda since 1994".

6.2. Objections from renowned academics and observers

In 1991, the Belgian daily La Libre Belgique noted regarding Filip Reyntjens that "his pro-Hutu revolution opinions are well known"[234]. Currently, it is historians and political specialists who have expressed their views on him. Thus, on September 25, 2017, following the publication of an issue of the journal QUE SAIS-JE? authored by Reyntjens through the French University Press, which distorted the historical facts constituting the genocide against the Tutsi, a collective of 90 primarily European figures, including numerous historians, published an opinion piece in Le Monde newspaper in which they demonstrated Filip Reyntjens' bad faith and unscientific approach.

[234]La Libre Belgique, 26 novembre 1991

They noted the following: They noted: "One can only welcome the fact that this highly politically sensitive subject, due to the role played by the French State in Rwanda, is the object of an accessible synthesis. Yet, while it pretends to be scientific objectivity, this work is entirely a political polemic: the text as a whole seems driven by a single purpose: to denounce the Rwandan Patriotic Front (RPF)".

Numerous similar critiques followed, suggesting a challenge to both the author and his publisher. Yet, in 2021, they released a second edition in which the same errors were deliberately repeated. Libération, on September 21, 2021, published an article on this edition with a telling headline: "Genocide of the Tutsi: a 'Que Sais-Je?' that knows very little." The authors directed their criticism at both the writer and the publisher:

"We can only be astonished that a publisher, whose aim is to make knowledge accessible to all, could have ignored the warnings of recognized historians and participated, for a second time, in disseminating theses that deny fundamental elements of the genocide against the Tutsi. In doing so, the Humensis publishing group (owner of PUF) has not only contributed to the popularization of historically obsolete theses but has also lent credibility to an author defending revisionist arguments about the last genocide of the 20th century"[235].

The authors describe Reyntjens as a Holocaust denier, backing up their claim with objective reasons: "Engaged in a media war against the Rwandan Patriotic Front (RPF) since 1990, to the detriment of the objectivity of his work, Filip Reyntjens repeats the repugnant theories attributing responsibility for the genocide of the Tutsis to the RPF, which, as early as October 1990, "could not have been unaware [...] that the attack would seriously endanger

[235]Among the authors of this section are renowned historians such as Professor Stéphane Audouin-Rouzeau, Research Director at the École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Paris; Dr. Hélène Dumas, EHESS; Dr. Annette Becker, Professor of History at the University of Paris Nanterre; Dr. Juliette Bour, EHESS; and others.

the Tutsis inside the country", thereby placing part of the blame for the genocide on the victims themselves".

The authors continue their solid argument: "Taking up one of the favourite arguments of the perpetrators of the genocide, Filip Reyntjens denies that the genocide against the Tutsis was planned in advance, arguing that it was the result of an unplanned process, triggered by the assassination of President Habyarimana and facilitated by the fear of Tutsis that existed among the population. This denial of the planning of the genocide, supported in a dubious manner by limited and selective sources, is all the more surprising given that Filip Reyntjens himself stated in 1995, under oath before the Belgian courts: 'However, I know from numerous reliable testimonies that a plan for genocide and political massacres had been in place for a long time, with the first signs already visible at the end of 1991".

CONCLUSION

In a country like Rwanda, which has experienced genocide, and given the persistence of genocidal ideology in neighboring countries, Rwanda, Burundi, and the Democratic Republic of the Congo, it is essential to prioritize, as Rwanda has done since the end of the genocide, a national identity that transcends ethnic identity. It is this choice alone that builds peace, not the opposite. The unity of Rwandans is historical, despite the genocide. Indeed, the unity of Rwandans and their national consciousness is documented in all the writings of the earliest explorers and missionaries.

The Rwandans' relationship to ethnicity was a colonial construct, which requires, for the consolidation of Rwanda's unity, a return to customary and historical values that strengthen it. It is the choice of unity that has allowed Rwanda to be rebuilt, and this approach is applicable to the three countries of the Great Lakes sub-region, still affected by remnants of the criminal ideology similar to that which caused and enabled the genocide against the Tutsi in 1994.

Any "expert" who does not align with the goal of consolidating national unity, but instead promotes division, hatred, and historical distortion, poses a danger to Rwanda and the entire Great Lakes region.

This is the case with Filip Reyntjens.

THROUGH BOOKS AND JOURNALS

Over the past two years, 2024–2025, several important books have been published on the Genocide perpetrated against the Tutsi, confirming that this crime and its consequences will remain a permanent historical reality. A notable development has been the publication of two significant works by two nuns from the Congregation of the Benebikira Sisters, Sr. Marie Josée Mukabayire and Sr. Anna Béata Murekatete. Through their writings, they recount their experiences of the genocide and provide the public with previously unheard testimonies from within religious congregations.

"Lessons from the Genocide against the Tutsi: Resilience and Forgiveness", a book by Sr. Marie Josée Mukabayire.

This book was released in 2024 and was publicly presented on January 3, 2024, at the Kigali Genocide Memorial in Gisozi, in the presence of the author. The work recounts Sr. Josée's experience during the genocide, when she was in charge of the Cyanika Health Center in Nyamagabe District. It narrates her escape, the extermination of her family, the courage of her religious congregation, the Benebikira Sisters, and her later departure abroad—first to Europe, then to the United States, and finally to Ghana.

The inspiration to make public the reality of the genocide proved essential, especially with the support of her American and Ghanaian fellow sisters, who showed her remarkable sympathy and encouragement to put her experiences into writing. Through this testimony, she seeks to contribute to memory, personal and collective healing, and ultimately to the hope of a peaceful Rwanda. This work also stands in contrast to a series of denialist books and writings produced by certain Rwandan clergy and missionaries that have multiplied since the end of the genocide in July 1994.

Some Rwandan priests, such as Venuste Linguyeneza, Fortunatus Rudakemwa, Juvénal Rutumbu, Simon Habyarimana, among others, as well as missionaries including the White Fathers Serge Desouter, Guy Theunis, Hans Zoller, and others along with the uncompromising Archbishop André Perraudin have distinguished themselves by publishing writings widely condemned for genocide denial.

That a humble Benebikira sister, Sr. Josée Mukabayire, should come forward to correct these distortions is deeply encouraging. English-speaking readers will find this important book well worth reading.

"The Genocide Committed against the Tutsi in Rwanda: The Contribution of the Benebikira Sisters to the Protection of Victims and the Reconstruction of the Country", by Sr. Anne Béata Murekatete.

Sr. Anne Béata Murekatete served as the Superior General of the Benebikira Sisters. Her book is particularly significant as it is the first work on the Genocide against the Tutsi written by a nun of such senior rank. The book recounts the actions of the Benebikira Sisters throughout the country during the genocide. It highlights the remarkable courage shown by many of them in their efforts to save lives. In some cases, militias killed them together with the Tutsi they were protecting, as happened at the parish of Simbi, where two Hutu Benebikira sisters were massacred alongside Tutsi who had taken refuge within the parish compound.

In Save, the central headquarters of the Benebikira congregation, the sisters both Hutu and Tutsi remained united. They sheltered hundreds of Tutsi refugees and succeeded in saving more than 270 Tutsi within the convent at Save, an act of extraordinary courage amid the horrors of the genocide.

The foreword to this book was written by Antoine Mugesera, Vice-President of DIALOGUE. He summarizes its message in these words: "Within this congregation, no one deserted, no one handed over a sister who was being hunted, and no one abandoned the

Tutsi who had sought refuge in the institutions or health centers they managed. No one sold their soul to the devil. All the sisters remained together, and at least eighteen of them paid for it with their lives".

As it is not possible to review all the books published over the past two years, we provide below a (non-exhaustive) list to guide DIALOGUE readers toward these works.

Some recommended books published on the genocide of the Tutsi between 2024 and 2025

- Nsengimana, Albert. *My mother killed me: Surviving the Genocide against the Tutsis in Rwanda.* Hugo & Compagnie, 2024.
- Akariza, Annely Laurette. *Rebounce: Transgenerational resilience in Rwanda - Resilience from ashes.* Inzozi Publisher, 2024.
- Hagenimana, Antoine. *The Grief of My Mother: A Treasure Hidden Under the Mountain - The Suffering and Resilience of a Child Survivor of the Genocide against the Tutsi.* iBABA, 2024.
- Iradukunda, Bruno. *My forgiveness story: A genocide Survivor's Story of Forgiveness & The In-Depth Study of the Theme.* Vital Readings Publishers, 2024.
- Le Scornet, Daniel. *Comprendre le Mécanisme Génocidaire.* Douce, 2025.
- Uwase, Dominique Alonga. *30 Years, 30 Stories: The light of hope will always shine.* Imagine We Rwanda, 2025.
- Dushimimana, Emmanuel. *My father's mysterious glasses.* Ingenzi Book Publisher, 2025.
- Nzamwita, Eric. *Gukurira mu gicucu cy'urupfu.* Pallotti-Presse, 2025.
- Mukurarinda, Gustave Mukunde. *The Snowfall: One Boy's Account of the 1994 Genocide Against the Tutsi.* Palmetto Publishing, 2025.

- Uwababyeyi, Honorine. *Diamonds in a Dustbin.* G&I Publishers, 2024.
- Hedden, Immaculée. *Munsi y'Ukuboko Kwayo Gukomeye.* Lulu publishing www.lulu.com, 2024.
- Ngabonziza, Jean Baptiste. *Munyaga mu icuraburindi: Amateka ya Jenoside yakorewe Abatutsi ku misozi ya Nkungu na Munyaga.* Besta Publishers, 2024.
- Nsanzabaganwa, Jean D'Amour. *Ntiryari iherezo: Amasomo twigiye mu bihe bigoye twaciyemo.* Tantum Publishers part of Tantum Group ltd, 2025.
- Umulinga, Josiane. *Survived to forgive, never again to genocide: Rwanda 1994.* John Mukora, 2024.
- Kayitesi, Judence. *The Unity Quest. tredition GmbH*, 2025,
- Murangwayire, Liliane. *Surviving the Unthinkable.* Inzozi Publisher, 2025.
- Sr. Mukabayire, Marie Josée, *Lessons from the genocide against the Tutsi in Rwanda: Resilience and Forgiveness.* Digibooks Ghana.Ltd, 2025.
- Kayitaba, Michel. *Agakiza gashyizwe mu ngiro: Umuti w'urwango n'isoko y'imbaraga zo kurwanya akarengane na jenoside.* Rwanda Editing and Literature Organization (RELO), 2024.
- Mutangana, Steven. *Rwanda: Imbabazi iwabo w'Abene-Imana.* Indoha Pub- lishing House, 2024.

- Sr Murekatete, Marie Anna Beatha. *Le Génocide commis contre les Tutsi Au Rwanda: Contribution des Benebikira à la protection des victimes et à la reconstruction du pays.* SMC Ltd, 2025.

- Umubyeyi Béata Mairesses, EJO, livre disponible en français et en kinyarwanda. Elle est l'auteure d'autres ouvrages trouvables sur Amazon.fr comme *Après le progrès, La Cheminante, 2019*; *Tous tes enfants dispersés, Autrement, France, 2019*; and the English version, *All your children scattered*, Europa Editions, 2022 (US), 2023 (UK); *Culbuter le malheur, Mémoire d'encrier, 2024* ; *Le convoi, Flammarion, 2024* ; English translation : *The convoy, Open Borders Press,* Orenda Books, 2025.

- François Xavier Nsanzuwera, *Briseurs de destin : les cerveaux du génocide des Tutsi,* Presses Universitaires St Louis, 2024.

- Henri Rousso et alii, *Le choc. Rwanda 1994 : le génocide des Tutsi,* 7 mars 2024

- Jean Pierre Chrétien, *Combattre un génocide : un historien face à l'extermi- nation des Tutsi du Rwanda (1990-2024)*, 5 avril 2024

- Jean Marie Vianney Rurangwa, *le génocide perpétré contre les Tutsi du Rwanda expliqué à ses enfants,* Kindle Editions, 2025

- Maria Malagardis, *Avant la nuit, Talent Editions, 2025; Rwanda: Vers l'apocalypse,* film documentaire, 7 avril 2025

- Antoine Mugesera, série d'ouvrages d'anthologie aux Editions IZUBA:
  - Rwanda 1896-1959 : *La désintégration d'une nation* (anthologie Vol.1)
  - Rwanda 1959 – 1962 : *La révolution manquée* (Anthologie Vol. 2)
  - Rwanda 1980-2010 : *Regards sur le Rwanda en marche* (Anthologie, Vol.3)
  - Rwanda 2009 – 2012 : *Du génocide et des rescapés* (Anthologie, Vol.4).

- Numukobwa Assumpta, *L'université m'a trahie,* 2025.

- Ngarambe François Xavier, *Le génocide contre les Tutsi du Rwanda,* l'Harmattan, 2025.

- Jean-Pierre Peeters, *Rwanda, 30 ans après, encore et toujours,* les Lys Bleu, 2024.

DIALOGUE

DIALOGUE